

renouvellement
M.F.A.

Les premiers Français
évacués du Cambodge
sont attendus
mardi à Paris

LIRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,20 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 2,75 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 rials ; Italie, 250 L. ; Japon, 120 y. ;
Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,65 fl. ; Portugal, 1 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 d. dir.
Tarif des abonnements page 33
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 26 65572
Tél. 770-91-29

DOUBLE SUCCÈS POUR LE CHANCELIER SCHMIDT

L'opposition allemande n'a pas réussi à remporter les élections à Düsseldorf et à Sarrebruck

LE REFLUX

Après les consultations régionales de Sarre et de Rhénanie du Nord-Westphalie, le succès du chancelier Schmidt a été à la mesure des inquiétudes éprouvées, même si, comme l'a affirmé prudemment le chancelier, les résultats n'ont pas « préjugé l'avenir ». Les socialistes ont du moins réussi à enrayer la désaffection de leur électorat, qui leur avait valu un recul de dix points aux catastrophiques élections de Hambourg, en mars 1974.

Les chrétiens-démocrates, qui avaient crié victoire un peu vite, ne voient pas la série des consultations régionales s'achever à leur avantage. D'abord servis par la crise économique et par les difficultés intérieures qui accablent le chancelier Brandt, ils étaient en train de profiter du climat d'inquiétude que créait l'agitation d'extrême gauche, les dirigeants de la C.D.U. se trouvent dans la singulière situation de gagner partout des suffrages sans pouvoir arracher à leurs adversaires la moindre position. Dans aucun Land ils ne sont parvenus à prendre le relais d'un gouvernement de coalition social-libérale. A Sarrebruck, l'un des bastions de toujours, ils se trouvent désormais à égalité avec l'opposition.

Un fait de cette dernière consultation, l'opposition de Bonn est même en passe de subir un revers local de conséquence. Elle n'a vraisemblablement pu empêcher la mise en place d'un cabinet majoritaire en Sarre, perdre aussi sa majorité à la Chambre haute (Bundesrat), où sont représentés les Laender. Paradoxalement, c'est donc dans ce petit Land périphérique que le reflux chrétien-démocrate a la plus grande portée. Les Etats gouvernés par la C.D.U. disposaient de 21 voix au Bundesrat, contre 20 l'opposition ne disposait plus d'aucune voix. En outre, la démocratie chrétienne ne présentait ni à Düsseldorf ni à Sarrebruck des candidats très convaincants. Son équipe de Rhénanie-Westphalie était assez incolorable, alors que Sarre l'image du « Landessieger » (père du Land), Franz-Josef Roeder, ministre-président depuis quinze ans, se trouve quelque peu ternie. Il va sans doute continuer à expédier les affaires courantes.

Les trois partis ont exécuté à court terme le recours à de nouvelles élections qui pourraient lasser les électeurs. Le S.P.D. ne veut pas d'une grande coalition avec la C.D.U. : le F.D.P. refuse une coalition « bourgeoise ». La solution pourrait résider dans un gouvernement de tous les partis, mais elle paraît difficilement praticable après une vive campagne électorale.

Des deux consultations, ce sont les libéraux du F.D.P. qui tirent le bilan le plus positif. Leur parti est maintenant représenté dans toutes les diètes régionales. Sauf à Brême — où l'on votera en septembre — le parti social-démocrate ne peut former, sans son appui, aucun gouvernement de Land. Les libéraux sont ainsi devenus des partenaires indispensables à Bonn et dans les Laender. C'est une position de force nouvelle qu'ils ne manqueraient pas d'exploiter.

De notre correspondant

Bonn. — L'Union chrétienne-démocrate a gagné des voix aux consultations régionales du dimanche 4 mai, en Rhénanie-Westphalie comme en Sarre, mais — et l'on se réfère à ses espérances — elle a perdu les deux élections. A Düsseldorf, elle reste loin de la majorité absolue, qui lui aurait été nécessaire pour chasser la coalition libérale-socialiste du pouvoir. A la diète de Sarrebruck elle a perdu la majorité absolue des sièges qu'elle détenait depuis cinq ans. Sans doute obéissant-elle le même nombre de mandats que le parti social-démocrate et le parti libéral ensemble, mais il ne lui sera plus possible de gouverner sans l'appui d'une opposition qui paraît décidée à rester unie.

EN SARRE, le S.P.D. a obtenu 22 sièges, le F.D.P. 3, la C.D.U. 25. Les auteurs de la Constitution sarroise n'avaient pas prévu cette situation de match nul. Ils ont seulement précisé que, pour être élu, le ministre-président doit recueillir 28 voix. La C.D.U. a obtenu 49,1 % des voix, soit 13 points de plus qu'en 1970. Le S.P.D. 41,8 % (+ 1), le F.D.P. 7,4 % (+ 3). Le parti libéral revient ainsi à la Diète de Sarrebruck, dont il avait été exclu il y a cinq ans.

EN RHÉNANIE-WESTPHALIE, l'Union chrétienne-démocrate a obtenu 46,1 % des voix, soit 11 points de plus qu'en 1970. Le S.P.D. a obtenu 44,1 % et le F.D.P. 9,8 % (contre 6,7 % en 1970). Dans les deux Laender, les petits partis retrouvent moins de voix encore qu'en 1970.

La bonne tenue des sociaux-démocrates et des libéraux en Rhénanie-Westphalie, leur légère progression en Sarre, ont une cause commune : l'amélioration lente mais sensible de la situation économique à jour en leur faveur. En outre, la démocratie chrétienne ne présentait ni à Düsseldorf ni à Sarrebruck des candidats très convaincants. Son équipe de Rhénanie-Westphalie était assez incolorable, alors que Sarre l'image du « Landessieger » (père du Land), Franz-Josef Roeder, ministre-président depuis quinze ans, se trouve quelque peu ternie. Il va sans doute continuer à expédier les affaires courantes.

Les trois partis ont exécuté à court terme le recours à de nouvelles élections qui pourraient lasser les électeurs. Le S.P.D. ne veut pas d'une grande coalition avec la C.D.U. : le F.D.P. refuse une coalition « bourgeoise ». La solution pourrait résider dans un gouvernement de tous les partis, mais elle paraît difficilement praticable après une vive campagne électorale.

Des deux consultations, ce sont les libéraux du F.D.P. qui tirent le bilan le plus positif. Leur parti est maintenant représenté dans toutes les diètes régionales. Sauf à Brême — où l'on votera en septembre — le parti social-démocrate ne peut former, sans son appui, aucun gouvernement de Land. Les libéraux sont ainsi devenus des partenaires indispensables à Bonn et dans les Laender. C'est une position de force nouvelle qu'ils ne manqueraient pas d'exploiter.

DANIEL VERNET.

Exaltant la « coopération exceptionnelle » entre les deux pays

M. Giscard d'Estaing a reçu au Maroc un accueil particulièrement chaleureux

Poursuivant sa visite officielle au Maroc, le président Giscard d'Estaing devait participer, ce lundi matin 5 mai, à une partie de chasse dans le Moyen-Atlas, en compagnie de Hassan II, avant de regagner Rabat, où il aura mardi matin un entretien avec le souverain marocain. Le président de la République rentrera à Paris dans l'après-midi, après avoir donné une conférence de presse et offert un déjeuner en l'honneur du roi.

La journée de dimanche a été marquée par l'accueil particulièrement chaleureux réservé au chef de l'Etat français par la population marocaine, sur le parcours de Rabat à Fès et dans cette ville même. Dans le discours qu'il a prononcé samedi soir, à l'issue du dîner offert en son honneur par Hassan II, M. Giscard d'Estaing a évoqué la « coopération exceptionnelle » entre les deux pays, et déclaré à propos du récent ajournement de la conférence préparatoire sur l'énergie : « Loin de considérer que l'effort de concertation doit être interrompu, je tiens à dire ici que nous continuerons à en approfondir les conditions et à prendre, au moment opportun, les nouvelles initiatives qui seront nécessaires. »

De notre envoyé spécial

Fès. — Après une nuit de repos au Palais des hôtes de Fès, le président Giscard d'Estaing devait participer lundi matin, en compagnie du roi Hassan II, à une partie de chasse organisée en son honneur dans la région d'Alfira, dans le Moyen-Atlas. La réserve royale est riche en sangliers et en gibier de toutes sortes.

En début d'après-midi, M. Giscard d'Estaing devait regagner Rabat. Il donne, à 18 heures, une réception à l'ambassade en l'honneur de la colonie française. Plusieurs milliers de personnes doivent y assister, venant de toutes les régions du Maroc. On prêtait au roi Hassan II l'intention de faire une apparition à cette réception, ce qui serait sans précédent.

Mais cette expression a-t-elle encore un sens après la folle journée qu'a vécue dimanche le Maroc, et le fantastique accueil réservé au président de la République tout au long du voyage qui l'a conduit de Rabat à Fès en passant par Khemisset ? De l'avis de tous les témoins, qu'il s'agisse de Marocains, de Français résidant dans le pays, de journalistes ou de membres de la délégation française, aucun chef d'Etat n'aurait été reçu au Maroc de cette façon. « Je n'ai jamais vu de tels rassemblements »,

de telles foules, même pour les fêtes du Trône », nous a dit un chef d'entreprise français installé ici depuis vingt-deux ans. Il n'est guère possible d'évaluer de façon précise le nombre des personnes qui s'étaient massées tout au long des 200 kilomètres du parcours, mais il dépassait le million.

DANIEL JUNGHA.

(Lire la suite page 2.)

UN FACE-A-FACE SYNDICAL FRANCO-ALLEMAND

Se servir du système ou le changer

Des chefs d'Etat et de gouvernement se rencontrent à intervalles réguliers pour échanger leurs vues. Les tête-à-tête entre les deux syndicats sont généralement moins de bon aloi. Le secrétaire général de la C.F.D.T., et Heinz-Oskar Voigt, président du Deutsche Gewerkschaftsbund (D.G.B.), ont toutefois accepté de confronter leurs thèses devant Jacqueline Grapin et Joannine Roy, envoyées spéciales de notre supplément « Europe ». On ne s'étonnera pas que le premier souhaite « changer le système », et le second « s'en servir » pour améliorer sérieusement le sort des travailleurs. Mais sur d'autres points, et notamment sur le thème de la coopération possible entre pays industrialisés et pays en voie de développement, leurs opinions se rapprochent.

(Lire page 21.)

LE MÉDECIN DEVANT LA MORT

Si l'on en croit les multiples et récents ouvrages, communications académiques ou rapports gouvernementaux, la mort serait éliminée par les civilisations occidentales, rayée de la pensée quotidienne, et le tabou dont elle est l'objet serait plus profondément enraciné encore que ceux liés à la sexualité.

Le mythe de la toute-puissance médicale, le recul des religions du salut collectif d'ici-bas, expliqueraient l'attitude nouvelle de refus ou de négation d'un événement dont l'homme est seul, de tous les êtres vivants, à connaître l'échéance et à mesurer la portée.

Une enquête récente montre néanmoins que 73 % des Français pensent souvent ou parfois à la mort, et que 40 % — dont 13 % des catholiques pratiquants — affirment qu'« après la mort il n'y a rien ».

Une telle indication semble donner raison au pasteur Dumas, dont la voix, et elle seule, s'élève inlassablement pour affirmer que, loin de refuser la mort, notre société moderne est celle qui, pour la première fois dans l'histoire, la « regarde en face », dans toute l'ampleur de son néant.

Quelle soit née ou que ses véritables implications soient pour la première fois envisagées, il est un fait que la mort a changé et qu'elle ne ressemble plus que rarement, dans la société urbanisée et dans l'hôpital inhumain d'aujourd'hui, à l'événement familial et naturel qu'elle fut durant des siècles.

la mort, et que 40 % — dont 13 % des catholiques pratiquants — affirment qu'« après la mort il n'y a rien ».

Une telle indication semble donner raison au pasteur Dumas, dont la voix, et elle seule, s'élève inlassablement pour affirmer que, loin de refuser la mort, notre société moderne est celle qui, pour la première fois dans l'histoire, la « regarde en face », dans toute l'ampleur de son néant.

Quelle soit née ou que ses véritables implications soient pour la première fois envisagées, il est un fait que la mort a changé et qu'elle ne ressemble plus que rarement, dans la société urbanisée et dans l'hôpital inhumain d'aujourd'hui, à l'événement familial et naturel qu'elle fut durant des siècles.

I. — Les tourments du crépuscule

par le docteur
ESCOFFIER-LAMBIOTTE

hôpitaux psychiatriques et posent aux hospices un problème insoluble.

(Lire la suite page 16.)

Le Festival de Cannes débute samedi

Le procès-verbal d'un art effervescent

Le Festival de Cannes débute le samedi 10 mai. A cette occasion, M. Maurice Bessy, délégué général de la manifestation cannoise, expose son point de vue sur le rôle de ces rencontres cinématographiques.

Le vingt-huitième Festival international du film ne sera différent des précédents que dans la mesure où l'on admet qu'une certaine forme de cinéma bascule, que le cinéma d'aujourd'hui prête les armes aux armées.

Dans la trentaine de films de la manifestation — essentielle — la compétition — place est faite aux aînés, Antonioni, Bergman et Losey qui seront là, hors-concours, à titre d'exemple ; à Schlesinger qui nous propose le trompe-l'œil

AU JOUR LE JOUR

AUX ENFERS

En prélude à une grande séance d'exorcisme, M. Mitterrand a démasqué les deux démons qui menacent l'âme des communistes et des socialistes.

Pour les premiers, Balzuth s'appelle le stalinisme, et c'est un fantôme qu'on n'aurait pas vu venir, même à titre de revenant. Pour les seconds, le Malin se nomme la troisième force, qui a pour résultat de faire de ceux qui en sont possédés les avocats du diable.

Et il faut reconnaître qu'il est diablement plus difficile de se soucier de ses propres démons que de l'enfer des autres.

BERNARD CHAPIUS.

la grande muette
serait-elle
sourde et aveugle ?

ARMÉE
Rémy Baudoin
Michel Stak
Serge Vignemont

NATION
le rendez-vous manqué

Col. "Virages" / 384 pages 40 F

puf

Après la victoire des révolutionnaires en Indochine

DIRIGÉ PAR LE GÉNÉRAL TRAN VAN TRA

Un comité militaire administre Saigon

Le général Minh a rencontré les nouveaux dirigeants

Radio-Saigon rebaptisée Radio-Liberté, a diffusé, dimanche 4 mai, la liste des membres du comité administratif militaire de la capitale. Les grandes villes du Sud sont dirigées provisoirement par de tels comités, qui seront remplacés par des comités révolutionnaires sur la base d'une large représentation illustrant la concordance nationale.

Le comité de Saigon est présidé par le général (à trois étoiles) Tran Van Tra. Il comprend cinq vice-présidents (le général Hoang Cam, membre de l'état-major de défense de la ville, le général Van Van, MM. Vo Van Viet, Mai Chi Thieu et Cao Dang Chiem), et cinq membres : le colonel Sui Thanh Triet, le colonel Ky Shap, vice-ministre de l'économie du G.R.P., le docteur Nguyen Van Thu, MM. Vo Thanh Dan et Phan Minh Tanh.

Le général Tran Van Tra, âgé de cinquante-deux ans, est originaire de la province de Quang-Ngai, dans le Centre-Vietnam. Membre du parti communiste indochinois dès 1940, il a participé à la première guerre et a été l'un des dirigeants militaires du F.N.L. du Sud depuis 1964. A la suite de la signature de l'accord de Paris, il a pris la tête de la délégation du G.R.P. à la commission militaire quadripartite, et s'est rendu à Hanoi, où il avait été accueilli comme un héros national. Son nom ne figure pas sur la liste des membres dirigeants du P.C. du Vietnam du Nord, pas plus que sur celle des principaux responsables militaires de Hanoi. Quant au général Hoang Cam, il est, lui aussi, un Sudiste.

Quatre anciens dirigeants de Saigon, parmi lesquels le général Minh, vivent librement dans la capitale. Indique Radio-Liberté, ils ont rencontré les nouveaux responsables « dans une atmosphère détendue ». L'un d'eux a exprimé « l'espoir qu'ils ont contribué à la reconstruction du pays en fonction de leurs capacités » et « le vœu de devenir le citoyen d'un Vietnam indépendant » a déclaré le général Minh au cours d'une réception au palais présidentiel.

LA SITUATION DES FRANÇAIS DANS LA CAPITALE EST SATISFAISANTE

Les trente-huit journalistes et photographes français qui se trouvent à Saigon sont en bonne santé, convenablement traités et peuvent travailler dans des conditions tout à fait normales, indique-t-on à Paris, de source autorisée.

On ajoute de même source que, selon des informations sûres reçues à Paris, la situation apparaît dans l'ensemble calme dans la capitale sud-vietnamienne. Seule la suspension des communications avec l'étranger ne permet pas, pour le moment, l'acheminement des informations recueillies par les journalistes. La même source précise que l'ambassadeur de France à Saigon, M. Mériel, dont la première tâche a été de s'assurer de la protection des ressortissants français après la prise du pouvoir par le gouvernement révolutionnaire, a fourni des informations tout à fait rassurantes en ce qui concerne notamment l'attitude du nouveau gouvernement à l'égard des personnes et des biens. — (A.F.P.)

Chine

LA PREMIÈRE DÉLÉGATION DE LA C.E.E. SÉJOURNE À PÉKIN

Pékin (A.F.P.). — La première délégation officielle du Marché commun à se rendre en République populaire de Chine, dirigée par Sir Christopher Soames, vice-président de la Commission de Bruxelles, chargé des relations extérieures, est arrivée, dimanche 4 mai, à Pékin.

Cette délégation, qui compte six membres, est l'invitée en Chine où elle doit séjourner jusqu'au 12 mai — de l'Institut du peuple chinois pour les affaires étrangères. Sir Christopher a dit que la construction de la Communauté commençait à aller de l'avant dans les sphères politiques.

« Pour que l'unité européenne soit une réalité, elle doit, comme vous le dites en Chine, marcher sur deux jambes, c'est-à-dire une jambe économique et une jambe politique », a-t-il ajouté.

« Nous ne considérons pas que les problèmes politiques peuvent se résoudre seuls par la seule action des deux super-puissances, et nous pensons qu'il est important que l'Europe, par sa seule voix, quand elle traite avec elles », a-t-il conclu. Sir Christopher rencontre, lundi, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua.

D'autre part, le G.R.P. a lancé un ultimatum à tous les militaires de l'ancien régime, les invitant à se présenter très rapidement avec, éventuellement, leurs armes et leurs documents. Une adresse a été donnée à cet effet, dans un faubourg de Saigon. Les contrevenants sont passibles de « sévères représailles ».

La radio de Saigon fait état d'une rapide reprise des activités économiques, industrielles notamment. Mais, plus que des informations, elle donne surtout des avis à la population. On note aussi la réapparition de quelques chansons traditionnelles, très mélancoliques. La plupart des nouvelles speakerines parlent la langue des paysans du Delta du Sud.

Sur le plan diplomatique, trois éléments doivent être notés : 1) Le gouvernement révolutionnaire et Hanoi sont revenus, pendant le week-end, sur la question de la restitution au nouveau régime de Saigon des avions et des navires ayant quitté le Sud la semaine dernière. La note ne s'adresse plus à la seule Thaïlande, mais aussi à Singapour, aux Philippines et à la Malaisie. Un journal de Bangkok écrit, lundi, que le porte-avions américain Midway se dirige vers la Thaïlande et pourrait embarquer les cent vingt-cinq avions sud-vietnamiens qui ont atterri à la base d'Utapao.

2) Le gouvernement révolutionnaire a publié, samedi, un décret ordonnant la fermeture de toutes les missions diplomatiques de Saigon. Les chefs de mission doivent dresser la liste des documents et biens vers dont ils sont propriétaires, et la fournir au nouveau gouvernement.

« Les actes de destruction de biens et les détournements de fonds des « anciens », indique le décret. 3) Le bureau de liaison du gouvernement révolutionnaire auprès du siège des Nations unies, à Genève, a demandé l'admission d'une délégation de Saigon à l'Organisation météorologique mondiale. Une semblable demande avait déjà été présentée pour l'entrée à l'Organisation mondiale de la santé.

De son côté, M. Bouffé, ministre algérien des affaires étrangères, a adressé un télégramme à M. Walidim, secrétaire général des Nations unies, dans lequel il affirme : « Le mouvement est venu pour les pays non alignés — et c'est dans leur intérêt — pour les pays épris de justice, de paix et de liberté et c'est dans leur vocation d'œuvrer d'une façon militante, de concert avec les autres membres de la communauté internationale, pour donner la place qui revient de droit aux autorités légitimes et légales du peuple sud-vietnamien dans l'Organisation des Nations unies aussi bien que dans ses institutions spécialisées. »

Un texte à peu près semblable a été lu par Radio-Liberté : il pourrait s'agir du même télégramme de M. Bouffé. Le gouvernement algérien étant, à cet égard, très proche de celui de Saigon, le télégramme du ministre algérien des affaires étrangères des nouvelles autorités du Sud. Le renouveau du Vietnam ne serait pas envisagé avant assez longtemps s'il n'était confirmé que le régime de Saigon veut entrer à l'ONU. — (A.F.P., Reuter.)

DEVANT L'AMBAassade DU SUD A PARIS

« Ma fiancée est peut-être à Guam, ou ailleurs... »

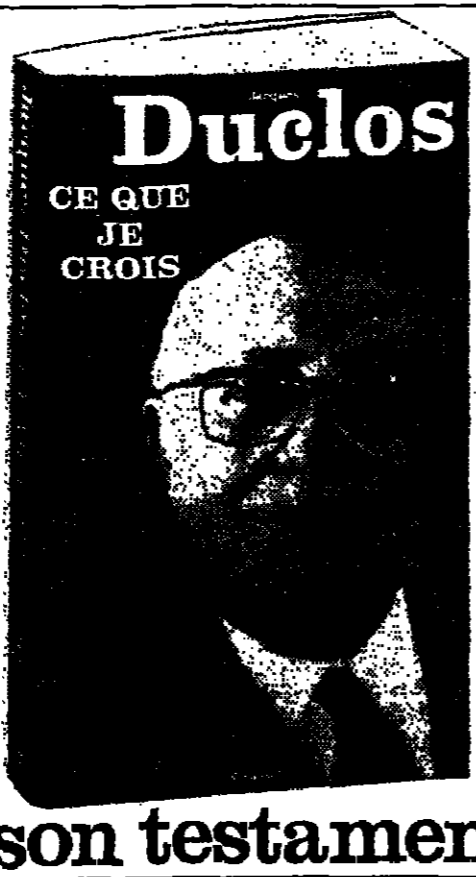
« Nous ne sommes pas sûrs que ces papiers soient valables, mais nous faisons cela par précaution. Assis sur un banc devant l'ambassade du Vietnam du Sud (1) à Paris, plusieurs étudiants vietnamiens remplissent sur leurs genoux ou à même le banc des certificats de nationalité, des extraits de naissance. « Si je change de nationalité, je veux être sûr d'être dans mon droit, et puis on nous a dit qu'il valait mieux le faire, dit l'un d'eux. Il ne reste plus qu'à attendre le tampon officiel. Grospepié autour de la porte de l'ambassade, les jeunes Vietnamiens, en majorité étudiants et lycéens, attendent et murmurent leur tour. Echanges de poignées de mains, sourires, rires, rien ne témoigne des événements que leur pays connaît. »

L'atmosphère est à la bonne humeur, jusque dans la façon dont le portier, un étudiant arrivé pour l'occasion, appelle les noms. Garçons et filles s'interpellent, se renseignent mutuellement. Une dizaine de policiers regardent en silence, étonnés peut-être. « Les Vietnamiens sont un peu habitués à la guerre, dit une jeune fille. Mon frère et moi n'avons plus de nouvelles de notre famille ; nous ne savons plus rien, et au Cambodge, c'est pire... Maintenant, il va

fallait travailler, mais ce sera difficile de trouver quelque chose, car le travail est d'abord réservé aux Français. » Remarque d'un des eux vient faire prolonger leur passage ou leur carte de séjour. « Mon passeport est valable jusqu'en 1983 ; j'espère ainsi avoir le temps de trouver une fiancée. » La jeune fille qui vient de porter le laissez-passer aucune incertitude. Un garçon remplit un extrait d'acte de mariage : « Je dois me marier bientôt. Ma fiancée a été évacuée dernièrement, mais je ne sais pas où elle est, peut-être à l'île de Guam ou ailleurs. »

Un étudiant, venu de province pour remplir ses feuilles et celles de ses amis, explique dans quelle impasse il se trouve : « J'ai le choix entre deux choses : revenir dans mon pays et subir un régime que je n'accepte pas, ou ne plus jamais revoir ma famille. Bien sûr, j'ai des parents en France, mais ils ne sont ni mon père ni ma mère. » Ce choix, la plupart d'entre eux, auront à le faire, et pourtant, sur son visage comme sur ceux des Vietnamiens présents, on ne voit ni doute, ni leur ni émotion. « Nous sommes des Orientaux », explique-t-il.

(1) Les nouveaux responsables n'y étaient pas encore installés samedi 3 mai.



grasset

LES RÉFUGIÉS SUD-VIETNAMIENS SONT MAL ACCUEILLIS AUX ÉTATS-UNIS

Des réfugiés sud-vietnamiens continuent d'arriver à l'étranger. Nombre de personnes se trouvent encore dans des conditions de vie lamentables, sur des bateaux qui errent en mer de Chine du Sud. Vingt-cinq autres embarcations sont ancrées au large de Singapour. L'ancien vice-président Ky se trouve maintenant à Guam, où quarante-cinq aviateurs demandent à rentrer dans

leur pays : ils avaient cru, quittant Saigon par avion, qu'ils seraient transportés sur des bases vietnamiennes sûres, mais ils furent ammenés en Thaïlande puis, contre leur gré, et après avoir subi des piqures calmanantes, à Guam. D'autre part, le Foreign Office étudie la possibilité d'installer en Grande-Bretagne un certain nombre de réfugiés du Sud.

L'indifférence d'un pays d'immigrants

De notre correspondant

Washington. — L'opinion publique américaine s'est adaptée sans heurt à l'ère post-vietnamienne. A l'exception de certains chefs de file de la droite du parti républicain, comme le sénateur Goldwater ou l'ancien gouverneur Reagan, d'une minorité de militaires, de membres du Congrès et de journalistes, personne n'a manifesté d'émotion particulière pour la « porte de l'immigration » de la capitale.

Il est surprenant en effet que le même pays qui a ouvert ses portes à 400 000 personnes déplacées d'Europe orientale après la fin de la seconde guerre mondiale, absorbé des centaines de milliers d'Allemands de l'Est dans les années 50, accueilli chaleureusement 40 000 combattants de la liberté à Hong Kong en 1956, et finalement s'est accommodé de 675 000 réfugiés de Cuba, manifeste une telle réserve — pour ne pas dire hostilité — envers quelque 120 000 Sud-Vietnamiens. Certes le chômage explique en grande partie ce changement d'attitude du grand public, craignant de nouveaux concurrents sur un marché du travail sensiblement réduit.

Il faut tenir compte également d'un racisme latent, notamment en Californie, où les anciens immigrants maintiennent installés considérablement avec malveillance les derniers arrivés. Le phénomène fait partie de la tradition américaine. Chaque année, pourtant, les États-Unis absorbent, sans sérieuse controverse ni incident majeur, des centaines de milliers d'immigrants de couleur venant des pays asiatiques, sans oublier un nombre considérable d'immigrants illégaux. La couleur de la peau ne peut donc être tenue comme la

Racisme ou remords ?

seule explication de l'attitude hostile du public. Plusieurs sociologues ont donné d'autres raisons, essentiellement psychologiques. Les Américains, disent-ils, veulent oublier au plus vite le Vietnam. La présence de ces réfugiés ravive et entretient désagréablement le souvenir de ce mauvais épisode de l'histoire américaine. Il est possible aussi qu'ils se défontent de leur mécontentement et de leur frustration en s'en prenant à d'autres, peu nombreux et innocents. Pour David Reisman, professeur à Harvard, les réfugiés sont victimes du même ressentiment éprouvé, pour des raisons différentes, à la fois par les « petits Blancs », profondément racistes, et par l'élite universitaire, hostile à la guerre du Vietnam.

Un autre sociologue, M. Glazer, estime que le mauvais accueil fait aux réfugiés a pour origine l'évolution politique aux États-Unis. Dans les années 50 et 60, le mot d'ordre « Lutter contre le communisme » représentait la motivation profonde de ceux qui accueillaient à bras ouverts les Hongrois et les Cubains. La conclusion commune des experts est que l'attitude du public est essentiellement passagère, que dans six mois les cent vingt mille immigrants vietnamiens seront intégrés dans la société américaine comme tant d'autres avant eux. Dans l'immédiat, il faut constater que les éléments les plus hostiles aux réfugiés sont ceux-là mêmes qui, au nom de la lutte anticomuniste, poussent à l'intervention militaire américaine au Vietnam.

HENRI PIERRE.

A « TENT CITY », EN CALIFORNIE

Millionnaires et miséreux se côtoient provisoirement

Camp-Pendleton (A.F.P.). — Millionnaires et miséreux font la queue ensemble pour la soupe populaire à « Tent City ». Tous sont des réfugiés du Vietnam du Sud.

Les millionnaires, ce sont d'anciens officiers, des hauts fonctionnaires, des hommes d'affaires, qui sont parvenus, depuis Guam, à rejoindre le camp de Pendleton, en Californie, avec des liasses de dollars et des lingots d'or.

Les miséreux, ce sont ceux qui n'ont pu emporter que quelques hardes. Ils sont amassés dans la ville aux mille tentes érigées en cinq jours par les fusiliers-marins du camp.

Mme Phan Thi Kim Doan, un jeune médecin, raconte : « Nous avons vu plusieurs personnes bloquées lors des contrôles électroniques des services d'immigration à Guam. Elles étaient toutes portuses de lingots d'or. Une vieille femme avait dissimulé des barres de métal précieux dans une ceinture. Les contrôleurs lui ont restitué cette fortune, qu'elle est allée tranquillement échanger sur place. »

« Ces parasites... »

« Ces parasites, à qui nous devons la perte du Vietnam du Sud, savent que leur vie matérielle est désormais assurée. Mais nous ? », demande M. Tan Dinh Thuan. Qu'allons-nous faire ? J'ai près de cinquante ans. Je ne pourrai jamais relaire ma vie aux États-Unis. J'ai été éduqué dans la culture française comme tous ceux de ma génération. Nous sommes des centaines pour qui la seule chance, ce serait la France. Peut-être les Français accepteraient-ils de m'accueillir ? Après tout, j'ai servi l'administration française pendant dix-sept ans... »

Le lieutenant-colonel Vinh, ancien porte-parole du général Ky, veut, quant à lui, rester aux États-Unis. Il connaît les problèmes de la corruption, « mais, dit-il, je ne me suis jamais enrichi en profitant de mon poste. Je suis arrivé ici totalement démuné. Mon premier souci est de trouver un emploi, n'importe lequel, même l'œuvre de valet. Il me faut nourrir ma femme et mes trois enfants. Le Sud est perdu pour toujours, mais si on nous demande de repartir au combat contre les communistes, je répondrai présent le premier », conclut-il désemparé.

au guichet d'une banque, contre des devises. Une voix invitait d'ailleurs, par haut-parleur, les réfugiés à venir changer leur or.

M. Tan Dinh Thuan, un journaliste, cite le cas d'un ancien chef de bataillon devenu conseiller provincial de Gia-Dinh. « A Guam, dit-il, il a échangé sous mes yeux plus de 200 onces d'or, au point que la banque n'avait plus de dollars pour les clients suivants. Et il avait encore de l'or dans deux sacs de voyage. »

L'une des personnes évacuées détenait 150 000 dollars en billets dissimulés sous ses vêtements. Les contrôleurs ont patiemment compté, à la vue de tous, cette fortune, puis l'ont rendue au porteur.

« Comment s'étaient-ils procurés tout cela ? », demandent ces témoins. « Par la corruption, affirmait-il aussitôt. Maintenant, on les retrouve à Camp-Pendleton. Ils se mettent, avec une fausse humilité, dans les files qui s'allongent devant les cuisines improvisées. Ils essaient de se faire oublier mais nous les reconnaissons. »

Les réfugiés portent tous des vareuses militaires qui leur ont été données pour les protéger de la fraîcheur. N'ayant pas dans leurs stocks de vêtements d'enfants, les « marines » ont fourni leurs vestes de combat. Les petits-Vietnamiens y disparaissent, mais ils sont au chaud.

Le chiffre des réfugiés du camp s'est stabilisé dimanche aux environs de huit mille personnes. Les arrivées importantes de la journée avaient été compensées par les départs de ceux qui, ayant la chance d'être parvenus par des Américains, avaient pu quitter Pendleton. Parmi les derniers arrivants figuraient de nombreux officiers de l'armée de l'air et trois anciens ministres dont les noms n'ont pas été divulgués.

7 500 MILITAIRES AMÉRICAINS VONT QUITTER LA THAÏLANDE

Bangkok (A.F.P.). — Environ sept mille cinq cents militaires américains quitteront la Thaïlande d'ici à la fin de juin, annonce, lundi 5 mai, un communiqué du ministère thaïlandais des affaires étrangères.

Ce retrait, décidé par les autorités thaïlandaises et américaines, ramènera à dix-sept mille cinq cents le nombre des militaires américains basés dans le royaume. Une source militaire américaine à Bangkok indique qu'il y avait encore vingt-cinq mille militaires et trois cent cinquante avions sur le sol thaïlandais en janvier 1975. Le gouvernement du royaume de Bangkok ne fait aucune mention d'un retrait d'appareils. Voici sept semaines, le gouvernement dirigé par le prince Kukrit Pramoj, avait annoncé que d'ici à mars 1976 il aurait obtenu le retrait de tous les militaires et de tous les avions américains.

(PUBLICITE)

Un institut applique sa méthode pour empêcher les cheveux de mourir.

VOTRE ATOUT LE PLUS PRÉCIEUX ET LE PLUS MENACÉ.

Atout charme, bien sûr, mais aussi atout professionnel. Tout le monde sait en effet qu'une chevelure saine et clairsemée donne facilement dix ans de plus, alors qu'une chevelure saine et en bonne santé est la garantie d'une apparence jeune et dynamique. Or, des signes inquiétants se manifestent chez des milliers d'hommes et de femmes de tous âges : démangeaisons, pellicules, cheveux gras, secs ou cassants, chutes abondantes... c'est une grave erreur de les négliger. Attendez, c'est risquer de les perdre définitivement.

DES ANNÉES DE RECHERCHES AUX ÉTATS-UNIS.

L'Institut Capillaire ne propose aucun "moyen miracle" pour retrouver la chevelure de vos rêves. Seule une méthode sérieuse, mise au point après de patientes recherches en laboratoire peut assurer de véritables chances de succès.

C'est une technique exclusive, découverte et mise au point aux États-Unis, qu'applique l'Institut Capillaire.

Elle se déroule en deux phases :
• Corriger la chute par la remise en état du cuir chevelu ;
• On débarrasse les follicules pileux des dépôts qu'ils obstruent.

• Stimuler la repousse et activer la croissance par l'application d'un revitalisant.

POUR UNE RENOVATION DURABLE DE VOTRE CHEVELURE : DE LA PÉRSÉVÉRANCE ET DE LA DISCIPLINE.

Un traitement sérieux se doit d'être appliqué avec sérieux : c'est donc en étroite collaboration avec ses clients que l'Institut Capillaire après avoir procédé à un examen approfondi de chaque cas, entreprend les applications à un rythme régulier. Locaux ultra-modernes, opératrices compétentes, accueil souriant et compréhensif : toutes les conditions sont réunies pour assurer le succès.

Alors, si l'état de vos cheveux vous inquiète, n'attendez pas qu'il soit trop tard, appelez immédiatement l'Institut Capillaire entre 11 h et 20 h du Lundi au Vendredi et de 9 h à 13 h le Samedi.

Un entretien confidentiel de 3/4 d'heure vous sera consacré. Des traitements avec applications à domicile sont préparés pour les clients habitant hors de la ville.

INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGE CAP

La garantie de leur sérieux : aucune personne n'est acceptée si son cas ne relève pas de leur compétence.

PARIS - 75008 - 116 bis, Champ-Élysées
1, rue Lord Byron - 225.59.49
AIX-EN-PROVENCE - 13100 - 1, rue Laperrière - (91) 26.37.01
ANGERS - 49000 - 15, bd Foch - (41) 88.57.03
CLERMONT-FERRAND - 63000 - 27, rue Blatin - (73) 93.18.34
DIJON - 21000 - 15, rue du Château - (80) 32.97.57
LIMOGES - 87000 - 6, rue Mireboeuf - (55) 32.45.37
MARSEILLE - 13001 - 54, rue de Rome - (91) 33.21.60
MONTPELLIER - 34000 - 11, bd Sarrail - (67) 72.81.56
NANTES - 44000 - 11, rue Boileau - (40) 71.11.55
NICE - 06000 - 12, rue de France - (93) 87.11.18
RENNES - 35000 - 25, rue de la Monnaie - (99) 50.16.88
TOULON - 83100 - 2, rue d'Antrechaud - (94) 92.60.54
TOURS - 37000 - 22, rue Victor-Laloux - (47) 20.33.60

ASIE

INDE : UNE BOMBE QUI NE VEUT PAS DIRE SON NOM

II. — Beaucoup de bruit pour rien ?

par NICOLAS VICHNEY

L'engin nucléaire que l'Inde a fait détoner en 1974 avait été réalisé grâce à un réacteur canadien. Tandis que les États-Unis manifestent leur réprobation, Paris félicite la Nouvelle-Delhi, mais en prenant quelques précautions (« Le Monde » des 4-5 mai).

Bombay. — L'arche de la Porte de l'Inde, un arc de triomphe de la présence anglaise, des républicains à éviter en luyant et des vrais pauvres aussi, un rappel du niveau de vie d'un des locaux qui ne respirent pas le luxe et, finalement, un bureau où de toute évidence on s'active plus qu'on ne se repose. Voici, enfin, pourchassé à Bombay alors qu'il se trouvait à l'étranger, recherché à la Nouvelle-Delhi quand il était déjà à Bombay, le docteur Sethna. Président de la Commission indienne de l'énergie atomique, c'est à ce

titre l'un de ces nouveaux maharadjahs qui, avec pour l'art de leur talent « manager », règnent sur une Inde qu'ils veulent de demain alors qu'elle est encore plus d'hier que d'aujourd'hui. Pourtant, étonnamment, son anglais de quelques phrases en français, recourant au tableau noir pour décrire ce réacteur atomique dont l'Inde est si fière, il se montre catégorique : « L'Inde n'est pas une puissance nucléaire militaire » (not a nuclear weapon power).

Mais le docteur Sethna se veut aussi convaincant. Pour étayer cette position, celle que l'Inde n'a cessé d'adopter depuis l'explosion nucléaire du 18 mai 1974, qu'il a provoquée d'ailleurs, sans en disposer de tout un arsenal d'armement.

L'offensive et la défense

— D'abord, un rappel de la tradition : l'usage veut en Inde que l'on présente les budgets d'une manière détaillée, que l'on précise avec soin l'affectation de chaque dépense. La pratique fait aussi, sans l'argent est rare, que tout

bénéficiaire de crédits se ferait plutôt arracher les yeux que de les voir s'orienter ailleurs. Or, l'examen des documents officiels ne laisse apparaître aucune trace d'un programme nucléaire militaire. Qui plus est, loin d'être en expansion, les sommes allouées au programme atomique ont été réduites à l'occasion du dernier exercice budgétaire (une diminution de 10 millions de roupies (1) sur un budget de 1 360 millions).

Un appel au réalisme en suite : l'Inde n'aura jamais les moyens financiers de poursuivre la mise en œuvre de programmes conduisant à une force de dissuasion nucléaire. La France ne saurait pas ce que ça lui coûte ?

— Une pointe de technique : celui qui a fait la bombe A fera la bombe H. Mais la bombe H, c'est de l'uranium enrichi et l'Inde ne travaille pas sur l'enrichissement de l'uranium.

— L'aspect juridique, pour amorcer la conclusion : de toute

façon, l'Atomic Energy Act qui définit les pouvoirs de la Commission indienne de l'énergie atomique lui interdit toute recherche de caractère militaire. En France, le centre de recherche Babat, à Trombay (dix mille personnes, dont deux mille scientifiques), n'a rien de secret. Il est ouvert aux visiteurs et on y organise fréquemment des réunions internationales.

Après l'offensive, la défense. Une bombe atomique, vous me dites, mais pour quel faire ? Ici et là, deux explications avaient été avancées pour expliquer, sinon justifier, une éventuelle volonté du gouvernement indien de se doter de l'armement nucléaire : « Ce n'est pas sans raison » et « Ce n'est pas sans raison ».

— « De telles interprétations de notre attitude sont incorrectes. » Mais alors, un engin nucléaire

pacifique, c'est pour quel faire ? Nous avons, explique en substance le docteur Sethna, de grands travaux à effectuer dans l'Himalaya, mais le régime de la mousson fait que le temps pour les effectuer est des plus courts : pas nous avons découvert, d'autre part, du pétrole off shore et il faudra en tirer le meilleur profit, en recourant aux explosifs nucléaires. D'ailleurs, nous collaborons, à ce sujet, avec les grandes compagnies pétrolières françaises.

— Ce qu'elle démentiront, sans cacher leur surprise. C'était peut-être pousser l'assaut avec trop de vigueur.

En fait, la question ne paraît pas être de savoir si un engin nucléaire peut avoir une utilité pacifique. Sur le papier, oui, et une preuve peut en être trouvée dans tous les écrits consacrés aux explosions pacifiques. Mais, en fait, il n'y a plus grand monde pour y croire, même parmi les Américains, qui se firent les pionniers de cette technique d'avant-garde.

Mieux vaudrait, semble-t-il, se demander pour quelles raisons l'Inde aurait été tentée de se doter d'un armement nucléaire : pour quelles raisons, aussi, elle chercherait à dissimuler ses efforts.

Première raison, et peut-être la meilleure : l'Inde en avait envie. Au fil des ans, elle a appris que le comportement des grandes puissances qu'elle risquait d'être soumise à des pressions diverses et changeantes, sans pouvoir en obtenir toutes les garanties qu'elle pouvait souhaiter : pour elle, comme pour bien d'autres, l'« om-

breille nucléaire » n'est désormais qu'une des utopies du monde moderne. Tout aussi instructif a été le comportement des pays de second rang, notamment des pays en voie de développement : l'accession de la Chine à l'armement nucléaire, accessoirement son entrée dans le « club » des puissances spatiales, ont suscité moins la réprobation que le respect. De là à mettre en balance les avantages à retirer d'un pacifisme militant et d'une manifestation de puissance.

Un gouvernement à la recherche d'un nouveau prestige après le semi-échec de la révolution verte — *panem et circenses* et les seconds à défaut du premier — une majorité, le parti du Congrès, en quête d'un thème d'audience nationale pour faire oublier ses faiblesses : un indien moyen qui a appris à faire rimer « paré et défilé », rien ne manquait au décor et il était possible de prévoir la pièce que l'on y jouerait.

Restait à confectionner l'engin lui-même. En 1971, les « fançons » de la Nouvelle-Delhi demandaient le lancement d'un « crash programme » (programme d'urgence) qui conduirait, et pour importer l'argent, à la bombe en deux ans. C'est en 1974 que la première explosion eut lieu : une toute petite année de retard, mais sans que l'on ait eu à dépenser une roupie de plus.

Il en est des bombes comme des fusées : même si en définitive elles ne servent à personne, elles sont utiles à ceux qui les construisent. Par les raffinements qu'elles appellent, ce sont des locomotives du progrès technologique. Si cette forme de progrès, l'Inde qui anime l'Inde en rêve jour et nuit, au point d'oublier que, peut-être, ses vrais besoins sont ailleurs.

Une ligne Maginot nucléaire dans l'Himalaya ?

Enfin, il n'était pas exclu qu'une bombe puisse servir, sinon aux militaires du moins aux diplomates.

Hostiles par principe à l'armement nucléaire — de précieux crédits qui se dispersent dans de futilles aventures — les milieux militaires indiens auraient pu en venir à imaginer de disposer d'une force de dissuasion rudimentaire. Pour l'Inde, lancer sur la Chine sur qui d'autre ? — des bombardiers porteur d'engins n'est pas plus stupide que, pour la France, de songer à diriger ses « vecteurs » conventionnels sur certaines agglomérations soviétiques : les avions seront moins bons et les possibilités d'interception aussi, il pourrait en résulter une dissuasion ou un semblant de dissuasion et, face aux missiles chinois, s'ils existent, le déséquilibre pourrait être graduellement effacé par l'entrée en service des fusées que l'Inde prépare à des fins naturellement pacifiques — le lancement pour le moins de satellites d'éducation « stationnaires »... — mais qui pourraient

toujours être déviés de leur destination première.

S'ils se refusent à voir aussi loin, ceux qui préoccupent la proximité de la Chine voient leur regard buter sur l'Himalaya. L'Himalaya, le docteur Sethna l'a évoqué, mais d'autres, peut-être, y avaient pensé avant lui. Dès 1972, certains experts américains avançaient en effet l'idée que la bombe atomique indienne, dont l'apparition ne faisait à leurs yeux aucun doute, trouverait un emploi facile dans le « verrouillage » du « toit du monde ». Quelques bombes judicieusement disposées à poste fixe, comme des mines. Une ligne Maginot nucléaire, en quelque sorte.

Mais pourquoi, parce qu'elles seraient semées dans les quelques rigoles qui serpentent entre les plus hauts sommets du monde, des bombes atomiques échapperaient-elles au sort commun de toutes celles reposant dans des soutes d'avion ou des ogives de missile, et qui est d'avoir été conçues pour ne pas servir ? Leur présence pourrait bien conduire, par accord tacite ou tout autrement à une « dénucléarisation » d'un éventuel conflit sur la frontière.

Il ne faut pas en rester là. C'est avec un mélange d'effroi et de colère que l'Inde voyait le puissant voisin décrocher progressivement tous les éléments d'une panoplie nucléaire complète : bombe A, puis, dans des délais records, bombe H, missiles. Certainement, la libre disposition d'un armement nucléaire même rudimentaire, et hors d'état de supporter la comparaison avec celui de la Chine ou du monde, la certitude qu'il n'est plus hors de portée, conduirait l'Inde à tempérer son sentiment d'infirmité. Un obstacle à mais il en resterait bien d'autres — serait levé sur la voie qui pourrait conduire, un jour, à l'établissement d'un nouveau climat entre la Nouvelle-Delhi et Pékin.

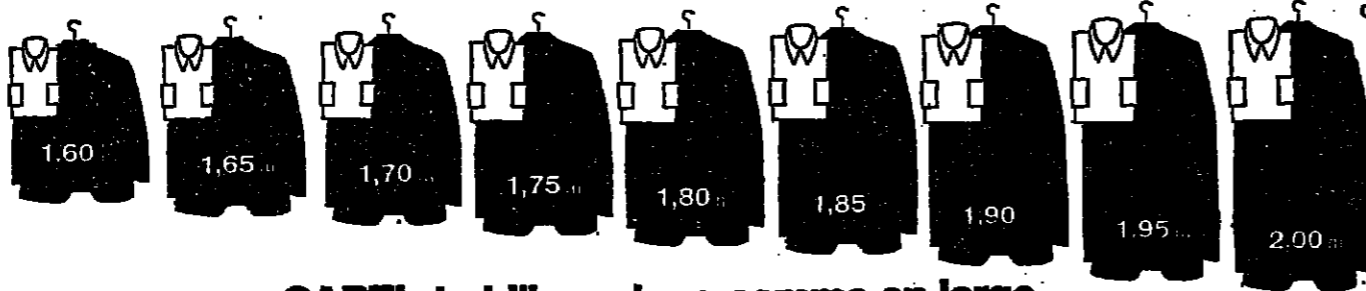
A l'occasion de l'explosion de Raghane de sa première bombe, la France a pu multiplier les déclarations flamboyantes : « Je prenais à tout le monde, elle ne menaçait personne. Mais, en péril de mort, Israël s'est mué dans le silence. L'Inde, elle, sait qu'il lui faudrait, compte tenu de l'état d'avancement de sa technique et de l'exiguïté de ses moyens, des années et des années pour donner forme à un éventuel programme nucléaire militaire.

Alors, s'interdire une première expérience tout en poursuivant un programme d'armement clandestin ? Pour cela, il aurait fallu tenir un meilleur compte de ses possibilités et un moindre compte de son opinion publique. D'interdire un premier essai ? Mais les grandes puissances ont toujours une oreille collée au sol pour mieux entendre les tremblements de terre anormaux, et c'est été impossible. Alors, parler haut et anticiper sur l'avenir ? Il serait trop tard de chercher à imposer un adversaire, surtout si on le croit susceptible, en agitant un sabre qui ne serait encore que de bois.

Tout poussait donc l'Inde à adopter une attitude volontairement ambiguë et à se mettre en mesure de proclamer, devant réactions que suscitèrent ses essais, que c'était faire beaucoup de bruit pour rien. Mais, voyons vraiment pour rien.

F I N

(1) Une roupie vaut approximativement 65 centimes.

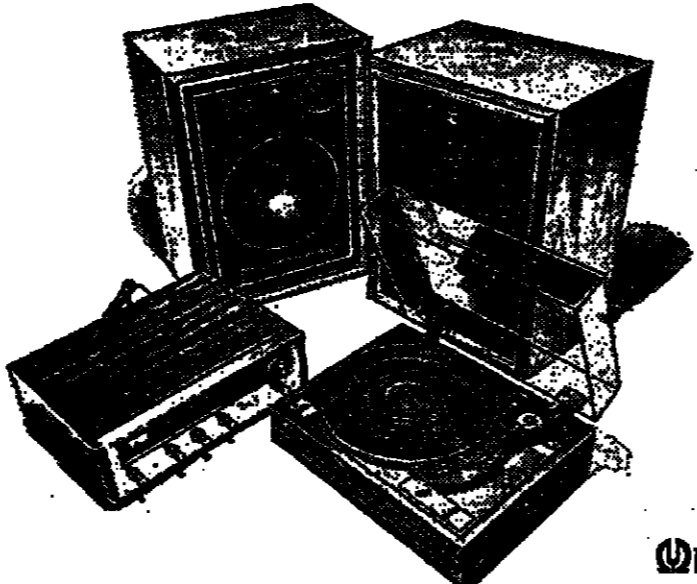


CAPEL habille en long comme en large

70 tailles en prêt-à-porter - Magasin principal : 74 bd de Sébastopol Paris 3^e, 272.25.09 - Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse Paris 15^e, 638.73.51

Darty : le seul spécialiste Hi-Fi qui ose vous signer le Contrat de Confiance à choisi Pioneer.

Deux raisons à ce choix : La platine de cette chaîne Pioneer est garantie 3 ans. L'ampli-tuner (grandes ondes et FM) et les 2 enceintes sont garantis 5 ans.



Jusqu'au 31 mai 1975, cet ensemble Pioneer est en promotion chez Darty. C'est comme si Darty vous offrait gratuitement la platine PL 10 et la cellule.

Venez tester cet ensemble dans l'un des auditoriums Darty
PIERREFITTE - 102, 114, avenue Léonie (RN1)
CHATILLON-S.-BAGNEUX - 151, avenue Marcel-Cachin (RN306)
CERGY-PONTOISE - Centre Régional "3 Fontaines"
BONDY - 123 à 153, avenue Galliéni (Bus 147 D)
CRETEIL - Centre Régional Créteil Soleil
THIAIS-RUNGIS - Centre Régional de la Belle-Epine
ORGEVAL - Centre Commercial Art de Vivre (Au pied du Novotel)
BAGNOLET - Pte de Bagnolet - M^e Galliéni
PARIS 11^e - 25 à 35, bd de Belleville - M^e Couronnes
PARIS-MADELEINE - (A partir du 21 Mai) - Place de la Madeleine

Ou dans l'un des autres magasins Darty
CHAMPIGNY - 12, avenue Roger-Salengro - La Fourchette - (RN4)
PARIS 18^e - 128, avenue de Saint-Ouen - M^e Pte-de-Saint-Ouen
PARIS 13^e - 168, avenue de Choisy - M^e Place d'Italie

Darty, le seul spécialiste Hi-Fi qui ose vous signer le Contrat de Confiance

هنا من الأنجل

PROCHE-ORIENT

SON NO

Fin de la visite de M. Arafat à Moscou

Un communiqué souligne « l'importance d'une participation de l'O.L.P. à la conférence de Genève »

Moscou. — La délégation de l'Organisation de la libération de la Palestine (O.L.P.), dirigée par M. Yasser Arafat et qui se trouvait en U.R.S.S. depuis le 28 avril dernier, quitte Moscou ce lundi 5 mai. Les entretiens de M. Arafat avec notamment M. Gromyko, ministre des affaires étrangères, et M. Ponomarev, secrétaire du comité central, se sont terminés dimanche soir après une interruption de trois jours due aux fêtes du 1^{er} mai. Ces discussions, qui ne paraissent pas avoir été toujours faciles, ont donné lieu à la publication d'un communiqué relative-

De notre correspondant

ment bref, dans lequel les deux parties soulignent « l'importance d'une participation de l'O.L.P. sur un pied d'égalité avec les autres parties intéressées aux efforts visant au règlement du problème du Proche-Orient, y compris à la conférence de la paix à Genève ».

Le communiqué ne fait aucune allusion au plan de paix soviétique en trois points — ou en trois phases — qui avait été esquissé il y a deux semaines par M. Gromyko, à l'occasion de la visite à Moscou de M. Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, de son préopposé.

Un accord sur l'évacuation de tous les territoires occupés par Israël en 1967 ;
— Un accord pour la création d'un Etat palestinien ;
— Un accord garantissant le droit de tous les Etats de la région, y compris Israël, à une existence et à un développement indépendants.

L'essentiel des discussions soviéto-palestiniennes a porté sur le principe et les modalités de la participation de l'O.L.P. aux travaux de la conférence de Genève. M. Arafat n'a pas voulu s'engager d'une manière précise sans avoir reçu d'invitation en bonne et due forme. Le communiqué d'origine d'ailleurs pas la participation de l'O.L.P. aux travaux de Genève, il met simplement en relief l'importance d'une telle participation. Il ne précise pas non plus si cette participation doit intervenir dès la reprise des travaux de la conférence ou au cours d'une seconde phase. Selon des sources bien informées, les Soviétiques auraient invoqué le précédent du Vietnam pour tenter d'amener leurs interlocuteurs palestiniens à une plus grande souplesse. N'est-il pas évident aujourd'hui, aurait notamment fait remarquer la délégation soviétique, que l'intérêt du G.R.P. était bien de participer aux négociations de Paris et d'accepter le compromis banal de janvier 1973, dans lequel certains mauvais esprits avaient alors voulu voir une défaite déguisée des forces révolutionnaires sud-vietnamiennes ?

L'argument a peut-être convaincu M. Arafat, mais on sait très bien à Moscou que le leader de l'O.L.P. n'est pas véritablement maître de ses mouvements et qu'il doit composer avec les autres fractions de son organisation. C'est pourquoi il ne faut pas non plus s'étonner de l'absence dans le communiqué soviéto-palestinien de toute référence au droit à l'existence d'Israël. Comme les Soviétiques soulevaient la question, M. Arafat aurait fait remarquer que, en ce moment, c'est surtout le droit à l'existence d'un Etat palestinien qui doit être garanti. Le dirigeant de l'O.L.P. n'aurait pas cependant écarté la possibilité de reconnaître ulté-

rieurement le droit d'Israël à l'existence.

Après la visite de M. Arafat et celle, en cours des semaines précédentes, de MM. Fahmi, le ministre égyptien des affaires étrangères, Saddam Hussein, le « numéro deux » irakien, et de M. Khaddam, le ministre syrien des affaires étrangères, l'harmonisation des positions des pays arabes reste toujours un problème à résoudre pour l'U.R.S.S. D'autant plus qu'on parle de nouveau d'une tentative égyptienne pour relancer la recherche d'un règlement partiel avec Israël à l'occasion de la prochaine rencontre Ford-Sadate.

Le communiqué soviéto-palestinien fait clairement allusion à ces craintes puisqu'il souligne « l'importance dans les conditions actuelles des efforts concertés des Etats arabes et de l'O.L.P. » et qu'il condamne « toute sorte de transaction bilatérale isolée d'un règlement global du conflit ». La Prusse du 27 avril dernier ne disait rien d'autre lorsqu'elle affirmait dans un commentaire de politique internationale que la recherche d'un règlement général au Proche-Orient « dépend pour une bonne part des pays arabes eux-mêmes, de l'unité de leurs actions concertées ».

JACQUES AMALRIC.

A Jérusalem

UN MORT, TROIS BLESSÉS A LA SUITE DE L'EXPLOSION D'UN ENGIN DANS UN IMMEUBLE

Quatre personnes ont été blessées dimanche 4 mai par l'explosion d'un engin dans le quartier résidentiel israélien de Haka à Jérusalem. Ce lundi la police a annoncé que l'une d'entre elles, Jacob Beja, âgé de trente-sept ans, avait succombé à ses blessures.

Samedi matin deux obus de katyouchas étaient tombés sur la partie israélienne de Jérusalem, près de l'université hébraïque, sans causer de victimes.

A Beyrouth un communiqué du commandement général des forces de la révolution palestinienne, cité par l'agence Wafa, a annoncé que « des bombes incendiaires placées par des fedayin palestiniens à l'intérieur d'un immeuble abritant des « officiers ennemis » ont explosé dimanche matin ». Un porte-parole militaire palestinien, cité par la même agence, avait attribué l'opération de samedi à « une unité de combattants palestiniens » qui avaient « lancé plusieurs roquettes de fort calibre sur les bâtiments de la Knesset ».

(A.F.P., A.P., Reuter, UPI).

SELON LE « LOS ANGELES TIMES »

Le roi Hussein annoncerait que la Jordanie, l'Égypte et la Syrie sont disposées à reconnaître l'État d'Israël

Selon le Los Angeles Times, qui a obtenu le texte du discours que doit prononcer, le mardi 6 mai, le roi Hussein à l'académie militaire de Charlestown, le souverain hachémite s'apprêterait à annoncer que les Etats arabes — en particulier l'Égypte, la Syrie et la Jordanie — seraient disposés à reconnaître l'Etat d'Israël et à conclure un traité de paix mettant définitivement fin au conflit du Proche-Orient. En échange de quoi, ajoutera le roi Hussein, les Etats arabes exigeraient l'évacuation totale des territoires conquis par l'Etat juif en 1967, ainsi que la « reconnaissance des droits nationaux légitimes du peuple palestinien ».

Les ambassadeurs de dix-huit pays arabes se sont réunis discrètement à Washington la semaine dernière pour examiner le contenu du discours du roi Hussein. Ce dernier, qui fait une visite privée aux Etats-Unis, a rencontré, à quatre reprises, le président Ford et le secrétaire d'Etat Henry Kissinger. Le discours de mardi intervient à un moment où le gouvernement américain est en train de « réexaminer » sa politique au Proche-

Orient, après l'échec de la mission Kissinger dans la région. Le roi Hussein déclarera encore : « Notre politique a été révisée après l'achèvement au pouvoir de dirigeants esclaves en Égypte et en Syrie. Nous avons adopté de nouvelles positions, de nouvelles mesures, réalistes et constructives. Il en résulte que la Jordanie, l'Égypte et la Syrie souhaitent ardemment conclure la paix. Nous acceptons les conditions de paix qui ont été formulées — reconnaissance d'Israël, fin de l'état de belligérance, le droit d'Israël à l'existence et à la souveraineté dans le cadre de frontières sûres et reconnues, — et nous sommes disposés à conclure et à soutenir une paix définitive ».

D'autre part, on apprend du discrètement à Washington la semaine dernière pour examiner le contenu du discours du roi Hussein. Ce dernier, qui fait une visite privée aux Etats-Unis, a rencontré, à quatre reprises, le président Ford et le secrétaire d'Etat Henry Kissinger. Le discours de mardi intervient à un moment où le gouvernement américain est en train de « réexaminer » sa politique au Proche-

Dans son dernier livre

SOIXANTE-HUIT AVIONS SOVIÉTIQUES MIG-21 SE SONT ÉCRASÉS EN ÉGYPTE AU COURS DES ANNÉES 1971 ET 1972, révèle M. Heykal.

Soixante-huit avions de combat soviétiques de type MIG-21, se sont écrasés en Égypte au cours des années 1971-1972, révèle M. Mohamed Hassanin Heykal, ancien rédacteur en chef d'Al-Ahram, dans son nouveau livre intitulé *La Guerre du Ramadan*. Le quotidien Al-Ahram a publié samedi 3 mai le premier chapitre de ce livre consacré aux relations égypto-soviétiques.

M. Heykal révèle encore que ces appareils perdus au cours d'entraînements étaient pilotés par des Égyptiens ou des Soviétiques. Il explique ces pertes par le fait que les cadets soviétiques étaient entraînés sur ces appareils en Égypte.

M. Heykal révèle également que le nombre des experts et des conseillers soviétiques qui ont été expulsés d'Égypte en juillet 1972 était de vingt et un mille.

À Londres, l'hebdomadaire britannique *Sunday Times* a publié des extraits de l'ouvrage de M. Heykal. Dans ces extraits, l'auteur raconte comment, lors de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'Etat d'Israël, en 1973, le colonel Kadafi avait ordonné au commandant d'un sous-marin égyptien basé à Tripoli de couler le navire britannique *Queen Elizabeth*, lequel amenait en Israël un groupe de touristes (cf. *Le Monde* des 20 et 23 mai 1973).

Mais au contraire, le président Sadate avait envoyé un contre-ordre au commandant du sous-marin. M. Heykal indique encore que le premier ministre libyen, M. Jalloud, avait tenté d'obtenir de la Chine populaire qu'elle fournisse à la Libye des armes nucléaires. — (A.F.P., Reuter.)

LA RÉBELLION KURDE CONTRE BAGDAD NE REPRENDRA JAMAIS

déclare le général Barzani

Deux journaux irakiens, le *Rastakhiz* et le *Kayhan*, ont publié samedi 3 mai une interview du général Barzani, ancien chef de la rébellion kurde, qui vit maintenant à Trébizonde. Le général, âgé de soixante-trois ans, affirme renoncer définitivement à la lutte armée et déclare que la rébellion kurde contre le gouvernement de Bagdad ne reprendra jamais. La guerre menée durant vingt ans par les Kurdes pour leur autonomie « est terminée à son terme », a-t-il précisé. Le général dit encore qu'en dehors de l'assistance iranienne les rebelles n'ont reçu qu'une gamelle d'autres pays. Il conclut en affirmant qu'il « prouve un sentiment de détente

et de sécurité » à vivre dans un pays gouverné par « un vrai chef arabe », le chah.

À Bagdad, d'autre part, un important défilé militaire s'est déroulé dimanche 4 mai pour célébrer la victoire sur la rébellion kurde. Le chef de l'état-major irakien a déclaré à cette occasion à l'agence irakienne d'information que 1 640 militaires des forces armées irakiennes ont été tués et 7 908 blessés au cours des opérations de liquidation de la clique des rebelles au nord de l'Irak, de mars 1974 à mars 1975. Ce bilan comprend 66 officiers tués et 388 blessés. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

États-Unis

LE SÉNATEUR GEORGE McGOVERN, ancien candidat démocrate à la Maison Blanche, devait arriver le lundi 5 mai à La Havane pour une visite privée de quatre jours. (A.F.P.)

Inde

CINQ DÉTENUÉS MAOÏSTES ont été tués par des gardiens.

alors qu'ils tentaient de s'évader, samedi 3 mai, de la prison de Calcutta. — (Reuter.)

Norvège

LA NORVÈGE refuse de mettre ses gisements pétroliers sous la surveillance de l'O.T.A.N., a déclaré samedi 3 mai, le ministre norvégien des affaires étrangères, M. Knut Frydenlund, au quotidien suédois *Dagens Nyheter*. — (A.F.P.)

PRESSE NOUVELLE HEBDOMADAIRE

à l'occasion du X^e Anniversaire du seul magazine progressiste juif

- Israël 75
Un grand reportage de Jean Liberman.
- Les Juifs d'U.R.S.S.
par Jean Elieinstein.
- Histoire des Juifs de Tunisie
par Marcel Corf.

S'adresser à Presse Nouvelle Hebdo, 14, rue de Paradis, 75018 Paris - Tél. : 778-01-73 et 74.

Nous nous mettons au pli.



Le pliage, l'assemblage, le liassage sont encore, dans beaucoup d'entreprises, exécutés manuellement. Et pourtant Agfa-Gevaert vous propose tout un ensemble de machines qui peuvent exécuter parfaitement ces travaux, quels que soient vos besoins.

Déconomie de temps est considérable. Et la main-d'œuvre ainsi libérée peut être utilisée à des tâches plus rentables.

Les assembleuses Panduro, par exemple, peuvent opérer jusqu'à la vitesse de 3000 liasses/heure. Et elles peuvent comporter jusqu'à 13 postes.

Les plieuses Rotodux peuvent fonctionner au rythme de 30.000 feuilles/heure environ (8000 feuilles/heure pour des plis croisés).

Et toutes ces machines vous sont garanties par Agfa-Gevaert. Avec la sécurité que représente l'une des plus importantes structures commerciales dans le domaine de l'équipement des entreprises.

A chaque instant en tout point de France 400 spécialistes répartis en 33 agences sont prêts à intervenir pour vous conseiller, vous aider. Contactez-nous. Nous saurons nous plier à vos besoins.

AGFA-GEVAERT
Toute une gamme de machines pour plier et assembler.

AGFA-GEVAERT. EQUIPEMENT DES ENTREPRISES.

Si vous voulez en savoir plus sur le développement de vos entreprises, téléphonez au 01.04.33, page 218, ou écrivez à Agfa-Gevaert - service commercial - 256, route du Président Adenot, 92700 Colombes. Ou écrivez nous à votre adresse de domiciliation personnelle à la même adresse.

AMÉRIQUES

Chili

La junte ne parvient pas à dominer la crise économique

Buenos-Aires. — Le gouvernement du général Pinochet n'a pas atteint les objectifs qu'il s'était fixés. L'équipe que dirige M. Raúl Sáez, ministre de la coordination économique, et qui comprend MM. Fernando Lenz et Jorge Cauas, respectivement ministre de l'économie et ministre des finances, a perdu de son assurance. Les efforts déployés pour stabiliser la monnaie ont échoué. La politique déflationniste a entraîné une récession, sensible surtout dans l'industrie. La chute brutale du cours du cuivre (plus de 80 % de la valeur

des exportations chiliennes) risque d'aggraver en 1975 le déficit chronique de la balance des paiements. En outre, malgré les facilités offertes, les investisseurs étrangers boudent le régime. C'est ce lundi 5 mai, dans la capitale française, que les pays étrangers du Chili devaient se rencontrer pour examiner l'opportunité d'une nouvelle réunion du club de Paris. Le précédent rendez-vous, le mois dernier, avait été annulé en raison de l'opposition manifestée par plusieurs pays européens.

Correspondance

La production ayant diminué de plus de 3 % en 1973, on pouvait s'attendre en 1974 à une nette reprise économique. Or, selon des estimations provisoires, le taux de croissance n'a pas dépassé l'an dernier 5 %. Si la production agricole (plus 17 %) et minière (plus 19 %) a augmenté, la production industrielle n'a pas progressé, et, d'après les prévisions de la Sofoa (Sociedad de Fomento Fabril), elle aurait même baissé. Les exportations de produits manufacturés étant accrues, ce résultat indique un recul considérable de la demande interne.

C'est précisément ce que recherchaient les pouvoirs publics, qui en freinant la consommation, prétendaient maîtriser l'inflation, dont le rythme annuel était passé de 22 % en 1971 à 163 % en 1972 et 508 % en 1973. La politique des prix et des salaires appliquée avec une rigueur excessive a provoqué une rapide dégradation du pouvoir d'achat. Les statistiques officielles ne rendent pas compte de toute son ampleur. Mais une étude (1) comparant l'évolution, de septembre 1973 à septembre 1974, du revenu d'un fonctionnaire marié ayant deux enfants à charge et payé au salaire minimum conduit à une perte de pouvoir d'achat de l'ordre de 50 %. Le développement du chômage, qui atteignait officiellement 10 % de la population active du « Grand Santiago » à la fin de 1974, contre 4,7 % en 1973, a encore aggravé cette situation.

504 % d'inflation

Dans ces conditions, on s'étonne que le gouvernement n'ait pu contrôler l'inflation. L'indice des prix à la consommation accuse une hausse de 375,9 %, moins forte certes que celle de l'année précé-

dente. Mais, exprimée en moyennes annuelles, elle a été plus importante en 1974 (plus 504 %) qu'en 1973 (plus 352 %). De plus, la hausse moyenne des prix de gros a été deux fois plus forte en 1974 que l'année antérieure. L'effort entrepris avec un certain succès pour assainir les finances publiques aurait pourtant entraîné un ralentissement de l'inflation. Plusieurs dizaines d'entreprises nationalisées ou réquisitionnées par le gouvernement Allende et qui recevaient des subventions de l'Etat ont été restituées au secteur privé. Les tarifs publics ont été relevés. Des compressions de personnel ont été effectuées dans l'administration. Le déficit du budget, qui s'était élevé à 45 % des dépenses en 1973, a été ramené à environ 30 % en 1974.

Forcé est de reconnaître que le processus inflationniste s'alimente lui-même. En tout cas, les méthodes employées pour l'endiguer ne sont pas les plus appropriées. « Les prix fléchissent à un niveau beaucoup plus élevé que prévu », admet M. Jorge Cauas. Mais pourquoi ? « Dans une économie fortement concentrée et dominée par les monopoles, répond un ancien collaborateur d'Allende, l'exploitation accrue des salariés et la neutralisation de la demande, au lieu de diminuer les prix, tendent au contraire à les augmenter. »

Afin de compenser la baisse des ventes, les entrepreneurs qui veulent conserver le niveau de leurs profits élèvent leurs prix. Résultat à démentir un secteur public hypertrophié et convulsé des ventes du laissez-faire, les économistes du gouvernement assurent aux entrepreneurs une complète impunité. Mais ceux-ci s'exposent aux critiques de groupes sociaux

avec qui ils s'étaient alliés contre le gouvernement Allende. « Voilà un groupe de pression sans foi ni loi qui ne songe qu'à ses propres intérêts », dit M. Rafael Cumadillo à propos de la Sofoa. Le chef de file des petits commerçants a voulu mettre en garde les forces armées contre un geste « aussi dangereux » que celui, « que les militaires ».

La politique économique a mis en cause la cohésion des forces sociales alliées contre l'Unité populaire. Les salariés, dont le pouvoir d'achat s'est effondré, n'en sont pas les seules victimes. Les fonctionnaires, touchés par des réductions de personnel — cinquante mille en 1974 —, les artisans, les petites et moyennes industries, les détaillants, s'estiment lésés et critiquent le gouvernement militaire. Les prix ayant évolué dans un sens défavorable aux agriculteurs, on peut également s'attendre à des protestations de ce côté.

De nouveaux sacrifices

De nouveaux sacrifices : c'est tout ce que peut offrir un gouvernement qui n'a sans doute pas été favorisé par les circonstances extérieures. En effet, si la forte hausse des cours du cuivre au début de l'année dernière a permis d'accroître les exportations en valeur de 80 % par rapport à 1973, la chute brutale des cours dans la seconde moitié de l'année laisse prévoir pour 1975 une baisse considérable des recettes. En accord avec les autres producteurs (Pérou, Zambie et Afrique) Santiago a pris la décision de réduire de 15 % sa production. L'effet de cette mesure tardive à se faire sentir, et selon les premières prévisions pour 1975 le déficit de la balance des paiements sera nettement plus élevé qu'en 1974 et 1973 (environ 400 millions de dollars).

Malgré l'opposition déclarée de plusieurs pays européens, le gouvernement chilien table sur une reconduction des accords de consolidation de la dette contractés en 1974 dans le cadre du Club de Paris. Au total, la dette chilienne s'élève à 4,5 milliards de dollars, pour 1975 le service de la dette dépasse 700 millions, dont quelque 200 millions d'intérêts.

Mais même dans l'hypothèse la plus favorable, d'une renégociation sur les bases fixées l'an dernier, il resterait à couvrir un déficit proche de 1 milliard de dollars. Santiago, qui compte sur des ventes en devises au titre des crédits de financement des importations de biens de capital, fera par ailleurs appel à l'aide des Etats-Unis et aux banques privées américaines, ainsi qu'au F.M.I. par le biais, notamment, de l'« Oil Facility ».

Les généraux chiliens, qui, dans les mois suivant le coup d'Etat de septembre 1973, n'ont cessé de reprocher au gouvernement Allende d'avoir hypothéqué le pays, contracté des dettes à un rythme supérieur celui de l'Unité populaire, ne nient pas l'excuse de consacrer la totalité de ces crédits au développement économique. Finalement, 700 millions de dollars reçus en 1974 ont été destinés à dédommager des compagnies étrangères expropriées sous le régime populairiste et à l'achat d'armements.

L'échec du gouvernement du général Pinochet dans le domaine économique explique pour une bonne part, croient-ils, la récession des investisseurs étrangers. Bien que Santiago n'ait pas hésité à prendre des mesures très libérales à leur égard, le montant des entrées de capitaux au titre des investissements a été insignifiant. Cela a causé une vive déception chez les dirigeants militaires, ils croyaient en effet qu'ils pourraient compter sur la solidarité concrète du « monde capitaliste ». Ils l'ont effarouché.

PHILIPPE LABREVEUX.

(1) Mensages, décembre 1974. L'étude est basée sur l'évolution des prix de vingt produits de première nécessité.

LES DÉCOUVERTES DE GAULT ET MILLAU

Toujours « attendus » ? Ce mois-ci « Huit pour les antitouristes », les « Politiques », Roussillon, l'Allemagne romane, la venue sur les vins mousseux, le beurre au bar d'essai. Et des dizaines de bonnes adresses pour les Lyonnais et les habitants de la Belgique et du Nord de la France. Demandez vite le Nouveau Guide GAULT-MILLAU, 7 rue de la Harpe, 75001 Paris, 01-42-33-88-22, 100 pages, 20 francs, 100 francs par jour.

Brésil

La droite militaire tente de regrouper ses forces contre le gouvernement Geisel

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Le gouvernement du général Geisel rencontre la première résistance sérieuse, au sein de l'armée, à sa politique de démocratisation. Depuis plusieurs semaines, des tracts circulent dans les casernes et les écoles d'officiers pour dénoncer la « trahison de la révolution de 1964 » et appeler les « chefs militaires et civils à réagir le moment venu ».

Tout permet de croire que cette agitation est entretenu par une minorité d'officiers, notamment par les responsables de la répression, et qu'elle n'affecte pas l'ensemble d'une institution qui a marqué son adhésion au chef de l'Etat et à son programme de libéralisation. Elle est loin, cependant, d'être dénuée de portée. On l'a bien vu lors des cérémonies qui ont marqué, cette année, le onzième anniversaire du mouvement du 31 mars 1964. Certains commandants d'armée ont prononcé, alors, des discours d'une dureté inattendue, qui visaient, visiblement, à neutraliser la propagande en cours.

Faute de s'en prendre directement au général Geisel, en raison du prestige du chef de l'Etat, les auteurs des tracts attaquent violemment le général Golbery, chef de sa maison civile et responsable des affaires de politique intérieure. Ils lui reprochent d'avoir permis la victoire de l'opposition aux élections parlementaires du 15 novembre et de

se faire l'avocat des « ennemis du régime » en dialoguant avec les « communistes-terroristes » et les anciens amis de João Goulart. Ils traitent même le général Golbery d'« allié des communistes » et l'accusent d'être le président de la Chambre des députés, M. Celso Borja, d'« homme de gauche ».

Tout ceci fait sourire les moins avertis : le général Golbery, dont les sentiments pro-américains sont bien connus, est, en effet, le fondateur du S.N.I., c'est-à-dire des services d'information militaires. Quant à M. Celso Borja, il a commencé sa carrière dans le sillage de l'ancien gouverneur Carlos Lacerda, anticommuniste notoire, et l'un des inspirateurs du mouvement de 1964.

Les auteurs de pamphlets s'en prennent également à la politique étrangère du gouvernement, qui a établi des relations diplomatiques avec Pékin et s'est abstenu au moment du vote pour la réadmission de Cuba dans le système inter-américain, lors de la conférence de Quito, en novembre 1974. Ils montrent le bout de l'oreille en défendant à plusieurs reprises les services chargés de la répression, qu'ils appellent les « braves services de sécurité, sentinelles vigilantes de la patrie ».

Une autre source de mécontentement, que les militaires soient éloignés du combat contre la subversion, mais ils dénoncent l'insistance de la presse, de l'Eglise et du Congrès à enquêter sur le sort des prisonniers politiques disparus.

L'arbitraire reprend

Ce dernier trait montre d'où viennent les résistances militaires à la démocratisation du pays. Dès que le gouvernement a tenté de discipliner la répression et en a fait un sujet de débat au Parlement et dans la presse, l'arbitraire et la violence se sont déchaînées de plus belle. Militants communistes séquestrés, torturés (les tracts ont reconnu à Rio, d'où elles avaient pratiquement disparu), violations répétées des assurances fournies par le ministre de la justice : telles ont été les premières réactions de la droite militaire, qui lance maintenant un appel à « la mobilisation des forces révolutionnaires pour une riposte immédiate ».

Un tel appel, s'il était entendu, provoquerait une division de l'armée. Aussi a-t-il peu de chances d'être suivi. Néanmoins, on a beaucoup remarqué, comme certains chefs militaires insistent, ces dernières semaines, sur la « cohésion » et « l'unité » de leurs troupes. « Il n'y a ni dans ni mort », a déclaré, par exemple, le 31 mars, le général Eduardo d'Ávila Melo. Dans le même temps, le président Geisel affirmait qu'il avait été un des « responsables » de la révolution, et qu'il continuerait de l'être.

En outre, de nombreuses assurances étaient prodiguées aux services de sécurité, « On parle d'éléments de la révolution, on pèche les forces de sécurité d'agir. Mais nous continuerons de travailler à la tranquillité de la nation », déclarait le général d'Ávila. Le colonel Jarbas Passarinho, ancien ministre, a, quant à lui, précisé à la tribune du Sénat que dans la « guerre impitoyable » contre la subversion, les forces armées avaient, elles aussi, connu des pertes : « Cent six morts et trois cent quarante-cinq blessés de 1966 à 1973 », selon l'ancien ministre qui, tout en reconnaissant que des « excès » avaient pu être commis, niait que la violence fasse partie de l'idéologie de la « révolution ».

Il semble que ce soit les résistances rencontrées dans sa politique de démocratisation qui aient conduit le gouvernement à entreprendre, au moins provisoirement, un projet de loi qui tendrait à un moment avec l'opposition : la création d'un nouveau parti travailliste, différent dans ses méthodes et sa composition, du parti de João Goulart, la président de l'armée a chassé en 1964, et dont elle ne souhaite apparemment pas le retour.

Une telle formation aurait l'avantage, aux yeux de Brasília, de regrouper les éléments radicaux de l'ancien parti d'opposition, le M.D.B., de canaliser les aspirations des salariés, et ainsi de servir de contre-feu à l'avancée du parti communiste brésilien. Sur les progrès du P.C.B., les résistances sont d'ailleurs contradictoires : à gauche, on affirme qu'il n'a cessé de se renforcer, qu'il pénètre désormais « tous les milieux » et qu'il est

en passe de redevenir « le plus grand P.C. d'Amérique latine ». Dans certains milieux militaires, en revanche, on déclare que l'implantation communiste reste faible, du moins à l'échelle du pays et qu'elle ne constitue guère une menace pour la sécurité nationale.

Une ouverture indispensable

Plusieurs personnalités intéressées à la création d'un nouveau parti travailliste ont rédigé, le 1^{er} mars, un projet de manifeste-programme. C'est un appel à l'union entre le peuple et l'armée, dont la tradition populaire et progressiste est rappelée, et à la solidarité envers la politique sociale et nationaliste du général Geisel. Toutefois, ce texte réclame une amnistie « large et sans restrictions » que le gouvernement ne juge pas encore opportuniste d'accorder.

Au même titre que la confiance manifestée à plusieurs reprises, par la direction du M.D.B., dans la personne du chef de l'Etat, ce document montre que le général Geisel a désormais derrière lui une grande partie de la classe politique et de l'opinion publique. Aussi les chances d'un « coup » de la droite militaire sont-elles minimes.

Certes, on trouve « inquiétante », dans certains milieux politiques et militaires, l'« excitation » manifestée actuellement par les éléments les plus fanatisés de l'armée, ou les plus indisciplinés dans tous les sens du terme, au maintien du statu quo. Mais cette réaction était prévue. En outre, on voit mal quel autre chef militaire pourrait être opposé au général Geisel, largement suivi par l'armée dans son projet de démocratisation et de « retour aux casernes ». Surtout, on ne voit pas quel autre programme pourrait être appliqué, l'ouverture politique et sociale, est, en effet, indispensable à la création d'un marché interne, dont l'économie brésilienne a plus que jamais besoin.

CHARLES VANHECKE.

OUVERTURE
AVRIL 1975

VACANCES A DEAUVILLE*

1=2

Avec l'acquisition d'un mois de haute saison (mai, juin, juillet, août, septembre) nous vous offrons gratuitement un mois de moyenne saison.

Exemple de prix pour un studio de 4 personnes :
mai + avril 26.400 F
juin + mai 27.300 F
septembre + octobre 24.000 F

• Au « CASTEL NORMAND », vous bénéficiez des services hôteliers : petit déjeuner, repas froids, entretien, journalier, réservations, salons de détente, etc.

• Au « CASTEL NORMAND », vous payez seulement le temps de séjour dont vous profitez pleinement.

CRÉDIT JUSQU'À 70 %
* en plein centre, à 200 m du casino.
54, rue du général-Leclerc. Visite sur place tous les jours.
Réalisation PRODOMO S.A. et JACQUES BOITARD

Bon pour une documentation gratuite en couleurs. A envoyer à : PRODOMO S.A., 7 place de Valois 75001 Paris - Tél. : 231.80.36 + 233.85.45 +.

Nom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

Tél. : _____

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 888

SCOLÉ PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION

Société privée fondée en 1973
Soutenue par le ministère de l'Éducation nationale
4 rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CEDEX 02

INCROYABLE
Canon
1290^F

Canon reflex 24 x 36.
Objectif Canon 1-8.
Cellule derrière l'objectif, avec sac.

Expédition franco.
quantité limitée

camera 7

PARIS
7 rue La Fayette 874.33.21
20 r. de Châteaudun 878.64.25

CANNES
45 La Croisette (Résidence du Gd Hotel) 38.39.05
DOCUMENTATION SUR DEMANDE

VALAIS

Suisse

ZERMATT 1620 m. au pied du Cervin
Vacances sur mesure
La station sans automobiles. Nombreux moyens de transport dans la région des excursions.
288 km de sentiers pédestres, 8 pistes couvertes privées, chalets et centre fitness, Tennis et Parcsour-Via. Sid d'été, à ski, à ski, 3000-3800 m.
Office du Tourisme, 3920 Zermatt
téléphone 1941/2877 78 55 tél. 38130

LOèche-LES-BAINS, 1411 m. Station thermale et climatique. 8 bains thermaux couverts, et 4 en plein air. Remontées mécaniques Tarent et Garmisch.

SAAS-FEE, 1800 m. Spécialement en JUIN : 54, tennis, location = Fr. 100.-, location tennis, location = 45.-, Tél. 1941/2874 81 55, tél. 38230

VERBIER, 1500 m. La station qui sourit au soleil. Piscine, tennis. — Promenades variées. Ecole suisse d'alpinisme — Off. tour., tél. 1941/2877 1250

EVY, 1380 m. Tél. 1941/27/4 82 36

LES HAUDURES, 1450 m. Tél. 1941/27/4 81 08

AROLLA, 2000 m. Tél. 1941/27/4 81 07

LA SAGE, LA PORCLAZ, VILLA, 1700 m. Tél. 1941/27/4 81 80

Stations d'été/hiver. Air pur, costumes et traditions. Promenades variées, excursions, alpinisme, centre alpin des jeunes.

CHAMPEX-LAC, 1900 m. Tranquillité, 1200 lits, hôtels/chalets — Piscine chauffée, Pêche, tennis. 100 km de promenades. Tél. 38200

BELVAL, 2100 m. en dessous Grd Glacier d'Aletsch
BLATTEN, 1500 m. village valaisan typique, 5 km de Brique, 300 places de parking gratuites

Renseignements : Agence de voyages, Office National Suisse du Tourisme à Paris (26), 17bis rue Sorbier, ou Union Valaisanne du Tourisme, CH-1951 Sion

EUROPE

Chypre

UN ACCORD DE PRINCIPE A ÉTÉ CONCLU SUR LA RÉOUVERTURE DE L'AÉROPORT DE NICOSIE

Un accord de principe a été conclu sur la réouverture de l'aéroport de Nicosie à 4-5 mai. Dans un premier temps, l'aéroport sera réouvert par les Nations unies. Une commission conjointe sera formée ultérieurement par les deux communautés, MM. Glafcos Clerides et Rauf Denktaş, représentants des communautés grecque et turque, ont réussi à conclure durant leurs entretiens qui avaient commencé lundi dans la capitale chypriote sous les auspices de M. Kurt Waldheim. Ces conversations reprendront à Vienne, toujours en présence du secrétaire général de l'ONU, le 5 juin et se poursuivront jusqu'à la fin de la conférence.

Pour ce qui est du pouvoir et des fonctions du futur gouvernement central, le communiqué rappelle que les deux négociateurs étaient convenus d'établir un « comité d'experts » qui soumettra un rapport, le 5 juin, aux négociateurs, lors de la deuxième phase de la conférence.

Le problème des réfugiés et celui des aspects géographiques, c'est-à-dire de la délimitation des territoires des deux communautés, ont fait l'objet selon le communiqué, d'un « examen détaillé », mais les discussions sur ces points sont encore dans leur première phase.

Renforcement

du dispositif militaire turc

« La Turquie va renforcer son dispositif militaire le long des côtes de la mer Égée et en Thrace pour répondre à une concentration de troupes grecques à proximité des côtes turques », a déclaré, dimanche 4 mai, à l'agence Reuters, le vice-premier ministre turc, M. Alpaskan. La Grèce a envoyé au moins trente mille hommes dans l'île de Rhodes, a-t-il ajouté.

Selon des témoins cités par la même agence, Ankara a, en effet, envoyé récemment plusieurs unités dans la province de Mughla, face à l'île de Rhodes. (A.F.P., Reuters, U.P.I., A.P.)

DIPLOMATIE

La conférence du Commonwealth préconise la fermeture de la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie

La conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, réunis depuis le 29 avril à Kingston (Jamaïque), a décidé, le vendredi 2 mai, de confier à une commission des « sages » le soin de tenter de concilier les points de vue de M. Wilson, premier ministre britannique, et de son collègue guyanais, M. Forbes Burnham, sur les moyens de défendre les cours des matières premières. M. Wilson a présenté un plan qui devrait permettre, selon lui, de régulariser les cours au bénéfice commun des pays producteurs et des pays consommateurs. Le programme de M. Burnham suppose, au contraire, le groupement en cartels des pays producteurs. Les participants à la conférence ont, d'autre part, élu M. Shridath S. Ramphal, ministre des affaires étrangères de Guyana, au poste de secrétaire général du Commonwealth. Il succède ainsi au Canadien Arnold Smith, qui occupait cette fonction depuis dix ans.

De notre correspondant

Nairobi. — Le Mozambique aura-t-il les moyens, une fois indépendant, de fermer sa frontière au commerce rhodésien ? Un nouveau pas dans ce sens semble avoir été franchi pendant la conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth à la Jamaïque.

Les quatre cinquièmes du commerce extérieur de la Rhodésie transitent par le Mozambique et, si ce dernier avait les moyens d'interdire ce trafic, le régime minoritaire de Salisbury serait vite contraint d'être porté à bout de bras par l'économie sud-africaine.

Mais ce serait un luxe que, seul, le Mozambique ne peut s'offrir. Lors de l'indépendance du pays, prévue pour le 25 juin prochain, le PRÉLIMO de M. Samora Machel héritera d'une économie en ruine. La fermeture de la frontière rhodésienne ouvrirait une brèche supplémentaire de 10 millions de livres sterling par an dans des recettes déjà maigres.

La semaine dernière, après avoir entendu le point de vue d'une délégation de l'African National Council (A.N.C.) de Rhodésie, dirigée par Mgr Muzorewa et le pasteur M. Sithole, les leaders du Commonwealth semblent avoir accepté le principe d'un fonds de compensation qui permettrait au Mozambique de faire face à une fermeture de la frontière. Ils ont toutefois estimé qu'une aide de ce genre devrait être canalisée par l'ONU.

Salisbury n'a pas attendu pour

signifier son « implacable résolution face aux déclarations extravagantes et aux demandes arrogantes » des « sages » selon les employés dimanche 4 mai par M. Sulton-Pryce, un porte-parole rhodésien. Il faisait en outre allusion aux propos du révérend Sithole, qui vient de se prononcer pour une transition de douze mois assurée par un gouvernement présidé par un Africain et comprenant « quelques ministres européens », sans quoi la guerre reprendrait.

A court terme, les pouvoirs de la minorité européenne de Rhodésie seraient davantage menacés par une fermeture de la frontière du Mozambique que par une reprise de la guérilla africaine.

Jusqu'à nouvel ordre, Mgr Muzorewa refuse de rencontrer M. Smith tant que les détenus politiques africains n'auront pas été libérés et que le passeur Sithole n'aura pas reçu l'assurance de ne pas être de nouveau interné s'il rentre en Rhodésie. M. Wilson, premier ministre britannique, a proposé l'envoi de son cabinet pour tenter de débattre la situation. Dans les semaines qui viennent, M. Ian Smith sera donc soumis à un double test : s'il n'ouvre pas les portes de ses prisons et refuse de recevoir l'ambassadeur de Londres, il sera de nouveau question de l'application des sanctions économiques par le Mozambique.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Portugal

MM. Soares et Cunhal pourraient se rapprocher

Lisbonne (A.F.P.). — La tension politique qui a suivi les incidents du 1er mai et qui pouvait déboucher sur une nouvelle crise dans les rapports entre le parti socialiste et le parti communiste s'est apaisée. Les leaders des deux partis, MM. Soares et Alvaro Cunhal, ont l'un et l'autre souligné dès vendredi 2 mai qu'il ne fallait pas dramatiser.

Le secrétaire général du P.C.P., a en particulier insisté sur la nécessité de « l'unité des forces démocratiques ». Quant au secrétaire général du parti socialiste, il a souligné qu'il fallait insister plus sur ce qui rapproche les partis socialistes et communistes que sur ce qui les divise. Une rencontre entre dirigeants n'est pas exclue et pourrait se tenir prochainement. MM. Mario Soares et Alvaro Cunhal ont été

reçus ensemble vendredi soir par le général Vasco Gonçalves, premier ministre. Il est permis de penser qu'il les a invités sinon à faire la paix du moins à mettre une sourdine à leur querelle à un moment où le gouvernement se trouve en face d'une tâche difficile, celle de prendre rapidement les mesures nécessaires au redressement de l'économie et de la situation sociale.

Un passage d'un communiqué, publié samedi soir par le comité central du parti communiste, renforce l'hypothèse d'une prochaine rencontre. Le P.C.P. « reste disposé à étudier la situation actuelle de la révolution, de concert avec toutes les forces démocratiques, et notamment avec le parti socialiste, et à examiner les possibilités de coopération ».

A l'issue de chaque crise, les

leaders des deux partis avaient proposé des discussions communes, l'initiative venant alternativement du parti socialiste et du parti communiste. Mais ces propositions n'avaient jamais été suivies d'effet.

M. Joseph Luns, secrétaire général de l'OTAN, a déclaré dimanche 4 mai au cours d'une interview radiodiffusée qu'il espérait que le Portugal continuerait de jouer un rôle actif au sein de l'Alliance, mais qu'il « n'est pas sûr » et que « même les Portugais n'en étaient pas sûrs ».

Espagne

LES CARLISTES PROPOSENT LA FORMATION D'UN FRONT DÉMOCRATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

Madrid (A.F.P.). — Quelques centaines de carlistes se sont réunis, dimanche 4 mai, à Estella, en Navarre, pour leur réunion annuelle de Mont-

Ancien représentant de Madrid à la S.D.N.

ALVAREZ DEL VAYO EST MORT

Genève (A.F.P.). — M. Julio Alvarez Del Vayo, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement républicain espagnol en exil, est mort samedi 3 mai, à Genève. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Julio Alvarez del Vayo était né à Madrid le 9 février 1891, docteur en droit, connaissait parfaitement le russe, il fut ambassadeur à Moscou de 1935 à 1937. Membre du parti socialiste, il fut élu député de Madrid en 1936, et fut nommé, la même année, ministre des affaires étrangères dans le cabinet Largo Caballero, poste qu'il occupa à nouveau, après une courte interruption, dans le cabinet Negrin, d'avril 1938 à mars 1939. Après la guerre d'Espagne il résida aux États-Unis où il fonda un journal à New-York. Socialiste de gauche, il devint l'un des leaders du groupe anti-franquiste espagnole combattant, fondé en 1940.

Julio Alvarez del Vayo fut représentant de l'Espagne à la Société des Nations (S.D.N.). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont « La Bataille nouvelle » et une histoire de la guerre d'Espagne.

tejo, afin de commémorer leurs morts de la guerre civile. La princesse Irène des Pays-Bas, épouse du prétendant carliste au trône d'Espagne, Carlos Hugo de Bourbon Parme, a annoncé une nouvelle orientation du parti vers les forces socialistes d'opposition d'appartenance pas à la « route démocratique d'Espagne ». L'alternative que proposent les carlistes, a-t-elle dit, passe par la constitution d'un front démocratique révolutionnaire.

AN. Le sommet de Montejurra, une messe, sera célébré par les autorités civiles, a été dite à la mémoire des combattants carlistes, même avant l'intention du peuple chillois et des morts pour la justice, dans le monde entier.

Des groupes politiques clandestins étaient représentés, aux cérémonies.

Union soviétique

Le dimanche de la Pâque orthodoxe n'a pas été chômé

Moscou. — Les Moscovites ont célébré, chacun à leur façon, le dimanche 4 mai, la Pâque orthodoxe. Pour tous, la fête a commencé dès samedi soir soit par l'office traditionnel dans l'une des quelques quarante églises encore ouvertes au culte dans la capitale, soit par un festin familial en famille ou entre amis. Aucun incident n'a été signalé à Moscou, mais comme d'habitude les églises les plus importantes étaient gardées par la milice.

Cette fête pourtant a entraîné bon nombre de récriminations. Pour la première fois de mémoire de Soviétique, le dimanche de la Pâque n'a pas été chômé, par ordre du gouvernement pour rattraper les congés du 1er mai. Cette innovation a choqué les croyants mais aussi bon nombre d'athées — et parmi eux des membres du parti communiste — pour lesquels la Pâque n'est certes pas une fête officielle du régime, mais se doit d'être célébrée tout comme le 1er janvier. Selon la rumeur publique, de nombreux Soviétiques auraient même pris la plume pour faire savoir à M. Brejnev leur désaccord.

S'agit-il de la part des autorités d'une simple maladresse ou d'un geste délibéré ? On ne peut pas rejeter la seconde hypothèse en raison d'un renouveau certain des pratiques religieuses chez les jeunes générations. Cette renaissance du sentiment religieux n'est pas niée par les autorités puisqu'elles la font dénoncer ouvertement dans la presse et qu'elles attirent même l'attention des militants du parti sur les « insuffisances » de la propagande athée. L'organisation du parti pour la ville de Moscou a récemment dit la sonnette d'alarme après avoir constaté une augmentation sensible des baptêmes dans l'agglomération : selon le parti, vingt mille trois cents cinquante enfants ont été baptisés pendant les neuf premiers mois de 1974, soit trois mille de plus que pendant la même période de 1973. Selon cette circulaire, même des communistes n'échappent pas au phénomène religieux : certains membres du parti chantent dans les chorales d'église et siègent dans les conseils de paroisse.

Les échos que l'on peut recueillir ne démentent pas ces affirmations. Ils n'en illustrent pas moins l'attraction croissante de la religion sur certaines couches de la population.

NICOLE ZAND.

Irlande du Nord

La victoire électorale des loyalistes d'Ulster provoque inquiétude et amertume à Dublin

Les résultats définitifs des élections à la Convention constitutionnelle, qui ont eu lieu en Irlande du Nord le 1er mai, sont les suivants :

Coalition loyaliste, 48 élus (30 dans l'Assemblée provinciale élue en mai 1973) ; parti travailliste social-démocrate (S.D.L.P.), 17 (19) ; Parti de l'Alliance (interconfessionnel), 8 (8) ; parti unioniste d'Irlande du Nord (protestants modérés, tendance Faulkner), 5 (8) ; parti travailliste d'Irlande du Nord, 1 (0) ; loyalistes indépendants, 1 (n'existant pas).

Le triomphe des protestants extrémistes et l'effacement des partis modérés (S.D.L.P., Alliance, unionistes d'Irlande du Nord) sont commentés avec amertume à Londres comme à Dublin.

De notre correspondant

Dublin. — Rien qu'on se soit attendu à Dublin que les loyalistes obtiennent la majorité absolue aux élections, la victoire éclatante qu'ils ont remportée provoque une certaine inquiétude. Le gouvernement de Dublin fait l'objet de vives attaques de la part du parti représentant la minorité catholique d'Ulster, la S.D.L.P. (travailliste social-démocrate), qui reproche particulièrement au ministre des affaires étrangères irlandais, M. Garret Fitzgerald, et au ministre des P.T.T., M. Conor Cruise O'Brien, d'être, depuis la chute de l'excitateur de Belfast, au mois de mai

dernier, partisans de la non-intervention de la République dans les affaires d'Ulster. Cette politique avait pour objectif de convaincre les loyalistes que Dublin ne mènerait pas campagne en faveur de la réunification de l'île et que — si la minorité catholique participait à l'administration de la province — l'Irlande du Sud était prête à reconnaître l'existence de fait et de facto de l'Irlande du Nord. Mais cette participation semble maintenant en danger et de nouveau, la minorité en Ulster se tourne vers Dublin.

JOE MULHOLLAND.



Jusqu'au bout du monde ...

... on trouve l'outillage Facom : celui qui dépanne dans tous les cas. Pour partir sur une île déserte ou dans la jungle brésilienne, on n'a pas le droit de se tromper d'outils. On choisit ceux qui garantissent un travail efficace : les outils Facom.

Et chacun est sûr de trouver l'outil dont il a besoin à proximité : Facom est pré-

sent dans 133 pays du monde, de l'Italie au Koweït pour satisfaire les professionnels de la mécanique, de l'électricité, de la plomberie ou de l'automobile.

Jusqu'au bout du monde, l'outillage de confiance s'appelle Facom.

FACOM

هنا من الأمل

EUROPE

Pologne

Une réforme administrative va bouleverser l'organisation du pays

De notre correspondant

Vienne. — Le gouvernement polonais va procéder, dans les semaines qui viennent, à une réforme administrative qui devrait bouleverser profondément l'organisation du pays. Cette mesure a été annoncée, le 25 avril, par M. Edward Gierek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, au cours d'une rencontre avec des journalistes. Elle n'a toutefois été rendue publique que le lundi 28 avril dans *Tribuna Ludu*, l'organe du parti.

M. Gierek n'a pas donné de précisions sur la nature de la réforme envisagée. Il a seulement indiqué qu'elle avait pour but « d'encourager les initiatives sociales, d'accroître la participation du peuple au gouvernement du pays et de renforcer la démocratie socialiste ».

Le plan du gouvernement consistait, croyons-nous, à supprimer les dix-neuf voïvoïes, qui constituaient actuellement le territoire polonais, et à les remplacer par une cinquantaine de nouvelles unités. Il s'agirait donc d'une mesure de décentralisation, visant d'une part à déconcentrer l'administration du pays, et d'autre part à améliorer l'exécution des instructions du pouvoir central et à accroître son contrôle sur l'appareil d'Etat.

Les autorités considéraient en effet que certaines des voïvoïes actuelles se sont érigées en fiefs. Elles représenteraient un obstacle bureaucratique nuisible à l'efficacité du travail gouvernemental, surtout en matière économique.

En 1973 et 1974, le gouvernement polonais avait déjà mis en place une réforme de l'organisation communale, d'abord dans

les campagnes, puis dans les villes. Cette réforme avait consisté notamment à installer un président de commune (*naczelnik*), nommé par le pouvoir central aux côtés du maire élu par ses administrés. Les résultats jugés favorables de cette mesure ont incité les autorités à passer à l'application du troisième volet du plan de réorganisation de l'appareil d'Etat.

En dépit de sa mise en vigueur très prochaine, la nouvelle réforme a, pour le moment, été très peu commentée dans la presse. Cela s'expliquerait par les résistances sourdes auxquelles se heurterait le projet dans la bureaucratie de l'Etat et du parti. Le redécoupage administratif risque, en effet, de briser des positions bien établies, de provoquer des compressions de personnel, d'obliger à des déplacements de fonctionnaires.

Le parti va devoir, quant à lui, calquer ses structures sur les nouvelles divisions régionales. Cette opération pourrait provoquer quelques grincements de dents. Un secrétaire de voïvoïe, quand les voïvoïes étaient en petit nombre, était considéré comme un « roi local » dans sa province.

Enfin, la nouvelle organisation pourrait poser des problèmes délicats pour l'élaboration du plan 1976, puisque les données économiques et statistiques étaient rassemblées, jusqu'à maintenant, au niveau des voïvoïes. En procédant à la réforme malgré toutes ces difficultés, M. Gierek prend un risque certain. Sans doute souhaite-t-il clore ce chapitre avant le septième congrès du parti, prévu pour le mois de décembre, et le début du nouveau plan quinquennal 1976-1980.

MANUEL LUCBERT.

Finlande

M. Paasio abandonnera en juin la présidence du parti social-démocrate

De notre correspondant

Helsinki. — Le président du parti social-démocrate, M. Rafael Paasio, a annoncé sa décision de ne plus briguer de poste au prochain congrès du parti, qui doit se tenir du 6 au 8 juin prochain à Jyväskylä.

Succédant à M. Väinö Tanner, en 1953, M. Paasio avait recueilli l'héritage d'un parti traversé par des divisions internes et en perte de vitesse. En deux années de présidence, il a réussi à le remettre solidement sur la scène politique : le nombre des députés sociaux-démocrates au Parlement est passé de 37 à 55, le parti a presque quadruplé le nombre de ses membres et est devenu la première formation politique en recueillant un peu plus de 25 % des voix aux dernières élections en 1972. M. Paasio, âgé de 60 ans, ne cachait pas qu'il abandonnerait la présidence « à partir du moment où régnait une période de calme à l'intérieur du parti ».

Depuis la mise au pas, en septembre dernier, de la fraction de droite, dirigée par le gouverneur de la province d'Ostma, M. Kaarlo Pitkanen, qui fut secrétaire général du parti de 1967 à 1969, et l'élection définitive de M. Simo Juntama, chroniqueur du journal du parti *Demari*, accompagnée d'un contrôle plus ferme sur la gauche renouée qui avait mené campagne contre l'accord avec la C.I.E.R., la famille social-démocrate apparaît relativement moins désunie que la plupart des autres formations politiques. Les élections des députés au prochain congrès ont marqué le triomphe de la ligne Paasio.

En levant l'hypothèque de la candidature aux élections prési-

dentielles et en obtenant que M. Kekkonen accepte de se représenter en 1978 (*le Monde* du 28 avril), le parti pouvait envisager de passer le relais, selon toute vraisemblance, à M. Kalevi Sorsa, son secrétaire général.

L'élection de M. Sorsa à la présidence du parti ne fait guère de doute depuis le ralliement de la « Junte de Tampere », l'un des courants démocrates, à l'après l'échec de la candidature de M. Härmäläinen, ancien président de la centrale ouvrière SAK.

Mais la question reste ouverte en ce qui concerne le secrétaire général. M. Paasio fut lui-même deux fois premier ministre (de 1966 à 1968 et en 1972), en même temps qu'il était président du parti. Mais la répartition des tâches qui s'est dessinée depuis montre que si le président ou le secrétaire général exerce les fonctions de premier ministre il est nécessaire qu'une forte personnalité sienne en main un parti toujours menacé par les querelles et les divisions.

Ménée de main de maître, la difficile opération de passation des pouvoirs semble, malgré certaines difficultés, devoir se dérouler de la façon la moins brutale afin de procurer une nouvelle assemblée à une formation sans laquelle aucune action gouvernementale n'est possible.

GILLES GERMAIN.

Turquie

LE PARTI OUVRIER S'EST RECONSTITUÉ

(De notre correspondant.)

Istanbul. — Dissous en 1971, après dix ans d'existence, par la Cour constitutionnelle « pour avoir transgressé la loi relative aux partis politiques et favorisé des menées séparatistes », le Parti ouvrier de Turquie (POT) a été reconstitué à la fin du mois d'avril à Istanbul. Parmi les quelque cinquante fondateurs — intellectuels, syndicalistes, ouvriers — figurent Mme Behice Boran, soixante-cinq ans, la « Pasionaria turque », le dernier président national du POT et plusieurs de ses anciens collaborateurs. Condamnés à de lourdes peines de prison par le tribunal militaire d'Ankara en juillet 1972 « pour avoir fait de la propagande communiste, créant un climat d'anarchie propice au renversement de l'ordre économique et social », ceux-ci devaient toutefois retrouver leur liberté grâce à la loi d'amnistie votée en 1974.

Plusieurs dirigeants syndicalistes affiliés à la centrale ouvrière progressiste DISK ont également participé à la reconstitution du POT qui se veut l'« organisation démocratique indépendante des classes laborieuses » ayant pour objectif l'instauration d'un régime socialiste en Turquie et par la voie légale. Le POT se propose de lutter contre l'impérialisme.

ARTUN UNSAL.

PIERRE DALLE NOGARE



Les sentiments furtifs

ROMAN

« Pierre Dalle Nogare est, depuis Pierre-Jean Jouve, notre poète le plus profondément tragique ».

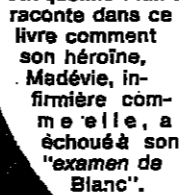
ALAIN BOSQUET "LE MONDE"

JULLIARD

JACQUELINE MANICOM

l'auteur de LA GRAINE. Mon examen de Blanc

« Passer son examen de Blanc », en créole, cela veut dire imiter le Blanc, assimiler sa culture, avoir honte d'assumer l'originalité de la personnalité antillaise.



ROMAN

PRESSES DE LA CITE

DOMINIQUE DELPIERRE

Le goût de l'écorce

ROMAN

« Ce livre fait mal. » HENRY MILLER

JULLIARD



FRANÇOISE XENAKIS

l'écrivain ou la sixième roue du carrosse

françoise xenakis

L'écrivain ou la sixième roue du carrosse

« Ce petit livre acide, mais pourtant savoureux, témoigne de la solitude de l'écrivain abandonné à lui-même ».

PAUL MORELLE "LE MONDE"

Collection IDEE FIXE JULLIARD

JOËL SCHMIDT

Le fleuve des morts

ROMAN

« Cueillez ce roman sans hésiter : à lui tout seul il vaut le printemps ».

« DIDIER DECOIN "LES NOUVELLES LITTÉRAIRES" »

JULLIARD



ALBERT DUCROCQ

après Le Roman de la Matière et Le Roman de la Vie

Le Roman des Hommes

par le grand spécialiste de l'Espace à Europe n°1

JULLIARD



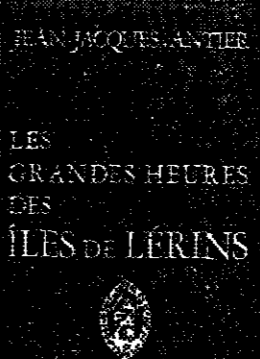
JEAN-JACQUES ANTIER

Les grandes Heures des Iles de Lérins

Une résurrection de l'Histoire. Un guide pratique et indispensable aux amateurs d'histoires.

Un volume relié skivertex. Titres trappés à chaud. Nombreuses illustrations.

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN



GEORGE B. MAIR

Confession d'un chirurgien ou, j'ai pratiqué l'euthanasie

Un livre qui ne manquera pas de choquer les conformistes, d'irriter le Conseil de l'Ordre, d'indigner les membres de l'association "Laissez-les vivre", de troubler la plupart des lecteurs de bonne foi, qui seront amenés à se poser bon nombre de questions fondamentales.

PRESSES DE LA CITE



SC.PO

Préparation d'Etat, sur place ou par correspondance.
• Examen d'entrée 1^{re} année
• Examen d'entrée 2^e année
• Seconda session - Fin d'AP
CEPES group (libre) de professeurs,
57, r. St-Lazare, 92-Monty.
722-84-84

SEYCHELLES

Toutes combinaisons : hôtels, location voitures, appartements, autos, différentes files.
2 SEMAINES A PARTIR DE 3800 F en demi-pension
Brochure ZENITH auprès de votre agence, ou 14, rue Thiers - 75001 PARIS
Tel. 722.55.55-55.44.77



POLITIQUE

LA CONVENTION NATIONALE

La majorité du P.S. et le CERES

Sur les relations entre le parti socialiste et le parti communiste, tous les délégués à la convention nationale, réunie samedi 3 et dimanche 4 mai à Paris, paraissent d'accord. La polémique entre les deux formations s'étant apaisée, chacun était convaincu de la nécessité de relancer le processus unitaire, et personne ne s'est opposé à la proposition de M. Mitterrand tendant à rouvrir un dialogue « au sommet » avec le P.C.F.

Cette unanimité a tranché sur la querelle qui, tout au long du week-end, a opposé la majorité et la minorité du parti. Des

vendredi 2 mai, lors de la session du comité directeur, M. Guionni, au nom du CERES, a critiqué la direction du P.S. en lui reprochant notamment son autoritarisme et en préconisant le passage de la tendance modérée du parti, dont le bulletin, « Socialisme 2000 », vient d'être interdit par le bureau exécutif. M. Mitterrand a répliqué à ces critiques en estimant qu'un code de bonne conduite devait être respecté au sein du P.S. et en reprochant vivement au CERES ses méthodes. D'ores et déjà, le comité directeur a été amené à désavouer la création par la minorité du P.S. d'une tendance au

sein du SNES. Il a, en outre, décidé de dissoudre le bureau des Jeunes socialistes. À l'origine bastion du CERES, où s'affrontaient divers courants.

Cette lutte interne s'est poursuivie tout au long de la convention nationale. D'un côté, les animateurs du CERES se sont succédés à la tribune pour faire le procès de la « social-démocratie » et réclamer la poursuite de la mutation du P.S. De l'autre, M. Mitterrand a, plus clairement que jamais, condamné les thèses de sa minorité qui, selon lui, ne représentent qu'un « pot-pourri communis-

Samedi après-midi, M. Lionel Jospin, membre du secrétariat, ouvre les travaux de la convention en présentant son rapport sur les relations entre le parti communiste et le parti socialiste. Tout en soulignant que le P.C.F. a porté, dans la crise ouverte entre les deux formations, une responsabilité particulière, il note que les socialistes acceptent de se soumettre à la critique mais souhaitent que les communistes fassent de même. Il juge, en effet, indispensable que le parti communiste, qui a déjà entamé sa mutation, aille plus loin dans son renouvellement.

Revenant sur les critiques faites au parti socialiste par ses alliés, M. Jospin estime que la pratique des deux formations ne permet plus de distinguer clairement qui est réformiste et qui est révolutionnaire. Puis il se félicite de l'amélioration du climat au sein de la gauche, et il explique ce phénomène en notant que les couches influencées par le parti communiste comprennent mal la polémique engagée par celui-ci. « Le parti communiste », ajoute-t-il, « ne pouvait aller plus loin dans le ton sans atteindre le seuil d'un changement de stratégie. » Néanmoins, il constate que le P.C.F. a repris en main, à travers la crise que vient de vivre la gauche, sa base et ses cadres en les éloignant des militants socialistes.

Le rapporteur poursuit en constatant que le parti socialiste n'a pas cédé à la pression communiste et que c'est un parti cohérent qui poursuit sa progression. Citant l'intervention de M. Georges Marchais lors de la dernière session du comité central du P.C.F., il souligne que le secrétaire général n'a pas demandé au parti socialiste de changer de nature. M. Jospin le regrette en estimant que, justement, les socialistes ont changé depuis 1971 et ne sont plus le partenaire social-démocrate traditionnel auquel les communistes s'étaient habitués.

En conclusion, il interroge les

communistes sur divers points. Il souhaite, notamment, savoir si les communistes admettent qu'il existe deux partis de la classe ouvrière dirigeant ensemble l'union de la gauche. Il souhaite également savoir si le parti communiste reste d'accord pour l'accès au pouvoir avec les socialistes sur la base d'un programme de cinq ans et dans le cadre des institutions actuelles, c'est-à-dire quel que soit le président de la République.

M. Gérard Delafau propose ensuite que le parti socialiste revienne à des analyses plus strictement marxistes. M. Pierre Guionni, conseiller de Paris, animateur du CERES, juge stérile la dialectique entre communistes et sociaux-démocrates. Pour la dépasser, il réclame des projets communs et des décisions communes. En ce qui concerne la nature du parti socialiste, il insiste pour que soit construite une formation non enfermée dans la définition traditionnelle de la social-démocratie. Tout en jugeant cette tâche déjà bien avancée, il estime qu'elle n'est pas achevée.

M. Gérard Jaquet, membre du bureau exécutif, note que les critiques des communistes sont centrées sur le fait que, selon eux, le parti socialiste est réformiste. Il rappelle toutefois que, en 1936,

le parti communiste avait refusé le programme de nationalisations proposé par les socialistes, car il jugeait que le gouvernement de Front populaire devait être un gouvernement de défense républicaine et non de transition au socialisme. M. Jaquet estime que cette position du P.C.F. n'a changé qu'après mai 1968, lorsque a été adopté le manifeste de Champigny, qui prévoit l'instauration, par un gouvernement d'union de la gauche, d'une « démocratie avancée ». Néanmoins, l'orateur constate que le parti communiste conserve sa conception d'un P.C. parti de la classe ouvrière et, donc, devant jouer un rôle d'avant-garde. Il propose, en conclusion, la mise en place d'une commission d'arbitrage entre les partis de gauche du même type que celle qui existait lors du Front populaire et qui devait éviter les polémiques comme celles qui viennent de se dérouler entre communistes et socialistes. Il appelle, en outre, à une plus grande cohésion du parti socialiste.

M. Charles Hernu, membre du comité directeur, estime que dans le débat entre communistes et socialistes, le parti socialiste doit dire clairement ce qui est supportable pour lui et ce qui ne l'est pas.

M. SARRE : une nouvelle période historique

Après M. Fournier, qui invite le P.S. à poursuivre sa pression unitaire sur le P.C.F., et M. Sutra (Hérault), M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat, réclame, au nom de la fédération du Nord, l'élargissement des actions communes à la base entre socialistes et communistes. Il refuse, en revanche, l'instauration d'un débat idéologique entre les deux formations et insiste sur le fait que le P.S. doit affirmer sa propre personnalité.

Après M. Gouyer (Isère), M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif, animateur du

CERES, constate que les militants n'ont pas été passionnés par la préparation de la convention nationale. Selon lui, en 1920, lors du congrès de Tours, qui aboutit à la scission de la S.F.I.O. et à la création du parti communiste, personne n'a eu raison. Le parti socialiste, né en 1911, à Epinay-sur-Seine, lui paraît avoir ouvert une nouvelle période historique. Il invite les congressistes à bâtir un nouveau parti « pour l'autogestion », qui ne serait ni une formation bolchevique ni une formation social-démocrate. Les socialistes, estime-t-il, doi-

vent définir une ligne de conduite autonome dans le cadre de l'union de la gauche permettant de conduire la crise actuelle du capitalisme jusqu'à la rupture. Il déplore, à ce propos, que le P.S. manque d'initiative et de présence militante.

Évoquant ensuite la situation au Portugal, M. Sarre fait naître des remous dans la salle en vantant les mérites du Mouvement des forces armées et en estimant que, grâce à lui, les conditions sont créées pour un passage rapide au socialisme. M. Roland Monnet (Ain) reproche au parti communiste dans son département de ne pas toujours jouer le jeu unitaire. M. Jean Rous juge que la conception communiste du pluralisme reste autoritaire puisque, selon le P.C.F., la phase de transition au socialisme doit rester dirigée par la classe ouvrière, c'est-à-dire par le parti communiste. Il estime que le parti socialiste doit poursuivre son offensive idéologique en vue de faire triompher un socialisme démocratique et autogestionnaire.

Après M. Dupuis (Dordogne), qui estime que le P.S. doit affirmer sa présence sur le terrain, et M. Fuchs, membre du comité directeur, qui pense que les socialistes doivent se préparer à canaliser un mouvement social. On entend encore MM. Coffineau, membre du comité directeur (CERES), Salomon (Paris), Escanez (Alpes-de-Haute-Provence) et Chapuis, membre du comité directeur, ancien secrétaire national du P.S.U. Ce dernier explique que la chance historique de la gauche est que le parti socialiste veuille construire le socialisme. Il se demande si telle est également la volonté du parti communiste et, si oui, quel socialisme le P.C.F. entend construire. Il reproche ensuite au CERES de vouloir réparer « l'erreur » de 1920, constituée par la scission entre communistes et socialistes, alors que l'histoire « n'avance qu'à coups de contradictions ».

Dimanche matin, M. Denis

(Loir-et-Cher) se demande si le parti communiste n'a pas la volonté de casser le parti socialiste, et il constate qu'il est bien difficile d'être unitaire tout seul, alors que les communistes refusent les actions communes à la base.

M. Jean Maître (Val-d'Oise), estime que la mutation des socialistes inquiète le P.C.F. dans la mesure où celui-ci n'a plus en face de lui, un parti social-démocrate. Il réclame une implantation prioritaire du P.S. dans la classe ouvrière, et exprime sa méfiance pour les négociations au sommet.

M. Bianca, membre du comité directeur, répond à M. Georges Sarre sur la situation au Portu-

gal. Il dénonce la politique suivie dans ce pays par le parti communiste. Selon lui, la stratégie du P.C. portugais consiste à vouloir conquérir seul le pouvoir, le parti socialiste étant dans cette optique considéré comme un obstacle à contourner, voire à abattre. Il constate que le parti communiste portugais a refusé de signer tout pacte et tout programme le liant au parti socialiste. Il dénonce ensuite, sous les protestations de délégués du CERES, le contrôle exercé par le parti communiste sur la presse écrite portugaise par l'intermédiaire des typographes, ainsi que la « colonisation de l'État » et, notamment, du ministère du travail.

M. ROGARD : un cadeau à Valéry Giscard d'Estaing

M. Michel Rogard, membre du bureau exécutif, ancien secrétaire national du P.S.U., note que la polémique, au sein de la gauche, a constitué « un considérable cadeau à Valéry Giscard d'Estaing ». Il explique que si la polémique publique s'est dissipée, il n'en reste pas moins une situation difficile sur le tas. L'orateur se félicite toutefois de l'impavidité dont a fait preuve le parti socialiste au cours des derniers mois. Selon lui, les rapports entre communistes et socialistes ne doivent pas être traités en termes de rapports de forces mais de mutation réciproque. Il craint que la fin de la polémique ne signifie pas nécessairement un retour à l'union dans la mesure où l'on peut penser que le parti communiste est revenu à une stratégie d'autonomie totale dans laquelle l'union n'est plus qu'un thème de discours.

M. Lalguet, membre du comité directeur, propose d'ouvrir, avec le parti communiste, un débat sur le rôle de l'État, la notion de contrôle et la finalité de la construction européenne et de la défense. M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, ani-

mateur du CERES, constate que le XXI^e congrès du parti communiste a réaffirmé le rôle propre de cette formation et a exprimé la volonté des communistes de « faire rabattre » sur socialistes quelque peu de leur superbe ».

ETATS-UNIS "AU VOLANT"

avec ZENITH

1500 hôtels à travers les U.S.A. et le CANADA une « américaine AVIS »

Hôtels + auto : 376 F par semaine

Vois spéciale à partir de 1600 F

Brochure ZENITH auprès de votre agence, ou 14, rue Thiers - 75001 PARIS Tél. 742.85.80-266.44.77

La Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Minières

SENAREM ALGERIE.

Expose la gamme complète de ses Produits à la Foire de Paris (26.4-11.5.1975) Pavillon de l'ALGERIE.

Division Recherches et Prospection
8, Rue de l'Aures
Tél. : 76.61.01 à 03
El-Harrach Alger

Division Engineering et Développement
Rue Rageot de la Touche
Cinq Maisons El-Harrach
Tél. : 76.51.60 Alger

Division Production Équipement
127, Bd. Salah Bouakour
Tél. : 63.15.55 à 62
Telex : Minebar 52.910 Alger

Division Commercialisation
8, Avenue F. Roosevelt
Tél. : 60.29.80/83
Telex : SD. 052.834

Direction Générale
126, Bd. Salah Bouakour
Tél. : 63.15.55 à 62
Telex : Minebar 52.910 Alger

Consultez nous, nous sommes à votre disposition pour tout renseignement

SENAREM

Pavillon de la R.A.D.P. Foire de Paris
Parc des Expositions Porte de Versailles.

مكتبة الأم

DU PARTI SOCIALISTE

se sont vivement affrontés

gauchiste, sans aucune réalité politique. Il a, en outre, accusé le CÉRES d'avoir gonflé les chiffres du secteur « entreprises » dont il avait la charge jusqu'au congrès de Pau. Le bureau exécutif doit arbitrer ce nouveau différend.

La dégradation constante des relations entre la majorité et la minorité du P.S. hypothèque l'action du parti. Déjà, comme en Haute-Garonne, certains cadres locaux du CÉRES quittent un P.S. qu'ils jugent inexorablement « social-démocrate » pour se rapprocher du P.C.F. En s'attachant à réhabiliter cette social-démocratie, M. Mit-

terrand a souligné, en le déplorant, que, au sein du P.S., chacun n'était pas sur les mêmes bases théoriques. Réticence qui s'appliquait bien sûr au CÉRES, mais aussi à certains des amis du premier secrétaire que celui-ci a eu le désagrément de voir soudainement et s'interrogeant sur eux-mêmes lorsque le P.C.F. a engagé sa polémique.

C'est justement pour apprendre aux socialistes à mieux se connaître et à affirmer leur originalité que le comité directeur du parti a confié à M. Jean Popereau le soin de lancer une campagne

nationale de propagande intitulée, par référence à l'élection présidentielle : « Un an après, la montée du parti socialiste ». Les socialistes vont notamment organiser à travers le pays mille réunions et fêtes populaires qui culmineront le 23 juin au Palais des Sports de Paris, avec un meeting auquel assistera M. Mitterrand. Des « journées de dialogue » sont en outre prévues, le 22 mai avec les « travailleurs », et le 31 mai et le 1^{er} juin avec l'ensemble de la population.

THIERRY PFISTER.

Il constate que la division du mouvement ouvrier a toujours entraîné son impuissance, et il estime que, historiquement, communistes et sociaux-démocrates ont fait faillite. Néanmoins, il souligne que la social-démocratie n'a pas su analyser sa tendance à l'intégration au système bourgeois. En ce qui concerne le parti communiste, il note que celui-ci n'a pas jugé que la France soit mûre pour passer au socialisme, ni en 1936, ni en 1944, ni en 1968. Car, pour les communistes, les conditions ne sont réunies que lorsque le parti communiste est en mesure d'assurer le rôle dirigeant.

M. Chevènement estime que le véritable débat, au sein de la gauche, porte sur la nature « du front de classe », qui, selon lui, ne doit pas être conçu d'une manière simplement défensive. Il s'agit, en outre, de voir le parti communiste paraître « social-démocrate » d'un parti socialiste de nature social-démocrate, alors que si les socialistes n'évoluent pas, ils ne pourront, à terme, que trahir, enfin, il estime que l'étape de la démocratie avancée, proposée par les communistes, ne pourra être qu'un état très transitoire. Selon lui, la gauche devra être, une fois parvenue au pouvoir, s'attaquer au problème de la construction du socialisme. L'orateur s'interroge ensuite sur la nature du parti socialiste et se demande s'il s'agit d'un « parti de type nouveau ». Il pense que la transformation n'est qu'amorcée. Il rappelle, par exemple, que les socialistes copient de geste de nombreuses villes avec des éléments centristes et il déplore au passage que M. Hirschmann ait été sanctionné pour avoir dit : « Si existe une distinction au sein du parti socialiste, c'est entre ceux qui veulent continuer la mutation amorcée et ceux qui entendent voter sur l'acquis d'Espinoza-sur-Seine ».

Après avoir rendu hommage, au passage, au Mouvement des forces armées portugaises, M. Chevènement conclut en souhaitant que de nouvelles convergences se réalisent au sein de la gauche, notamment sur la question du pluralisme, et il note que les

convergences ne peuvent naître que dans l'action.

Après M. Dehare (Seine-Saint-Denis), qui appelle au dépasse-

M. MITTERRAND : il faut retrouver la dialectique de l'alliance.

M. Mitterrand estime que la future convention nationale, consacrée à l'autogestion, permettra de répondre à la polémique par une meilleure définition théorique du parti socialiste. En ce qui concerne cette polémique, il constate que les critiques ont d'abord porté sur la pratique, puis sur la théorie. Ce changement de plan, c'est celui effectué à partir du moment où les critiques sur la pratique se sont épuisées d'elles-mêmes. Il déplore néanmoins que certains socialistes aient considéré qu'a priori le P.S. avait tort.

Reprenant ensuite ses analyses

les communistes ont renoncé à la guerre et que la crise cesse donc, pour eux, l'explication fondamentale. Il rappelle qu'au début des années 30, le parti communiste était revenu à une position dure de « classe contre classe », lorsque le capitalisme avait connu une crise. Mais celui-ci n'était pas au bout de sa course.

Selon M. Mitterrand, le monde communiste a de nouveau acquis la certitude que les difficultés actuelles marquent, cette fois-ci, la fin du système capitaliste. Pour sa part, il ne développe pas une analyse aussi « optimiste », mais

social-démocratie a pris certaines positions, c'est aussi parce qu'elle voyait comment se construisait le communisme. En 1947, avions-nous dit être dans le camp communiste car il était, dit-on, celui de la classe ouvrière ? Pour ma part, je pense que ceux qui n'ont pas fait ce choix n'ont pas eu tort.

M. Mitterrand constate alors que le mouvement communiste a montré néanmoins plus de cohérence et de continuité que le mouvement social-démocrate. Il rend hommage aux militants communistes, à leur courage, et au fait qu'ils ont eu, par leur action, préserver les chances de la classe ouvrière. Il estime que les socialistes ont un retard à

combler, notamment au plan de l'élaboration théorique. Il déplore, à ce propos, qu'existe, chez les socialistes, « une sorte de nostalgie du parti communiste, de sa théorie, de son comportement ». Il ajoute : « Comme les communistes en sourient, alors on passe à la critique du parti communiste et sa gauche en lui reprochant son réformisme. Ce pot-pourri communo-gauchiste ne correspond, selon moi, à aucune réalité politique ».

Après cette nouvelle attaque contre le CÉRES, le premier secrétaire annonce que le nombre des sections d'entreprises qui, selon M. Chevènement, s'élève à huit cents, est inexistant. Il n'y en a, déclare-t-il, que trois cent quatre-

vingt-seize, dont cinquante-quatre ont été créées depuis le congrès de Pau. « Nous avons pris du retard », déclare-t-il, en fixant pour objectif au P.S. deux mille sections d'entreprises en 1977. Il note aussi qu'aucun des courants qui traversent le parti socialiste ne peut se déclarer plus ou moins ouvrier qu'un autre.

En conclusion, M. François Mitterrand se déclare prêt à engager sans délai des discussions au plus haut niveau avec les partenaires du P.S. dans l'union de la gauche. Il déclare : « J'espère que le parti socialiste sera celui qui aura tendu la main quand tout était encore possible pour donner au peuple de France les chances de sa victoire ».



(Dessin de PLANTU.)

traditionnelles sur la « crise du capitalisme mondial », le premier secrétaire estime qu'il existe une sorte de « mythologie » dans les milieux communistes à ce sujet. Il explique que les communistes ont cru à leur victoire, soit par la guerre, soit à travers l'effondrement du capitalisme lors d'une crise. Faisant notamment référence à ses entretiens avec les dirigeants de l'Union soviétique, le député de la Nièvre note que

constate : « Le monde communiste a opéré son durcissement comme s'il ne pouvait résister à l'aspect mythique, plus que scientifique, de son propre raisonnement ». Le premier secrétaire du P.S. entend ensuite de répondre à M. Jean-Pierre Chevènement et au CÉRES, à qui il reproche de simplifier le débat, au sein du P.S. au point de le rendre caricatural. Au passage, évoquant le Mouvement des forces armées portugaises, le premier secrétaire se déclare « réticent devant les associations d'anciens combattants, même ceux du 25 avril ». Il souligne ensuite que l'union entre le parti communiste et le parti socialiste « est un phénomène tout à fait exceptionnel », qui n'a pas de précédent. « Si l'on a eu une crise, poursuit-il, c'est parce que nous traitons une matière neuve. Il s'agit de la crise infantile de l'union de la gauche ».

Repliquant toujours au CÉRES, M. Mitterrand interroge : « Admettons-nous au tour à tour ? » Il répond : « Je pense que nous avons raison de nous réunir ». La position par la défense des libertés et le refus d'instaurer le socialisme par n'importe quelle méthode. Il rappelle que si la social-démocratie a effectivement « de vieux démons », le communisme en a aussi, qui s'appellent « le stalinisme ». « Il faut retrouver, poursuit-il, la dialectique de l'union de la gauche, favorable sur chaque partenaire. Mais il existe aussi une dialectique de la déunion. Et si la

LA RÉOLUTION

La convention nationale a adopté une résolution qui précise : « Une discussion importante a eu lieu sur les causes réelles et les effets de la polémique engagée contre le parti socialiste. Compte tenu de ces débats et des enseignements des actions communes menées contre la politique du pouvoir, la convention mandate le bureau exécutif pour proposer une rencontre au plus haut niveau entre les signataires du programme commun. » Une telle rencontre permettrait en particulier aux communistes et aux socialistes de rechercher les moyens de l'approfondissement de l'union et des actions communes. Cette recherche pourrait, par exemple, se faire autour des thèmes suivants : « La crise internationale du capitalisme » ; « La construction de l'Europe, la sécurité, la coopération et l'organisation de la paix » ; « Le parti socialiste socialiste le développement des actions communes, notamment dans les entreprises, pour donner aux travailleurs les moyens de préserver leur emploi et leur pouvoir d'achat et pour lutter contre les effets de la crise. Pour sa part, il poursuivra ses actions propres et sa réflexion théorique sur l'édification du socialisme ».

Les commentaires de la presse

LE FIGARO : la patience va payer.

« La patience va payer. François Mitterrand s'en était vanté depuis le début de la querelle cherchée par le P.C. à ses alliés socialistes. La voici en posture de reprendre langue avec Georges Marchais, sans avoir trop concédé. C'est la preuve qu'il ne faut pas exister trop vite l'union de la gauche. Elle peut, maintenant, évoluer vers de nouvelles définitions et trouver un nouveau style de combat. Dans l'immédiat, l'important sera de voir si l'union commune est possible, et sous quelles formes, dans la lutte contre un pouvoir encombré des retombées sociales de la crise économique. (...) »

« L'un et l'autre (P.C. et P.S.) ont des révisions à faire. S'ils y parviennent en bonne intelligence, l'union de la gauche peut retrouver son crédit et, dans un premier temps, ressusciter l'action syndicale en milieu ouvrier. C'est désormais probable. »

(XAVIER MARCHETTI.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : les limites de l'union.

« L'union de la gauche n'a absolument plus le même sens qu'au départ. Elle est à la fois plus et moins riche. Plus franche et plus froide, en un seul mot plus lucide. Jusqu'à ce que une nouvelle opportunité électorale raille la farouche suite. D'ici là, les deux partenaires limiteront leurs relations à des discussions et à des accords conjoncturels, circonstanciels, ponctuels, qui éviteront de mettre en cause des

LA LETTRE DE LA NATION

(U.D.R.) : les socialistes pressent leurs désirs pour des réalités.

« Voilà donc les réponses aux questions que le P.C. posait depuis le mois d'octobre au P.S. On doute qu'elles soient jugées satisfaisantes, car ce ne sont pas les assurances données sur le refus de « gérer la crise du capitalisme » ni la proposition d'une réunion « au sommet » pour rechercher les moyens d'approfondir l'union qui peuvent faire oublier aux communistes les critiques dont ils viennent d'être l'objet dans ce qu'ils ont de plus précieux, c'est-à-dire leur originalité. En tablant sur un parti communiste qui soit à même d'abandonner son rôle spectaculaire, les socialistes prennent leurs désirs pour des réalités. Ils s'exposent, en attendant, à s'entendre redire ce que Marchais disait d'eux en février dernier, au lendemain du congrès de Pau : « Je retire l'impression désagréable d'une réaction et d'un premier secrétaire de plus en plus sûr de lui et dominateur. »

(YVES MICHELET.)

L'AURORA : l'indéfectible recensement est retardé.

« Que penser du dernier exploit qu'on a vu de François Mitterrand ? Sans doute ceci : le premier secrétaire sait que les socialistes de sa tradition supportent de moins en moins la collusion aveugle avec le parti de Marchais. Il tente donc de les apaiser. » Sur sa gauche, il redoute l'emprise croissante du CÉRES (plus du quart du P.S. aujourd'hui), son offre aux communistes est une fausse en avant. » Ainsi discourt-il le masque les larmes de son parti, mais il retarde l'heure de l'indéfectible recensement qui interviendra le jour où tant et tant de socialistes (aujourd'hui se recueillent de ce qui n'est plus pour eux qu'un cauchemar. »

(J. VAN DEN ESCH.)

Un cadeau unique pour la Fête des Mères



Un pendentif en vermeil dans une édition à tirage limité

Date limite des souscriptions : le 12 mai 1975 minuit

Le dimanche 25 mai, c'est le jour de la Fête des Mères. C'est le jour de l'année où nous pouvons montrer tout l'amour que nous ressentons et qui reste trop souvent inexprimé.

Cette année, pour célébrer cette Fête, Le Médailleur, une maison de frappe de médailles dont la tradition de qualité remonte à plus d'un siècle, émet dans une édition unique à tirage limité, son premier pendentif de la Fête des Mères, frappé dans le vermeil.

Le pendentif de la Fête des Mères 1975 est un bijou rare et précieux, certain de réjouir le cœur d'une mère.

La face du pendentif symbolise le tendre lien d'amour unissant la mère à son enfant. Le revers, décoré de simples fleurs des champs, porte la touchante citation de Victor Hugo évoquant sa propre mère : « Oh l'amour d'une mère, amour que nul n'oublie... ».

Chaque pendentif sera frappé individuellement dans le vermeil (argent massif 1er titre, doré ou 24 carats) par les artisans du Médailleur. Le sujet se détachera d'un léger relief satiné sur un fond pur et brillant comme un miroir. Et chaque pendentif sera un cadeau aussi précieux, beau et durable que l'amour qu'il exprime.

La sculpture du pendentif, créée exclusivement pour cette édition à tirage limité, ne sera plus jamais reproduite sous quelque forme que ce soit. De plus, le pendentif ne pourra être obtenu qu'après le seul Médailleur.

Le pendentif de la Fête des Mères 1975 sera accompagné d'une chaîne également en vermeil et sera présenté dans un élégant écrin de cuir. Ce pendentif sera émis dans une édition unique, limitée au nombre exact des souscriptions postées avant la date de clôture du 12 mai 1975, à minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Le prix de chaque pendentif est de 190 F TTC, port et emballage compris. Aucun souscripteur ne pourra commander plus d'un seul pendentif.

Pendentif vermeil et doré ou 24 carats, diamètre : 32 mm, longueur de la chaîne : 60 cm.

LE PENDENTIF DE LA FÊTE DES MÈRES 1975

Date limite : le 12 mai 1975 à minuit, le cachet de la poste faisant foi

Veuillez enregistrer ma souscription pour le pendentif de la Fête des Mères 1975 en vermeil (argent massif 1er titre, doré ou 24 carats) de 32 mm de diamètre et sa chaîne également en vermeil, de 60 cm de longueur. Le pendentif sera accompagné d'une carte de vœux et sera présenté dans un élégant écrin de cuir sans majoration de prix. Je note que je recevrai le pendentif, au plus tard le 23 mai 1975 en temps voulu et pour que je puisse l'offrir le 25 mai 1975, jour de la Fête des Mères. Veuillez trouver ci-joint, mon titre de paiement de 190 F TTC, port et emballage compris. Tout paiement posté après la date limite de souscriptions sera retourné à son expéditeur.

LE MÉDAILLEUR 24 avenue Raymond Poincaré 75116 Paris

KENYA

AVIC ZENITH

et

AFRICAN SAFARI CLUB

OFFRE SPECIALE

MAI - JUIN : 1935 F

une semaine pension complète

brochure ZENITH gratuite de votre agence

ou 14, rue Thiers - 75001 PARIS

Tél. 742.85.80-284.47

ATS-UNE U VOLANT

3.1975)

ais ion liques

seignement de Paris Versailles

POLITIQUE

Les communistes acceptent une rencontre « au sommet » avec les socialistes

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand a fait observer, dans son intervention devant la commission, que les reproches communistes sur le comportement de son parti avaient été vides de sens à la critique théorique. Simplement parce que le premier terrain n'était pas solide, l'accusation faite aux socialistes de se préparer à « gérer la crise du capitalisme » relevait — selon lui — du procès d'intention. En revanche, le terrain des divergences doctrinales entre les deux principaux courants de la gauche était plus sûr. Les communistes y sont revenus rapidement et M. Mitterrand les a suivis.

Le premier secrétaire du P.S. a expliqué que lui-même et ses amis n'avaient jamais ni le caractère mondial de la crise que traverse le capitalisme. A la différence des communistes, les socialistes, s'ils ne sous-estiment pas la gravité de la situation créée, ne pensent pas qu'elle est historiquement décisive : la révolution n'est pas, selon eux, derrière la porte. M. Mitterrand pense que, sur ce point, les communistes se trompent, car leur approche du phénomène de la crise est — assure-t-il — plus mythique que scientifique. (Notons au passage la gravité de la critique faite à la démarche marxiste, qui se prétend scientifique, de ne point l'être.)

La divergence d'appréciation reste entière et, au moment où M. Mitterrand exposait son point de vue, M. Marchais assurait devant le congrès du Mouvement de la jeunesse communiste : « Le capitalisme est une vieille société à bout de souffle. Il attend désormais ses limites historiques. Il faut en finir avec lui. »

Les « vieux démons »

L'avenir tranchera, mais pour le présent les socialistes pensent avoir raison et M. Mitterrand ajoute que le passé ne leur donne pas tort non plus, quels qu'aient été leurs errements. Depuis longtemps la social-démocratie n'avait trouvé un défenseur si ardent. Plus qu'un plaidoyer, c'est un discours de réhabilitation qu'a prononcé le premier secrétaire du P.S. Léon Blum, a-t-il expliqué, a eu raison, en 1920, de ne pas accepter les conditions d'adhésion à l'Internationale communiste. Les socialistes n'ont pas à se sentir coupables d'avoir été rejetés à droite par la conjonction historique de la guerre froide. Tous les torts ne sont pas de leur côté et, s'ils doivent se méfier des vieux démons (le retour à la troisième force), ils ne doivent pas oublier que « le démon du communisme, c'est quand même le stalinisme ».

Aussi bien, en face du mouvement maoïste-léniniste, qui, selon M. Mitterrand, a montré historiquement plus de cohérence et plus de continuité, le courant socialiste doit raffermir ses bases théoriques, notamment en approfondissant le contenu de l'autogestion. Le P.S., qui n'a jamais sacrifié les libertés aux exigences de la lutte des classes, a pour

● L'Académie des sciences de l'U.R.S.S. a décerné les médailles d'or « Karl Marx » pour 1975 à Jacques Duclos, membre du bureau politique du parti communiste français décédé le 28 avril dernier, et à M. Mikhaïl Soulov, membre du bureau politique du parti communiste soviétique. La médaille d'or « Karl Marx » est la plus haute distinction décernée par l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. et elle récompense « des résultats remarquables dans le domaine des sciences sociales ».

● La commission de coopération de l'Association internationale des parlementaires de langue française, réunie depuis vendredi 2 mai au Sénat sous la présidence de M. Raoul Buidun, député de l'île Maurice, a achevé samedi ses travaux auxquels ont participé les délégations parlementaires de vingt-six pays.

Représentant deux nouvelles sections, des parlementaires du Brésil et de l'Iran ont siégé pour la première fois à la commission. Pour la première fois également, la Grèce et la Syrie avaient délégué des parlementaires en tant qu'observateurs. L'assemblée générale de l'A.I.P.L.F. se réunira du 5 au 20 septembre à l'île Maurice.

TUNISIE
avec
ZENITH
en collaboration avec
l'Office National
du Tourisme Tunisien.
une semaine pension complète
à partir de 990 F
et le spécial location villa
Brochure ZENITH auprès de votre agence
ou 14, rue Thiers - 75001 PARIS
Tél. 742.55.20-24.47

DEVANT LE CONGRÈS DU « MOUVEMENT DE LA JEUNESSE COMMUNISTE »

M. Georges Marchais : il n'est pas d'autre chemin que la lutte

Les quelque mille cinq cents jeunes délégués — dix-neuf ans d'âge moyen, — qui ont participé pendant quatre jours aux travaux du congrès national du Mouvement de la jeunesse communiste, au Palais des sports de Nanterre, ont approuvé dimanche 4 mai le rapport d'activités présenté par M. Jean-Michel Catala (« le Monde » du 3 mai). Celui-ci a été réélu secrétaire général. Le congrès a décidé de transformer en bi-mensuels ses deux mensuels, « Avant-Garde », organe du M.J.C., et « Clarté », organe de l'Union des étudiants communistes. d'intensifier la campagne de recrutement, afin d'atteindre, au 31 août 1975, le chiffre des cent mille adhérents contre soixante-dix mille actuellement, de lancer, du 28 mai au 28 juin, une campagne « contre le chômage, pour l'emploi ».

De fait, si M. Georges Marchais a appelé les jeunes communistes

Dimanche après-midi, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., prononce le discours de clôture, et salue d'abord la victoire du peuple vietnamien. Il dénonce ensuite la politique de M. Giscard d'Estaing, « l'absence, souligne-t-il, d'un pouvoir n'a tant promis et si peu donné. Ce pouvoir, c'est celui de la démagogie, du faux-semblant et du mensonge ».

« A cet égard, il ne recule devant rien. C'est ainsi que, dans la dernière période, les dirigeants du pays nous ont accusés, nous, les communistes, de vouloir de la légalité, de provoquer la violence. C'est le comble du cynisme ! Car ceux qui manifestent la violence, ceux qui jouent aux pieds la démocratie, ce sont eux : les hommes du grand capital et leurs valets ».

« (...) Dans cette violence, nous, les communistes, nous n'avons aucune part. Nous l'avons dit et nous le répétons : ni la violence ni l'illégalité ne viennent et ne viendront jamais de nous ».

Enfin, M. Marchais affirme qu'il n'est pas d'autre chemin que la lutte : la lutte pour que la vérité se fasse jour sur les causes de la crise et les moyens d'y sortir. La lutte pour imposer des reculs au patronat et au pouvoir, comme viennent de nous en donner l'exemple les travailleurs de chez Renault. La lutte pour que dans la voie de la grande campagne nationale de meetings communs, l'union de la gauche soit une véritable alliance de combat contre la politique du pouvoir et pour le triomphe du programme commun. La lutte pour forger autour de ce programme commun, un rassemblement majoritaire de notre peuple, un rassemblement suffisamment cons-

cient et déterminé capable d'imposer à la grande bourgeoisie les changements démocratiques profonds. »

Auparavant, M. Jean-Michel Catala, réélu secrétaire général du mouvement, avait notamment déclaré : « Les jeunes communistes sont déterminés à monter une garde vigilante autour de l'union. L'union est le moyen de la victoire du peuple ; elle est le résultat du patient et dur combat des communistes. Elle ne sera jamais irrévocable : la tentation de la collaboration de classe sera toujours forte chez nos alliés socialistes. Pour qu'aujourd'hui l'union soit déterminée et combattive, pour que demain sa victoire ne signifie pas retour aux vieilles combinaisons politiciennes mais mise en œuvre résolu du programme commun, il faut qu'en son sein la force et l'influence des révolutionnaires soit déter-

minantes. La différence entre Schmidt, Wilson et Mitterrand, c'est que Mitterrand a été obligé de signer avec nous le programme commun de gouvernement. »

LA DIRECTION DU MOUVEMENT

Secrétaire général : M. Jean-Michel Catala.
Membres du secrétariat : M. Pierre Zarka, Mlle Sylviane Alizard, MM. Jean-Charles Elie (secrétaire de l'Union des étudiants communistes), Jacques Planche, Patrick Stant.

COUP DE POING SUR LES PRIX DANS LES 8 BHV

Du 5 au 10 mai semaine du meuble

20% sur les meubles par éléments

20% sur les canapés et convertibles

20% sur les éléments de cuisine

20% sur les meubles en bois blanc

20% sur les meubles de salle de bains et armoires de toilette

20% sur les tapis mécaniques* et tapis pour salles de bains
*BHV Rivoli, Rosny 2, Belle Épine et Créteil seulement.

20% sur les lampes et lampadaires

20% sur les kits d'ameublement

Ex. : Canapé rustique convertible Fontainebleau 2.230 F 2.180 F
Ex. : Lampadaire 3 lumières, verrières 685 F 492 F

Jusqu'à épuisement des stocks. Les prix barrés sont ceux pratiqués antérieurement dans nos magasins.

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE
RIVOLI-FLANDRE-PARLY 2-MONTHÉRY-GARGES-BELLE ÉPINE-ROSNY 2-CRÉTEIL



مكتبة الأنجلو

POLITIQUE

DEVANT LE CONGRÈS DU FRONT NATIONAL

M. Le Pen reprend et accentue ses attaques contre le communisme

De notre envoyé spécial

Montpellier. — Le troisième congrès du Front national s'est réuni du jeudi 1^{er} au dimanche 4 mai, à La Grande-Motte. La première journée a principalement été consacrée, après une minute de silence en hommage au Vietnam du Sud, à l'audition d'un très long discours de M. Jean-Marie Le Pen, le président du Front, qui a été réduit, en effet, à un rapport moral et de politique générale fort détaillé. Un an après la campagne présidentielle, à l'occasion de laquelle il avait porté les espoirs d'une partie de l'extrême droite, l'ancien député a dressé devant l'auditoire — deux cents délégués environ — un réquisitoire sévère contre la politique de M. Giscard d'Estaing et du gouvernement, mais c'est surtout la situation internationale qui a retenu son attention, principalement en ce qui concerne l'Indochine.

Les journées de vendredi et de samedi ont été consacrées aux travaux des commissions et à la discussion de leurs rapports, discussion qui a parfois été assez vive. Qu'il s'agisse de la partie publique des travaux des délégués et des propos de leur président ou des réflexions qui ont été échangées dans le huis clos des commissions, le congrès a mis en lumière deux données : le renforcement de l'anticommunisme de M. Le Pen et de ses amis et la nécessité qui est la leur d'assurer la vie de leur mouvement.

L'ancien candidat à l'Elysée a eu, dimanche, des formules d'une exceptionnelle virulence : « Si l'on ne se bat pas pour le salut de la patrie », il n'a pas hésité à affirmer : « Nous sommes à la veille d'affronter physiquement le danger soviétique et le temps n'est pas de nous interroger sur l'habillement de ceux qui tirent à nos côtés. » Le bureau du mouvement a d'ailleurs été mandaté pour lancer cette année une campagne d'opinion contre le « péril rouge ».

Les récents événements d'Indochine sont venus, estime M. Le Pen, confirmer le bien-fondé de ses précédents cris d'alarme et l'immence d'un affrontement « entre le monde communiste et le reste de la planète », affrontement qui sera « une lutte à mort dont l'extermination de l'un par l'autre sera le terme ». Ni

l'anticommunisme ni l'antisoviétisme ne sont choses nouvelles à l'extrême droite, mais c'est la première fois depuis fort longtemps que M. Le Pen emploie pour les illustrer un vocabulaire aussi musclé.

Une devise parachutiste

Le congrès s'est, d'autre part, interrogé longuement sur le présent et l'avenir du Front national. Son souci majeur peut être résumé par la devise d'un régime parachutiste, auquel son président a fait allusion à la tribune : « Être et durer. »

« Être » : beaucoup de délégués se sont inquiétés des moyens dont disposera leur mouvement — et, au-delà, l'ensemble de leur famille politique — pour « sortir enfin du ghetto », comme il a été dit à plusieurs reprises en commission, et « accéder à la grande et à la même grande information ». Le Front a le sentiment que s'est bâti autour de ses idées, de son action, un mur de silence qu'il suffirait de briser pour que de nombreux Français se reconnaissent en lui et le rejoignent. Il compte développer sa propre presse, le bulletin intérieur, *Militant*, devant une revue trimestrielle jusqu'à ce que le mensuel *le National* puisse devenir hebdomadaire, sans doute à la fin de l'an prochain. Le « quatrième pouvoir », d'une manière générale, a longuement retenu l'attention du congrès.

« Durer » : M. Le Pen y a insisté lors de son intervention finale. Il s'agit de rompre avec l'attitude velléitaire qui caractérise l'extrême droite depuis la libération et d'en finir avec ce qu'il a appelé les « mouvements chouaniques ». L'ancien député a d'ailleurs présenté à l'assemblée une énergique défense et illustration des partis politiques en général et les a pressés d'ouvrir leur mouvement pour qu'il devienne « non plus seulement un club de pensée, mais le grand parti de toute la droite populaire ».

Le Front escompte simultanément, comme l'a expliqué son président, à la fois le retour en son sein de certains des « fils prodiges » qui l'ont quitté à l'automne

dernier pour fonder le parti des Forces nouvelles (dont il estime en général qu'il n'a absolument pas réussi sa percée politique à droite) mais également d'importants moyens matériels et l'arrivée d'« ouvriers de la onzième heure », électeurs de M. Giscard d'Estaing, déçus par « la politique de gauche de cet homme porté au pouvoir par la droite et qui gouverne avec deux chambres : l'IFOP et la SFPRES », même si ces électeurs ont longtemps boudé M. Le Pen et ses amis.

Des propositions précises ont été faites dans un certain nombre de domaines. En ce qui concerne la famille, par exemple, les congressistes ont souhaité qu'une politique d'encouragement à la natalité soit mise en œuvre, que les mères au foyer reçoivent un salaire, que le calcul de l'assiette de l'impôt sur le revenu tienne mieux compte du nombre d'enfants par foyer et qu'un vote plural soit attribué aux pères et mères de famille nombreux. Dans le domaine militaire, le Front national demande que la part du produit national brut consacrée à l'armée soit portée à 5 %, contre 2,9 actuellement.

BERNARD BRIGOULEIX.

Les élections municipales

SUCCÈS SOCIALISTE A CHARTRES

EURE-ET-LOIR : Chartres (2^e tour).

Inscr. 20.107 ; vot. 11.505 ; suffr. expr. 11.175.

Liste d'union pour le progrès et l'action municipale, composée de MM. Georges Lemoine, P.S., cons. gén. et cons. rég., Yves Plassard, P.S., et Bernard Plazet, 6.396 voix, 3 sièges ; liste d'action municipale, composée de MM. Jean Legré, Centre dém., anc. cons. mun., André Boissieux et Pierre Rousselet, 4.779.

Il s'agissait de compléter le conseil municipal à la suite du décès du maire, Marcel Guillard, sans élection, favorable à la majorité, survenue le 24 mars. Outre celui du maire, deux sièges étaient vacants depuis le décès de Pierre Chassagne, adj. au maire, ex-S.P.I.O., et la démission de M. Jean Legré, qui se représentait. M. Legré avait donné sa démission dès la première réunion du conseil municipal, ée en mars 1971, parce qu'il ne voulait pas « cautionner le conservatisme » par sa présence.

En 1971, la liste conduite par le maire sortant, M. Marcel Guillard, avait été élue dès le premier tour avec 8.738 voix sur 17.815 inscrits et 11.315 suffrages exprimés. Les trente et un élus de cette liste se répartissaient ainsi : 18 act. loc., 5 Centre dém., 4 rad., 3 soc. exclus, 3 rép. ind., 2 U.D.R. et 1 P.D.M. La liste conduite par M. Georges Lemoine, et composée de P.C., de P.S. et de

membres de la Convention des institutions républicaines, avait obtenu 4.557 suffrages.

Alors qu'en 1971 la gauche présentait une liste unique, cette fois-ci l'union n'a pu se réaliser à la suite du refus du parti socialiste de faire liste commune avec le parti communiste. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 20.107 ; vot., 11.505 ; suffr. expr., 11.175 ; liste d'union pour le progrès, conduite par M. Lemoine, 4.226 voix ; liste d'action municipale, conduite par M. Legré, 3.903 ; liste d'union pour la qualité de la vie et l'expansion, soutenue par le conseil municipal et conduite par M. Patrick Montfort, rép. ind., 2.351 ; liste pour l'union de la gauche, la victoire et l'application du programme commun, conduite par M. André Boissieux, P.C., 1.672. La liste conduite par M. Lemoine, et présentée par le P.S., le Mouvement des radicaux de gauche et le Club d'études et de réforme de l'agglomération chartreuse (CERAC), qui a bénéficié du déistement de la liste du P.C., a réalisé au second tour un score supérieur de 497 voix au total des voix obtenues par les deux listes de gauche au premier tour. En revanche, la liste conduite par M. Legré, pour laquelle s'était déistée la liste conduite par M. Montfort, n'a pas rassemblé l'ensemble des voix qui se sont portées au premier tour sur les deux listes favorables à la majorité, la perte étant de 573 suffrages.

Cette perte de voix semble s'expliquer par le fait que des électeurs de la liste de M. Montfort se sont abstenus pour le second tour, alors que la liste de M. Lemoine a bénéficié d'un apport d'électeurs qui ne s'étaient pas prononcés au premier tour.]

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

EQUIPEMENT

● M. André Canale, administrateur des postes et télécommunications, est nommé conseiller technique au cabinet de M. Robert Galley, ministre de l'équipement, et Mlle Geneviève de Saint-Seine, chargée de mission.

COMMERCE EXTERIEUR

● M. Alain Chastagnol, agrégé de l'université, est nommé conseiller technique au cabinet de M. Norbert Ségard, ministre du commerce extérieur.

EN SOUSCRIPTION :
L'OUVRAGE QUE LA MAJORITÉ N'A PAS VU OÙ ÉCRIRE

« L'ALLIAGE »
ÉLÉMENTS POUR UNE PHILOSOPHIE DE LA PARTICIPATION

De la vraie participation...
... que ne désavouera pas la gauche !

paraît le 15 mai aux ÉDITIONS DU ROCHER
(Pt Christian Bourgeois) - Diffusion PRESSES DE LA CITÉ
Sommaire envoyé sur demande

18 F FRANCO (tarif dégressif par quantités)

A RENVoyer AVEC RÈGLEMENT A « L'ALLIAGE »,
33, rue Marc-Séguin - 75016 Paris (tél. 204-37-17)

NOM : NOMBRE D'EXEMPL.

ADRESSE :

le nouvel IBM 32...



... un véritable ordinateur à partir de 4746 F (ht)* par mois.

L'ordinateur IBM 32... Le voici.
Il réunit, en une seule machine compacte, la puissance de l'ordinateur et la simplicité de la machine comptable.
C'est un ordinateur à part entière, doté de toutes les fonctions nécessaires à une gestion cohérente de l'information.
Priorité a été donnée à sa facilité d'emploi : son langage de programmation est simple, son mode d'utilisation l'est aussi. Son installation est facile.
Oui, le 32 peut être l'instrument de votre progression : il vous aidera à gérer plus rigoureusement vos affaires, à réagir plus rapidement aux fluctuations du marché, et surtout à avoir une vue d'ensemble sur la marche de votre entreprise.



Téléphonez au centre régional IBM le plus proche :
- PARIS et région parisienne - M. Gauffreteau - Tél. 776.43.43 poste 6000
- BORDEAUX (Limoges, Pau, Toulouse) - M. Ferré - Tél. (56) 08.84.85
- LILLE (Amiens, Caen, Calais, Rouen, Valenciennes) - M. Boulet - Tél. (20) 51.92.54
- LYON-ECULLY (Annecy, Besançon, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Saint-Etienne, Valence) - M. Du Fayet de la Tour - Tél. (78) 33.81.70
- MARSEILLE (Ajaccio, Avignon, Montpellier, Nice, Nîmes, Perpignan, Toulon) - M. Stern - Tél. (91) 75.07.27
- NANTES (Angers, Brest, Le Mans, Niort, Orléans, Rennes, Tours) - M. Villetre - Tél. (40) 47.39.00
- STRASBOURG (Metz, Mulhouse, Nancy, Reims, Troyes) - M. Franck - Tél. (88) 61.48.15

IBM pour les petites entreprises
comme pour les grandes

Division des Systèmes de Grande Diffusion
Soc 2007 M - BP 82 - 75021 PARIS CEDEX 01

* Prix de location mensuel de 5 695 F TTC
Prix de vente : à partir de 218 249 F TTC



LE P.S.U. : la politique d'exploitation des travailleurs persiste.

M. Michel Mousset, secrétaire national du P.S.U., a condamné la politique gouvernementale d'austérité, ainsi que la « relance » actuelle, devant le bureau national de son parti, qui s'est réuni, le 3 mai, à Marseille.

« Nous ne voyons pas proposer, a-t-il notamment déclaré, d'alternance à la politique d'exploitation qui remonte en cause fondamentale le système actuel. Les mêmes dits de relance ne sont que la deuxième phase d'un plan faisant reposer sur les travailleurs la mentes du chômage et le poids financier de la réorganisation de l'industrie française qu'entreprendent les grandes sociétés profitant de la crise. »

Le P.S.U. préconise de populariser, en liaison avec les partis de gauche et les syndicats, des solutions dans lesquelles les travailleurs touchés par la crise bénéficieraient eux-mêmes comment organiser leur production pour quelle profite directement à leur classe. Ainsi dans le bâtiment et l'automobile, deux secteurs particulièrement atteints, les efforts pourraient-ils porter sur la construction de logements sociaux et d'équipements de quartier, sur la fabrication de moyens de transport plus conformes aux besoins des travailleurs.

M. FASSEAU : l'U.J.P. pourrait voter pour certains candidats de gauche.

(De notre correspondant.)
Lille. — M. Jean-Paul Fasseau, président national de l'U.J.P., était à Lille samedi 3 mai pour réorganiser son mouvement dans le Nord et le Pas-de-Calais. Depuis un an, les jeunes de l'U.J.P. de ces deux départements étaient délaissés, les uns rejoignant l'U.D.R., les autres ralliant M. Jorbert. Un nouveau secrétaire national, M. Jean-Philippe Mollet, a donc été installé à Lille. M. Fasseau, à l'issue de cette réunion, a tenu une conférence de presse et a notamment déclaré : « Nous ne nous situons ni dans la majorité ni dans l'opposition. Nous refusons de nous laisser enfermer dans l'un de ces deux blocs. » M. Fasseau a attaqué vivement la politique du pouvoir actuel. « Elle ne nous offre que quelques réformes qui ne sont pas de structure, mais qui ont l'avantage de ne rien coûter aux contribuables... »

Le président de l'U.J.P., qui revendique actuellement trente et un mille adhérents, a affirmé que son mouvement serait représenté lors des prochaines consultations électorales, et il a précisé : « Dans certains secteurs où nous ne présenterons pas de candidat, nous pourrions appeler à soutenir un candidat de gauche contre un candidat de l'actuelle majorité qui serait marqué trop à droite. »

● Une permanence U.D.R. sacquée à Paris. — La permanence de la première circonscription U.D.R. de Paris, 58, rue de l'Étoile-de-Ville, a été sacquée samedi 3 mai après-midi. M. Pierre Charles Krieg, député U.D.R. de cette circonscription, et les conseillers de Paris de ce secteur précisent que l'agression est due à « un groupe de gauchistes qui participaient à une manifestation d'ailleurs interdite par la police ». Ils condamnent « cet acte de vandalisme qui témoigne du parfait mépris envers les libertés politiques en usage dans toutes les vraies démocraties, ainsi que l'emploi de la violence comme moyen d'imposer son idéologie ».

CINQ CANDIDATS A L'ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE DU TARN

La date de l'élection législative partielle de la deuxième circonscription du Tarn a été fixée au 25 mai pour le premier tour ; en cas de ballottage, le second tour se déroulera le dimanche 1^{er} juin. Cette consultation est consécutive à la démission de M. Louis Donnadieu, député U.D.R., qui a renoncé à son mandat pour ancien secrétaire d'Etat — dont il était le suppléant — de retrouver son siège.

Outre M. Limoux, cons. gén. maire de Castres, quatre candidats sont en présence. Il s'agit de Mlle Chantal Cauquil, Lutte ouvrière ; M. Jean Orús, P.C. ; M. Bernard Raynaud, rad. de gauche, et M. Michel Tournier, P.S.

En 1973, M. Jacques Limoux, qui se présentait sous l'étiquette U.R.P.-U.D.R., avait été élu dès le premier tour avec 30.589 voix contre 13.671 à M. François Alquier, U.G.S.D.-rad. de gauche ; 4.600 à M. Jean Orús, P.C. ; 4.123 à M. Victor Rozon, rép.-Centr. ; 2.145 à M. André Croske, P.S.U. et 1.461 à Mlle Chantal Cauquil, L.O., sur 12.063 inscrits, 42.537 votants et 60.489 suffrages exprimés.

DANS LES 8 BHV EN EXCLUSIVITÉ LES TONDEUSES MADE IN USA

UNE AUTOPORTÉE 8 CV POUR 3.950 F



Autoportée NOGAMATIC US 40 - 8 CV -
4 Temps - Briggs & Stratton -
Vitesse de marche automatique -
2 lames - Largeur de coupe 26 cm 3.950 F

(non représentées) :

Tondeuse NOGAMATIC US 15 - 3,5 CV - 4 Temps -
Moteur Briggs & Stratton - Largeur de coupe 51 cm -
avec bac arrière 1.150 F

Autoportée NOGAMATIC US 50 - 8 CV - 4 Temps -
Démarreur électrique - 4 vitesses avant -
1 vitesse arrière - Batterie 12 Volts -
2 lames - Largeur de coupe 88 cm 4.950 F

MICRO TRACTEUR US 80 - 8 CV - 4 Temps -
Moteur Briggs & Stratton - Boîte Transaxle -
4 vitesses - Batterie 12 Volts - Alternateur de charge -
2 lames - Largeur de coupe 95 cm 5.800 F

Tondeuse NOGAMATIC US 5 - 3 CV - 4 Temps -
Moteur Briggs & Stratton - Largeur de coupe 45 cm -
5 hauteurs de coupe - Sac récupérateur 650 F

Tondeuse NOGAMATIC US 10 - 3,5 CV - 4 Temps -
Moteur Briggs & Stratton - Largeur de coupe 51 cm - 5 hauteurs de coupe -
Sac récupérateur 850 F

Tondeuse NOGAMATIC autoportée US 20 - 3,5 CV -
4 Temps - Moteur Briggs & Stratton - Largeur
de coupe 88 cm - 6 hauteurs de coupe -
Sac récupérateur 1.300 F

Jusqu'à épuisement des stocks.

Tondeuse NOGAMATIC US 25 autoportée - 4 CV -
4 Temps - Briggs & Stratton spécial - Largeur
de coupe réglable - Châssis magnésium traction
avant - roues avant sur roulements -
eyecoon arrière - Grand bac récupérateur 1.750 F

UN SERVICE APRÈS-VENTE COMPLET À VOTRE DISPOSITION

Double garantie : Pièces et main-d'œuvre pen-
dant 1 an, contre tout vice de fabrication.
Notre atelier répare et entretient tous les maté-
riels : tondeuses, motoculteurs, tronçonneuses,
toute-terrain.

Un devis gratuit peut être étudié sur demande.
Sur simple coup de téléphone, le BHV reprend
votre tondeuse, la repare et la livre à domicile.
Notre extension 13, rue de la Verrerie,
Paris 4, assure la vente de pièces détachées et
sert à votre disposition pendant la pleine saison.
Un mécanicien confirmé pour vous aider à résoudre
vos problèmes dans les meilleurs délais.

CRÉDIT COURT PAR COFINOGA
(à souscrire aux conditions d'usage, 3 verse-
ments sans intérêts, perception forfaitaire de 5 F)

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE

RIVOLI - FLANDRE - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - BELLE ÉPINE - ROSNY 2 - CRÉTIL



HISTOIRE

AUTOUR DE CHARLES

Deux livres de Jean-Louis Debré sur les idées constitutionnelles du général

Le général de Gaulle ne s'est pas toujours fait une certaine idée de la Constitution. Tant qu'il n'était qu'un officier de valeur, clairvoyant et cultivé, mais terriblement militaire, il avait sa conception du chef et de l'Etat, mais non des institutions. Et jusqu'à présent l'on manquait de pré-
visions sur la façon dont il s'était, une fois entré en politique, peu à peu forgé sa doctrine.

Deux livres de Jean-Louis Debré, assistant à l'université de Paris-XI, viennent combler cette lacune. Le premier s'intitule *Les idées constitutionnelles du général de Gaulle* et a obtenu récemment le prix Edmond-Michel. Il s'agit en fait de la thèse de doctorat en droit de l'auteur. Le genre n'a donc rien de littéral. Et comme Jean-Louis Debré ne fait pas mystère de ses convictions gaullistes, il n'a rien de particulièrement criti-
que non plus.

Les premières idées constitutionnelles précises du général de Gaulle datent en fait de la libération. Au-
paravant il a toujours, délibérément, été le plus vague possible. Il n'a com-
mencé à parler de la « forme répu-
blicaine » du gouvernement qu'en
mai 1942, de démocratie que l'année
suivante. Ce n'est qu'en juillet 1945
qu'il insiste — c'est le premier de
ses grands thèmes futurs — sur la
restauration de l'autorité de l'Etat et
sur la nécessité d'un gouvernement
stable. En revanche, le mode de scrutin
proportionnel retenu pour l'élec-
tion des Constituantes n'a rien d'une
préférence doctrinale : ce n'est que
la méthode conjoncturelle qui lui pa-
rait la mieux faite pour éviter un raz
de marée communiste. Et malgré Mi-
chel Debré qui souhaite qu'il pré-
sente un projet de Constitution, il
quitte le pouvoir sans vraiment avoir
exprimé ses préférences. Ou plutôt
si : sur un point il a pris date ;
l'Assemblée ne saurait avoir le mono-
pôle de la souveraineté populaire.
C'est le germe de sa conception du
monarque républicain qu'il a ainsi
planté avant de s'en aller.

Mais ses premières véritables pri-
ses de position constitutionnelles, ce
sont bien sûr, en juin et septembre
1946, les célèbres discours de Bayeux
et d'Epinal. Là, le repousseur du « ré-
gime des partis » aidant, on trouve
déjà le rééquilibrage des pouvoirs au
bénéfice du chef de l'Etat. C'est de
lui que doit émaner le gouvernement,
pas du Parlement. Il peut dissoudre
la Chambre basse. Il est élu par un
collège élargi. Seul ou presque, le
référéndum législatif manque à la
panoplie. Les conversations répétées
avec Michel Debré et René Capitant,
les notes inlassables du premier, ont
porté leurs fruits. Le chef du R.P.F.
prend aussitôt position en faveur du
scrutin majoritaire de liste départe-
mentale. Il est excessif de dire que,

quand arrive 1958, le général de
Gaulle n'a plus qu'à transcrire en
termes juridiques les principes qu'il
a choisis. Au moins sont-ils fort cla-
rifiés.

Le retour au pouvoir, justement,
est présenté par Jean-Louis Debré
avec quelque angélisme. En revanche,
sur l'élaboration pratique de la Con-
stitution, la moisson d'informations
est belle. Le général est l'inspi-
rateur, Michel Debré le maître d'ou-
vre.

En fait, dès sa première conver-
sation avec son garde des sceaux,
la plupart des lignes directrices sont
acquiescées. Pourtant, le général n'a
pas encore sa religion sur la ques-
tion de savoir si le gouvernement
doit être responsable ou non devant
l'Assemblée. Michel Debré l'y pousse
de toutes ses forces avec succès.
Le projet de Sénat sera substan-
tiellement remanié. Il perdra ainsi
en route l'une de ses composantes,
la représentation socio-profession-
nelle, à laquelle, pourtant, tenait fort
le général. Il faut trancher aussi
entre deux conceptions de la Com-
muneauté, le modèle fédéral et le
modèle confédéral. Et quatre sujets
font notamment l'objet de discus-
sions infinies : définition du collège
électoral du président, le futur arti-
cle 16, le statut des suppléants et
les modalités de l'engagement de la
responsabilité gouvernementale.

Plusieurs idées intéressantes ca-
potent, malgré l'insistance de Michel
Debré : ainsi l'incompatibilité entre
les fonctions de ministre ou le man-
dat de député, d'une part, et la pré-
sidence d'un conseil général ou la
présidence d'une grande ville, d'autre
part. Ce n'est pas encore sous cette
République-là que les ministres
seront leur travail à plein temps ou
que les députés se comportent tou-
jours en élus nationaux. Autre
exemple : le contrôle annuel des
ressources et des dépenses des
formations politiques, qui est l'un
des moyens d'une moralisation de la
vie publique qui ne serait pourtant
pas inutile. Quelques engagements
importants et mémorables sont pris :
en réponse à Paul Reynaud, pré-
sident du comité consultatif cons-
titutionnel, le général de Gaulle
affirme le plus clairement du monde
que le gouvernement n'étant pas,
dans la nouvelle Constitution, res-
ponsable devant le président, celui-ci
ne peut révoquer le premier ministre.
Théorie spectaculairement bafouée
par Georges Pompidou en 1972,
lorsqu'il remercie Jacques Chaban-
Delmas, quelques jours après que
celui-ci se fut imprudemment fait
plébisciter par la majorité au
Palais-Bourbon.

Cent autres précisions sont appor-
tées dans le livre de Jean-Louis

Debré qui, comme le veut la règle
du genre, doit aussi assaisonner son
travail de références aux grands
hommes de l'histoire des idées poli-
tiques. Ainsi Kant est-il mobilisé à
la rescousse du général, ce qui se
soutient à la rigueur. Amal, à un
autre moment, Jean-Jacques Rou-
seau est-il invoqué non loin du
R.P.F. Le rapprochement est plus
étrange.

L'autre livre de Jean-Louis Debré
— *la Constitution de la V^e Répu-
blique* — vient de paraître. Outre
une préface vigoureuse de Michel
Debré, il est pour l'essentiel com-
posé d'une série de documents
souvent inédits absolument remar-
quables : deux projets constitu-
tionnels de Michel Debré datant de
1946 et de 1948, les procès-verbaux
lorsqu'ils ont été lus, c'est-à-dire
essentiellement au début des tra-
vaux du groupe des experts en 1958,
donc de ceux qui, sous la direction
de Michel Debré, ont vraiment éla-
boré la Constitution de la nouvelle
République : les différentes moutures
des principaux articles, après exa-
men du général de Gaulle, discus-
sion des ministres d'Etat, avis et
sion des ministres d'Etat, discus-
sion constitutionnelle, observations du Con-
seil d'Etat. On y retrouve l'inspiration
du général de Gaulle, l'influence et
la patte de Michel Debré, le jeu
croisé des opinions et des consul-
tations. Bref, à la fois une source
historique substantielle et une mesure
objective, parfois involontairement
cruelle, des décalages entre les
intentions et la pratique. Domage
seulement que l'appareil critique
n'ait pas été plus fourni.

ALAIN DUHAMEL

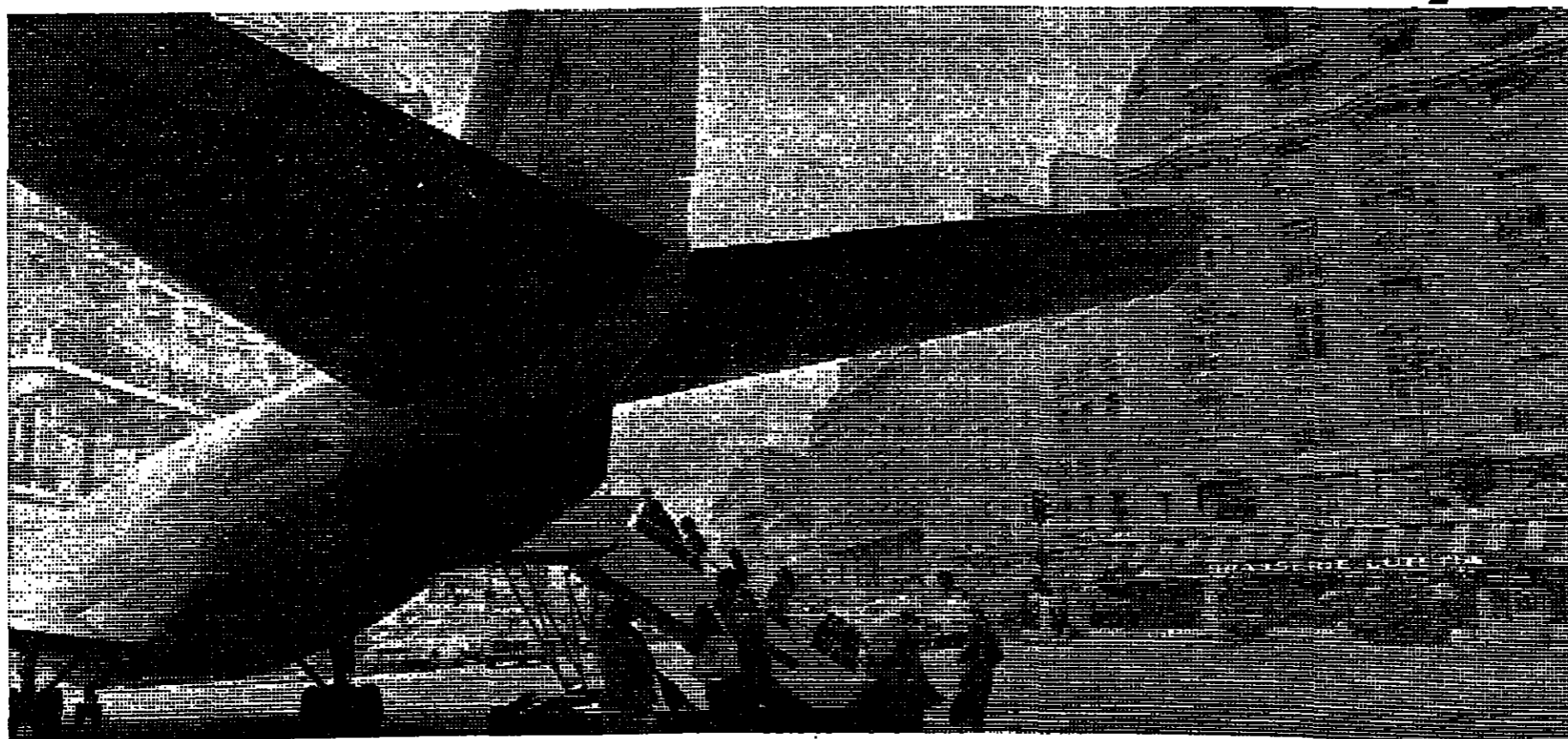
★ Jean-Louis Debré : *Les idées constitutionnelles du général de Gaulle*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, collection « Biblio-
thèque constitutionnelle et de science politique », 1974, 461 pages,
100 F.

★ Jean-Louis Debré : *la Constitu-
tion de la V^e République*, P.U.F.,
collection « Droits d'aujourd'hui »,
340 pages, 52 F.

GAULT ET MILLAU VONT-ILS OUVRIR UN SEX-SHOP ?

Pas encore... mais ils ont
parcouru de fond en comble
le quartier des Halles dont ils
vous révèlent les meilleurs et
les plus intéressants bis-
trous et boutiques. Dans le
même numéro, une foule de
suggestions pour vos va-
cances. Le Nouveau Guide
GAULT-MILLAU, numéro
de mai, en vente chez votre
marchand de journaux.

Les vitrines de la rue de Sèvres sont à Orly.



«AÉROPORT DE PARIS», c'est Paris en résumé, en 109 boutiques, 18 restaurants, 4 hôtels.
2 cinémas : une sélection raffinée des articles et des plaisirs de Paris. Les achats, les cadeaux, les services
des Champs-Élysées, de l'Opéra, de la rue de Sèvres, du Faubourg Saint-Honoré. Le pyjama de soie et le
pardessus en loden, l'eau de toilette et le réveil électronique, le coiffeur et le dernier Goncourt.

AÉROPORT DE PARIS : boutiques, services, restaurants, hôtels, comme à Paris.

En une heure d'aéroport, vous faites les courses d'un après-midi en ville.
Et derrière les douanes, vous êtes admis dans le monde des boutiques hors taxes.
«AÉROPORT DE PARIS» : 4 grandes adresses pour gagner de l'argent et du temps.



Orly-Sud, Orly-Ouest, Le Bourget,
Roissy-Charles-de-Gaulle.

CHARLES DE GAULLE

LES SOUVENIRS DE JACQUES VENDROUX

Les nostalgiques trouveront leur part dans ce deuxième et dernier volume des souvenirs de Jacques Vendroux, mais ceux qui, avec son beau-frère, entendirent de Gaulle leur confier : « Bien qu'ils n'aient pas voulu que j'achève ma tâche je laisserai ce qu'il faut pour que d'autres comprennent la nécessité de la poursuivre... ou de la reprendre plus tard », ceux-là sont comblés. De deux manières.

D'abord, Jacques Vendroux, par la fidélité — discrète mais précise — de ses cahiers tenus au jour le jour, éclaire les deux dernières années de la vie du général de Gaulle : c'est-à-dire les circonstances de son départ des affaires et son jugement sur ces circonstances et ses successeurs. En mai 1968, de Gaulle était hostile à la réouverture de la Sorbonne, et la confirmation de ce point d'histoire ainsi que la marque constante de confiance en Christian Fouchet sont cette fois définitives. De Gaulle aussi ne se faisait aucune illusion, même après le 30 mai, sur la gravité de la situation ni sur la démission des caractères quasi générale parmi ceux qui continuaient de se réclamer de lui ; démission, quand il ne s'agit pas de trahison : l'ancien secrétaire général adjoint de l'U.D.R., Alain Chabanon, reçoit à cet égard la palme qu'il a publiquement recherchée à cette époque par son diagnostic sur de Gaulle. Dans ce théâtre de l'ambiguïté, le mérite de la franchise revient à d'autres « fidèles » : « Comme je prends la galerie qui conduit des Quatre-Columnes à la salle des conférences, je me suis pris par le bras et entraîné dans l'embrasure d'une des grandes fenêtres qui donnent sur la cour de Bourgoigne. C'est Waldeck Rochet, secrétaire général du parti communiste, qui, sans se cacher de ses amis ni paraître troublé par les regards étonnés de quelques-uns des miens, veut m'entretenir en un court aparté. Il me déclare sans ambages : « Surtout insistez » pour qu'on ne cède pas... Il ne faut pas qu'il s'en aille ! »

La suite est transparente : Jacques Foccart déconseillant au beau-frère du général toute initiative pour que Georges Pompidou annonce fermement qu'il ne serait pas candidat en cas de victoire de « nous » ; l'émancipation de Gaulle de voir Michel Debré persévérer dans sa participation au gouvernement après l'élection présidentielle de 1969, alors qu'il n'est plus ministre ; la démission, puis du dévouement de l'amicale parlementaire, Présence et Action du gaullisme sont précitées. Jacques Vendroux prend cette initiative pour un an après s'en écarter, constatant son noyautage, initiative et écart suivant l'approbation expresse du général de Gaulle, lequel écrit aussi à l'ancien président de la commission des affaires étrangères son approbation pour les interventions de ce dernier à la suite de la conférence de La Haye, en décembre 1969, ou de l'octroi de ressources propres au « Parlement » européen en avril 1970.

Ce guide pour écrire et relire

Une édition exceptionnelle de la Documentation française

« LES VOIX DE LA LIBERTÉ »

Pour un grand nombre de Français et de Françaises, dont les plus jeunes doivent aujourd'hui approcher de la cinquantaine, les premières mesures de la Cinquième Symphonie de Beethoven garderont toujours une signification particulière.

Le marteau du timbalier tenu par la Destin, qui frappe trois brèves et une longue pour marquer son intrusion imparable dans la vie des humains, fut pendant quatre années, de 1940 à 1944, l'indicateur de la B.B.C. qui, notamment, annonçait les émissions de la France libre.

Ces quatre notes irritant von Stülpnagel, commençaient les gens de Vichy, finirent par énerver la panique chez les collaborateurs de l'occupant, car elles portaient jour après jour, lancinantes et amplifiées, l'annonce d'une juste victoire de la liberté sur l'oppression.

En publiant, à l'occasion du trentième anniversaire de la libération et de la victoire alliée, une édition nationale des textes les plus marquants des émissions diffusées en français par la B.B.C., du 18 juin 1940 au 21 août 1944, la Documentation française accomplit une mission historique.

Car qui niera que la première arme de la Résistance fût ce micro anglais prêt à un général rebelle et solitaire pour rallier ceux qui refusaient l'armistice et qui, au mépris du bon sens bourgeois, prisaient la tort pour la vertu, choisissaient de continuer avec leurs forces dérisoires un combat dont l'issue paraissait alors incertaine.

Les textes rassemblés en cinq volumes frappés de la croix de Lorraine, sous le titre général *Les Voix de la Liberté* — Ici, Londres 1940-1944, constituent un ensemble documentaire d'un intérêt historique et politique considérable permettant de suivre au jour le jour l'histoire de la guerre vue d'Angleterre, la construction de la Résistance, l'évolution de l'éthique de la France libre.

Pour tous ceux qui ont vécu cette époque entre Carlton Gardens, siège de la France libre, et les studios de la B.B.C. à Portland Place, dans Londres harcelée par les bombardiers allemands, l'aventure fut unique et exaltante.

Le directeur de la Documentation française (Éditions du secrétariat général du gouvernement), M. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, qui fut — après s'être évadé d'un offlag en Poméranie — chef du service de diffusion clandestine au commissariat national à l'intérieur et secrétaire du comité exécutif de propagande de Londres, de 1942 à 1944, a obtenu de la B.B.C. l'accès aux archives. Avec son équipe, il a dépouillé pendant quatre ans plus de soixante-dix mille pages dactylographiées, textes des émissions de la France libre. Les travaux préparatoires, les choix (un vingtième seulement des textes ont été retenus), ont été exécutés en collaboration avec le Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale et sous le contrôle scientifique des professeurs, H. Michel et J. Godechot.

On retrouve donc dans ces volumes, dont les deux premiers paraissent le 6 mai, les interventions, relayées dans le cadre des événements, du général de Gaulle, du maréchal Leclerc, des généraux Giraud, Kœnig, Brossat, de Boissieu, Vallin, des amiraux Muselier, Thierry d'Argeville, Aubouy, et les textes, informations, reportages, commentaires ou exhortations que Maurice Schumann, Pierre Bourdan, Jean Marin, Jean Oberlé, Jacques Duchesne, André Gillois, Maurice Van Moppes et Pierre Dac lancèrent sur les ondes anglaises, mêlés aux slogans, aux chansonsnettes, aux récits pathétiques, aux consignes, aux messages personnels.

On lit aussi avec intérêt les prises de position et les engagements de

Un commando psychologique

La loyauté de la B.B.C. vis-à-vis du commando de la guerre psychologique que constituait l'équipe française, soutenue par un Anglais intelligent et probe, M. Darsie Gillie, ne fut jamais prise en défaut et aujourd'hui encore, le service français de

la B.B.C., qui dirigea longtemps John Sharwood, est sensible au souvenir de cette époque des ondes.

A rencontrer les anciens, Anglais ou Français, qui furent engagés dans cette croisade des ondes, où les mots devenaient des armes à longue portée — ce qui fit reconnaître par Goebbels : « L'invasion intellectuelle du continent par la radio anglaise », on éprouve une sensation rassurante.

Et l'on devine que demain, face à d'autres totalitarismes, noirs ou rouges, capables de mettre à nouveau en danger la dignité de l'homme, en le privant des libertés essentielles, la B.B.C. dont la tradition démocratique se fortifia face aux propagandes fascistes, dans le temps où elle prit en charge la vérité trahie, serait encore un bastion où l'honneur trouverait refuge et l'espérance un arsenal intact.

C'est le mérite des *Voix de la Liberté* de restituer aujourd'hui, à travers une belle édition, illustrée par les dessinateurs de l'époque, la vigueur du verbe guerrier, qui se fit action triomphante par la volonté de quelques-uns, venus de l'ombre, pour frapper comme le timbalier de la Cinquième Symphonie de Beethoven, les coups annonçant au monde transi l'arrivée du destin justicier.

M. D.

* Les deux premiers volumes des *Voix de la Liberté* : 1) « Dans la nuit, 18 juin 1940-7 décembre 1941 » ; 2) « La mort de Jean, 8 décembre 1941-7 novembre 1943 », seront en vente à partir du 16 mai à la Documentation française, 25, quai Voltaire à Paris.

Les trois autres : « La Fin du commencement », « La Forteresse Europe » et « La Bataille de France » seront livrés à raison d'un volume tous les trois mois. Le montant de la souscription pour les cinq volumes est de 350 F.

Outre l'édition officielle, une édition illustrée est réservée au Club français des bibliophiles. Côté : 1 400 F.

DEMANDEZ A UN CLIENT DU CIC CE QU'IL PENSE DU CIC

CIC Tout ce que nous pourrions vous dire sur notre banque, nos clients vous le diraient mieux que nous.

Ils vous diraient qu'au CIC ils sont connus.

Ils vous diraient qu'ils peuvent recevoir à leur choix un relevé de comptes quotidien, décadaire ou mensuel.

Ils vous diraient aussi qu'ils utilisent des services aussi efficaces et pratiques que l'Impôtomatic, l'Épargne-Conseil, le Budgetmatic.

Certains ajouteraient qu'ils ont obtenu facilement le prêt immobilier dont ils avaient besoin pour mieux se loger.

D'autres insisteraient sur la qualité des conseils de nos collaborateurs en matière de placements.

Tous, ou presque, vous diraient qu'ils peuvent demander davantage au CIC.

Et que c'est pour cela qu'ils nous accordent leur confiance.

Demandez-leur ce qu'ils pensent du CIC.



CIC. CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
On peut demander davantage au CIC.

Don Quichotte et les autres

L'HOMME ESPAGNOL

BARTOLOMÉ BENJAMÍN
attitudes et mentalités du XVI^e au XIX^e siècle

Le Livre de Poche
HACHETTE

35F

SOCIÉTÉ

Le médecin devant la mort

(Suite de la première page.)

La mort, lorsqu'elle survient à un âge avancé, revêt souvent un caractère paradoxal, frappant les uns après les autres les organes ou les systèmes vitaux. Les troubles pathologiques du vieillard appellent l'intervention médicale se déroulent non dans un organisme sain, mais sur un fond complexe et intriqué de multiples délabements. Dans un tel contexte, les attitudes techniques et les normes déontologiques, que justifiait la lutte contre les morts induites ou prématurées, ne sont pas nécessairement appropriées à l'équilibre physique ou psychologique du vieillard. Elles ne le sont même plus du tout, et c'est de cette discordance, dont le corps médical commence seulement, ici et là, à se préoccuper, que naissent pour les familles, les malades et leurs praticiens.

Mme S., quatre-vingt-deux ans, grabataire, a perdu depuis quinze ans ses facultés intellectuelles. Une incontinence exige la pose d'une sonde vésicale, et des soins attentifs et constants permettent seuls d'éviter les escarres qui la guettent. A la suite de troubles du rythme cardiaque, elle a été munie d'un défibrillateur deux ans d'un régulateur (ou pace-maker). La pile en a été changée quatre fois déjà par des interventions chirurgicales. Un accident vasculaire cérébral, énergiquement traité, a entraîné des troubles de la déglutition et une aphasie. Muette, décharnée, grimaçante, elle est alimentée, « gérée » par une sonde gastrique.

Le dossier placé au pied de son lit, dans un hôpital de la région parisienne, est chargé : perfusions de sérum glucosé, antibiotiques et corticoïdes pour une infection pulmonaire, calmants divers

contre l'« agitation » (ou est-ce le désespoir de ne pouvoir en finir ?) qu'elle présente. La pile de son régulateur avait eu, il y a quatre ans, une défaillance. Après un traitement vigoureux de soutien cardiaque, elle a pu être changée. « Lorsqu'on m'a appelé auprès d'elle, j'ai agi de façon automatique », dit le jeune cardiologue qui lui a sauvé la vie.

L'exploit technique que justifie, et au-delà, la menace de mort prématurée devient ici réflexe et routine. Une routine dont le mobile est noblement et profondément ancré dans la formation

médicale. « On se bat jusqu'au bout, même si le combat est d'arrière-garde, même si l'est désemparé, même si les malades, fatigués, abandonnent. On se bat pour la vie, et c'est le sens même de notre métier », dit le médecin-chef de cet hôpital modèle qu'est la Fondation Rothschild où sur cinq cents pensionnaires, dont la moyenne d'âge est de quatre-vingt-sept ans, deux cent quatre-vingt-dix sont invalides et dix survivent sous gavage gastrique.

Pour la vie, oui, mais faut-il se battre aussi pour une survie végétative, pour la palpitation ténue

d'un cœur sclérosé, pour les contractions d'intestins fatigués ? Faut-il se battre encore lorsque le délire cérébral empêche le malade de dire sa souffrance, ou sa volonté ? « Tous les malades qui peuvent s'exprimer tiennent à la vie farouchement », ajoute le docteur Lévy. Et ils jubilent lorsque ce sont les autres qui meurent.

« La pression thérapeutique des familles est très forte, affirme un autre gériatologue. J'ai été dénoncé au conseil de l'ordre par une famille dont la mère, âgée, incontinente, en défilance cardiaque, s'était cassé la jambe à 89 ans. Nous avions placé une

simple attelle, et ses proches exigeaient une opération. »

Ne s'agit-il pas de cas extrêmes ? Et les familles trouvent-elles toujours à s'exprimer librement ? La pression morale qui s'exerce sur elles n'est-elle pas très forte, en un temps où les problèmes spécifiques que pose le comportement médical devant le quatrième âge commencent à peine à se poser ? Pour cet autre médecin, seul soignant qualifié, mais à temps partiel, de ce centre de soins de 600 lits, où la moyenne d'âge est de 89 ans, « les requêtes éhémériques sont, au contraire, fréquentes de la part des familles ».

Les âmes mortes

Que penser devant ces opinions contradictoires, cette adhésion apparemment unanime à la routine et à la réanimation, devant ces alignements dantesques d'âmes mortes, hérissées de tubes, criblées de piqûres, défigurées de bave ?

Il paraît clair que la décision thérapeutique ne devrait être portée, au-delà d'un certain âge, qu'en fonction d'un jugement de valeur concernant ses conséquences physiques d'une part, la durée et la qualité de la vie à laquelle elle s'adresse de l'autre.

Le traitement routinier et bien intentionné d'un organe ou d'un système atteint risque de stimuler chez le vieillard un désordre infiniment plus grave et douloureux. Nombre de ramollissements cérébraux et de sénilités dégradantes ont été déclenchés par l'administration de médicaments destinés à faire baisser une tension excessive.

L'apparition, en 1954, de cette discipline salvatrice qu'est la réanimation a permis depuis lors des miracles, grâce à des exploits techniques et à la supplication

artificielle de la quasi-totalité des fonctions organiques, si l'on excepte celles qui sont assumées par le cerveau et qui donnent précisément un sens à la vie. Ces exploits sont cent fois justifiés chez des individus par ailleurs normaux auxquels s'offre encore une longue espérance de vie, et qui souffrent d'une défaillance momentanée, pathologique ou accidentelle, d'un organe unique. Mais le sont-ils toujours chez les enfants qui naissent porteurs de multiples et graves anomalies ? Chez ceux dont l'esprit est irrémédiablement atteint ?

Jérôme est encéphalopathe. Aucune lumière ne jaillira jamais de son cerveau lésé, et il ne peut, à six ans, ni parler ni même se tenir debout. L'apparition d'une tumeur maligne frappant les deux reins conduit à une intervention chirurgicale au cours de laquelle il fait un arrêt cardiaque. Des soins intensifs permettent la reprise de la circulation. Mais ce qui restait du cerveau a été

définitivement lésé, comme le montre l'enregistrement électrique quasi-normal nul (électroencéphalogramme plat). Placé sous respirateur artificiel, nourri par des perfusions et une sonde gastrique, bourré d'antibiotiques, Jérôme a passé plus de dix semaines dans un service hautement spécialisé de réanimation.

Le prix de journée y est de 874 F et huit malades y mobilisent à plein temps trois médecins, quatre externes, quatre infirmières et deux aides-soignantes, sans compter un prodigieux équipement technique. « La réanimation hospitalière est souvent trop tardive », dit le chef du SAMU de Paris : c'est la réanimation primaire, intervenant immédiatement sur le terrain, avant que des atteintes graves du cerveau ne soient constituées, qu'il faut développer.

Le canton de Zurich est, sur ce plan, un modèle du genre. Des équipes dites « cardiomobiles » y sont sans cesse en alerte et peuvent intervenir au moindre appel. Elles font six cents sorties par an environ. L'intervention est si rapide qu'il n'est pas question d'en mesurer le bien-fondé ou de poser un diagnostic. On réanime donc pêle-mêle des malades auxquels on sauve indiscutablement la vie, lors d'un premier arrêt cardiaque ; d'autres qui en sont à leur deuxième ou troisième hémorragie cérébrale, à leur sixième crise de fibrillation ventriculaire. Certains des fruits de ces exploits trahissent durant des mois dans les hôpitaux de la ville, incontinents, alimentés et hydratés par des moyens artificiels, sans autre issue qu'une lente et silencieuse cruauté dont le médecin se plaindrait qu'elle n'enlève aucune souffrance.

Le bien-fondé des réanimations

Certes, les plus hautes autorités professionnelles et religieuses s'accordent depuis quelques années pour estimer que le médecin n'est pas moralement tenu d'utiliser des « moyens extraordinaires » chez les patients dont le cerveau est détérioré et chez lesquels aucun espoir de guérison ne peut être raisonnablement envisagé. Il semble que les déclarations faites à ce sujet par le pape Pie XII aient visé le problème théoriquement (sans techniquement) simple que pose l'interdiction de la réanimation artificielle chez des patients en « coma dépassé » et dont la destruction cérébrale est avérée.

Mais l'alimentation par tube d'un grand vieillard inconscient depuis des mois est-elle un « moyen extraordinaire » ? Et que peut-on trouver d'extraordinaire à la stimulation électrique ou chimique d'un cœur d'enfant arrêté au cours d'une opération, sinon que l'enfant en question est un individu humain, dont le cerveau est sain, dont le médecin, au cours de ses études, n'a nullement été préparé, et dont il est en toute hypothèse peu concevable qu'il doive assumer seul et toujours la charge.

La solution est pourtant évidente sur des considérations humanistes : en cas d'urgence, en cas d'opération, ou pour un accident survenant en milieu hospitalier. Une formation des médecins moins strictement technique et plus ouverte sur des considérations humanistes l'aiderait sans doute à danser dans des cas à déjouer le double piège de la transition par sa propre compétence et du traitement non « extraordinaire » mais « inapproprié » à une situation donnée.

Cette « éthique de situation » à laquelle devraient s'attacher les instances préoccupées de la déontologie professionnelle et le corps enseignant, permettrait de répondre mieux qu'une quelconque législation ou réglementation formelle, à des circonstances essentiellement nouvelles et singulières, où les facteurs individuels transcendent, presque par définition, les normes, les règles ou les lois qu'inspire l'intérêt collectif.

Le scandale qu'avait créé, il y a quelques années, l'initiative, médiocrement intentionnée du londonien confirmant ce fait d'expérience. Pendant seize mois, les dossiers des malades âgés de plus de soixante-cinq ans atteints d'un cancer, d'une maladie rénale, ou d'une affection pulmonaire

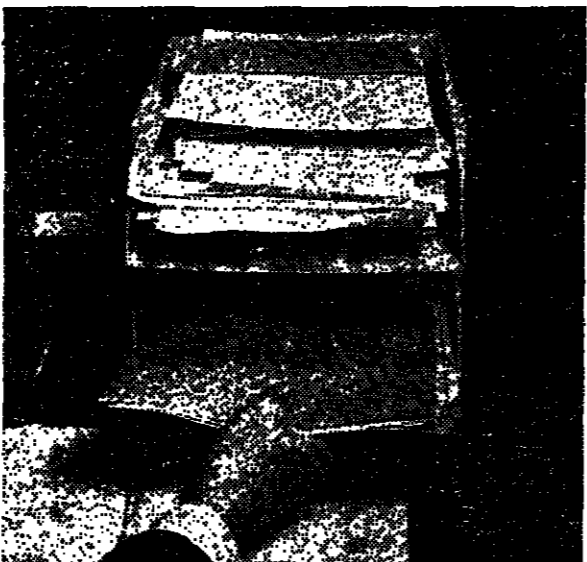
L'OPINION PUBLIQUE... ET CELLE DES PRATICIENS

Une enquête, récemment conduite par l'Institut Gallup, indique que 83 % de la population américaine (36 % en 1958) estiment qu'un médecin devrait pouvoir, s'il en est prié par le patient et sa famille, procurer aux incurables une mort sans douleur. Un plus grand nombre de réponses positives à la question posée viennent des jeunes et des plus instruits. En revanche, moins de trois médecins sur dix accepteraient de pratiquer une euthanasie active si la législation l'autorisait. L'enthousiasme passif (absence ou interruption de traitement) aurait, elle, la faveur de dix médecins sur dix, si une demande expresse du malade les y autorisait (« Living will »).

Mais si 84 % des médecins ont été l'objet au cours de leur pratique de pressions familiales pour une abstention thérapeutique (euthanasie passive), 12 % seulement ont entendu un malade formuler lui-même cette demande. Une enquête menée en 1970 par l'Association médicale américaine auprès de ses membres montre, outre ces indications, qu'en proportion non négligeable (un tiers) les médecins souhaitent que des modifications législatives ou déontologiques interviennent à propos de l'euthanasie. Elle révèle aussi que 99 % des généralistes ou des médecins hospitaliers, engagés dans une pratique quotidienne et qui proposent l'établissement d'une déclaration d'intention (« Living will »), sont prêts à l'observer pour une euthanasie passive.

compte des désirs ou des situations particulières de ces mêmes malades et de leurs familles. Encore faudrait-il que ces désirs ou ces interrogations essentielles puissent être entendues que les mourants ne soient pas isolés, ou relégués derrière un paravent au fond d'une salle commune et que le médecin ne substitue pas en ces moments suprêmes l'agitation technique au contact humain.

D. ESCOFFIER-LAMBIOTTE.
Prochain article :
L'AIDE AUX MORIBONDS



Avant de "classer" vos projets d'expansion industrielle, lisez ceci :

Il existe encore dans la CEE un heureux pays où les plans d'expansion industrielle trouvent le climat propice qui leur est indispensable : c'est la République d'Irlande.

Les experts de la CEE sont même en mesure de prédire que le PNB y augmentera encore de 5 % par an jusqu'en 1978 au moins.

En ces temps d'inflation, l'Irlande conserve aussi pour les coûts salariaux un très net avantage sur les autres pays européens. Et grâce aux accords nationaux sur les salaires, les rapports sociaux ne cessent de s'améliorer : pendant la dernière décennie, l'Irlande a eu le plus faible pourcentage de journées perdues pour cause de grève de tous les pays industrialisés, y compris ceux de la CEE, les États-Unis et le Japon. En 1974, il n'a été que de 35 jours pour 100 salariés.

La Banque nationale foncière possède à l'heure actuelle une réserve de 1.200 hectares de terrains sélectionnés pour les besoins futurs de l'industrie. Les investissements d'Etat en terrains et en usines clés en main pour les industries nouvelles atteignent aujourd'hui 620 millions de Francs.

Les exportations de produits industriels (un tiers de la production industrielle) se sont élevées à 8 milliards de francs, chiffre record. Autre record : dans l'année s'achevant en mars 1974, 3 milliards de francs ont été investis dans de nouvelles entreprises (plus du double de l'année précédente : 1.350 millions).

Sur ces 3 milliards, l'Etat en a payé 25 % par l'intermédiaire de l'Office du Développement Industriel (IDA Ireland), sous forme de subventions non remboursables sur les immobilisations en capital. Pour certaines des sociétés créant des usines en Irlande, ces subven-

tions s'élèveront jusqu'à 50 % de leur investissement total.

Et le Gouvernement maintient jusqu'à 1990 l'exonération totale d'impôts sur les bénéfices provenant de ventes à l'exportation. Capitaux et bénéfices peuvent être rapatriés en toute liberté. Certaines sociétés de services profitent également de ces avantages.

Parmi les sociétés récemment installées en Irlande, on peut citer Asahi, Braun (Groupe Gillette), Merck, Sharpe & Dohme, Poclain et Esilor.

Si vous désirez plus de renseignements sur les facilités offertes par l'Irlande aux investisseurs industriels, veuillez contacter l'un des bureaux de l'Office du Développement Industriel. Vous pouvez téléphoner directement à notre Délégué à Paris, Niall Mooney, au 359.77.67.

IDA Irlande

OFFICE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

45 rue Pierre Charron 75008 PARIS

Siege Central : Lansdowne House, Dublin 2

Angleterre : 28, Bruton Street, W1X7DB Londres

Belgique : 7, rue Joseph II, 1040 Bruxelles

Allemagne : 5 Köln Marienburg 51, Bayenthalstrasse 13

Danemark : Nørregette 47, 1402 Copenhague V

مكتبة المجلد

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

Le Printemps et les Galeries Lafayette annoncent la Fête de la Femme.

Du 2 au 31 mai, c'est la Fête de la Femme.
Un événement commercial comme on n'en a jamais vu.
Le Printemps et les Galeries Lafayette,
les deux grands magasins de la femme, décident
ensemble de lui rendre hommage avec :

— **Un jeu simple** qui permet de gagner des
chèques-cadeaux pendant tout le mois de mai
de **50 à 5000 F**

— **Un crédit gratuit sur 6 mois** à partir de
1000 F d'achats après acceptation du dossier.

— **Des prix exceptionnels.**

Et toujours la **garantie de prix** : toute cliente qui
trouverait ailleurs un article identique moins cher sera
immédiatement remboursée de la différence.

**galeries
lafayette**

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

هنا من الأهل

Les Gale
et le
ann
Fête de

Un jeu simple

50 à 5000 F

Un crédit gratuit sur

Des prix exception

gar

an

bo

Print

Les Galeries Lafayette et le Printemps annoncent la Fête de la Femme.

Du 2 au 31 mai, c'est la Fête de la Femme.
Un événement commercial comme on n'en a jamais vu.
Les Galeries Lafayette, et le Printemps
les deux grands magasins de la femme, décident
ensemble de lui rendre hommage avec :

- **Un jeu simple** qui permet de gagner des
chèques-cadeaux pendant tout le mois de mai
de **50 à 5000 F**

- **Un crédit gratuit sur 6 mois** à partir de
1000 F d'achats après acceptation du dossier.

- **Des prix exceptionnels.**

Et toujours la **garantie de prix** : toute cliente qui
trouverait ailleurs un article identique moins cher sera
immédiatement remboursée de la différence.

Printemps

Hausmann
Nation
Parly 2/Vélizy 2
Créteil Soleil

LA 74^e FOIRE DE PARIS

Un grand marché aux vacances

La Foire de Paris, c'est l'occasion des rendez-vous : des marchands avec leurs clients, des marchands entre eux, des visiteurs avec leurs besoins ou leurs rêves. Un exemple : le succès que rencontre le Salon du tourisme, où passent bon an mal an la moitié des personnes qui franchissent les portes du Parc des expositions de la porte de Versailles.

Ce Salon, où sont représentées des régions françaises, des pays étrangers, des agences de voyage, c'est un peu un grand marché aux vacances qui viennent compléter, tout à côté, les expositions consacrées aux équipements nautiques, au camping, au caravanning et d'une façon générale aux nations étrangères.

Le grand pavillon rouge et or d'Hongkong, le dédale des panneaux brun et cuivre sur lesquels sont rappelés les ambassadeurs du Zaire moderne, le grand bazar égyptien, les minarets du stand de la Tunisie... L'époque est bonne pour, à l'occasion d'un court voyage porte de Versailles, préparer le grand voyage de l'été.

L'indécis, l'organisé, le casanier

Le Salon du tourisme a voulu répondre aux préoccupations de trois sortes de visiteurs.

● Le visiteur indécis

D'une espèce encore très répandue en avril, il n'a pas encore choisi ses vacances, pour plusieurs raisons dont la première est généralement qu'il n'a pas le temps d'y songer ni de les organiser.

A sa disposition, pour un achat, une réservation, une douzaine d'agences de voyages sont installées dans le Salon du tourisme. Dans leurs programmes : des voyages pour tous : globe-trotters, familles nombreuses ou personnes du troisième

● Le visiteur organisé

C'est celui qui a décidé de passer ses vacances à l'étranger, mais manque d'informations sur le pays choisi. A son service : quatorze offices de tourisme étrangers sont répartis dans le salon : l'Autriche, la Bulgarie, l'Egypte, l'Espagne, l'Irak, l'Italie et quatre de ses régions : le Toscane, les Pouilles, le Mezzogiorno et la Campanie, le Japon, Jersey, le Luxembourg, Saint-Martin, le Portugal, la Roumanie, la Tunisie, la Yougoslavie.

En outre des renseignements pour

vent être trouvés dans les stands officiels de l'Exposition des nations étrangères, voisins du Salon du tourisme, et où sont représentés l'Algérie, Hong-Kong, la Hongrie, le Maroc, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'U.R.S.S. et le Zaïre.

Il s'agit dans tous les cas de donner aux visiteurs des renseignements pratiques : par exemple : des conseils sur l'hébergement, les itinéraires à suivre, les objets à acheter, les coutumes à connaître, le change, le climat.

● Le « francophile »

A l'intention du Français qui ne veut ou ne peut quitter son pays, le Salon du tourisme reconstitue une partie de la carte touristique de la France. Une quinzaine de régions se présentent librement à travers leur folklore, leur patrimoine culturel ou leur gastronomie.

Comment veulent-ils partir ?

Le Syndicat national des agences et bureaux de voyage a réalisé lors du dernier Salon du tourisme une enquête sur les « conceptions de vacances » de mille soixante-quinze visiteurs de la Foire. Voici quelques-unes de ses conclusions.

● A quelle époque prenez-vous vos vacances ?

Le mois d'août rassemble 49 % des suffrages ; 27 % des personnes interrogées le choisissent seul ; 22 % en association avec juillet et septembre. On trouve surtout cette tendance chez les quadragénaires, dépendant le plus souvent des vacances scolaires (32 % des départs en août, 23 % en juillet). Le troisième âge, en revanche, pratique plus volontiers l'école-les vacances en choisissant juin, septembre ou le printemps.

● Dans quel pays préférez-vous passer vos vacances ?

L'analyse montre que la France n'importe pas 50 % des souhaits

et que l'étranger, en revanche, représente une grande attirance pour les Français (dont 10 % toutefois se rendent à l'étranger). Parmi les destinations préférées : l'Espagne et le Portugal (20 %), la Grèce et la Turquie (16 %), l'Italie (14 %), les pays de l'Est, l'U.R.S.S. (14 %), la Scandinavie (11 %), la Grande-Bretagne (10 %).

Le Maghreb, les Etats-Unis et le Canada, l'Amérique du Sud, les DOM-TOM, sont les pays les plus cités après l'Europe et ses différents Etats.

● A quelle date préparez-vous vos vacances ?

Sur l'ensemble des visiteurs interrogés : 29 % ont déclaré préparer leurs vacances à la dernière minute (de une à quatre semaines) ; 18,5 % mettre de deux à trois mois ; 18 % de trois à six mois ; 18,5 % de six mois à un an ; 16 % restant indécis. Il ressort donc que 47,5 % (28 % + 18,5 %) n'ont pas encore choisi leurs vacances au mois d'avril (date d'ouverture du Salon du tourisme).

Ce pourcentage varie selon les tranches d'âge de la façon suivante : 49 % pour les moins de vingt ans, 56 % pour les vingt à vingt-quatre ans, 33 % pour les vingt-cinq à vingt-neuf ans, 42 % pour les trente à trente-neuf ans, 44 % pour les quarante à quarante-neuf ans, 44 % pour les cinquante à cinquante-neuf ans, 42 % pour les soixante à soixante-cinq ans et 51 % pour les plus de soixante-cinq ans.

● Connaissez-vous les services que vous offre une agence de voyages ?

Plus des deux tiers des personnes interrogées ont répondu positivement : 70 % dans la tranche d'âge trente à quarante-neuf ans, 73 % dans la tranche d'âge quarante à quarante-neuf ans, 77 % entre soixante et soixante-cinq ans. Seuls les moins de vingt ans ignorent en grande partie les services d'une agence de voyages. Cette tranche doit donc faire l'objet d'un effort d'information.

● Quelle formule préférez-vous ?

Les réponses à cette question sont les suivantes : Hôtel, 28 % ; camping, 17 % ; circuits, 16,5 % ; location de villa, 16 % ; villages-vacances, 8 % ; croisière, 6 % ; caravanning, 4 %. De vingt à vingt-quatre ans, le camping arrive en tête (34 %), suivi des circuits (28 %) ; de vingt-cinq à trente ans, égalité entre l'hôtel, les circuits et le camping (20 %) ; de trente à trente-neuf ans, l'hôtel domine (30 %), et viennent ensuite les locations de villa (15 %) ; les circuits, 15 % ; le camping, 14 % ; les villages-vacances, 13 %.

De quarante à quarante-neuf ans et de cinquante à cinquante-neuf ans, l'hôtel l'emporte (28 % et 30 %), suivi des locations de villa (20 % et 24 %).

De soixante à soixante-cinq ans et au-delà de soixante-cinq ans, l'hôtel rassemble la majorité des suffrages (50 et 45 %). Toutefois, les circuits gardent la faveur du troisième âge (18 %).

Il faut encore remarquer que seuls 6 % de la catégorie des vingt-cinq à trente ans ont déclaré rechercher l'insolite et l'aventure ; le caravanning n'est cité de manière notable qu'entre trente et soixante-quatre ans ; les croisières recueillent un fort pourcentage chez les jeunes jusqu'à vingt-quatre ans, mais le mot « croisière » semble davantage être interprété dans le sens « croisière à voile » que dans celui des « produits croisières » des compagnies spécialisées.

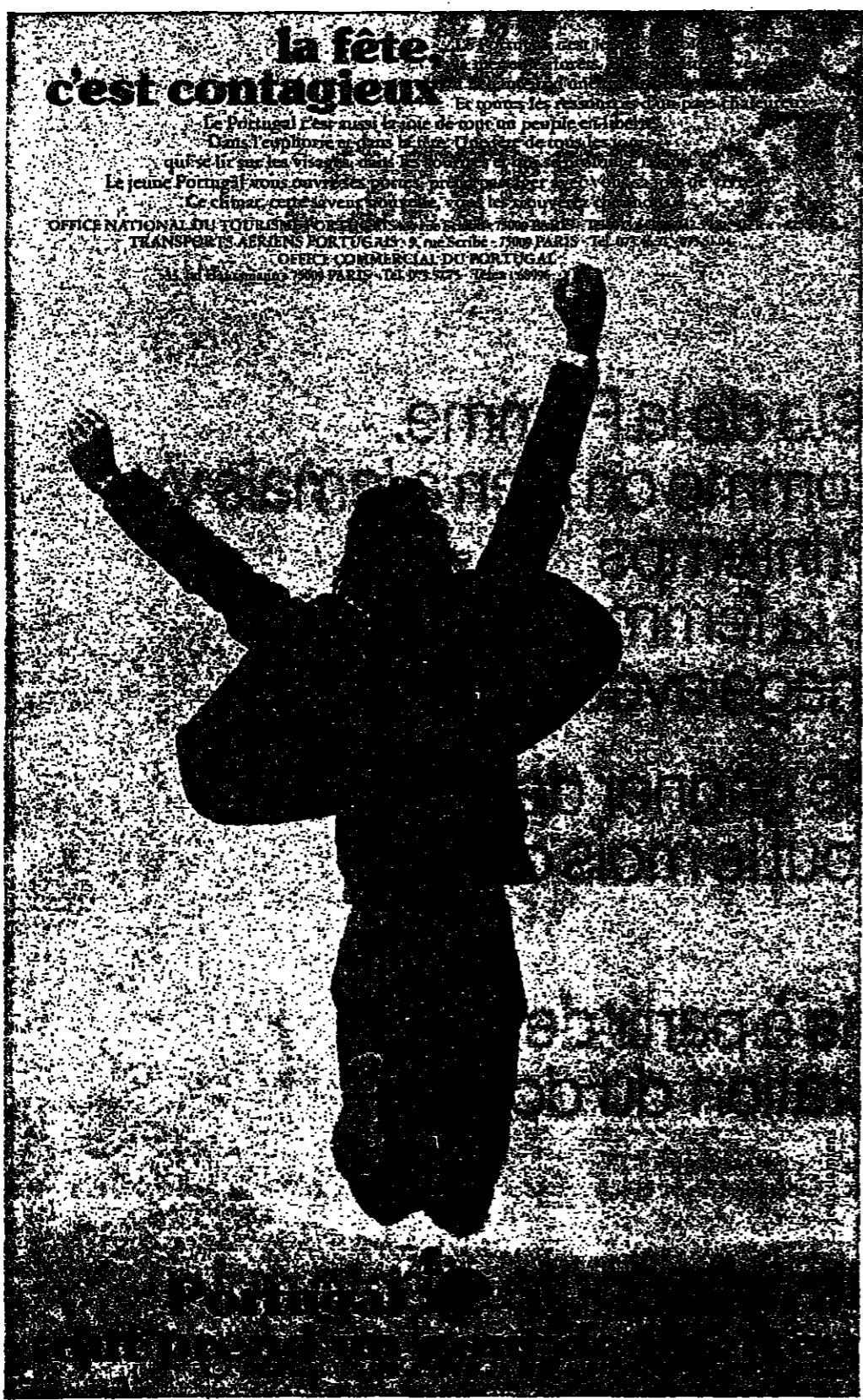
● Aimerez-vous séparer vos vacances en deux périodes ?

Réponses affirmatives, 71 % ; négatives, 24 % ; 3 % seulement ont déclaré prendre leurs vacances en plusieurs fois. L'été est grand entre les désirs et la réalité.

● Considérez-vous que la période des vacances doit vous permettre d'apprendre quelque chose de nouveau ?

Parmi les réponses positives, l'activité culturelle est la plus citée (40 %), l'activité touristique et artisanale (25 %), les sports (20 %).

Dans la catégorie « autres réponses » est souvent citée le contact, en particulier avec les étrangers (pour la tranche d'âge la plus jeune surtout). Si les activités culturelles prédominent dans toutes les couches d'âge, les sports connaissent une chute régulière à partir de quarante ans. Comme on s'y attend, 10 % seulement considèrent les vacances comme une période non propice aux découvertes.



Six millions de Français ont choisi la campagne

En 1974, plus de six millions de Français ont choisi la campagne pour passer leurs vacances. Parmi les formules d'hébergement mises à leur disposition, les gîtes ruraux ont recueilli un succès sans précédent. Des agriculteurs toujours plus nombreux aménagent ainsi à l'intention de citadins, des gîtes de différents types et des terrasses de camping. Par ailleurs, un large éventail d'activités prises en charge par les exploitants locaux permet de proposer aux touristes des vacances « pas comme les autres » : location de chevaux pour randonnées équestres, initiation au travail artisanal, table d'orientation, vente des produits de la ferme, etc.

L'agriculteur qui entend orienter certaines de ses activités vers le tourisme a intérêt à « revoir » ses différents contrats d'assurance.

Adapter le contrat d'assurance

Afin que soient couverts les risques normalement garantis, tels que l'incendie, le dégât des eaux... quel que soit le responsable des dommages, il s'agit à l'agriculteur, déjà titulaire d'une assurance incendie ou multirisques, d'adapter son contrat à sa nouvelle activité. Par exemple, il est essentiel de déclarer les modifications qui modifient les déclarations initiales : installation de sentiers, d'une cuisine, installation du chauffage central, aménagement d'un premier en place d'habitation. L'agriculteur peut faire garantir les objets personnels de ses hôtes afin d'éviter tout litige en cas de sinistre. Il peut également juger opportun de demander à son assureur un abandon de recours contre ses locataires pour éviter que sa société d'assurance ne leur réclame le montant des dommages dont ils seraient responsables.

Le contrat de « responsabilité civile » peut aussi être adapté aux activités annuelles pratiquées par l'exploitant. C'est ainsi qu'il a tout intérêt à être assuré tant à l'égard de ses hôtes que de toute personne étrangère pour accidents : les bâtiments, les diverses installations, les personnes ou animaux dont il a la garde (un arbre s'effondrant sur la voiture

d'un hôte, le chien de ferme mord le fils de l'un des « invités »...). De même, le responsable d'une table d'orientation, vendeur de produits de sa ferme demandera une garantie couvrant sa responsabilité civile en cas d'intoxication alimentaire. Quant au loueur de matériel, la loi impose la possibilité de souscrire un contrat de res-

RAPPEL PRATIQUE

OUVRETE jusqu'à 11 mai tous les jours sans interruption, de 10 heures à 19 heures, au Parc des expositions de la porte de Versailles. Nocturnes : le 6 mai et le 9 mai, jusqu'à 22 h. 30.

● **PRIX D'ENTREE** : plein tarif, 6 F ; sur présentation d'un carnet de réduction, 4 F ; sur présentation d'une carte d'adhésion, 3 F ; pour les enfants accompagnés (sept à quatorze ans), 2 F ; entrées collectives pour écoles, clubs, C.F.A., collèges techniques, etc., 3 F ; pour les titulaires de cartes Vertail S.N.C.F. (sauf samedis et dimanches), 3 F ; entrée gratuite pour les étrangers sur présentation d'une pièce d'identité nationale.

● **POUR SE RENDRE A LA FOIRE** : — Métro : ligne n° 8, Créteil-Place-Belair ; ligne n° 12, Porte-de-la-Chapelle-Mairie-d'Issy. — Autobus : en semaine, 33, 42, 49, 58, 69 et P.C. ; dimanches et jours fériés, 89 et P.C.

— Parkings : la Piscine (par le boulevard de la Chapelle, entrée porte B) ; palais Sud (entrée rue M.-Vol, Vanves, porte F) ; terrasse F (entrée rue M.-Vol, Vanves, porte F) ; Victor (par la rue d'Orléans-Saint-Germain) ; héliport : à proximité immédiate du Parc des expositions, le bâtiment 1 ; parking de la porte de Saint-Cloud et de la porte d'Orléans en liaison avec le réseau de la R.A.T.P. et le P.C.

responsabilité civile sans limitation de sommes pour les dommages corporels subis par le cavalier ou par des tiers, et avec un plafond de 500 000 francs à 1 000 000 de francs pour les dommages matériels (une clause « défense-recours » est souvent annexée à ces contrats).

Enfin, il est fréquent que les citadins se plaisent à participer aux travaux de la ferme. Or, en cas d'accident, la responsabilité de l'agriculteur peut être engagée vis-à-vis de ces aides bénévoles. Pour parer à ce risque, la solution est la souscription d'une garantie de responsabilité civile de l'agriculteur vis-à-vis des aides bénévoles. L'activité des jeunes « touristes » doit cependant faire l'objet d'une certaine surveillance de la part des responsables du site : par exemple, il est interdit aux jeunes de moins de seize ans de conduire un tracteur ; en cas d'accident, l'assurance ne jouerait pas.

En règle générale, et pour éviter tout litige en cas d'accident, toutes les activités susceptibles d'être entreprises doivent être déclarées à l'assureur (location de chevaux, promenade organisée, enseignement de travaux artisanaux...).

Enfin, l'agriculteur demandera à son assureur que ses hôtes payants soient considérés comme des « tiers » afin qu'ils puissent être indemnisés comme tels en cas d'accident.

Source : Centre de documentation et d'information de l'assurance.

FOIRE DE PARIS

Mer, campagne ou montagne
Pour vos vacances

SALON DU TOURISME ET DES LOISIRS

- Pour l'agencement de vos vacances, les meilleures informations : voyages, locations et transports
- Pour mieux réussir vos vacances, de nombreuses propositions d'équipements : camping, caravanning, nautisme
- Pour vos activités de loisirs, d'intéressantes suggestions, chasse et pêche

PORTE DE VERSAILLES • 26 AVRIL • 11 MAI 1975 • 10 h - 19 h

Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22 h 30

POUVOIR CHOISIR POUR MIEUX ACHETER

مكتبة المثل

Le Monde
LA STAMPA
THE TIMES
DIE WELT

Europa

EUROPE
U R O P
O P
EUROPA

Publié simultanément en Allemagne Fédérale, en France, en Grande-Bretagne et en Italie

POUR AMÉLIORER LE SORT DES TRAVAILLEURS

Se servir du système ou le changer ?

Un « face à face » Edmond Maire (C.F.D.T.) - Heinz-Oscar Vetter (D.G.B.)

EUROPA. — La réforme de l'entreprise est à la mode. Que pensez-vous de l'expérience de cogestion allemande et du projet de loi de surveillance française ? Offrent-ils des débouchés vers un statut de société commerciale européenne ?

E. MAIRE. — La cogestion allemande, « Mitbestimmung », c'est une création du syndicalisme allemand dans un contexte d'après-guerre, celui d'une Allemagne divisée, dans une volonté de rétablir un état de droit, de surmonter les séquelles du nazisme. Éviter des tensions qui auraient pu contenir les germes de risques graves pour la démocratie. C'est donc, au total, une tentative d'institutionnaliser un équilibre, un rapport de forces dans des circonstances données, de parvenir à une stabilité dans un certain programme. De ce point de vue, nous, syndicalistes français, nous n'avons rien de mieux à proposer que d'opter pour la cogestion allemande.

« Dans la situation française, la cogestion ne nous semble pas une voie qui corresponde ni à notre tradition syndicale ni à nos objectifs. Nous ne visons pas à l'institutionnalisation des rapports entre employeurs et salariés. Nous ne croyons pas possible de démocratiser les entreprises si l'économie globale n'est pas transformée, notamment en ce qui concerne la propriété des grands moyens de production. D'ailleurs, en France, la cogestion, l'association capital-travail ont toujours été, historiquement, une orientation patronale, une tentative de jeter un écran de fumée, de faire croire aux travailleurs que, s'ils s'engagent dans les conseils d'administration, ils ont un réel pouvoir de décision. Or, même une coopérative ouvrière est obligée, pour survivre, de se soumettre aux lois de la concurrence et à celles de l'économie de marché capitaliste. A plus forte raison, c'est le cas d'une entreprise fédérale. La cogestion, pour nous, ne comporte pas de différence de nature ; nous portons donc les mêmes critiques à la surveillance qu'à la cogestion. Cela ne veut pas dire qu'il ne soit pas utile, pour les syndicats et pour les travailleurs, d'être représentés dans les conseils de surveillance.

« Mais un prétendu pouvoir délibératif de décision est illusoire. En effet, ou bien on accepte les règles du jeu et, du même coup, on fait le travail des employeurs et non celui des salariés. Ou bien on refuse cette règle du jeu, ce qui est notre cas, et nous n'avons pas à débiter dans ce type d'instance. Pour nous, la voie du progrès c'est la négociation contractuelle à partir d'un rapport de forces, dans un équilibre toujours provisoire qui n'est pas institutionnalisé.

« Pour conclure, nous sommes bien conscients des grandes différences de conditions — et d'abord historiques — entre l'Allemagne et la France. Nous constatons souvent que notre mot d'ordre français de « contrôle des conditions de travail », de « lutte vers l'autogestion », a, pour un ouvrier à la base, un contenu contraire, assez proche de ce que le travailleur allemand appelle la cogestion à l'atelier, au niveau décentralisé.

H.-O. VETTER. — La propriété ne m'intéresse pas du tout. Ce qui m'intéresse c'est le droit de disposition sur la propriété. Il faut sans doute faire des petites corrections à la cogestion allemande et à la loi de surveillance française. Chez nous, l'indépendance des deux partenaires pas plus que les négociations tarifaires n'ont été de contradiction. La cogestion représente déjà une expérience pratique de vingt-cinq ans dans le secteur du charbon et de l'acier. Le rôle des travailleurs dans les entreprises s'est beaucoup renforcé. Il n'y a pas eu un seul investissement dans l'industrie charbon-acier, sans l'approbation des travailleurs. Les jussions réalisées dans les activités minières ont été un succès. Je travaille dans la commission de surveillance allemande depuis 1957 et

« D'un côté Heinz-Oscar Vetter, cinquante-sept ans, complet bleu marine, chemise blanche et cravate ; de l'autre Edmond Maire, quarante-quatre ans, en bras de chemise et gilet de laine. H.-O. Vetter, président de la Deutsche Gewerkschaftsbund, la plus grande centrale ouvrière d'Europe continentale, au sommet d'un immeuble imposant de Düsseldorf, dont les initiales dans le ciel sont aussi éblouissantes que celles du building voisin qui appartient à la firme Bayer. Alors qu'on ne semble croiser ici que des employés et des fonctionnaires, square Montblanc, à Paris, le secrétaire général de la C.F.D.T. vit dans une ambiance de militantisme et de politique à la fois plus désordonnée et plus passionnée. Il lui faut compter non seulement avec employeurs et gouvernement, mais aussi avec d'autres organisations syndicales aussi importantes que la sienne, telles que la C.G.T. ou Force ouvrière, ainsi qu'avec une base rémanente.

Tandis que H.-O. Vetter est un notable qui siège

dans sept conseils d'administration des plus grandes firmes d'Allemagne fédérale et contrôle à travers le D.G.B. des disponibilités financières estimées à quelque 6 milliards de deutschemarks, la quinzaine plus grande banque du pays, l'une des principales compagnies d'assurance, une grande entreprise de travaux publics, etc., Edmond Maire voit la C.F.D.T. « tirer le diable par la queue », prend ses distances à l'égard de tout ce qui peut être participation et cogestion, et s'en tient à un rôle de critique et de revendication. Mais la capacité de contestation ne dépend pas des moyens financiers.

Ce sont ces différences qui transparaissent dans le dialogue ci-dessous. Bien des convergences n'en ressortent pas moins : une certaine vision de la coopération, possible entre pays industrialisés, pays en voie de développement et quart-monde, une attitude voisine en période de crise, et la volonté de s'entendre malgré tout.

J'ai tout à fait une autre expérience. C'est dans ces entreprises que sont nos meilleurs militants. Ce sera un succès capital pour la cogestion si le jour où la cogestion du type « charbon-acier » sera étendue aux grands secteurs économiques ; alors, 85 % de la production seront contrôlés par les syndicats. La commission Sudreau propose une amorce vers la cogestion. Mais ce n'est pas suffisant pour la défense des travailleurs, car il leur faut une représentation partielle.

« Les revendications peuvent-elles être satisfaites sans changer le système ?

H.-O. VETTER. — Il ne faut pas détruire le système — ce n'est pas nécessaire — mais il faut l'améliorer. Je ne connais aucune solution dans le monde qui m'encourage à agir autrement.

E. MAIRE. — On peut satisfaire des revendications sans

changer le régime, toute l'histoire ouvrière le montre, mais dans des limites étroites. C'est le cas, par exemple, pour les cadences de travail. Mais cela n'est pas possible lorsqu'il s'agit d'une revendication essentielle, comme celle du pouvoir. Il ne s'agit pas d'un changement qui concerne les seuls partis, mais les travailleurs eux-mêmes. C'est pourquoi nous sommes pour le socialisme, la planification démocratique et l'autogestion.

H.-O. VETTER. — Nous ne pouvons pas nous en tenir à la revendication de cogestion ; dans les ateliers, dans les grandes entreprises et aussi, dans le domaine politique par exemple, le conseil économique. Sans être les otages du gouvernement, nous voulons avoir une influence plus grande sur l'économie générale.

E. MAIRE. — L'histoire nous fera converger parce que nous sommes des organisations démocratiques.

Chômage et travailleurs immigrés

« Le chômage est une préoccupation majeure, aussi bien en Allemagne fédérale qu'en France. Du même coup la défense des travailleurs immigrés est rendue plus difficile. Vos organisations syndicales ont-elles, de part et d'autre de la frontière franco-allemande, une attitude concertée à cet égard ?

H.-O. VETTER. — Tout d'abord, si la politique économique officielle était plus conforme à celle que souhaitent les syndicats allemands, il y aurait moins de chômage pour tout le monde. Par ailleurs, les travailleurs immigrés ont à peu près les mêmes droits que les autres dans la République fédérale. Ainsi, le pourcentage de chômage est-il à peu près le même pour les nationaux et pour les immigrés. Il y a une liberté de circulation pour les ressortissants de la Communauté européenne, c'est donc

seulement pour les pays tiers que le problème du contrôle de l'immigration se pose. Une bonne défense des travailleurs immigrés va de pair avec une lutte contre les arrivées clandestines.

« Dans certains secteurs par-

ticulièrement touchés par le réajustement de l'activité économique, comme l'automobile et la métallurgie, nous offrons pendant des primes aux travailleurs immigrés pour retourner dans leur pays d'origine. Ce sont des propositions patronales, mais les représentants des travailleurs ne s'y sont pas opposés.

E. MAIRE. — Nous partons d'un point de vue différent. En France, nous estimons que le chômage a été créé volontairement par une décision politique du président de la République et du patronat. L'été dernier, le but était nettement de peser sur la combativité des travailleurs, de restaurer l'économie, de faire remonter les taux de profits. Dans ces conditions, une politique qui consisterait à accepter cette situation serait la pire possible, parce qu'elle conduirait à accélérer le processus déflationniste.

« En ce qui concerne les travailleurs immigrés, l'intention du gouvernement français est de faire accepter la situation en la faisant supporter en premier lieu à certaines catégories : les femmes, les immigrés, les jeunes. Or, nous voulons que tous les travailleurs aient les mêmes garanties. Cela suppose un contrôle de l'immigration et une lutte contre les passeurs clandestins. Quand il y a des départs éventuels, ils doivent avoir lieu volontairement.

H.-O. VETTER. — Il y a une différence importante entre l'Allemagne fédérale et la France : l'inflation inquiète beaucoup plus chez nous, et les politiques de restriction sont mieux acceptées. Mais nous pensons quand même que la Banque fédérale a été trop loin. En outre, la population des chômeurs n'est pas composée de la même façon. Nous avons réussi à conclure des accords garantissant que les vieux travailleurs ne seraient pas licenciés les premiers, et les femmes et les jeunes qui sont touchés sont surtout ceux qui n'ont pas ou peu de qualification professionnelle.

« Nous sommes dépendant d'accord avec les syndicats français pour considérer que les entreprises profitent de la situation pour réduire leurs profits.

« Pensez-vous que la crise va s'aggraver en Europe, ou non ?

E. MAIRE. — Il n'y a pas de réponse automatique à cette question. Les États et les grandes firmes multinationales s'efforcent, cherchent à sortir de la crise par trois voies. Premièrement : limiter la poussée des producteurs de matières premières. Deuxièmement : assurer la prédominance des grandes entreprises sur les petites par un processus de concentration que les circonstances obligent les gens touchés à accepter. Troisièmement : faire accepter l'austérité, la diminution du niveau de vie et le chômage, par les travailleurs comme une nécessité. Or je ne pense pas que ces trois conditions puissent être réunies de sitôt. Le mouvement en cours dans les pays sous-développés et la mobilisation des travailleurs dans les pays industrialisés sur des thèmes comme la diminution de la durée de travail et la garantie du pouvoir d'achat font que la crise n'est pas acceptée passivement. Il dépendra donc de l'orientation des luttes syndicales et de leur coordination que cette crise se résolve au profit des travailleurs ou au profit des grandes entreprises.

Propos recueillis par
JACQUELINE GRAPIN et
JOANINE ROY.
(Lire la suite page 25.)

Après l'opération-survie

par ANTOINE RIBOUD (*)

On the contrary

WHO said this to Europeans recently, referring among other things to Portugal and Vietnam ? « It is not your liberty I am criticizing, but the way you surrender that liberty step by step. » He added that once World War II the West had been guilty of abandoning an historic role simply in order to preserve its moral and material comfort.

Was it Senator Goldwater ? Edward Heath ? Franz-Josef Strauss ? Or Jean-Louis Tixier-Vignancour ? Not, it was Alexander Solzhenitsyn. He if anyone, had the right to say it. « Totalitarianism », he warned US, « is born from a weak and ill-prepared democracy ».

Looking round, it's hard to disagree. Deplore or approve the collapse in South Vietnam and Cambodia, US public opinion is partly responsible. Deplore or approve Britain's sale of arms Libya, British economic weakness is the reason for the sale. Deplore or approve a united Ireland, endless unpunished murders in Ulster are an affront to liberty. Deplore or approve the Portuguese centre parties, the threat of left-wing dictatorship in place of right-wing tyranny remains real. And with Soviet « intelligence warriors » buzzing North Sea oil rigs, our feebleness looks dangerous as well as silly.

What's responsible, of course, is not democracy nor even left-wing extremism in Europe. The real enemy in our midst is a mixture of laziness, selfishness, and pathetic trust in the goodwill of competitors and enemies.

If we lose our liberties, the social-demagogues will be to blame.

PANGLOSS.

FAIRE survivre l'entreprise face au choc conjoncturel et aux mutations structurelles et technologiques brutales est l'obligation première du chef d'entreprise. Il veut assumer ses responsabilités vis-à-vis des principales parties prenantes de l'entreprise : les salariés et les apporteurs de capitaux.

D'abord assurer l'emploi et le

paiement des salaires, mais dans la limite où le maintien de l'emploi face à une conjoncture catastrophique ne met pas en cause l'existence même de l'entreprise. Ensuite, faire face aux charges financières des emprunts et aux obligations de remboursement. A cet égard, la règle logique veut que le montant de l'endettement soit strictement lié à la capacité d'autofinancement. Aujourd'hui, un danger existe : l'emprunt qui doit normalement servir à financer des investissements productifs et rentables, risque d'être utilisé pour payer les salaires des travailleurs que la régression durable du marché ou les mutations technologiques ne permettent plus d'employer de manière productive.

Enfin, troisième responsabilité pour survivre : préserver l'équilibre de la structure financière du bilan de l'entreprise, ce qui implique une réminéralisation correcte des capitaux propres que les actionnaires lui confient afin de lui permettre, le moment venu, d'obtenir les concours financiers nécessaires à l'effort d'investissement qui doit accompagner la reprise de la demande et créer des emplois nouveaux.

Quelles sont les conditions minimes de la survie pour la plupart des entreprises ?

La croissance d'abord. Elle est indispensable parce que, face aux lourdeurs de l'appareil de production et aux rigidités sociales de l'emploi, les problèmes de gestion, déjà difficiles, deviennent insurmontables lorsqu'on enregistre des reculs de marchés de 10 à 40 %. C'est exactement ce qui s'est passé

ces six derniers mois, et dans des secteurs aussi importants pour la collectivité que le bâtiment, par exemple. C'est pourquoi, à court terme, les industriels demandent à l'État un soutien financier de l'activité et la relance des secteurs prioritaires. C'est, pourquoi aussi, à moyen terme, ils lui demandent de planifier une croissance suffisante de l'ordre de 4 à 5 % par an, qui, seule, peut permettre d'aider à résoudre les problèmes de l'emploi, de développer les investissements sociaux nécessaires à la réduction des inégalités ; d'avoir, enfin, les moyens nécessaires pour accroître les exportations.

Pour moi, industriel responsable de près de soixante-dix mille emplois en Europe, dont trente-cinq mille en France, le débat sur la croissance n'est pas complètement dépourvu de sens économique, facteur de réduction de la pauvreté et du sous-développement, est une nécessité vitale, une ardeur obligation, un sujet qui doit continuer à faire rêver sans mauvaise conscience la jeune génération. Cela dit, comme en toutes choses, il faut trouver le juste équilibre : la croissance ne doit pas s'accompagner des nuisances telles que l'inflation, les mauvaises conditions de travail et la pollution.

Les deux autres conditions de la survie des entreprises sont tout aussi importantes.

D'abord, la liberté d'organisation de l'appareil productif et la mobilité de l'emploi qui en découle : face aux mutations technologiques rapides, des opportunités pour moderniser

Une Europe solidaire : celle des faillites

AMERRE constatation : l'Europe ne se sent solidaire aujourd'hui que dans les difficultés conjoncturelles. La multiplication des faillites n'a épargné aucun des grands pays du Marché commun. Deux raisons : la situation économique générale, dont les entrepreneurs ne sont pas directement responsables et la politique d'investissement des sociétés, qui se sont souvent montrées téméraires en période d'euphorie. Seule l'Italie connaît un taux de faillites décroissant. Mais c'est que les créations d'entreprises diminuent.

(Lire notre enquête p. 22.)

Liberté de circulation et verrou des diplômes

U'EST-CE que la libre circulation des personnes sans l'équivalence des diplômes ? L'Europe accorde l'une, mais faute de savoir organiser l'autre elle réduit infiniment les possibilités d'échanges entre ses ressortissants.

Chaque pays agit de son côté suivant son droit et sa tradition. Ainsi la France se protège-t-elle par un réseau étroit de chicanes juridiques et administratives, tandis que la République fédérale affiche un libéralisme de principe tempéré par la pratique quotidienne des examens de dossier. A la périphérie de la Communauté, les professionnels britanniques semblent vouloir faire preuve de tolérance... en abordant le continent, et les Italiens se plaignent le plus : c'est à leur égard que les autres Européens prennent le plus de précautions.

(Lire notre enquête p. 25.)

l'appareil productif et les gains de productivité apparaissent constamment. Nous n'avons pas le droit de les refuser, car elles sont la condition du progrès pour la collectivité et garantissent la capacité concurrentielle de l'industrie, les frontières restant ouvertes. Que faire lorsque ces changements se répètent sur l'emploi ? Aucune entreprise, prise isolément, ne peut garantir l'emploi en régime concurrentiel international. Une seule solution dans : la mobilité. Mais cela implique, dans un premier temps, un effort de reclassement interne au niveau du groupe ; ensuite, si cela ne suffit pas, le développement d'une solidarité interentreprises à l'échelon local et national ; enfin, une action vigoureuse de l'État pour faciliter cette mobilité (formation, prime de mobilité, politique du logement, etc.).

Dernier point : une plus grande liberté des entreprises dans le domaine de la fixation des prix de vente. On a déjà beaucoup écrit au sujet de ce contrôle administratif des prix. S'il est admissible, et même nécessaire, dans le cadre d'une action à court terme, il provoque s'il est maintenu trop longtemps des distorsions dangereuses. Il mène, en particulier, l'industriel à gérer non pas en fonction de la vie du produit ou du marché, mais de la seule attitude du contrôle des prix.

Une fois la survie assurée, l'entreprise doit apporter sa contribution aux grandes priorités nationales.

(*) Président-directeur général du groupe B&N (Groupe de Souchon - Neuves) - Gervais - Danone.

(Lire la suite page 24.)

Sur le devant de la scène

UNE EUROPE SOLIDAIRE : CELLE DES FAILLITES

Pire qu'en 1951

Le bâtiment chavire

Une dégradation profonde

Faute de combattants...

La C.E.E. demain

En ce printemps, l'Europe vive. L'heure n'est pas à la relance et les Neuf, lorsqu'ils se retrouveront à Bruxelles, devront sans doute se contenter de gérer, à vue, quelques dossiers sur lesquels ils ont peu de prise.

Les ministres des affaires étrangères, on le comprend, ne

BONN

En quête de nouvelles proies, le vautour des faillites continue de planer sur l'Allemagne fédérale. L'an dernier, le nombre des décrets de faillite a atteint son plus haut niveau depuis la seconde guerre mondiale.

C'est dans l'industrie du bâti-

LONDRES

Le nombre annuel des sociétés tombant en déconfiture avait régulièrement diminué d'un exercice sur l'autre trois années de suite, mais la tendance s'est brusquement renversée : le nombre total des faillites et des liquidations enregistrées pour l'Angleterre et le pays de Galles, qui avait été de 3 478 en 1973, est, en 1974, passé à 4 422.

Le plus fort chiffre atteint dans la décennie (8 766 en 1970). Cette tendance se poursuit d'ailleurs depuis le début de l'année en cours malgré les dispositions qu'avait prises le gouvernement dans son budget de l'automne dernier en vue de remédier aux difficultés de trésorerie des entreprises. Six cent quatre faillites ont été notifiées au cours du premier trimestre 1975, contre 428 pour la période

PARIS

CRISE du pétrole, récession, restriction de crédits, rares sont les firmes françaises qui n'ont pas souffert de la conjoncture. Témoin de la dégradation générale de leur situation financière : le gonflement considérable du nombre de « défaillances » d'entreprises, qui a augmenté l'an passé de plus de 26 % par rapport à 1973. Selon les chiffres du *Bulletin officiel des liquidations commerciales* (BOALC), on a enregistré 11 974 jugements de liquidation judiciaire, liquidations de biens et faillites en 1974, contre 9 411 en 1973. Plus significatif encore, le « taux de défaillance », qui rapporte le nombre de jugements prononcés au nombre total d'entreprises, est passé de 0,54 % en 1973 à 0,69 % en 1974. Tous les secteurs n'ont pas été également touchés. Le plus atteint a été celui du bâtiment et des travaux publics dont le taux de défaillance est passé de

ROME

DANS la plus sombre année de la crise, les faillites industrielles ont diminué en Italie alors qu'elles allaient jusqu'à doubler et quadrupler dans d'autres pays, pourtant moins gravement touchés par la hausse brutale du prix du pétrole. En 1974, un peu plus de mille quatre cents entreprises industrielles ont fait faillite en Italie, soit 3 % de moins que l'année précédente. Dans le commerce, où figure pour une partie importante le tourisme pourtant frappé par la réduction des dépenses automobiles, les faillites ont même diminué de 18,4 %.

Il est même possible que, cette année, on assiste encore à une nouvelle réduction de ce nom-

bre, que les faillites les plus nombreuses se sont produites, reflétant la situation économique désastreuse de la branche tout entière. À lui seul, ce secteur a supporté 1 375 faillites, soit une hausse de 80 % par rapport à l'année précédente. Pour sa part, l'industrie de transformation a recensé 1 597 (+ 51 %), le commerce 1 519 (+ 39 %) et le secteur des prestations de services 1 225. Il convient toutefois de noter que 54 % de ces faillites sont le fait de jeunes entreprises ayant moins de cinq ans d'existence. Quant aux grandes entreprises — dont la situation inquiète particulièrement les pouvoirs publics — elles ont vu le nombre de leurs faillites passer de 620 en 1973 à 1 004 l'an dernier. Enfin, le montant des créances impayées a marqué

correspondance de l'année précédente.

C'est toujours le secteur du bâtiment et de la construction qui accuse le volume de faillites le plus important. Il était adjugé l'an dernier environ un cinquième de leur total, et ce pourcentage pourrait bien augmenter. Mais actuellement ce sont particulièrement les négociants en bois de charpente, les entrepreneurs de menuiserie et les sous-traitants qui sont d'avantage affectés. Le ralentissement des affaires et par les augmentations de prix de revient. Il est vraisemblable que cette tendance persistera durant le second semestre de l'année, étant donné que la légère relance amorcée depuis peu dans la construction immobilière ne se répercutera vraisemblablement chez les fournis-

seurs secondaires qu'après un certain temps. Dans d'autres secteurs le creux de la vague semble aussi avoir été atteint. C'est le cas chez les vendeurs de biens de consommation durables — grossistes et détaillants — dont le nombre des faillites a été inférieur de près de moitié au premier trimestre de 1975 à la même période de 1974. Moins de faillites, aussi, dans les commerces de l'habillement. Toutefois, il est à noter qu'il y a eu dans les entreprises de fabrication où le total des faillites a considérablement augmenté. Ainsi le nombre des liquidations volontaires dans le textile et la confection (quarante-deux) représente pour le dernier trimestre 1974 plus du double de ce qu'il avait été pour la période correspondante de 1973.

atteints au premier semestre 1975. Compte tenu du fait que ces statistiques couvrent un décalage de publication de trois mois, la dégradation brutale qu'elles enregistrent s'applique au second semestre 1974. Cette dégradation correspond à l'évolution de la conjoncture économique française l'an passé. Pendant la première moitié de l'année, l'activité — encore sur le plan de la production — est restée très soutenue, ce qui a permis à la plupart des firmes de ne subir que faiblement les contrechocs de la « crise énergétique ». Certains secteurs ont considérablement augmenté leur chiffre d'affaires (+ 68 % dans la chimie, + 40 % dans la sidérurgie). Le plan de relancement de l'économie mis en place après l'élection présidentielle a brutalement cassé cette expansion. Argent plus rare et plus cher, les entreprises ont dû auxiliaires se sont ajoutés les

effets du ralentissement économique des pays voisins et la grave des pertes en septième mois qui a paralysé toute activité commerciale : la plupart des firmes ont vu dès l'automne leurs carnets de commandes se dégrader brutalement. Encombrés de stocks qu'elles ne pouvaient financer, dans l'incapacité de recourir à l'appui des banques dont elles avaient jusqu'à présent évité cette dépendance, le marasme profond du marché a entraîné la baisse de la marge des ménages, la majorité d'entre elles ont été obligées de recourir, pour survivre, à des expédients divers (appel au marché financier international pour les plus importantes, ponction sur le capital propre pour les plus modestes). Les plus fragiles se sont effondrées.

Au-delà de cette explication conjoncturelle, le phénomène est autrement plus inquiétant. C'est véritablement un « hécatombe » traduit

des risques industriels. Elles consentent donc des prêts, mais leur manque de moyens de contrôle des entreprises leur fait courir des risques encore plus lourds qu'avant la réforme fasciste qui leur a interdit de prendre des participations directes dans les sociétés.

En fin de compte, pour qui recourt au prêt bancaire pour la première fois, l'argent est très cher en Italie. D'autant plus cher que des sommes immenses sont investies sans utilité dans des entreprises au bord de la faillite.

GIULIO MAZZOCCHI
(La Stampa.)

importante des taux d'intérêt, hausse suivie par celle des salaires. Par suite du dégonflement de la demande, beaucoup d'entreprises n'ont donc pu faire face à l'augmentation des coûts. Conséquences : les entreprises qui ne disposaient pas de réserves suffisantes ont dû déposer leur bilan. Il faut également tenir compte du fait que les entreprises allemandes font moins appel à leurs capitaux propres pour leurs investissements que leurs concurrents étrangers. Elles recourent dans de plus fortes proportions à des sources de financement externes. C'est pourquoi elles se trouvent en situation financière particulièrement fragile en période de restriction. Cela dit, la situation des entreprises s'est quelque peu améliorée : la baisse de la de-

mande paraît enrayée, les salaires augmentent plus faiblement et les taux d'intérêt poursuivent leur descente. Au demeurant, le marasme de la conjoncture n'explique pas toutes les faillites. Quelques firmes ont tout simplement vécu au-dessus de leurs moyens. Elles ont planifié leur activité en fonction des forts taux de croissance de jadis, sans prévoir l'hypothèse d'une récession. En outre, nombre d'entreprises ont renforcé exagérément leurs investissements en recourant beaucoup trop à l'emprunt. Elles espéraient évidemment pouvoir rembourser plus tard leurs dettes en monnaie de singe, grâce à l'inflation !

H. J. MAHNKE
(Die Welt.)

ADRIENNE GLEESON
(The Times.)

Adrienne Gleeson

Adrienne Gleeson

Adrienne Gleeson

Adrienne Gleeson

A VENDRE
Avion d'affaires appartenant à société
Beech King Air Turbo
Propulseur type E90
A peu près 400 heures depuis neuf en décembre 1973. Pilote et entraineur par professionnel, 6 sièges luxueux, rustique cabine entièrement pressurisée et climatisée. Équipement radio catégorie I.
Prix 275.000 livres
S'adresser à :
Captain J.J. Muldoon, Central Air Services - Birmingham Airport
U.K. - Tel. : 33742.

MAIGRIR DE PLAISIR.
ou les secrets de l'anti-grande-bouffe
Ce sont évidemment Gault et Millau qui démontrent les pièges cachés de votre alimentation et vous révèlent une toute nouvelle cuisine légère, délicate, économique. Une révolution dans l'art de vivre ? Vous le trouverez dans le Nouveau Guide Gault-Millau, numéro de mai en vente chez votre marchand de journaux.

Philippe Lemaître
(Le Monde.)

VOUS PERDEZ VOS CHEVEUX ?
Ce n'est pas irrémédiable...
...si vous agissez sans délai pour conserver ceux qui ne sont pas tombés.

Votre chevelure n'est pas à l'abri des agressions de la vie moderne. Si l'atmosphère est polluée, votre cuir chevelu et les racines de vos cheveux s'en ressentent. Ils ne résistent plus. Vous commencez à perdre vos cheveux, la calvitie vous menace.

Pour enrayer la chute des cheveux vous avez tout essayé ? Peut-être des produits de beauté, mais avez-vous consulté EUROCAP ?

N'hésitez pas à vous adresser à des spécialistes reconnus. Ils examineront l'état de votre chevelure et vous conseilleront un traitement adapté à votre cas.

Ces spécialistes vous attendent à l'Institut EUROCAP. Ne vous diront-ils pas qu'ils peuvent faire pour vous et vous recommander sur la possibilité d'améliorer votre chevelure, mais s'ils peuvent rien ils vous le diront aussi.

Les installations de l'Institut sont à votre disposition pour l'application du traitement nécessaire. Si vous habitez en banlieue ou en province un traitement à domicile sera préparé à votre intention.

Ecrivez ou téléphonez pour un rendez-vous. L'Institut Capillaire EUROCAP ouvre ses portes à la rupture de 11 heures à 20 heures, le samedi de 10 heures à 17 heures.

INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP
Produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire
PARIS : 4, rue de Castiglione. — Tél. : 260-38-84

58 - LILLE, 18, rue Faidherbe	Tél. 51-24-19	54 - NANCY, 27, rue des Carmes	Tél. 52-55-14
59 - LILLE, 12, rue Guy-de-Bourges	Tél. 38-62-47	57 - METZ, 2-4, en Chapelle	Tél. 73-09-11
71 - MARSEILLE, 38, r. Saint-Ferréol	Tél. 73-02-22	21 - DIJON, 10, place de la Liberté	Tél. 32-04-02
76 - BOULON, 18, avenue de Bretagne	Tél. 48-02-24	31 - TOULOUSE, 2, r. de la Pomme	Tél. 21-96-01
83 - BRUNEAU, 24, place Gambetta	Tél. 45-50-50	41 - CLERMONT-FERRAND, 66, pl. de la Gare	Tél. 23-51-75
85 - MULHOUSE, 1, rue du Sauvage	Tél. 45-50-50		

COLLOQUE SUR LE MARCHÉ INDUSTRIEL

مکان الکترونیک

Dossier

LES GRANDES VILLES SONT-ELLES INGOUVERNABLES ?



FRANCFORT

« Le ventre ouvert de l'Allemagne »

PARTOUT en République fédérale, quand on parle du sort des grandes cités, apparaît le nom de Francfort. Ce n'est ni la ville la plus importante ni la plus riche, et pourtant, c'est là, « dans le ventre ouvert de l'Allemagne » (selon le mot de l'écrivain Horst Krüger), que les discussions sont les plus vives et les plus animées. Les oppositions les plus affirmées.

Francfort est, après Stuttgart, la ville où sont payés les plus hauts salaires d'Allemagne fédérale. Elle compte 650 000 habitants (dont 119 700 étrangers), qui occupent 288 982 appartements, dont 12 % sont la propriété de leurs occupants. Les automobiles immatriculées dans la ville sont au nombre de 238 644. Le principal employeur est l'industrie chimique. Le nombre des chômeurs représente 3 % de la population active, soit un taux sensiblement inférieur à la moyenne du pays (6,2 %).

Francfort n'est certes pas une ville pauvre. Le budget 1975 de la ville atteint 1 988 millions de deutschemarks, auxquels s'ajoutent 321 millions de recettes domaniales et 1 100 millions d'impôts d'origine communale (principalement contributions des patentes et impôts sur les revenus). Mais la ville est, elle-même, soumise à diverses contributions et doit reverser globalement 640 millions de deutschemarks à l'Etat fédéral et aux Länder. Elle en récupère une partie sous forme de subventions. C'est ainsi que le Land

de Hesse l'a dotée, en 1974, de 125,3 millions de deutschemarks. L'Etat fédéral participe également, dans une mesure importante, au financement d'un grand projet de la ville, notamment pour la construction de son réseau métropolitain.

C'est précisément à cet égard que se pose, pour le maire de Francfort, Rudi Arndt (quarante-huit ans, très dynamique, appartenant à l'aile gauche du S.P.D. mais très fréquemment en accord avec les jeunes socialistes de l'extrême gauche), un problème crucial : être obligé de frapper à la porte des seigneurs de Bonn qui, en définitive, demeurent maîtres des décisions à prendre.

Les dettes de la ville s'élèvent à 500 millions de deutschemarks. Dans le budget 1975, le poste « amortissement de la dette » s'élève à 89 millions et le poste « montant des intérêts » à 126 millions. A cela s'ajoutent 126 millions de dettes provenant des entreprises de transport et de distribution d'énergie. Une résorption de cet endettement ne paraît pas envisageable à court terme. Les impôts locaux sont à Francfort plus lourds que dans toutes les autres villes allemandes de même poids. Et des mesures d'économie sont difficilement applicables, du fait de l'importance des dépenses incompressibles.

Jusqu'à présent, la ville n'a remporté à aucun de ses grands projets. Seule la construction de son métro, qui a engendré déjà plusieurs milliers de millions de

deutschemarks, a été différée. Les doutes se multiplient quant à l'opportunité de poursuivre ce projet gigantesque.

Les hausses de tarif des transports urbains (Tramways et Autobus) qui, en 1974, avaient provoqué des batailles de rue et nécessité le recours à quelques centaines de policiers venus du Land voisin du Rhénanie-Palatinat, ont été finalement acceptées.

C'est d'ailleurs la jeunesse qui cause le plus de soucis au maire Rudi Arndt qui n'a accepté cet office ingrat de premier magistrat de la ville que sur les instances du chancelier Willy Brandt. Le chômage des jeunes a fait remonter la criminalité, qui paraissait en voie de régression. Par ailleurs, la spéculation foncière a eu des conséquences graves : elle a multiplié le nombre des immeubles géants à usage commercial qui restent pratiquement inutilisés. De plus, il existe 2 000 à 3 000 appartements inoccupés faute de locataires rebutés par les prix des loyers.

Quoi qu'il en soit, M. Arndt estime que l'une des conditions impératives pour assurer la survie de Francfort a été remplie : le 1^{er} mars dernier a été créée une Fédération de l'environnement devant permettre, pour un assez large périmètre autour de Francfort, de définir et de mettre en œuvre une politique de planification de l'infrastructure et des implantations industrielles.

Ville ingouvernable ? M. Rudi Arndt s'empare d'un mot qu'il entend ce mot. Il ne serait jamais devenu le maire d'une ville ingouvernable, dit-il. Dans une grande enquête effectuée récemment sur le thème de la peur, il a été le seul à répondre sans hésiter qu'il n'avait jamais peur. Mais les habitants de la ville de Francfort ne sont pas tous certains que cela puisse être considéré comme une garantie pour un avenir meilleur.

G.-H. NEANDER
(Die Welt)



GRENOBLE

En route vers l'autogestion

VILLE d'avant-garde, exemplaire à bien des égards, Grenoble doit sa réputation au dynamisme de ses industries et à la valeur de ses universités, mais également à la qualité de son environnement. Ces atouts lui ont longtemps valu un des plus forts taux de croissance démographique (entre 4 et 5 %). En deux décennies, la population de l'agglomération (vingt-quatre communes) a doublé. Elle est aujourd'hui de 280 000 habitants (180 000 à Grenoble) avec une proportion élevée d'étudiants (25 000, dont 4 000 étrangers) et de scientifiques (6 000). Le niveau de vie y est supérieur à la moyenne française. On compte 276 voitures pour 1 000 habitants et on estime que 42 000 logements appartiennent à des propriétaires tandis que 55 000 sont soumis au régime locatif. Le salaire annuel d'un ouvrier est supérieur à la moyenne nationale (ceux d'un cadre supérieur et d'un cadre moyen sont légèrement inférieurs). L'emploi a été jusqu'ici relativement préservé grâce à la diversité de l'industrie.

Cette situation n'exclut cependant pas les inégalités. Pour le combattre, la municipalité — socialiste — élue en 1965 et réélue en 1971, développe un vaste programme social. En 1975, sur un budget de fonctionnement de 224 millions de francs, 38 millions — soit 17 % — seront consacrés aux affaires sociales. En dix années, le budget de fonctionnement a plus que

triplé (en valeur absolue). Cet accroissement est directement lié à la multiplication des équipements collectifs — centres sociaux, résidences pour personnes âgées, crèches, etc. — et à l'augmentation des charges qui en découlent (en dix ans, le personnel du bureau d'aide sociale est passé de 66 agents à 336). L'effort est tout aussi considérable dans le domaine de l'habitat : la Ville neuve — 10 000 logements à terme, 50 % déjà occupés — n'a pas été conçue comme une cité-dortoir, mais propose toute une série d'équipements « intégrés » où sont multipliées les expériences sociales, médicales, culturelles.

En tenant compte de tous ces investissements et de ceux qui ont été effectués en 1965 et 1968, dans la perspective des Jeux olympiques d'hiver (186 millions d'emprunts à 5,25 % sur trente ans pour des équipements lourds : palais des sports de quinze mille places, anneau de patinage de vitesse, maison de la culture, gare de chemin de fer, etc.), la dette de la ville s'élève aujourd'hui à 357 millions de francs. Le remboursement des annuités n'est pas excessif : en 1973, par exemple, il a été de 28 millions de francs (intérêts : 17 millions, capital : 11 millions), soit un peu plus de 13 % du produit des recettes fiscales (maximum légal autorisé 30 %).

La programmation des projets dépend essentiellement de l'importance des subventions accordées par l'Etat. Le système, s'il ouvre aux communes la possi-

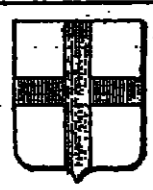
bilité de contracter des emprunts garantis, conduit, en contrepartie, le gouvernement à exercer un contrôle exorbitant sur les collectivités locales. De plus, cette contribution est illusoires : en 1973, Grenoble a reçu 10 millions de subventions, mais a dû verser à l'Etat 12 millions de taxes (T.V.A.).

En revanche, l'Etat tend de plus en plus à abandonner aux communes la charge financière de leurs besoins nouveaux. La participation des Grenoblois aux dépenses de fonctionnement d'investissement sera en 1975 de 40 %, soit 102 millions sur un budget de 251 millions (la différence est couverte par des taxes — sur les salaires et le foncier — reversées par l'Etat — pour 140 millions, et par les recettes de certains services municipaux, pour 27 millions).

Le morcellement communal, qui conduit à des discriminations sociales insupportables — en matière d'habitat par exemple — est une autre source de contestation. Pour ne pas rendre excessive en 1975 la part de chaque habitant, la municipalité de Grenoble s'est vue contrainte de surseoir à des dépenses qui à repousser l'ouverture de certains établissements (une bibliothèque, une piscine).

L'exercice d'un réel pouvoir communal qui ne consisterait pas, comme c'est le cas aujourd'hui, à corriger les insuffisances de la politique nationale impose une large délégation des responsabilités et des moyens. C'est pourquoi le maire de Grenoble, M. Hubert Dubedout, se déclare « carrément pour un système d'autogestionnaire » et pour une structure d'agglomération « élue au suffrage universel ». Il est très peu probable que la réforme proposée en principe à l'autonomie au Parlement sera aussi radicale. Au moins a-t-on le sentiment aujourd'hui à droite comme à gauche, que le gouvernement a compris que la « note d'alerte » est atteinte.

BERNARD ELIE
(Le Monde).



GÈNES

Un dangereux dépeuplement

VOICI d'abord la « Fiebe » (épidémie) de Gènes. 300 000 habitants vivent sur une superficie de 230 kilomètres carrés.

Le réseau de routes et d'autoroutes atteint 500 kilomètres. L'hygiène publique est déficiente en dépit de la mise en service de quatre dépurateurs d'eau. Douze hôpitaux offrent 9 069 lits, 624 écoles — de la maternelle au primaire supérieur — sont fréquentées par plus de 136 000 enfants. Une seule université compte plus de 28 000 étudiants. Groupant l'assaut des collines, la ville manque d'espaces verts et d'installations sportives : cette cité maritime possède bien peu de piscines, et les quartiers périphériques ont deux terrains de boules en tout et pour tout contre vingt-neuf équipements sportifs pour le quartier résidentiel d'Albare.

Le mal dont la ville souffre de la façon la plus criante est le dépeuplement : les Gênois émigrent en masse et gagnent les petits centres urbains de la côte. En 1974, 15 000 habitants ont abandonné la ville. Pour les cinq dernières années, le chiffre atteint 75 000. Les maladies infectieuses, en revanche, comme l'éléphantéase et la typhoïde, sont en progrès.

Le trafic se ressent de l'existence de 230 000 voitures en circulation. Un métro, soigneusement projeté, pourrait résoudre ce problème mais il se heurte à des difficultés de financement. Gènes va devoir prendre une décision pour la reconstruction du centre historique. La crise économique a affecté, en tout premier lieu, le secteur de la construction et, selon le recensement de 1971, la ville compte 285 000 maisons pour 1 174 000 pièces. Vingt mille maisons sont inoccupées, 275 000 personnes habitent les 109 000 demeures privées en qualité de propriétaires, tandis que plus d'un demi-million de locataires se partagent 167 000 logements.

Il n'existe pas de chiffres officiels sur le revenu par tête. La ville serait, croit-on, au cinquième rang en Italie. La population active déjà occupée ou en quête d'un premier emploi — atteint 287 000 personnes. Les chômeurs seraient

de l'ordre de 60 000. Le secteur le plus sérieusement frappé par la crise est la construction. L'industrie de transformation, qui compte 7 125 entreprises et 73 000 employés, connaît une stagnation. Le commerce (19 000 entreprises et 56 000 employés) traverse une phase de légère reprise tandis que les firmes de transports et les communications (53 000 travailleurs) connaissent un fléchissement d'activité.

Des estimations non officielles font état d'environ 7 600 banlieusards travaillant chaque jour en ville. Le phénomène tient particulièrement au fait que la cité s'allonge sur un front de mer de 33,5 kilomètres. De nombreuses industries sont installées au centre, et les em-

ployés doivent venir chaque jour de la périphérie soit en autocar, soit en val Polvere. Des milliers de travailleurs doivent parcourir des distances encore plus considérables pour gagner les deux autres côtés du triangle industriel (Turin-Milan).

L'administration de la ville, dominée durant vingt-cinq ans par la démocratie chrétienne, qui fonda des coalitions de centre droit, puis, plus récemment, de centre gauche, vient d'être assumée par une alliance socialiste-communiste. Les nouveaux venus disent, dans leur programme politique, qu'ils entendent faire payer les taxes à tout le monde, briser le clientélisme et la spéculation. Toutefois, la ville doit faire face à un déficit du budget qui augmente vertigineusement, et recourir à des prêts portant sur des dizaines de milliards de lires.

Dans le budget de 1974 le poste consacré au remboursement des prêts est passé à 50 milliards de lires tandis que près de 13 milliards vont à l'éducation et à la culture, 22 milliards aux actions et interventions économiques et 4 milliards à la sécurité publique.

FABRIZIO CARBONE
(la Stampa)



MANCHESTER

Cent mille habitants de moins

CONNUE peut-être surtout pour ses deux équipes de football — City et United — et pour le canal accessible aux gros navires qui la relie à la mer, Manchester est la sixième ville du Royaume-Uni.

Elle ne compte plus actuellement que 530 000 habitants, soit 100 000 de moins qu'il y a dix ans. Cette régression reflète la transformation de ses activités et aussi, pour une part, le reflux vers les environs d'une fraction de sa population, en quête de verdure : un phénomène illustré par la transformation quotidienne de quelque 160 000 banlieusards qui envahissent chaque jour la cité.

Un résident de Manchester sur trois habite un logis qui lui

appartient. Une famille sur trois possède une automobile. La ville est elle-même propriétaire de 97 000 logements — maisons modestes et appartements — dont 32 000 sis dans la périphérie surpeuplée.

Il y a dix ans, la dernière filature de coton a fermé ses portes. C'était la fin d'une ère. Aujourd'hui on trouve bien encore quelques industries légères, mais le gros de l'emploi est fourni par les secteurs du commerce et de la distribution, avec la banque et les assurances attirées en ces lieux qui constituent un centre vital pour tout le Nord-Ouest du pays. Les dernières statistiques font apparaître un total de 11 702 chômeurs.

Administrer une collectivité d'un demi-million de personnes, avec la charge de pourvoir à leur logement, à l'amélioration de leurs conditions de vie, aux besoins éducatifs, n'est pas une petite affaire. Le budget de la municipalité s'élève, pour l'exercice en cours, à 220 millions de livres, dont 70 millions couverts par l'aide de l'Etat et 90 millions par les loyers et les redevances diverses. Le restant, soit 70 millions, sera fourni par les contributions, qui sont au nombre de 200 000 dont 164 000 particulières. Le montant de la dette municipale est de 420 millions de livres, chiffre qui comprend des engagements contractés pour des services qui ne sont plus sous le contrôle de la ville (autoroute et eaux). Un total de 51 millions de livres est inscrit dans le budget de cette année pour l'extinction des dettes budgétaires.

Au long des dernières décennies, le gros des efforts s'est porté sur la lutte contre les taudis. Depuis la guerre, 80 000 maisons ont ainsi été démolies et 250 000 personnes relogées. Le conseil municipal espère que l'exécution du programme prévu sera à peu près achevée pour la fin de l'année. Ensuite, on s'attaquera à la rénovation des logements amovibles.

L'heure n'est évidemment pas aux grands projets de prestige. Il y en a pourtant un en cours de réalisation : lancé par la municipalité en association avec une compagnie immobilière, il vise à doter Manchester d'un centre commercial qui sera l'un des plus importants d'Europe.

Des entreprises aussi ambitieuses ne sont plus concevables dans les circonstances économiques actuelles : la ville n'a pas les moyens et l'autorisation de l'Etat lui serait refusée. En conséquence, aucun plan n'est mis à l'étude s'il ne bénéficie pas d'une priorité absolue. Et la construction de nouvelles écoles, le conseil doit remettre à plus tard d'y songer.

Le coût des services municipaux a grimpé en flèche ces dernières années (du fait, en grande partie, de l'inflation) et le public sent passer la note. L'argent rentre pourtant sans trop de difficultés dans les caisses : le contribuable décline, mais il paie, car s'il ne s'exécute pas il est traîné devant les tribunaux.

Aux défaut de paiement des loyers met le conseil municipal dans une situation plus embarrassante : le locataire délaissant peut, certes, être expulsé, mais il doit ensuite être relégué à titre de sans-abri. Sur les 21 millions de livres attendus de loyers, il y a donc une part d'arriérés non négligeable et en fin d'année le conseil sera obligé de faire une croix sur quelque 250 000 £ irrécouvrables.

Jusqu'à il y a deux ans, l'Etat n'était pas généreux envers les grandes villes appauvries et mal équipées. Depuis l'avènement des travaillistes, elles sont mieux placées pour recevoir des subventions et bénéficier en priorité du programme d'aide à l'urbanisme. Mais pour Manchester, comme pour les autres, il faudrait bien davantage.

Les deux du conseil municipal (que contrôlent les travaillistes), le problème du logement garde la priorité. Quarante mille maisons ont besoin d'être améliorées. Le conseil envisage d'en rénover 3 000 par an selon un plan échelonné sur les quinze prochaines années.

Il souhaiterait aussi accroître les emplacements réservés aux loisirs. Manchester a un pourcentage d'espaces verts inférieur à la moyenne nationale. Cette carence est même à l'origine des problèmes de la municipalité. Cherchant un meilleur environnement, les familles pourvues de ressources autonomes sont parties au loin sans se soucier du sort de ceux restant sur place et qui — personnes âgées, familles nombreuses — appartiennent aux catégories de la population ayant le plus besoin d'être aidées.

Malgré toutes ces difficultés, les édues de Manchester sont fiers des résultats de leur administration. Ils répudient la thèse selon laquelle les grandes villes ne sont plus gouvernables : leur cité ne fournit-elle pas la preuve du contraire ?

CHRISTOPHER WARMAN
(The Times)

COLLOQUE SUR LE REDEPLOIEMENT INDUSTRIEL

PARIS PALAIS DES CONGRÈS

27 MAI-LE REDEPLOIEMENT INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE.

28 MAI-L'INDUSTRIALISATION FRANÇAISE : AUJOURD'HUI ET DEMAIN.

29 MAI-LA CONCERTATION ENTRE L'ÉTAT ET LES AGENTS ÉCONOMIQUES POUR L'ÉLABORATION DES POLITIQUES DE REDEPLOIEMENT.

POUR OBTENIR LES PROGRAMMES ET CARTES DE PARTICIPATION S'ADRESSER AU :

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU COLLOQUE REDEPLOIEMENT INDUSTRIEL

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE

101, rue de Grenelle, 75007 Paris

Tél. 551.17.36 - 551.52.49

4EVEUX
diabie
rver ceux qui

CAP

760 000

Les clés de la conjoncture

La masse critique de relance

LE panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de C&G-Economia.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix, à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, gouts de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui peut ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, équilibre des échanges, degré de sensibilité au marché international limité).

PEU-ON espérer une reprise prochaine ? Notre graphique des productions industrielles permet de constater, certes, non une remontée mais une moindre dégradation dans les quatre grands pays européens.

En Allemagne, et c'est là un fait nouveau remarquable, il y a même pour la première fois baisse du taux de chômage corrigé des variations saisonnières. Simultanément, autre signe favorable, les offres d'emploi augmentent toujours : elles sont remontées ainsi de cent quatre-vingt-quatre mille à fin décembre à deux cent soixante mille à fin mars, ce qui signifie que les chefs d'entreprises recommencent à embaucher. On constate une reprise des commandes des biens d'équipement depuis le début de l'année 1975. Tous ces faits sont concordants et semblent ainsi confirmer les quelques espoirs qu'on pouvait nourrir à la suite des indications partielles disponibles au début du mois dernier.

Malheureusement, l'examen de la situation des Etats-Unis, le deuxième pays à avoir projeté, sinon pris, des mesures de relance, n'est pas aussi réjouissant. Certes, tout comme en Allemagne, on

continue à observer des indices favorables : plafonnement des stocks, augmentation des commandes, baisse des taux d'intérêt, le prime rate se situant maintenant à 7,25 %, et cependant la production continue à baisser encore plus au premier trimestre 1975, le produit national diminuant au rythme annuel de 10 % et le chômage se rapprochant des 9 à 10 % de la population active.

L'ITALIE REPREND SON CONTROLE

Ainsi, si l'Allemagne apparaît de plus en plus comme pouvant être le moteur d'une reprise occidentale, les Etats-Unis, eux, menacent toujours encore de l'hypothéquer : car non seulement leur production ne reprend pas mais de plus, en raison de la baisse du dollar, certaines de leurs industries commencent à gêner sérieusement leurs homologues européens. C'est le cas de l'industrie textile américaine, qui profite de la baisse relative du coût de la main-d'œuvre et d'un prix de nappes favorable, ou encore de l'industrie aéronautique.

Dans cet environnement international, qui reste difficile et qui n'apportera guère de soutien avant

le deuxième semestre 1975, l'Italie, la Grande-Bretagne et la France cherchent à maintenir leur activité et à éviter la décrochage. Elles ne peuvent elles-mêmes relancer franchement et essayer tant bien que mal d'assainir leur situation.

Le succès relatif obtenu par l'Italie se confirme : il est surtout net pour la balance commerciale, qui se rapproche rapidement de l'équilibre, et, dans une moindre mesure, pour l'inflation. La stratégie appliquée est comparable à celle de la France : austerité générale imposée avec vigueur, mais tempérée par un certain nombre d'actions sélectives bien choisies, appliquées dans les secteurs les plus sensibles, construction et agriculture, ce qui est une méthode pour échapper peu à peu au cercle vicieux dans lequel elle paraissait enfermée. Ajoutons aussi qu'elle met de son côté le facteur psychologique, qui n'est nullement négligeable dans les circonstances actuelles. La relance anticipée de 500 millions de dollars de sa dette à l'Allemagne lui a déjà permis de retrouver une certaine crédibilité internationale. La récente suppression des cautions à l'importation l'a encore renforcée tout en étant favorable à un soutien de l'activité par la réinjection des 1200 milliards de lires que cette mesure immobilisait à la Banque centrale.

UNE GRANDE-BRETAGNE TOUJOURS FLOTTANTE

Si sa production industrielle a chuté très fortement, l'Italie a le moins su en tirer quelques bénéfices. Ce qui est encore loin d'être le cas pour la Grande-Bretagne, dont la situation contraste de plus en plus avec celle de l'Italie : pour l'inflation d'abord, où il y a divergence accentuée (comme le montre notre graphique), mais de pouvoir maîtriser des salaires qui augmentent à un rythme de plus de 30 %, la Grande-Bretagne contrôle de moins en moins sa situation.

La récente présentation du budget le 15 avril, qui aurait dû être l'occasion d'une mise au point de la politique économique, a illustré la difficulté qu'il y a dans un tel contexte à définir des orientations fermes. Ainsi la Grande-Bretagne a peu d'espoir, à court terme,

de sortir du dilemme relance-inflation dans lequel elle est enfermée. Et les résultats qu'elle peut atteindre sur certains points, ainsi un meilleur taux de couverture du commerce extérieur obtenu sans beaucoup de mérite par une contraction des importations, restent encore beaucoup plus fragiles que dans les autres pays.

A fortiori, elle ne peut guère contribuer à l'assainissement et à la reprise mondiale, comme essayent de le faire d'une manière, certes toute modeste, l'Italie et plus encore la France. Cette dernière vient de marquer, avec les mesures du 23 avril, une nouvelle phase de son action, et peut-être même un changement de stratégie : en effet, jusqu'à présent, elle mettait au premier plan de ses objectifs le réajustement de sa balance commerciale et la réduction de l'inflation. Les résultats sont bons sur le premier point, puisque, comme le montre notre graphique, l'équilibre est pratiquement atteint à fin mars, cet équilibre demeure néanmoins fragile puisque obtenu, comme dans les autres pays, par une réduction de l'activité et des importations.

Les résultats de la lutte contre l'inflation sont beaucoup moins probants et moins rapides que prévu. Or l'activité, par contre, a chuté davantage et le chômage s'est accru plus fortement que ne l'espérait le gouvernement français. Le risque de décrochage permanent de l'activité est maintenant réel, comme l'attestent les derniers pronostics des chefs d'entreprise qui envisagent de réduire leurs investissements de 1975 de 3 à 4 %.

Comme nous l'avons vu plus haut, la relance internationale que prévoyait le gouvernement pour prendre lui-même des mesures sans trop de risques pour sa balance commerciale tarde à se produire.

SEULS, LES ETATS-UNIS PEUVENT FAIRE LE POIDS

Le changement de cap du 23 avril en France mise essentiellement sur la relance par les investissements. La manœuvre est délicate car il faut faire investir les chefs d'entreprise à contre-courant alors que les marchés sont menacés, l'équipement sous-utilisé, l'endettement élevé et l'autofinancement obéré. On leur demande de faire un pari sur l'avenir.

Pourtant l'Allemagne semble commencer à réussir dans cette voie. La dette fiscale temporaire de 7,5 %, complétée, à la différence de la France, par les mesures de déficit budgétaire et une réduction très forte du pouvoir d'achat, semble propre à relancer la consommation, et la production en faisant contrepoids au ralentissement de la demande externe.

Il est probable que la France sera amenée, à bref délai, à compléter son dispositif dans le même sens malgré le risque d'inflation qu'il comporte. Elle pourra ainsi, en cas de réussite, renforcer aussi la relance de l'Allemagne par un effet international absolument indispensable puisque le point faible du dispositif allemand réside dans le plafonnement, sinon le recul, des exportations.

Mais la France et l'Allemagne auront-elles la masse critique suffisante pour s'arracher à un cercle vicieux, alors que leurs économies sont liées à l'ensemble du système économique occidental ?

On peut en douter. Seuls les Etats-Unis peuvent faire le poids et permettre d'atteindre la masse critique de la relance occidentale. Or, comme nous l'avons vu plus haut, leur relance n'est pas encore en vue et qu'il est probable que durant la plus grande partie de l'année 1975, la situation occidentale restera encore difficile.

MAURICE BOMMENSATH.

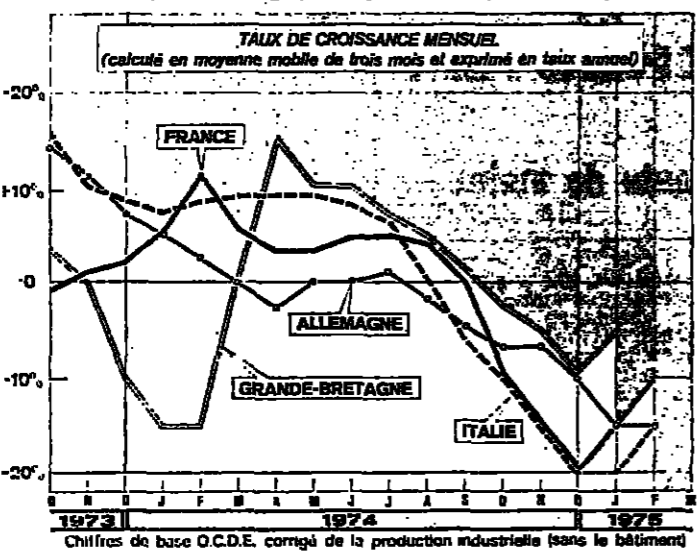
NOTATION DES GESTIONS A COURT TERME COMPAREES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITE DE LA CROISSANCE	TAUX DE CROISSANCE	QUALITE DE LA CROISSANCE	TAUX DE CROISSANCE	QUALITE DE LA CROISSANCE
		+	-	+	-	+
ALLEMAGNE	---	+	---	+	+++	++
FRANCE	---	---	---	---	++	+
ITALIE	---	---	---	---	+	---
GR. BRETAGNE	---	---	---	---	---	---

+++ excellent ++ bon + assez bien - médiocre --- mauvais --- très mauvais

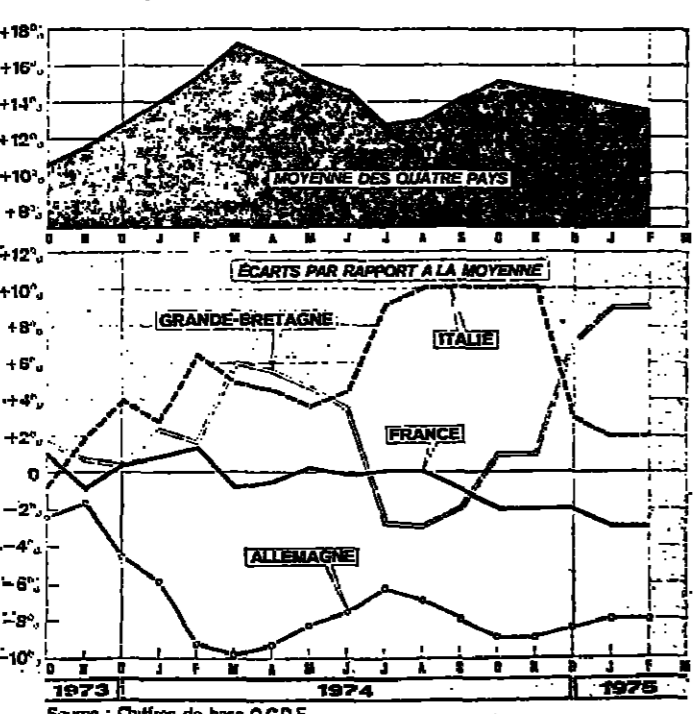
(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour le pays à court terme.

I. — TAUX DE CROISSANCE INDUSTRIELLE



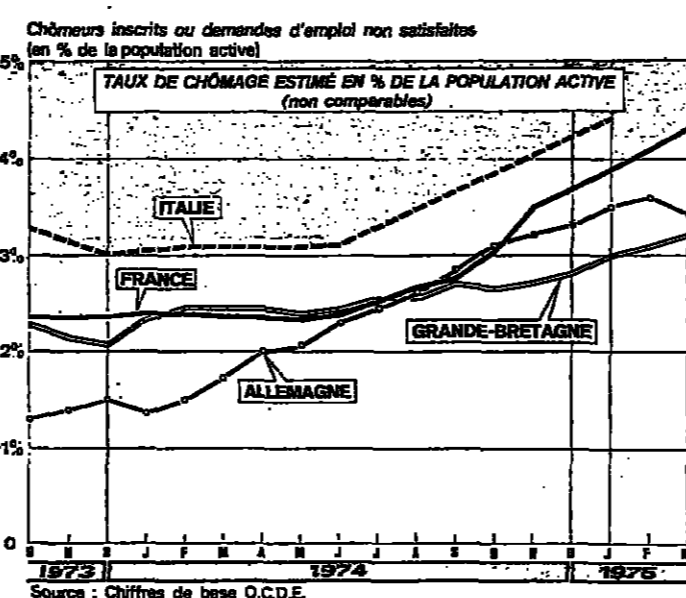
Le recul des productions industrielles se poursuit dans les quatre pays, bien que tendant à s'atténuer nettement à partir de janvier 1975. La Grande-Bretagne revient à un rythme de décroissance annuel de -5 %, la France à -10 % et l'Italie à -15 %.

II. — ÉVOLUTION DES PRIX



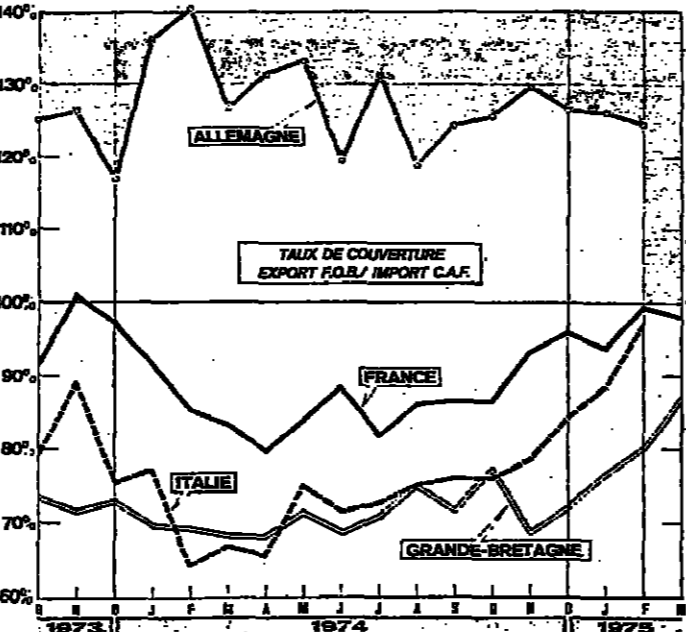
Le rythme moyen d'inflation est toujours en baisse et se situe, à fin février, à 13,5 %. La France et l'Italie amoindrissent légèrement leur position avec des taux d'inflation respectifs de 11 % et de 15 %, il en est de même pour l'Allemagne avec un taux de 6 %. Seule la Grande-Bretagne va toujours à contre-courant, avec une inflation de plus de 22 % !

III. — NIVEAU DE L'EMPLOI



Les taux de chômage ont encore augmenté, en mars, en France (4,3 %), en Grande-Bretagne (3,3 %) et probablement aussi en Italie. En Allemagne, en revanche, si on tient compte des corrections saisonnières, on observe un léger retournement, qui coïncide avec une remontée des offres d'emploi.

IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Le retour à l'équilibre se généralise. Après la France, qui confirme son redressement avec un taux de couverture proche de 100 %, l'Italie et la Grande-Bretagne, à leur tour, se rapprochent de l'équilibre avec des taux respectifs de 91 % et 87 %.

Rappelons que les taux O.C.D.E. sont calculés FOB-CAP.

Forum

APRÈS L'OPÉRATION SURVIE

(Suite de la page 21.)

Comment pourrions-nous envisager, dans les années qui viennent, de contribuer, par exemple en France, à l'objectif de création d'emplois qui sera, dans le cadre du VII^e Plan, de l'ordre de 1 % par an et qui compte tenu de la forte croissance des services, de l'ordre de 0,5 % par an pour des industries comme les métaux ? Cela veut dire concrètement que B.S.N.-Gervais-Danone devrait créer environ deux cents emplois nouveaux par an. Or, les gains de productivité prévus et nécessaires seraient plus que suffisants pour assurer la croissance correspondante de notre production. Loin de créer des emplois, nous devrions donc, en pure logique économique, encore les réduire de 1 à 5 % par an suivant les secteurs.

La croissance seule, et moins d'être effrénée et accompagnée des nuisances que l'on connaît est donc insuffisante à résoudre le problème de l'emploi.

Il faudra donc recourir à des mesures qualitatives redéfinissant le mot « plein emploi ». Ce sont d'abord des mesures qui tendent à diminuer le coût du travail, par exemple la réduction de la durée effective du travail à quarante heures par semaine, abaissement de l'âge de la retraite, sous certaines conditions, généralisation du travail à temps partiel, etc.

Ce sont ensuite des mesures qui visent à améliorer les conditions de travail et qui sont, elles-mêmes, créatrices d'emploi. C'est un sujet qui me paraît personnellement très important. Il s'agit d'améliorer les conditions de travail avec les intéressés eux-mêmes, qui doivent, à cet effet, disposer de crédits d'heures pour s'exprimer et donner leur avis sur leurs conditions de travail en présence de leur encadrement et de leurs représentants. Ceci intéresse en France seize millions de salariés.

La lutte contre l'inflation

Nous avons chiffré globalement l'impact de l'ensemble de ces mesures dans notre groupe : elles nous permettraient de satisfaire l'objectif de 0,5 % à 1 % de création d'emplois par an, dans un contexte de croissance générale de 4 à 5 %. Mais leur coût est considérable et pas supportable dans l'état actuel de nos marges. Elles ne pourront donc être appliquées qu'à deux conditions : application progressive, obligation pour l'État de faire respecter les nouvelles règles du jeu par toutes les entreprises, par voie légale, afin qu'il n'existe pas de distorsion au niveau des conditions de concurrence industrielle. Cette question dépasse même le cadre strictement national.

Après l'emploi, la lutte contre

l'inflation est un objectif national auquel doit et peut participer l'entreprise. Si la croissance est trop forte, le montant des investissements pour répondre à la demande devient déraisonnable, ainsi que le niveau de l'emprunt, par rapport à la structure du bilan : la seule solution reste l'augmentation de l'autofinancement qui ne peut s'obtenir que par l'augmentation des prix de vente.

En sens inverse, le « refroidissement » qui aboutit à une récession brutale peut être aussi un facteur d'inflation : si le niveau de la demande devient nettement inférieur à la capacité de production, comme c'est le cas aujourd'hui, les coûts unitaires de production augmentent fortement par suite du non-étalement des frais fixes : l'entreprise ne dégage plus alors l'autofinancement indispensable au paiement des charges financières et des investissements d'entretien et de productivité : le seul remède pour la survie passe alors aussi par l'augmentation des prix de vente. C'est pourquoi le retour rapide à une croissance entre 4 et 5 %, loin d'être inflationniste, peut sans doute, au contraire, aider à contenir les coûts et nous débarrasser de la stagnation et de ses nuisances.

L'entreprise doit naviguer à vue entre les récifs, tout en gardant le cap sur les objectifs à long terme. Les nouvelles procédures de gestion permettant des décisions très rapides seront celles de l'économie de guerre qui exige une mentalité de « sauveur », une connaissance parfaite des indicateurs à court terme et un retour à un très strict contrôle des dépenses.

ANTOINE RIBOUD.

EUROPE URBAIN POP EUROPA

Rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (« Le Monde »), Piero de Garzaroli, Gianni Gamberotta (« La Stampa »), John Greig, coordonnateur, David Spitzer (« The Times »), Fritz Witzel, Elmar Biehl (« Die Welt »), Publicité : Michel Gérard (« Le Monde »), Riccardo di Corato (« La Stampa »), Gerry Thorne, coordonnateur (« The Times »), Dietrich Windberg (« Die Welt »).

Copyright « Le Monde ».

مركز الأبحاث

LIBERTÉ DE CIRCULATION ET VERROU DES DIPLOMES

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

FRANCE

GRANDE-BRETAGNE

Beaucoup de libéralisme

De nombreuses chicanes

La fin de la suprématie

QUELQUE a acquis à l'étranger un diplôme universitaire, un titre académique ou une qualification professionnelle sérieuse peut être à peu près certain qu'en République fédérale la reconnaissance de ses titres ne lui sera pas refusée, qu'il soit Allemand ou non. La libéralité est, à cet égard, traditionnelle en Allemagne. Les processus de reconnaissance ne s'élèvent pas pour ainsi dire pas de problèmes, bien qu'il n'existe rien de « légal », donc aucun accord dit « d'équivalence ». Peut-être est-ce une chance. Il n'y a guère qu'en matière d'établissement des médecins qu'il existe, après des préparatifs qui ont duré dix années, une ligne de conduite légale de la Communauté européenne, laquelle il est vrai n'est pas encore entrée en vigueur. En outre, trois conventions européennes sur les diplômes de bacheliers, la reconnaissance des temps d'étude et les certificats académiques ont été signés. Mais il convient de les interpréter plutôt comme des déclarations d'intention apportant peu de règlements concrets.

Les nationaux et les étrangers qui, après des études universitaires à l'étranger, veulent travailler en République fédérale doivent obtenir du ministre compétent de l'un des onze Länder l'autorisation d'exercer leur profession, ou de se présenter avec leur qualification professionnelle : les dossiers sont examinés cas par cas.

La procédure n'est cependant pas déclinée à la suite de chaque demande. Les administrations des Länder s'appuient sur les expertises locales du service éducatif pour les questions d'éducation à l'étranger, qui est rattaché à la Conférence

permanente des ministres de l'éducation des Länder. L'examen des grades académiques est fait généralement mais scrupuleusement. Ainsi le service central de Bonn a-t-il récemment exclu de ses listes dix obscures « fabriques de docteurs » britanniques. Le transfert des grades de docteurs est relativement facile. Le doctorat est reconnu presque automatiquement, mais dans la forme écrite usitée à l'étranger comme « Ph.D. », et non « Doktor » ou « Doktor ». La reconnaissance des diplômes scolaires dépend aussi des ministres de l'éducation. Toutefois, la plupart du temps, les universités décident seules d'accepter ou non les étrangers. Selon quelques critères précis — ainsi, si un égyptien titulaire d'un bachelier « littéraire » n'a pas le droit d'étudier la médecine dans sa patrie, la République fédérale n'est pas libre, elle non plus, de lui en donner l'autorisation.

Pour la médecine, il est fait appel aux autorités supérieures de la santé publique. Mais, dans les secteurs non académiques, il se présente aussi peu de difficultés. La République fédérale défend, depuis longtemps, l'opinion que toute personne ayant exercé son métier à l'étranger pendant de longues années doit aussi avoir le droit de l'exercer en Allemagne.

Le système d'expertise a fait ses preuves, et le Conseil de l'Europe a recommandé aux autres pays de s'en inspirer. Mais les experts ont aussi une tâche peu agréable : celle de dégrader les certificats falsifiés. C'est ainsi qu'à Hambourg un Africain a dû cesser récemment un commerce florissant de certificats de genre.

H. J. MELDER
(Die Welt.)

LES ressortissants étrangers désirant exercer en France certaines professions exigent un haut niveau de qualification se heurtent encore à un grand nombre de chicanes. L'architecte étranger voulant s'installer dans l'Hexagone doit faire une demande individuelle. En sa réponse positive, la liberté d'exercice lui est accordée sans difficulté. Cependant, les architectes étrangers désirant tout de même obtenir un diplôme français — soit pour faciliter leur intégration dans la profession, soit pour poursuivre des recherches — sont généralement admis directement en troisième cycle, c'est-à-dire en cinquième année — sur six — des écoles françaises. De plus, des directives en préparation à Bruxelles devraient ouvrir prochainement aux ressortissants de la Communauté européenne des portes de certaines fonctions officielles, encore réservées aux seuls ressortissants français : architectes des bâtiments civils, de l'Etat ou des palais nationaux, par exemple.

Les étudiants étrangers désirant préparer un diplôme français de docteur en médecine peuvent, à la fin des études, solliciter l'équivalence aux quatre premières années d'études au maximum. Encore leur faut-il auparavant avoir subi avec succès les sévères épreuves de classement organisées pour leurs camarades français à l'issue de la première année. Mais la liberté d'établissement en médecine, décidée récemment à Bruxelles, doit permettre à ceux-ci d'ouvrir, quelle que soit leur nationalité, un cabinet dans un quelconque des neuf pays de la Communauté européenne.

La certification d'aptitude à la profession d'avocat est, en principe, exigée pour s'inscrire au barreau. La préparation à ce

certificat est ouverte exclusivement aux étudiants de quatrième année de licence. Les étrangers, quel que soit le diplôme dont ils sont pourvus dans leur pays d'origine, ne peuvent obtenir une équivalence supérieure à la dernière année de licence française, et celle-ci doit être demandée au président de l'université ou l'étudiant désire s'inscrire. Par différence avec la médecine, cette sévérité s'explique par les particularités des différents droits nationaux. Une tradition fondée sur la réciprocité veut toutefois que les avocats étrangers puissent à l'occasion venir plaider en France, assistés d'un confrère français. Les nombreux obstacles relevés ici s'expliquent par l'existence en France d'ordres professionnels contrôlant l'exercice et l'accès aux professions d'architecte, de médecin et d'avocat.

Les enseignants de nationalité étrangère peuvent être nommés par l'Etat professeurs dans une université française sur proposition d'une d'entre elles et du comité consultatif des universités. Il s'agit d'une dérogation exceptionnelle au statut de la fonction publique. Les administrations tiennent compte des titres universitaires des postulants et de leurs travaux scientifiques.

Il n'existe pas de règles juridiques limitant l'obtention en France, par les ressortissants étrangers, d'un titre d'ingénieur. Les directeurs d'écoles accordent des équivalences en fonction du niveau des études atteintes par les candidats. Les employeurs apprécient de leur côté librement la valeur des diplômes d'ingénieurs des ressortissants étrangers qu'ils embauchent.

BERTRAND LE GENDRE
(Le Monde.)

QUE ce soit chez les médecins, chez les juristes, ou ailleurs, on a depuis longtemps abandonné, en Grande-Bretagne, la conviction que l'on avait de l'indéniable suprématie britannique. John Bull et Lord Palmerston vont se retourner dans leur tombe, mais la plupart de nos corps professionnels ont favorablement accueilli l'idée de la reconnaissance mutuelle des diplômes dans tous les pays de la Communauté européenne.

Quand, en 1961, M. Macmillan annonça la candidature de l'Angleterre à l'entrée dans la C.E.E., le Dr Eileen Grey-Turner, de l'ordre des médecins, procéda à une série d'investigations qui conduisirent à l'admission de la Grande-Bretagne en qualité d'observateur à la commission permanente des médecins de la Communauté européenne.

Il faut aujourd'hui remarquer que cette association joue un rôle extrêmement important durant les années de négociation qui ont conduit à une reconnaissance mutuelle. Elle sera probablement effective à la fin de 1976 plaçant ainsi le corps médical au premier rang dans ce domaine. Au cours des trois dernières années, les médecins britanniques ont occupé les trois postes les plus importants au comité permanent et de nombreux dissensions parmi les délégués, ont eu lieu à Tavistock Square, dans les locaux londoniens de l'association.

Le Dr Grey-Turner souligne qu'une reconnaissance qui ne serait pas rapidement suivie d'une coordination, notamment pour les honoraires, n'aboutirait qu'à un exode des médecins vers les postes plus intéressants qu'ils pourraient trouver ailleurs en Europe. La Grande-Bretagne est le seul pays-membre à avoir nationalisé la santé

et beaucoup de médecins préféreraient exercer dans un système médical non nationalisé. Nombre d'entre eux déplorent la disparition progressive des lits privés dans les hôpitaux. Aussi, le nombre de médecins décidés à partir exercer ailleurs en Europe, le jour où la reconnaissance des diplômes prendrait effet, s'est-il multiplié.

Une enquête menée en Belgique, et qui sera publiée prochainement, fait apparaître la différence considérable qui existe entre les gains des médecins britanniques et ceux des autres pays d'Europe. Le docteur Grey-Turner n'en est pas moins convaincu de l'équivalence des niveaux de compétence dans toutes les universités d'Europe, bien qu'il n'ait pu effectuer quelques réserves pour l'Italie où les effectifs sont beaucoup trop importants.

Les architectes monteraient eux aussi, semble-t-il, une certaine réticence à reconnaître l'équivalence de leurs diplômes avec l'Italie. Ainsi M. Alexander Gordon, l'ancien président de l'Institut royal des architectes britanniques, considère que l'on fait une certaine confusion en Italie, entre architectes et ingénieurs, certains cours dits d'architecture ne comportant en fait qu'une maîtrise part d'enseignement de cet art, « plaqué » en quelque sorte à la fin des études. Les Fachhochschulen allemandes acquiescent aussi à quelque peu, en préparant en cinq ans un diplôme qu'il faut sept ans pour obtenir ailleurs. Mais l'association, dans son ensemble, accueille favorablement la reconnaissance mutuelle et se déclare prête à sacrifier un peu de l'autonomie dont les architectes bénéficient en Grande-Bretagne — l'Etat exerçant dans les autres pays un contrôle plus serré — pour faire un pas vers l'Europe.

Les juristes quant à eux, nous indique Miss Babbitt Brown, de la Société de droit, représentant la profession, sont prêts à accueillir dans leur pays les autres membres de la Communauté européenne. On a beaucoup débattu de la possibilité de donner aux avocats étrangers des chances de plaider à la Cour. Mais la reconnaissance des qualifications n'a pas été abordée, la divergence des systèmes juridiques rendant une telle éventualité impossible actuellement. Les choses évoluent sans doute progressivement avec la formation d'associations internationales de juristes, spécialisées chacune dans certains aspects particuliers de la loi. Serait-il s'opposer à l'idée de reconnaissance mutuelle : les infirmières, Miss Eve Bendall, qui les représente, a récemment déclaré que leur libre circulation à l'intérieur de la Communauté pourrait conduire à la présence en Grande-Bretagne d'infirmières dont la connaissance de la langue anglaise serait insuffisante.

TIM DEVLIN
(The Times.)

ITALIE

Seulement avec l'Autriche

L'EUROPE italienne encore pour reconnaître les études faites dans les pays qui la composent. Les ministres de l'éducation de la Communauté se saisissent périodiquement du problème, promettant une « charte » pour le régler, et l'on s'en tient là. La dernière réunion s'est close sur un engagement solennel et un nouveau renvoi. Même les sentences de la Cour de justice de la Communauté ne parviennent pas à faire avancer les choses.

Un exemple : la Cour a été appelée à se prononcer sur le recours d'un citoyen néerlandais, titulaire d'un diplôme belge, qui avait demandé à être admis à l'école des avocats de Bruxelles. La requête avait été rejetée en raison de sa nationalité. La Cour de justice a estimé qu'en raison de l'article 52 du traité de Rome on ne pouvait pas re-

fuser à un citoyen d'un Etat membre le droit d'exercer librement sa profession dans un autre Etat. Elle a ajouté que cette disposition était d'application immédiate et n'exigeait pas d'arrêts, spéciaux d'exécution. Un tel jugement porte sur deux questions distinctes : la non-discrimination quant au libre exercice d'une profession et la reconnaissance réciproque. Le premier problème a été réglé sur le papier — car en pratique rien n'a été changé — la situation existante. Le second est encore sans solution, les ministres ne parvenant pas à en trouver une. Aussi la situation en Italie est-elle la suivante : le droit d'exercice des avocats de Bruxelles a été refusé à un citoyen étranger titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires des différents pays européens, et des diverses facultés annexées au traité de Rome on ne pouvait pas re-

solliciter son inscription à l'université, les conseils de faculté décident, en fonction de cette liste, s'ils peuvent admettre directement l'étranger, ou s'ils doivent d'abord exiger un baccalauréat italien. Il en va de même à la fin des études supérieures. Les recteurs, au vu du nombre et de l'importance des examens soutenus, décident d'accepter ou de refuser le titre d'étudiant. Une exception : l'Italie a accepté la signature d'un accord d'équivalence, de sorte qu'un décret donne la liste des titres ayant validité de plein droit chez le voisin, et précise ceux qui appellent un examen complémentaire.

En l'absence d'une « charte » sur les équivalences, chaque pays doit prendre des initiatives pour ne pas porter la décision à ses nationaux. Dans un décret pris

en février dernier, l'Italie a fixé les normes d'équivalence pour les diplômes de fin d'études secondaires obtenus à l'étranger par les travailleurs italiens émigrés et les membres de leur famille. Une procédure accélérée et décentralisée — la décision appartient aux préfets — a établi les équivalences admises et les examens complémentaires éventuels.

Pour ce qui est du libre exercice de la profession, on s'achemine vers la reconnaissance réciproque du diplôme de docteur en médecine.

Ce premier pas semble un grand succès la croissance des universités. En fait, il n'en est rien. Dans la séance du Parlement européen du 13 janvier 1973, M. Brunner, membre de la commission, déclarait : « L'Europe si nous voulions

appliquer, jusque dans les professions libérales, l'esprit corporatiste du Moyen Age ? Ce ne serait qu'un progrès. Il faut tout de même prévoir que, dans ce domaine, le Moyen Age se montrait supérieur à notre époque. Le célèbre médecin Paracelse, né à Einsiedeln, en Suisse, exerça son art dans de nombreux pays d'Europe et acheva sa vie à Salzbourg. C'était au seizième siècle. Gouvernements et organisations professionnelles devraient avoir assez de confiance en eux-mêmes pour admettre que les médecins, les architectes et les ingénieurs formés dans leur pays d'origine sont tout aussi qualifiés que d'autres et peuvent faire face aux « concurrents » venus d'autres pays de la Communauté.

FELICE FROIO
(La Stampa.)

Un « face à face » Edmond Maire-Heinz-Oscar Vetter

(Suite de la page 21.)

H.-O. VETTER. — Je pense que votre conclusion est acceptable pour tous les syndicalistes malgré les différences qui existent entre les pays les plus industrialisés et les autres. C'est

pourquoi j'aimerais pouvoir enlever tous les syndicalistes du monde dans un hôtel jusqu'à ce qu'une fumée blanche apparaisse pour indiquer qu'une solution commune a été trouvée ou qu'elle n'existe pas.

Un réformiste

HEINZ-OSCAR VETTER est né en octobre 1917, à Bochum, dans le Ruhr, d'un père fonctionnaire dans l'administration municipale. Il devint mécanicien après avoir suivi l'école primaire et plusieurs années d'apprentissage. A vingt ans, il reprit l'école secondaire, ce qui lui permit, après seulement deux années d'études, de passer son baccalauréat. Mobilisé, il se retrouve officier d'aviation avant d'être fait prisonnier par les Anglais. Libéré, il redevient mécanicien, de mai 1946 à octobre 1949, au fond de la mine du puits Robert-Muser.

C'est durant cette période qu'il adhère au syndicat des mineurs et devient l'un des délégués auprès de la société Harpen Bergbau. Il s'inscrit alors aux cours de l'Académie d'économie et de politique de Hambourg et suit un stage dans la sidérurgie. Le 1^{er} septembre 1952, il devient secrétaire principal de la Fédération des mines et de l'énergie, et c'est en 1953 qu'il devient membre du parti socialiste. A Dortmund, le congrès de sa fédération l'élit membre du bureau exécutif en 1960, puis vice-président chargé de la cogestion, de la culture et des questions de personnel en 1964. Il se trouve alors aux points chauds des luttes pour les revendications de l'union dans le Ruhr, et quand Ludwig Rosenberg, président de l'Union des syndicats allemands (D.G.B.), renonce à se faire élire en raison de son âge. Le huitième congrès du D.G.B. élit Heinz-Oscar Vetter président, le 21 mai 1969, à Munich, par 267 voix contre 427, dont 193 abstentions. Cinq ans plus tard, il est porté également à la tête de la Confédération européenne syndicale.

L'actuel président du D.G.B., qui compte quelque sept millions d'adhérents, est réputé travailler étroitement en équipe avec les seize présidents des fédérations membres et donner à l'action syndicale en République fédérale une impulsion énergique.

E. MAIRE. — Sorti de la crise aujourd'hui me semble nécessaire des changements radicaux de la part des pays industrialisés, tant à l'intérieur que vis-à-vis des pays en développement. Les deux types de pays ne peuvent accepter qu'il continue à y avoir « développement du sous-développement », dans le quart-monde. Ni que les pays industrialisés se contentent de se limiter à des industries de main-d'œuvre à bon marché ou polluantes dans ces pays, gardant chez eux les centres de recherche et de haute technologie. Il nous semble donc qu'il y a une solution de coopération en fonction de rapports de forces nouveaux. Il faudrait pour cela que les pays producteurs réalisent un front uni pour chasser des matières premières comme cela a été fait pour le pétrole et que les nouveaux échanges se fassent sur une base beaucoup plus équilibrée entre matières premières valorisées et biens d'équipement. Ce type de solution, loin d'être catastrophique pour nos pays, est une solution de raison. Elle implique une redistribution de l'industrie et de l'exportation des pays développés, mais dans un sens qui servira solidement le développement des deux parties.

H.-O. VETTER. — Il faut prendre garde de ne pas remplacer un monopole par un autre. Il faut certainement rejeter une politique qui ne servirait que les grands groupes, mais il faut aussi s'assurer qu'une politique démocratique permettra le respect des intérêts de tous les pays. En Allemagne fédérale nous avons cette chance que les relations avec les pays en voie de développement soient traitées par un ministère dont l'administrateur a de bons rapports avec les syndicats. Cela élimine au moins ce qui se passe dans la guerre et fondée

té vers la recherche de profits maxima et permet de tenir compte des intérêts de l'Etat et des travailleurs.

■ Aucun d'entre vous n'est pour la croissance zéro ?

E. MAIRE. — Il ne s'agit pas de discuter la croissance des uns pour augmenter celle des autres. La croissance zéro est une absurdité quand on sait qu'il y a au moins deux millions de chômeurs chroniques en dessous du minimum vital. Cela montre plutôt qu'il faut qu'il y ait croissance dans les pays développés pour qu'ils exportent. Mais cela suppose que les pays sous-développés aient des ressources suffisantes pour établir un niveau d'échanges satisfaisant avec les pays industrialisés, d'où l'importance des prix des matières premières. Au lieu d'être un épouvantail, l'augmentation des prix de ces matières devrait être considérée comme un moyen de croissance, parce qu'elle ouvre des marchés nouveaux. Mais l'essentiel reste la modification du type de croissance et de développement.

■ La Confédération européenne syndicale, créée il y a un an, dont vous êtes le président, a été rapidement absorbée par les controverses relatives aux candidatures d'adhésion posées par les C.G.T. italienne et française. Pensez-vous que la porte puisse être ouverte à des syndicats affiliés à la F.S.M. (Fédération syndicale mondiale) ?

H.-O. VETTER. — Après la seconde guerre mondiale, nous avons créé une organisation internationale, la F.S.M. constituée par des ennemis du fascisme et de la guerre et fondée

sur l'expérience du passé. Quand nous avons abordé les questions concrètes, nous avons constaté que c'était impossible pour une organisation fondée sur l'expérience du passé. La guerre froide fut un facteur supplémentaire pour la scission.

■ Lorsque nous avons créé la C.E.S. (Confédération européenne syndicale) nous nous sommes mis d'accord entre syndicalistes se référant à un minimum de principes généraux. Nous avons constaté que les conceptions de base des trois confédérations italiennes étaient conformes à celles des autres organisations affiliées à la C.E.S. Nous avons donc accepté l'adhésion de la C.G.I.L., qui s'était détachée de la F.S.M.

■ Lorsque nous avons essayé d'élaborer un programme d'action commun, nous n'avons pu arriver à un accord minimum. Je souhaite sincèrement trouver une plate-forme commune et c'est ma demande à tous les dirigeants des organisations affiliées à la C.E.S. Pour la C.G.T., il est, à notre avis, très douteux qu'elle soit prête à remplir les obligations qui ont été acceptées par la C.G.I.L. Nous ne voulons pas que nos adhérents aient une double affiliation internationale.

■ C'est pourtant le cas pour la C.F.D.T., qui est toujours affiliée à la C.M.T. (Confédération mondiale du travail, ex-Confédération internationale des travailleurs chrétiens).

H.-O. VETTER. — La C.M.T. et la C.I.S.L. avaient annoncé l'an passé des consultations réciproques dans le but d'arriver éventuellement à une unification. Elles sont donc très proches l'une de l'autre.

E. MAIRE. — Je partirai d'un

autre point de vue : les réalités syndicales européennes sont très en retard sur l'internationalisation économique des capitaux et sur la coordination propre des Etats. La C.E.S. est une organisation qui ne nous ramène pas à une structure vide, capable de discuter avec les institutions, mais encore incapable d'analyser des actions convergentes. La situation de crise internationale que nous rencontrons devrait nous donner des possibilités de progression.

■ Il ne faut pas être trop ambitieux. Les confédérations d'Europe ne sont pas en état de constituer, d'emblée, une grande plate-forme revendicative englobant tous les domaines. Mais il est possible de rechercher quelques « axes », des points-clés qui répondent à la situation d'inflation et de chômage. Nous souhaitons que les prochains débats de la C.E.S. permettent d'arrêter quelques revendications-clés sur lesquelles s'engagerait l'action.

■ C'est parce que nous avons en vue cet objectif d'action convergente que nous disons, à la C.F.D.T., que nous ne pouvons nous priver de personne, parmi les syndicats des pays démocratiques. C'est pour cela que nous voulons que la C.G.T. soit dans la C.E.S. Cela dit, si l'adhésion de la C.G.T. à la C.E.S. est une condition nécessaire pour une bonne action de la C.E.S., ce n'est pas une condition suffisante. En fait, nous détenons entre nous la solution : nous avons déjà la C.E.S. que nous méritons. Nous aurons, aussi, demain, la C.E.S. que nous méritons.

Propos recueillis par
JACQUELINE GRAPIN
et JOANINE ROY
(Le Monde.)

EUROPE
EUROPE
EUROPE

Placements

L'Europe discrète des petits actionnaires

POUR les experts de la bourse et de la finance, le peu de succès des actions auprès des épargnants italiens tient à la protection insuffisante que la loi assure aux petits investisseurs. Les rapports des sociétés sont succincts et souvent

obscurs. Les bilans consolidés en sont presque toujours absents tandis que les opérations d'augmentation de capital, de fusion ou de transformation sont indiquées avec des explications plus que réduites.

En outre, si l'on en excepte

l'O.P.A. sur Bastogi que le financier Michele Sindona lança avec une audace sans précédent, sorte de défi aux pouvoirs publics — ceux-ci d'ailleurs réussirent à la faire échouer, — les petits actionnaires n'ont jamais tiré bénéfice des gains réalisés par de

puissants groupes dans le cas où de gros paquets changent de mains ou encore si des actions sont cotées hors marché.

L'année dernière, le Parlement a approuvé une loi 216 du 7 juin 1974 qui mentionne un certain nombre de procédures destinées à ranimer le marché boursier et à éviter les conséquences des spéculations trop audacieuses qui — récemment — ont fait scandale et éloigné un peu plus les investisseurs.

Après l'adoption de l'impôt sélectif se substituant au précédent mesure réclame à cor et à cri par les petits épargnants, — on a mis en place, conformément au précédent français de 1967, une CONSOB (commission nationale pour les sociétés et la Bourse) et dotée de larges pouvoirs pour réformer les Bourses, contrôler les sociétés par actions figurant à la cote et, plus généralement, toutes les sociétés financières. Toutefois, les cinq commissaires ont été nommés, il y a quelques semaines seulement, et les décrets d'application définitifs, qui devaient être pris avant le 31 mars 1975, doivent encore être légèrement retouchés et n'ont pas été publiés au Journal officiel.

La loi prévoit une présentation standardisée des comptes des sociétés financières. Celles-ci ont tenu lieu en Italie de véritables banques d'affaires, et ont assumé ce rôle de façon parfois maladroite en provoquant des scandales en cascade et de grosses pertes pour les petits porteurs. Les bilans des sociétés cotées en Bourse doivent être révisés par des sociétés de certification, mais les nouvelles normes ne sont pas, aux yeux des experts, suffisantes pour rassurer complètement les actionnaires. On attend de la CONSOB, de toute urgence, la réforme d'une Bourse encore régie par la loi bien dépassée de 1912.

Au cours des années passées, des réformes plus ou moins profondes ont été adoptées dans divers pays européens pour défendre les petits porteurs, mais elles n'ont pas abouti. À proprement parler, à une protection totale. En France seulement, la création de la COB (Commission des opérations de Bourse) a permis de contrôler davantage les O.P.E. (offres publiques d'échanges) et les achats en Bourse par les sociétés intéressées, qui doivent recevoir une publicité immédiate. Dans le cas des opérations sur capital, les O.P.A. et O.P.E. doivent donner lieu à publication d'un nombre important de données afin que les analystes puissent se livrer à un examen approfondi. Les simples actionnaires doivent, eux, pouvoir disposer d'une note de synthèse plus facile à interpréter.

Un effort a été fait aussi en Allemagne où une loi de 1965 se propose surtout de donner à des groupes minoritaires de porteurs de parts la possibilité de provoquer des assemblées extraordinaires (il y a 5 % des voix), d'exercer un contrôle particulier en cas de réévaluation de l'actif (12 %), ou encore pour s'opposer à une augmentation

de capital (25 %). En Grande-Bretagne, il n'existe pas encore de législation moderne rassemblant des dispositions de protection des petits porteurs ou des mesures destinées à leur donner une vue analytique de la marche de la société et des postes du bilan. Les actionnaires ont seulement licence d'intervenir à l'occasion des assemblées et d'attaquer en justice délibérations et bilans.

En Italie, on déplore généralement le petit nombre d'actionnaires qui assistent aux assemblées générales, considérées plutôt comme un rite que comme l'occasion d'un échange franc d'idées et d'informations entre administrateurs et porteurs de parts. Il n'en va pas autrement, d'ailleurs, en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne. Les participants y sont tout aussi rares; il s'agit généralement de retraités qui disposent de temps libre ou de représentants d'associations d'épargnants ou de porteurs qui se limitent à poser quelques questions précises.

Des spécialistes à l'américaine

Quelques groupes de « professionnels des assemblées » sévissent toutefois en Italie comme aux États-Unis. Il s'agit, pour une part, de spécialistes intervenant dans les assemblées générales en posant de longues listes de questions — les interventions n'étant pas limitées dans le temps et qui, même, s'affrontent entre eux. Ce sont souvent les mêmes hommes, bien connus des administrateurs qui, pour se concilier leurs bonnes grâces, leur fournissent à l'avance bilans et renseignements divers et les dédommagent grassement en les confiant des tâches rémunérées mais purement symboliques. Le travail de ces spécialistes est très intéressant financièrement, ce qui incite d'autres personnes à entrer dans le jeu. On cite le cas d'un retraité plus que démonstratif qui, il y a quelques années, se manifesta à l'assemblée pour critiquer et louer en même temps l'activité de la direction d'une grande société et vit arriver, quelques jours plus tard, un petit mot de remerciement du président accompagné d'un chèque d'un demi-million de lire. L'homme prit goût à la chose et son rôle oratoire lui valut, aujourd'hui, de gagner beaucoup d'argent.

Il existe, d'autre part, des spécialistes à l'américaine. Il s'agit d'avocats qui votent contre les bilans, les attaquent en justice et ne retirent leurs plaintes que sous conditions. Toutefois, la récente loi sur la Bourse va limiter leur activité car elle exige désormais une minorité qualifiée pour attaquer le bilan. Enfin

certain financiers ont coutume d'acquiescer de gros paquets d'actions — 10 % du capital et parfois plus — et livrent bataille ensuite aux groupes qui contrôlent l'affaire en demandant à réaliser leurs titres à de bonnes conditions. S'ils n'y parviennent pas, ils exigent des postes de conseillers de l'administration ou des opérations fructueuses sur le capital (distributions d'actions gratuites, augmentation des dividendes, fractionnement des actions).

Récemment, les « spécialistes des assemblées » ont franchi les frontières italiennes et ont commencé à envahir la pacifique Suisse. Auparavant, les assemblées y étaient une simple formalité. Aujourd'hui, surtout dans le canton du Tessin, la situation a changé et les interventions des porteurs italiens ont troublé la tranquillité des administrateurs qui doivent désormais écouter de longs discours incohérents ou d'interminables griefs touchant à la connaissance insuffisante de l'Italien dont témoigne le rapport accompagnant le bilan. Fort heureusement, on a licence en Suisse de faire voter par l'Assemblée le calendrier des travaux et de lui faire limiter la durée des interventions, ce qui permet de conjurer le péril et ces discours fleuves — parfois quatre heures et plus — qui dénaturent l'objet de la réunion.

RENATO CANTINI
(La Stampa)

(avec la collaboration de Franco Rinaldi (Le Monde), Andrew Goodrich (The Times) et Hans Stollmann (Die Welt).)



LE NEBRASKA ? C'EST AU CŒUR MÊME DES ÉTATS-UNIS

Cela en fait l'endroit idéal pour installer des usines. Beaucoup de firmes internationales sont en train de le découvrir. Et nous aimerions beaucoup avoir l'occasion, au cours d'un entretien personnel et confidentiel, de vous expliquer les avantages d'une implantation au Nebraska. M. Moseman, notre représentant, sera en Europe jusqu'au 17 mai. Il se fera un plaisir de vous rendre visite pour vous fournir des renseignements détaillés sur toutes les

possibilités que le Nebraska offre à l'industrie. Pour arranger un rendez-vous avec M. Moseman, contactez : à Londres : Archie Andrews, ambassade des États-Unis. — Téléphone : 499-9000 ;

en Allemagne : Gustaf Coontz, ambassade des États-Unis, Bonn-Bad Godesberg. — Tél. : 02221-8955 ;

à Paris : Mme Georgette Anter, ambassade des États-Unis. — Téléphone : 265-74-00 (poste 7248).

ÉTAT DU NEBRASKA

Nebraska Department of Economic Development
Box 94762, State Capitol Lincoln, Nebraska USA 68509.
Téléphone : (402) 477-8984.

1974
Rapport Annuel
aux Actionnaires

Notre 150^e anniversaire

	1974	1973	% accroissement
Chiffre d'Affaires	\$ 2.0 milliards	\$ 1.5 milliards	29%
Bénéfice Net	\$90.5 millions	\$73.9 millions	23%
Revenu par Action	\$ 2.77	\$ 2.31	20%
Dividende Par Action	\$.80	\$.75	7%



AU SERVICE DE L'ÉNERGIE, DU TRANSPORT/DISTRIBUTION ET DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE MONDE

Pour obtenir copie de notre Rapport Annuel, écrire à IU Corporate Affairs 1500 Walnut St., Philadelphia, Pa. 19102.

Louez des bureaux neufs
dans PARIS (face au métro)

C'est beaucoup moins cher
que vous n'imaginez!

IMMEUBLE : 10 étages de bureaux très luxueux. A louer de 130 à 3760 m². Devant une avenue de 60 m de large. Façade particulièrement soignée.

SITUATION : 90, rue de Flandre - 75019 PARIS. Quartier rénové.

DESSERTES : Face métro Crimée (direct Opéra Liaison RER). Périphérique Porte de la Villette. Face Bus N° 60.

AILE SUR JARDIN INTERIEUR :

Aile séparée entrée particulière. Ensemble de 890 m² dont 290 en étage. Bureaux Paysages ou cloisonnés en premier jour. Charges très basses. Chauffage traditionnel. Prix 350 F/m² an.

ETAGE COURANT : 410 m² climatisé. Fenêtre ouvrante. Luxueusement aménagé. Divisible en 2 lots de 130 et 280 m². 4 lignes téléphoniques avec possibilité d'extension.

PRIX DE LOCATION : Surface Paysages 400 F/m² an. (Surface cloisonnée selon les besoins des clients avec étude d'implantation gratuite). 450 F/m² an.

ANNEXES : Parkings - Locaux sociaux - réserves disponibles. **LIVRAISON** : Immédiate. **BUREAUX TEMOINS** : A visiter sur place.

immovetry
59 rue Demourelles, 75015 PARIS

TEL 533.68.91

Logabax
omatique qu
pouvez regarder
à la loupe



LOGABAX

مکان العمل

Consommation

LES CHEVEUX NE REPOUSSENT PLUS EN SOIXANTE-DOUZE HEURES

UN des premiers cas où l'auteur d'une publicité fut condamné à tenir ses engagements envers un client date remonte à 1838. La Letrick Company, qui fabriquait des peignes électriques, affirmait dans sa publicité :

« Vos cheveux repousseront en soixante-douze heures grâce au peigne électrique Letrick. Enfin du nouveau pour les handicapés du cheveu ! De quoi souffrez-vous ? Vous avez des cheveux gris ? Ils disparaîtront en dix jours. 500 livres de ga-

rantie. Un début de calvitie ? Elle disparaîtra. Six cent soixante et un mille peignes électriques Letrick déjà en service dans tous les milieux sociaux, et même dans la famille royale. Jamais d'échec ! »

Le plaignant avait acheté un peigne et l'avait utilisé matin et soir pendant onze jours, sans résultat. Il réclama — et obtint — les 500 livres promises en garantie.

La législation, dans la plupart des pays développés, interdit maintenant des escroqueries aussi flagrantes, et les propriétaires de « media », de même que les autres responsables, considèrent qu'ils ont intérêt à la respecter d'eux-mêmes pour protéger leur image de marque. Mais il existe tout un domaine où la publicité, sans être malhonnête aux termes de la loi,

peut être considérée comme nuisible au consommateur d'une manière ou d'une autre, ou indésirable à d'autres égards, par exemple comme contraire aux bonnes mœurs, au bon goût, à la morale. Ce domaine est actuellement l'objet d'une attention toute particulière, notamment en Grande-Bretagne.

Les règles déjà fixées d'un commun accord par les annonceurs, les agences de publicité et les propriétaires de « media » eux-mêmes ont été renforcées l'an dernier. Depuis janvier, un prélèvement volontaire de 1 % sur toutes les annonces publicitaires (télévision et radio exceptées) sert à financer les nouvelles mesures adoptées, notamment à propos des boissons alcooliques. D'autres concernant le tabac entreront prochainement en vigueur.

textes légaux. Il existe en outre en Allemagne des organismes contrôlés par l'Etat, disposant de pouvoirs d'intervention en cas

d'infractions concernant les médicaments, les produits alimentaires, les cosmétiques et le tabac.

revanche, contestent l'efficacité des contrôles dans les autres media. Les améliorations récemment entrées en vigueur ont été adoptées pour tenir compte de ces critiques.

PATRICIA TISDALL

(The Times).

(avec la collaboration de José Boyère (Le Monde), Sandro Casassa (La Stampa) et Elmar Stahl (Die Welt).

Sévérité accrue pour la télévision

Un peu partout, la publicité à la télévision et, dans une moindre mesure, à la radio est soumise à des contrôles plus stricts que celle qui passe par les autres « media » : l'influence particulière de la publicité télévisée n'est plus à démontrer ; et, la plupart des organes de radiotélévision européens dépendent des gouvernements, ils sont plus faciles à contrôler.

En Grande-Bretagne, la publicité à la télévision est limitée à une moyenne de six minutes par heure, avec un maximum de sept minutes. Les spots publicitaires ont une durée de 7 à 60 secondes. Il n'existe pas de programmes subventionnés par des annonceurs.

En France, le maximum de publicité par jour est fixé à 8 minutes, mais peut atteindre exceptionnellement 15 minutes.

En Allemagne, la publicité est limitée à 20 minutes par jour ; elle est interdite le dimanche et les jours de fêtes légales, et après 20 heures.

En Italie, les téléspectateurs sont également beaucoup mieux protégés que les lecteurs de journaux et de magazines contre un excès de publicité.

En Grande-Bretagne, l'Independent Broadcasting Authority Act de 1973 est généralement considéré comme l'une des lois les plus énergiques que le Parlement ait votées pour la défense du consommateur et l'honnêteté du commerce. L'« Authority » précise qu'elle n'est directement chargée que de la prévention des infractions par les annonceurs, et non des poursuites qui peuvent en résulter.

Le contrôle préalable des « scripts » publicitaires à la télévision a été confié à deux organismes différents : l'« Advertising Control Department » de l'« Authority », et un groupe de lecteurs créé par les sociétés de production. Les contrôles de la publicité

DÉPENSES TOTALES EN PUBLICITÉ (1972)

(en millions de dollars U.S.)

	Total	Presse	TV	% du P.N.B.
France	1 608	590	128	0,36
Allemagne de l'Ouest	2 339,7	1 533,6	248,3	0,82
Italie	550	334,4	94,6	0,45
Grande-Bretagne	1 734,8	1 229,1	431,2	1,16

Sources : International Advertising Association. « World Advertising Expenditure », édition 1974.

Une pluie de textes

Ces dispositions sont appliquées sous le contrôle de l'Advertising Standard Society, chargée de veiller à la légalité, au respect des bonnes mœurs, à l'honnêteté et à la véracité de la publicité.

Plus de soixante textes concernent la publicité en général ou certains domaines particuliers. L'un des plus importants est le Trade Description Act de 1968, qui interdit toute affirmation erronée ou mensongère concernant les biens et les services, y compris les prix.

En France également la loi interdit formellement toute affirmation erronée ou mensongère dans la publicité, quelle soit écrite, parlée ou visuelle. Les fonctionnaires chargés du contrôle ont autorité pour exiger de tout annonceur la preuve de ses affirmations, faute de quoi il peut être contraint à publier un rectificatif. La loi française interdit également dans la publicité toute comparaison avec les concurrents de l'annonceur, aux termes de l'article 1382 du code civil, concernant les dommages causés à autrui. Aucune disposition analogue n'existe en Grande-Bretagne, qu'il s'agisse des rectifiatifs ou de la concurrence déloyale.

Il existe en France, comme en Grande-Bretagne, un organisme de contrôle volontaire, le Bureau de vérification de la publicité, dont l'efficacité a été également renforcée l'an dernier, ce qui le rapproche encore du système britannique.

En Italie, les nouvelles règles que s'imposent volontairement les membres de la Fédération nationale des annonceurs publicitaires depuis le 1^{er} mars ont désarmé les très proches également de celles qui existent en Grande-Bretagne.

Du point de vue légal, cependant, une certaine confusion subsiste en Italie en matière de publicité et de promotion. Le seul texte qui protège les intérêts de l'annonceur est celui — très général — du code civil.

En Allemagne, la loi exige formellement que toutes les affirmations soient exactes : toute référence directe ou indirecte à la concurrence est interdite, si elle est de nature à gêner celui qui est cité. D'autres dispositions légales concernent les opérations de promotion et le plagiat publicitaire. Les annonceurs, les agences et les « media » eux-mêmes sont responsables de toute infraction aux

XII^{es} FÊTES MUSICALES EN TOURAINE

Grange de Meslay et de la Besnardière du 26 juin au 6 juillet

JEUDI 26 JUIN 21 heures Arturo Benedetti Michelangeli

VENDREDI 27 JUIN 21 heures Beaux-Arts Trio de New-York

SAMEDI 28 JUIN 15 h. 30

Orchestre de Chambre du Philharmonique de Prague

SAMEDI 28 JUIN 21 heures

Sviatoslav Richter

DIMANCHE 29 JUIN 11 heures

Zuzana Ruzickova

DIMANCHE 29 JUIN 20 h. 30

Irina Arkhipova

JEUDI 3 JUILLET à 21 heures

Maurizio Pollini

VENDREDI 4 JUILLET 21 heures

SAMEDI 5 JUILLET 11 heures

15 h. 30 et 21 h.

DIMANCHE 6 JUILLET 11 h.

et 20 h. 30

Ensemble Musique Vivante -

Schola Cantorum de Stuttgart

Direction : Pierre Boulez

Diégo Masson et Cyrus Gottwald

Avec Christoph Eschenbach,

Sascha Gawriloff, Luciano Berio,

Ellis Ross, Robert Tear,

Philip Ledger.

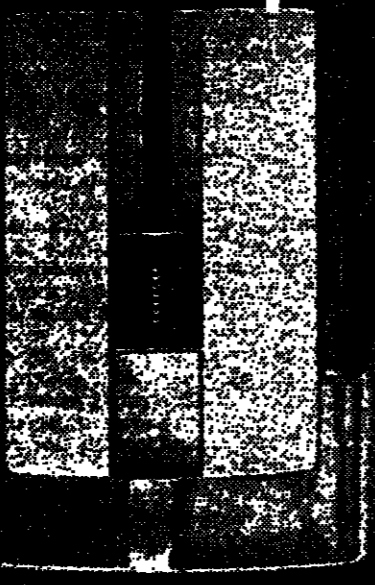
Renseignements et location :

Fêtes musicales en Touraine,

Madrie de TOURS 37032.

Tél. : 65-41-03, poste 764.

Logabax
l'informatique que
vous pouvez regarder
à la loupe



Ce n'est pas par hasard que nous sommes le leader de la mini-informatique de gestion.

10 000 installations
dans 20 pays
200 secteurs
d'applications professionnelles

LogAbax

la mini-informatique de gestion

Logabax-146 av. des Champs Elysées-75008 Paris-tél. 359 6124

Made in Bonn*

* Cet été, le quotidien économique, politique et culturel DIE WELT transférera sa rédaction à Bonn. DIE WELT sera ainsi le seul quotidien de réputation internationale dont l'information émanera directement du centre politique de la République Fédérale d'Allemagne.

DIE WELT
la clef du marché allemand

Joan O. Martin,
Responsable pour la France
18, Rue de Valenciennes, 75016 - PARIS,
Tél. 625 06 80, Telex : 61262 JOM



aux neufs
au (mètre)
moins cher
agissez!

novery

533.68.91

Zurich, mai 1975

Les gnomes gardent bien leur trésor...



ZURICH est la plus grande ville de Suisse, sa capitale viscérale ; Berne en est la capitale fédérale, la première des villes étrangères. L'une, capitale selon le cœur, l'autre, selon l'esprit.

Pour qui le prononce aujourd'hui, le nom de Zurich fait surgir les

gnomes. Cette race de lutins mal-faisants, émanation des Enfers, attaqués jadis par des chevaliers du « Labour » comme Wilson et Brown, vit — selon la rumeur publique — dans les caves de la « Bahnhofstrasse », accroupie sur son trésor de devises et d'or, ourdissant sans relâche de nouvelles intrigues. Les gnomes existent, ils ont bel et bien été inventés. Ces créatures sataniques, nées de l'imagination caricaturale étrangère, insistent tout de même à leur actif certaines réalisations positives. Elles ont fait de Zurich la nouvelle Eldorado, la ville spécifique de l'or (le marché de l'or contrôlé par les trois grandes banques du pays est plus important que celui de Londres) ; elles ont hissé la Bourse de Zurich au premier rang européen ; elles ont parvenues à enrayer la fièvre de l'inflation et ont fait en sorte que le chômage reste à l'état de spectre, dont tout le monde parle,

mais que personne ne voit jamais. Les rumeurs malignes, la ville a su les utiliser à son profit. Elle en a fait le marchepied qui lui a permis de gravir un nouveau degré de développement. Puis, un beau jour, peu avant la deuxième guerre mondiale, de la petite ville qui avait toujours veillé à se tenir à l'heure européenne en évitant les pièges du provincialisme, est sortie une grande cité internationale. Mais elle n'est jamais devenue une grande ville.

Les distances géographiques sont souvent trompeuses. Zurich est plus proche de New-York et de Francfort que de Saint-Gall ou de Lausanne. Son aéroport est, certes, avec son aéroport international et le canton de même nom, avec ses paysages parsemés de châteaux, où s'entassent plus de cent mille âmes qui n'habitent pas

la ville parce qu'elles préfèrent vivre à l'air pur tout en payant moins d'impôts.

Zurich perd chaque année des habitants. Sa population résidente (quatre cent dix mille âmes environ) a diminué d'environ 10 % depuis 1964. Il en résulte que l'assiette de l'impôt se fait chaque année un peu plus lourde pour chaque Zurichois, au bénéfice du nombre croissant de ceux qui vont s'établir en banlieue. C'est la raison pour laquelle les contribuables de la ville refusent systématiquement depuis quelques temps à leurs édiles tout crédit destiné à améliorer le confort collectif. Les pouvoirs publics ont dû se résigner à faire leur deuil de projets tels que la construction d'un anneau routier, d'un nouveau théâtre, de jardins publics et d'un métro.

Une espèce particulière

Si la richesse de Zurich est bien de ce monde, elle est cependant d'une espèce particulière. La ville n'a jamais été obsédée par l'ambition de devenir à tout prix riche ou puissante. Si elle y est effectivement parvenue, c'est sous l'empire des circonstances. Les vrais Zurichois ont toujours été, depuis des siècles, saisis d'une angoisse toute paternelle devant la pauvreté. Et, paradoxe du comportement, cette peur viscérale a exercé sur la ville un effet robotif.

Seul le bien-être — stricto sensu — engendre la considération. La pau-

vre à quelque chose d'humiliant, de culpabilisant. Qui par contre fait étalage de sa richesse risque fort de vivre au-dessus de ses moyens. A Zurich, on s'efforce de garder le ton juste. A preuve les dirigeants des grandes banques et des Konzerns qui pilotent eux-mêmes leurs voitures. Au grand dam des chauffeurs de maître qui trouvent plus facilement à s'employer à Venise.

La plupart des Zurichois se lèvent tôt... et ne se réveillent pas beaucoup plus tard. Même les retardataires sont au travail à

8 heures sonnant. Celui qui se complait sur l'oreiller n'est peut-être pas un mauvais bougre, mais il n'est sûrement pas un bon Zurichois.

Le grand responsable d'une telle éducation est le réformateur Ulrich Zwingli qui, à partir de 1519, prêcha la nouvelle religion, d'abord contre Rome, ensuite contre Luther. Zurich accueillit la Réforme dans la discipline et dans le calme, sans grands bouleversements historiques.

Les Zurichois ont su, depuis cette époque, garder les deux pieds sur la terre dorée de leurs traditions artisanales et commerciales, ne se permettant tout au plus que le luxe de rêves accessibles. Tous les personnages politiques de quelque envergure qui tentèrent d'asservir la ville et son peuple au joug de leur orgueil furent impitoyablement éliminés, expatriés ou envoyés au gibet cordé au cou. Une fois morts, la ville reconnaissante leur élevait des statues « in memoriam ».

Celle-ci fut plus indulgente à l'égard des célébrités étrangères, comme si elle voulait racheter sa sévérité envers ses propres enfants. D'Allemagne, affluèrent les « quarantahuitards », de Russie l'aristocratie, puis Lénine et, plus tard, les juifs persécutés. Thomas Mann, en compagnie de tous ses enfants prodiges, Bertolt Brecht, Ignazio Silone. Si peu que Zurich ait abrité de ces hommes célèbres, elle leur a offert le recours de ses lois et a veillé, avec un sens avisé de la qualité, à l'épanouissement de leur génie. C'est grâce aux acteurs, metteurs en scène, drama-

turges et écrivains exilés par le nazisme que le Théâtre de Zurich a acquis sa réputation de grande scène européenne.

Quelques phrases impersonnelles ont haussé Zurich au rang de capitale financière de l'Europe. Le loi-cadre sur les banques stipule en son article 74 : « Quelconque, dirigeant ou employé de banque, entreint involontairement ou de propos délibérés le secret professionnel auquel il est astreint, s'expose, ainsi que celui ou celle qui l'y a éventuellement incité, à une amende de 20.000 FS ou à une peine de six mois de prison. » Ce respect du « silence des banques suisses » n'admet aucune dérogation ; l'Etat est également tenu de s'y conformer et cette obligation rigoureuse explique la réussite sans égale de la profession. Elle s'est tellement enracinée dans les esprits que le droit de protection a fini par ne plus s'appliquer seulement aux personnes, mais aussi à leur fortune.

Personne ne connaît le montant global de monnaie tant fiduciaire que scripturale déposé sous forme de liquidités de trésorerie, de dépôts et de crédits par le système bancaire du pays, dont le produit national brut est estimé, pour 1974, à quelque 140 milliards de francs suisses. Le président d'une grande banque estime qu'il y a environ 500 milliards de francs suisses. Plutôt jaloux de leur trésor, les Zurichois entendent bien le conserver.

ROLF R. BIGLER
(Die Welt.)

GS

Finition exportation. Faible kilométrage. Garantie usine. Tous coloris disponibles.

Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROEN de la 2 CV à la SM.

Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur. Toutes possibilités de crédit. Demander Monsieur Lemaire.

3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51



EBIC-LA COMMUNAUTE BANCAIRE EUROPEENNE POUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES

L'Ebic (European Banks International) ce sont sept grandes banques européennes indépendantes avec 9000 agences : Amsterdam-Rotterdam Bank, Banca Commerciale Italiana, Creditanstalt-Bankverein, Deutsche Bank, Midland Bank, Société Générale de Banque (Belgique) et Société Générale (France).

Chacune a sa propre individualité juridique et nationale mais toutes ensemble peuvent vous faire bénéficier de leur puissance financière sur quelques-uns des marchés les plus concurrentiels.

Voici comment :

En Europe, la Banque Européenne de Crédit (BEC) à Bruxelles et l'European Banking Company (EBC) à Londres sont à même d'intervenir dans les financements internationaux des projets de grande envergure. (L'European Banking Company a également une agence à Chicago.)

Aux Etats-Unis, vous trouverez les European-American Banks. L'European-American Banking Corporation a des bureaux à New York, Los Angeles et San Francisco.

L'European-American Bank and Trust Company a plus de 100 agences dans le périmètre de New York.

Dans le Sud-Est Asiatique, l'European Asian Bank est présente sur les principales places commerciales et financières (Singapore, Hong-Kong, Jakarta, Karachi et Kuala Lumpur).

En Australie, l'Enro-Pacific Finance Corporation est installée à Melbourne et Sydney.

Pour entrer en relation avec ces organismes, il vous suffit de prendre contact avec l'une des 9000 agences des sept banques de l'EBIC.

ebic
European Banks International

Grain de sel

VACANCES : La révolution par le travail

TOUTES les consommations vont-elles se contracter ? Angures, pythoïsses, astrologues et prospectivistes n'ont jamais eu autant de travail pour savoir ce que sera demain. L'optimisme ne règne pas. Mais, en même temps que le pessimisme s'empare de l'industrie, les agences de tourisme, de voyages organisés, les vendeurs de loisirs découvrent, émerveillés, que leur activité continuera, mais qu'elle ne sera plus la même !

Les inactifs que nous sommes devenus n'ont plus besoin du même genre de vacances. Autrefois occupés quarante-huit semaines par an (moins les week-ends, les fêtes légales et illégales, les grèves prétextées et les céphalées-alibis...), fourbus d'heures supplémentaires, nous rêvions d'un mois de farniente total, absolu, d'étendre nos muscles usés et nos cerveaux saturés au milieu des musées et des cervaux semblables de cent ou deux cent mille travailleurs et employés presque nus sur les bords d'une Méditerranée encombrée. Maintenant qu'ils ne font rien ou qu'ils travaillent beaucoup moins, à quoi rêvent-ils ces gens ? A ce qui leur manque, à leur drogue : le travail. De quel ont-ils besoin pour passer de bonnes vacances ? de travailler !

Organiser les loisirs aujourd'hui, cela revient à vendre du travail à ceux qui n'en ont plus ou pas assez. Prochainement, donc, si le marketing et la stratégie signifient quelque chose, on verra Neckermann proposer en tête de son catalogue : « Construire des Cocodiles (et emporter les si elles marchent) ! ». Trois semaines de vacances dans une usine Volkswagen désaffectée. Hébergement en dortoirs de travailleurs émigrés. Nourriture abondante. Animation : jeux de la promotion commerciale, de la grève, du rendement, du sabotage. Trois semaines : 300 D.M. !

Et Cook d'offrir aux employés désœuvrés de la City un week-end en train de plaisir chez Aston-Martin. Ou le camping dans un « industriel estate » où poussent l'herbe et les contradictions capitalistes. Quant à la France, c'est l'embaras du choix. Soyons sûrs que le Club Méditerranée, à l'effût des promotions retentissantes, va nous proposer : « Titan-Coder, joyau de la sous-traitance au bord de la Grande Bleue » ou bien : « Apprenez à tisser des pantalons, des chemises : grand choix de résidences secondaires actives dans les belles provinces de France ». Et, pour les amateurs de grand air et de santé musculaire, Notre fichier de constructions abandonnées : des grands ensembles aux pavillons individuels, un choix de vacances occupées à gâcher du plâtre en famille. Avec, naturellement, une réduction aux travailleurs du bâtiment en chômage.

GÉRARD LAUZUN.

Contactez la Georgie (Etats-Unis) à Bruxelles

L'Etat de Georgie (Etats-Unis) accueille avec joie les demandes de renseignements et les visites des hommes d'affaires européens. Si vous avez l'intention de vous rendre aux Etats-Unis, notre bureau de Bruxelles, grâce à son service complet, peut rendre votre voyage plus payant. Pour tous les renseignements dont vous pouvez avoir besoin, ainsi que pour vous aider à fixer des rendez-vous, contactez s.v.p. :

Mr. John L. Turbiville
Managing Director, European Office
Georgia Dept. of Community Development
Rue du Congrès, 33
1000 Bruxelles, Belgique.
Téléphone : 18-50-05 et 19-34-34
Téléc : 25.327 EUROP. B.

GEORGIE - ETATS-UNIS

مكنا من الأمل

SEULE TWA PEUT VOUS OFFRIR AUTANT POUR L'AMERIQUE.

Trois plats internationaux au
choix, sur chaque vol en classe
économie servis par une hôtesse
de Springfield, Missouri.

Un choix de 2 films et de 8
programmes radio internationaux,
plus quelques bons tuyaux sur
New York, proposés par une
hôtesse de l'île de Manhattan.

Un cocktail du Kentucky,
d'Ecosse, des Bahamas, ou de
Londres servi par une hôtesse
de Rock Springs, Wyoming.

TransWorld Service
TWA.

DÉFENSE

LE REMPLACEMENT DES AVIONS F-104 EN EUROPE Les quatre pays clients reprendraient leur liberté de décision

De notre correspondant

Bruxelles. — A l'issue du sommet belge-neerlandais du samedi 3 mai consacré à l'échange d'un avion pour remplacer les F-104 Starfighter en service dans les forces aériennes belge, néerlandaise, danoise et norvégienne, l'impression domine que chacun des quatre pays reprend sa liberté et que chaque capitale prendra sa décision « en toute indépendance ». L'expression a été utilisée par l'un des six ministres belges assistant à l'échange de vues, mais le premier ministre belge, M. Leo Tindemans, d'accord avec son collègue néerlandais, Joop Den Uyl, a cependant précisé que « les quatre recherchent toujours une solution commune ».

De toute évidence, la décision n'interviendra pas avant la fin mai. Le vendredi 9 mai, à Paris, le premier ministre belge doit évoquer le problème au cours d'un entretien qu'il aura avec M. Giscard d'Estaing et où le président de la République rappellera sans

La municipalité de Saint-Dizier (Haute-Marne) a refusé que les troupes de la base aérienne 112, située au sud de la ville, défilent dans les rues à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de l'armistice, le jeudi 8 mai prochain. M. Martin Carlier, maire (P.C.F.), a expliqué cette décision, d'une part, par le fait que le calendrier des manifestations était déjà arrêté lorsque les autorités militaires ont présenté leur demande ; mais également parce que la municipalité veut protester contre la présence aux portes de la ville, d'une base qui « corrompt » son front de l'ennemi. La délimitation des zones de bruit empêcherait la construction de la ZUP de Marnaval, d'une capacité d'accueil de mille cinq cents logements sur 55 hectares, et pour laquelle la ville s'est déjà engagée financièrement.

Le porte-avions nucléaire « Nimitz » est entré en service samedi 3 mai à Norfolk, Virginie, en présence du président des Etats-Unis, M. Gerald Ford. Le bâtiment jauge 95 000 tonnes. C'est le plus grand navire de guerre du monde. Il transporte six mille marins et aviateurs, avec cent appareils, et se déplace à une vitesse supérieure à 30 nœuds. Il a coûté 892 millions de dollars (environ 2 800 millions de francs). Le Nimitz appartient à la flotte américaine de l'Atlantique. — A.F.P.

PIERRE DE VOS.

RELIGION

LE SYNODE NATIONAL DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE Franchir les obstacles à la transmission de l'Évangile

De notre envoyé spécial

Carry-le-Rouet. — Qui y songe ? Les protestants sont sensiblement moins nombreux que les musulmans en France. Si éloigné que soient leurs problèmes religieux respectifs et différents leur situation dans la société, les uns et les autres souffrent des difficultés propres à toute minorité. L'assemblée des Églises chrétiennes se heurte à la crise religieuse contemporaine mais il est incomparablement plus facile au catholicisme, fort de ses effectifs, de la supporter qu'au protestantisme (1), d'autant plus que les fidèles protestants, surtout ruraux, il y a vingt ans, sont de plus en plus disséminés et isolés dans les villes en raison des migrations intestines.

Huit pour cent des paroisses de l'Église réformée de France, soit quarante-six sur cinq cents trente-cinq, sont dépourvues de pasteur tandis que les ministères non paroissiaux connaissent certains échecs cuisants. En 1975, vingt pasteurs atteignent l'âge de la retraite, six épiscopats seulement pourront prendre la relève. Dans onze à treize ans, trente à quarante pasteurs arriveront au terme de leur ministère. Dès à présent on dénombre cinq retraités pour six pasteurs actifs, alors que la moyenne nationale de la population française est d'un retraité pour trois actifs.

Telles sont quelques-unes des indications qui ont été fournies au synode national de l'Église réformée de France qui vient de se terminer à Carry-le-Rouet, dans les Bouches-du-Rhône. A ces inquiétudes s'ajoute celle du nombre de pasteurs qui renouent à leur poste pour se classer dans des situations civiles. Les experts de France qui tiennent à dire que l'Église n'est pas dépeuplée, mais elle doit être renouvelée dans les rapports.

Le pasteur voit de plus en plus mal, lit-on, par exemple, l'empire de son ministère sur la vie. Le pasteur Roger Mehls, pour sa part, le malaise à trois niveaux : insuffisance de la place faite à l'évangélisation ; faiblesse d'impulsion d'ensemble ; renouveau du piétisme qui s'exprime notamment par un refus de la « politisation » de l'Église ; enfin une prédication au contenu incertain qui entraîne parfois jusqu'au pasteur lui-même.

Pour essayer d'y voir plus clair et d'attaquer le mal à sa racine, le synode a choisi de traiter cette année de la « transmission de l'Évangile ». Pour la première fois, et devant les critiques qui s'élevaient devant de toutes parts à propos des méthodes madaptes de l'assemblée, les membres du synode ont travaillé en petits groupes. Ils ont élaboré eux-mêmes, sans schéma préalable, leurs réflexions qui ont été finalement synthétisées dans un document « provisoire et partiel » dont on espère qu'il sera prolongé dans les paroisses. Voici quelques-uns des axes de ces réflexions :

La foi évangélique est, avant tout, « rencontre du Christ ». C'est-à-dire dialogue et interpellation par une personne. L'Évangile est libérateur, il délivre l'homme de ses aliénations et de ses idoles, il permet la réconciliation. La transmission de l'Évangile n'est pas une affaire de répétition, de doctrine, de traditions, mais elle doit être innovation et invention.

Les méthodes ne sont pas primordiales. Ce n'est pas leur renouvellement ou l'élaboration d'une stratégie qui permettra d'annoncer l'Évangile. C'est la conversion qui compte et la prise de conscience que l'Église n'est pas propriétaire de l'Évangile.

logie en se référant exclusivement aux notions de paix, de liberté, de justice, sans les relier au Christ. D'autre part, ne pas faire du Christ une idole immuable, lointaine et rassurante, qui n'aurait rien à dire de précis aux hommes de notre époque.

« Lire le journal »
Le pasteur Jacques Manry, président du conseil national, a regretté pour sa part le caractère « abstrait » de l'exposé final, qu'il aurait aimé voir complété par des exemples de situations concrètes. Il est vrai, et c'est compréhensible, que les membres du synode avaient reçu à titre de document préparatoire à l'assemblée une longue série de grands thèmes d'actualité, essentiellement faits à partir du Monde (progrès techniques, relations humaines, la vie et la mort, les femmes, la jeunesse, l'alcool, la drogue, etc.). Ce rapport équilibré, Lire le journal, sans doute pour rappeler le grand théologien Karl Barth, qui disait que le chrétien doit tenir la Bible dans une main et le journal dans l'autre.

La presse confessionnelle donne d'ailleurs de graves motifs d'inquiétude à l'Église réformée de France. Le synode a dû prendre acte de la disparition du magazine interrégional Horizons protestants, ainsi que des difficultés de l'hebdomadaire Réformé dans le sud, qui ne serait pas assurée à plus ou moins longue échéance. Comment les protestants résoudront-ils ces problèmes ? Il ne semble pas, à première vue, qu'il y ait là-dessus une idée viable, à moins — mais les esprits sont-ils vides pour cela ? — que l'on trouve une solution œcuménique. Un grand hebdomadaire catho-

co-protestant est-il déjà possible en France ?
Dès maintenant, en tout cas, les relations de bon voisinage sont de règle entre les deux confessions. Et même au-delà. Le Père René Beaupère, dominicain, était invité à prononcer l'une des interventions lors du culte synodal du 2 mai. Il y a parlé de l'assemblée à la première personne : « Notre synode. » « Nous ne sommes pas appelés, a-t-il dit, à transmettre l'Évangile comme on le fait d'un paquet, mais d'un trésor vivant. Après trois quarts de siècle, comment être assez borné pour imaginer que nous pourrions continuer à annoncer, chacun de notre côté, le Seigneur ? »

Deux évêques catholiques ont participé, à tour de rôle, pendant plusieurs heures, aux travaux du synode : Mgr Charles de Provençères, archevêque d'Albi-en-Provence, et Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille.
Au total, ce synode a bénéficié du renouveau de ses méthodes de travail et du choix heureux d'un thème fondamental dans la conjoncture actuelle. Il a peut-être laissé paraître, pour une part à cause du vieillissement de ses participants, qui ne se renouvellent guère, un certain raidissement. La légitimité de certaines expériences progressistes faites ces dernières années a-t-elle contribué à ce reflux ? Il est vrai qu'on constate aussi dans l'Église catholique. Mais peut-on généraliser ? Les synodes régionaux sont souvent plus combattifs. En voici un exemple particulièrement intéressant puisqu'il rejoint la querelle de l'aumônerie catholique-ménale chez les catholiques : le synode de la région de l'Est (Châlons-sur-Marne) a demandé l'unanimité de remettre en cause la manière d'administrer le baptême.

Depuis 1961, en effet, le nombre des enfants baptisés et qui ne sont pas allés au catéchisme a crû jusqu'à 60 % dans certaines paroisses. Voilà des chiffres qui donnent à méditer au-delà de toute opinion personnelle.

HENRI FESQUET.

(1) L'Église réformée de France, majoritaire, comprend environ trois cent cinquante mille membres, auxquels il faut ajouter des réformés de l'Alsace-Lorraine et des initiaux. Soit au total sept cent mille à sept cent cinquante mille personnes. Les musulmans, en France, sont environ deux millions.

« Dans le cadre de PUER de théologie et de sciences religieuses de l'Institut catholique de Paris, l'École des langues orientales anciennes déclare vacant, pour la rentrée universitaire d'octobre 1975, l'enseignement de la langue syriaque. Les déclarations de candidature, accompagnées du dossier nécessaire (titres, publications, etc.), doivent être adressées à M. le Directeur de l'ÉCOLE, 21, rue d'Assas, 75270 Paris Cedex 06, avant le 1^{er} juin 1975.

Demain l'été...
des sites d'exception
- PUGNOCHIUSO - PUGLIA
La cité sauvage de l'Italie
- LES TRULLI - PUGLIA
Les charmes de l'Italie baroque
- PUNTA ALA
La plage la plus privée de Toscane
- M'DIQ
Le Maroc en famille
- LE CORBIER Savoie
Sports et Montagnes
POUR DES VACANCES INTELLIGENTES
TOURESTEL
30, Av. de Friedland Paris 8^e
Tél. 755 95 31 / 227 44 78

Vous vous faites probablement la même idée de Séoul qu'un Coréen se fait de Paris.

Ah! les petites femmes, les petites femmes de Paris... Cet air connu dans le monde entier, on le fredonne aussi à Séoul. Là-bas Paris, c'est le Moulin Rouge et à la limite encore, la Goulue, le French Cancan, etc... Comme vous le voyez, tout le monde peut se tromper.

Alors quand on parle de Séoul, si vous pensez geishas, pousse-pousse, fumeries d'opium, etc... vous commettez la même erreur. Et c'est bien dommage pour vous. Car Séoul est la capitale financière et le centre d'affaires de la Corée.

C'est pour faciliter les rapports d'affaires entre la France et la Corée que la Korean Air Lines inaugure à partir du 15 Mars un vol direct Paris-Séoul deux fois par semaine par la route polaire. Et quand vous êtes à Séoul, pour le même prix, vous pouvez faire un « saut » jusqu'à Tokyo. Vous voyez que la Korean Air Lines fait tout pour faciliter votre job.

Séoul, en vol direct, ce n'est pas si loin que ça. Et, pour vos affaires, la Corée, c'est peut-être le Pérou.

Korean Air Lines : 9, bd de la Madeleine - 75001 Paris - Tél. 261.58.46.

KOREAN AIR LINES
A partir du 15 Mars, 2 vols directs par semaine Paris-Séoul



espérant...
contre
toute
espérance
B.Bro o.p.

Nous sommes pris entre une angoisse partout présente et un besoin fou d'espérer. Est-ce évasion ou illusion ? Faut-il se résigner à ce que le désespoir n'ait aucun sens ? Retrouver l'espérance, n'est-ce pas ce dont nous avons tous le plus grand besoin pour vivre.

Ce livre complète les Conférences de Notre Dame.

256p. 26F. **CERF**

JUSTICE

L'affaire du « Canard enchaîné » devant la chambre d'accusation de Paris

Un secret de la défense nationale ?

Ce n'était pourtant qu'une « farce » pour le président de la République d'alors, même si M. Pierre Messmer, le premier ministre, suggérait d'y voir le malin de la G.I.A. Dix-huit mois après la découverte de micros dans les locaux du Canard enchaîné, le 3 décembre 1973, cette affaire va-t-elle devenir un exemple supplémentaire de la soumission du pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif ?

« La justice est saïte, à elle de faire son métier », déclarait M. Raymond Marcellin, interrogé sur les pressions de violence le 14 décembre 1973, à l'Assemblée nationale. La séparation des pouvoirs devenait un merveilleux prétexte pour ne pas répondre ; mais que d'entraves apportées depuis à cette justice par ceux-là mêmes qui se targuent du secret de l'instruction pour se faire !

Le 1^{er} mars 1974, M. Guy Xouss, sous-directeur de la direction de la surveillance du territoire (promu depuis à un autre poste), interdit à ses collaborateurs de déléguer aux convocations du juge d'instruction, M. Alain Bernard, parce que, dit-il, les agents de la D.S.T. sont couverts par le secret de la défense nationale. C'est — comme par hasard — le moment où l'on a la certitude que des membres de la D.S.T. se trouvaient bien rue Saint-Honoré (mais, selon eux, pour une autre mission).

La définition de ce secret de la défense nationale va alors devenir l'objet principal d'une instruction qui s'avance déjà que sous les coups de boutoir de la partie civile.

Les 19 juillet et 29 août 1974, à la requête du premier ministre, le conseil d'Etat commettra deux avis, dont l'ambiguïté permet à chacun de trouver ce qu'il y cherche. Recueillis de principes, ces avis rappellent que « quiconque est détenteur d'un

secret de la défense nationale ne peut le divulguer. Cette obligation doit être opposée même à la juridiction ». Mais il faut aussi que le code pénal « fait obligation à toute personne citée à comparaître de se présenter devant l'autorité judiciaire. Aucune exception n'est faite en ce qui concerne les fonctionnaires, quelle que soit la nature du service où ils exercent leur activité professionnelle ».

Enfin, ces avis affirment que « l'existence d'une personne physique est une question de fait qui, dès lors qu'elle est établie, ne peut être couverte par aucun secret de quelque nature que ce soit ».

Un risque

Fort du premier principe, M. Michel Ponlatowski (qui semble plus soucieux des libertés individuelles lorsque son propre téléphone était écoulé) hésite, le 22 novembre 1974, dans une lettre au juge d'instruction, le refus de quatre fonctionnaires de la D.S.T. de déléguer à la convocation de M. Bernard.

« Les traits du visage et les caractéristiques de la personne physique, écrit le ministre d'Etat, constituent des éléments d'identification qui, lorsqu'ils s'ajoutent à des éléments d'état civil déjà connus, permettent d'attribuer, en l'occurrence à des fonctionnaires de la D.S.T., dont le signalement a pu apparaître en d'autres circonstances, une identité précise. Ces éléments représentent par là même un risque de compromission (...) d'un secret de la défense nationale dont le fonctionnaire est « gardien ou dépositaire par fonction ou par qualité ».

Une injonction de l'avocat du Canard enchaîné, quatre mois plus tard, obligera le parquet à se prononcer sur ce secret de la défense nationale et, le 18 mars 1975, M. Alain Bernard

rendra une ordonnance par laquelle il s'estime compétent pour apprécier « l'application de la notion de secret de la défense nationale », rejette cette notion dans le processus en cours et affirme son intention de procéder aux confrontations qui lui semblent nécessaires.

Les quatre agents de la D.S.T. n'ont-ils pas déjà été confrontés aux témoins, et leur identification ne sera-t-elle pas impossible en raison des précautions prises (« les noms des personnes présentées parmi des groupes de figurants n'étant en aucune façon révélés aux témoins, mais couchés sur un procès-verbal séparé ») ?

Le parquet s'est pourtant empressé de faire appel de cette ordonnance. Il aurait soutenu que rien n'empêche la thèse d'une participation d'agents de la D.S.T. à la pose de micros rue Saint-Honoré, sinon les affirmations du Canard enchaîné, et que, dès lors, les confrontations ne s'imposent pas. Mais le meilleur moyen de mettre la police hors de cause n'est-il pas de laisser l'instruction se dérouler normalement ?

La chambre d'accusation de Paris, saisie samedi 3 mai de l'appel du parquet, a entendu à huis clos, sous la présidence de M. Marcel Sacotte, les observations de M. Gaston Cornilleau pour le ministère public, et de M. Roland Durand pour la partie civile. Par son arrêt, le 31 mai prochain, elle dira non seulement si l'instruction de l'attitude du Canard enchaîné doit être considérée comme entachée mais surtout si une catégorie de citoyens — les policiers de la D.S.T. — est au-dessus des règles de notre droit pénal. Comment ne pas voir dans cet arrêt le degré de liberté des magistrats devant un pouvoir apparemment peu soucieux que justice soit faite ?

BRUNO DETHOMAS.

LA FUSILLADE DE PUTEAUX

La cour d'appel

déclare M. Charles Ceccaldi-Raynaud civilement responsable de ses partisans condamnés

La onzième chambre de la cour d'appel de Paris a rendu son arrêt, samedi 3 mai, dans l'affaire de la fusillade de Puteaux, réformant partiellement la sentence prononcée en première instance, le 26 avril de l'année dernière, par la septième chambre correctionnelle (le Monde des 16, 19 mars, 26 avril 1974 et daté 13-14 avril 1975).

Dans la nuit du 26 au 27 février 1971, au cours de la campagne des élections municipales

CORRESPONDANCE

A propos de l'escroquerie au crédit de Grenoble

L'association professionnelle des établissements financiers nous a adressé le communiqué suivant :

L'article paru dans le Monde daté du 2 mai, sous le titre « Des magistrats et des escrocs », rapportent leur soutien à plusieurs centaines de personnes victimes d'une vaste escroquerie au crédit, à met en cause les sociétés de crédit qui poursuivraient actuellement des débiteurs malheureux de Grenoble, victimes des agissements de la Société Maritane, spécialisée dans la commercialisation des meubles et articles ménagers.

Les sociétés de crédit, membres de l'association, ont pour politique, dans des cas de ce type, de ne pas poursuivre les débiteurs de bonne foi qui n'auraient pas reçu livraison des matériels commandés.

Cette attitude est d'ailleurs conforme aux recommandations de l'association, qui déplore que des organismes de caution, non membres de son organisation, puissent avoir une attitude différente.

Quatre gardiens de la maison d'arrêt de Nice. MM. François Calatraba, Jean Katarayevsk, François Depigny et Marcel Guglielmi, ont été condamnés, mercredi 30 avril, par la 6^e chambre correctionnelle de Nice à quatre mois d'emprisonnement avec sursis chacun pour corruption.

Il leur était reproché d'avoir fait entrer irrégulièrement dans les locaux pénitentiaires alcool, correspondance et objets divers (le Monde du 18 avril).

de Puteaux, M. Salah Kaced, un des colporteurs d'affiches au service de M. Georges Dardet, sénateur socialiste des Hauts-de-Seine, avait été tué d'une balle de 9 millimètres par un des membres des équipes des partisans de M. Charles Ceccaldi-Raynaud, maître sortant, élu avec l'appui de l'U.D.R.

Pour avoir atteint de plusieurs coups de feu des partisans de M. Dardet, lors d'un autre affrontement que celui au cours duquel fut tué M. Kaced quelques instants plus tard, l'un des prévenus, M. Pierre Debrossard, déclaré coupable de coups et blessures volontaires et violences avec arme, avait été condamné par le tribunal à trois ans d'emprisonnement. La cour d'appel, confirmant les conclusions qu'avait développées M. Bessard, avocat général, s'est déclarée incompétente à cet égard, car elle estime qu'il s'agissait en réalité de tentatives de meurtre relevant de la cour d'assises. La cour d'appel a renvoyé la cause du prévenu devant la chambre d'accusation.

Cette juridiction a fait les faits imputés à M. Debrossard peuvent être effacés par la loi d'amnistie du 18 juillet 1974.

Autres modifications des condamnations de première instance : quinze mois d'emprisonnement avec sursis à M. Antoine Pasquini et Serge Cella, au lieu de quinze mois dont douze avec sursis ; de son côté, M. Jean Olivier bénéficie de l'amnistie, alors qu'il avait été condamné par le tribunal à dix-huit mois d'emprisonnement dont quinze avec sursis.

La plupart des peines cependant sont confirmées pour infraction à la « loi anticasseurs », en particulier les deux ans d'emprisonnement de M. Antoine Gianni, Marcel Bensadoun et Antoine Canonici, les quinze mois d'emprisonnement avec sursis de M. Jean-Claude Fernand et les treize mois d'emprisonnement avec sursis de M. Pierre Lesage.

D'autre part, la cour déclare M. Ceccaldi-Raynaud civilement responsable de ceux de ses partisans qui sont condamnés à indemniser les parties civiles. C'est lui notamment qui devra verser 201 443 francs à la veuve de M. Kaced. Les magistrats constatent qu'il a signé les déclarations des prévenus et celles de M. Ceccaldi-Raynaud, celui-ci exerçant son autorité sur les hommes de son équipe en leur donnant des instructions à l'occasion de ces expéditions nocturnes.

A Paris

UNE QUINZAINE DE NÉGOCIANTS EN VIN (OU VINAIGRE) ONT ÉTÉ INCUPLÉS D'INFRACTIONS DOUANIÈRES.

Un trafic international sur les vins, dans lequel sont impliqués une quinzaine de personnes, et remontant à 1971, a suscité l'ouverture d'une information pour infractions douanières confiée à M. Louis Gonde, premier juge d'instruction à Paris : du faux « vin italien », bénéficiant à ce titre des tarifs préférentiels communautaires, avait été importé en France, en provenance des caves de la société Vinidock, d'Anvers, gérées par les frères Michel et Euripide Anagnostopoulos. Ce produit avait été fabriqué grâce à des « mariages » mariages mais répréhensibles — conseillés par M. Claude Bouvet, dit Bouvet-Thury, oenologue, directeur technique d'une société de Lausanne, par fermentation de moûts vulgaires et grecs non vinifiables.

Ont été inculpés mais laissés en liberté, avec M. Bouvet, des négociants des vins et vinaigres : M. Paul Grémieux, président de la Saprin, de Marseille ; Bernard Dagoussat, de Gentilly (Val-de-Marne) ; François Boiron, gérant de la Sélection des vins de la Loire ; Pierre Ramel, de Meximieux (Ain) ; Jean Beckmann, de Seclin (Nord) ; Louis Puchs, président des Vinaigreries et vinaigres d'Alsace ; Jacques Klein, de Nancy ; Guy Chastenet, de Bordeaux ; ainsi que Mme Chantrel Murgat, présidente de la fabrique de jus de fruits Sodiko, et M. Roger Thomas, de Rouen.

M. Bouvet est détenu pour un autre trafic, sur mandat de M. André Fontaine, autre juge d'instruction parisien, à côté de quatre inculpés libres. Il s'agit du traitement, dans une « cuisine » de la région parisienne, d'un vin léger du Midi, tirant 8-5, « revigoré » à 12 ou 15° grâce à du sucre glissé par une porte secrète aménagée dans un mur d'une confiserie contiguë.

Adoucisseurs d'eau : relapse de M. Wilkinson en appel. — Poursuite pour publicité mensongère, M. Wilkinson, fabricant d'adoucisseurs d'eau, assisté de M. Weil-Curiel, a été relaxé par la troisième chambre de la cour d'appel de Paris. En première instance, la deuxième chambre correctionnelle avait infligé le 14 octobre au prévenu trois mois d'emprisonnement avec sursis, et 400 000 F d'amende, tenant rigueur à celui-ci d'avoir dénoncé, dans sa publicité, les prétendus méfaits de l'eau calcaire. La cour estime que, dans un tel domaine scientifique controversé, M. Wilkinson ne peut être considéré comme ayant agi de mauvaise foi.

5.6.7.8.9.10 MAI

PRIX
EXCEPTIONNELS

UNE SEMAINE DE PRIX-CHOC, SUR 7 NIVEAUX, A TOUS LES ÉTAGES, UN VASTE CHOIX D'ARTICLES SÉLECTIONNÉS POUR LEUR EXCEPTIONNEL RAPPORT QUALITÉ/PRIX, ALORS... VENEZ-VITE, EN PROFITER!

LA FEMME

ROBE polo, manches courtes, en coton polynosique imprimé.

80 F

JUPE imprimée, coton sur fond bleu ou vert.

50 F

Deux modèles de ROBES en tricotéon imprimé. Fond ivoire.

170 F

PULL acrylique manches courtes. Rayures marine et blanc, glacier et blanc ou amande et blanc.

30 F

GILET long acrylique, sans manches. Blanc cassé.

45 F

ENSEMBLE SLIP et SOUTIEN-GORGE fermeture devant. Polyamide. Chair, blanc, pacific ou fard.

25 F

NUIT courte, polyester et coton imprimé.

25 F

SLIP mousse polyamide.

3 F

KIMONO polyamide imprimé.

80 F

LA JEUNE FILLE

TEE-SHIRT en éponge, velours, beige, saumon, amande, bleu, marron ou noir.

45 F

ENSEMBLE JUPE et TEE-SHIRT en coton délavé. Kaki ou bleu.

125 F

ACCESSOIRES

CARRÉ pongée, soie imprimée.

13 F

ÉCHARPE twill, soie imprimée.

25 F

ESPADRILLE fantaisie couleur, talon compensé.

45 F

COLLANT mousse 15 D

2,50 F

L'ENFANT

TEE-SHIRT coton M.C. Nombreux coloris. Du 6 au 16 ans.

9 F

ROBE BAIN DE SOLEIL en polyester et coton imprimé.

12 F

LA MAISON

CRÉTONNE imprimée, dessin "liberty", largeur 130.

10 F

Le m 10 F

DÉCORS de fenêtre, coton imprimé, orange ou bleu, doublé de satinette coton, la paire avec embrasses, hauteur 280.

200 F

NATTES mais importées de Chine,

45x75

28 F

75x135

75 F

SPÉCIMEN HAMADAN point noué main, pure laine, fabriqué en IRAN, taille approximative 100x200.

1.200 F

ASSIETTE faïence décorée. Plate ou creuse.

2 F

SERVICE à FONDUE.

100 F

SERVICE 5 CASSEROLES émaillées.

115 F

CUISINE PAR ÉLÉMENTS SEPARÉS, à suspendre ou à poser, façade en pin naturel, porte à larnelles, ferrures noires, plan de travail pin d'Orégon brillant, télement

1 Porte 40x70x35.

210 F

LA TABLE

340 F

LE BANC

180 F

LA CHAISE assortie.

100 F

AUX TROIS QUARTIERS

SPORTS

FOOTBALL

VAINQUEUR DE MARSEILLE (4 A 1)

Saint-Etienne termine sa saison en champion

Saint-Etienne. — Ravivée par l'affaire Bereta et par l'insécurité qui subsistait à trois journées de la fin du championnat, la rivalité entre l'Association sportive de Saint-Etienne et l'Olympique de Marseille (O.M.) était peut-être plus vive que jamais pour la rencontre qui opposait les deux équipes le 3 mai. Le chômage technique de l'équipe Peugeot locale, les menaces qui pèsent sur l'emploi dans la région, les fréquentes et onéreuses sollicitations avec les matches de Coupe d'Europe n'avaient pas empêché plus de trente-sept mille spectateurs, dont trois mille ou quatre mille marseillais, de venir au stade Geoffroy-Guichard.

De cette rivalité exacerbée entre deux villes si différentes par leur aspect et leur population, mais si proches par leur passion commune pour leur équipe de football bâtie à leur image, il pouvait naître la meilleure ou la pire des choses : une rencontre entre deux formations ambitieuses et désireuses de démontrer leurs possibilités ou un affrontement entre joueurs rendus nerveux par l'enjeu du match et le châtiment ambiant.

Pour les Stéphanois, qui l'on dit fatigués et quelque peu envahis par le doute après leur constat d'inefficacité face au Bayern de Munich, comme pour les Marseillais, qui ont perdu l'espoir de mener à bien leur folle course poursuivie en championnat et le désir de ménager leurs forces pour les ultimes rencontres de Coupe de France, le coup de sifflet initial de l'arbitre fut heureusement une libération. Dès cet instant, il était évident pour les spectateurs que les deux équipes avaient choisi de se livrer sans réserve et de faire de leur match le sommet tant attendu de la compétition.

Recevoir les actions d'éclat et les occasions de but pour mieux les relater équivalait dès lors, pour les infortunés journalistes, à se couper du spectacle tant celui-ci était permanent. Dans le premier quart d'heure, Charrier, le gardien de but marseillais, par deux fois, et Curkovic, son homologue stéphanois, une fois, eurent même le bonheur de se retrouver sur la trajectoire du ballon sur des tirs à bout portant.

L'impressionnante maîtrise collective des Stéphanois, les plus surs du cyclisme français, se manifesta tout d'abord par l'acharnement rageur de Bereta, l'hémine des huées de ses anciens supporters, par le stoïcisme dans la tempête de Trésor, appliqué à col-

Aux slogans scandés en chœur par une foule passionnée contre l'ancien capitaine stéphanois (« Bereta, trahison ! ») ou contre le président marseillais (« Méric, salaud, le peuple aura ta peau ! »), on mesurait toute cette rancœur accumulée depuis plusieurs années contre le club phocéen, coupable de débaucher régulièrement les meilleurs Stéphanois : Boquien, Curru, Kéna et Bereta. Dès lors, ce combat entre l'O.M.-Hercule et l'Association sportive de Saint-Etienne, qui, telle l'Hydre de Lerne, doit, pour survivre, former constamment de nouveaux joueurs, prenait pour le public des accents de croisade pour la défense d'une certaine idée du football professionnel.

De notre envoyé spécial

mater toutes les brèches de sa défense, et par les coups de pied de la tête de Christian Sarramagna, l'oublié de la Coupe d'Europe, de raviver les regrets de ses supporters. Tel un pur-sang lancé dans une course d'obstacles, il partait de ses propres 18 mètres, parcourait tout le terrain avant de centrer au goal sans fébrilité, sous le coup d'un tir, la marque d'une grande équipe, qui a sans doute livré sur son terrain le meilleur match de sa saison.

Le but de la révolte

C'est d'ailleurs Paulo Cesar qui provoqua le premier coup de théâtre à la 17^e minute quand, au prix d'une belle détente, il repila de la tête un centre de Zvonkovic. Loin de les abattre, ce but provoqua chez les Stéphanois un sentiment de révolte et d'injustice. Sarramagna, qui effectuait enfin sa rentrée dans l'attaque stéphanoise, expédiait une repêche volée sur la barre transversale. Mais l'égalisation ne survint qu'à la 25^e minute, après un remarquable travail préparatoire de Synaghe, Patrick Revell devant la sortie de Charrier.

Comme deux boxeurs qui auraient recherché le K.O. d'entrée sans y parvenir, les deux formations s'épuisèrent le bout de la mi-temps. Mais ce calme était de ceux qui précèdent les pires tempêtes. Dès la reprise du jeu les vagues d'assaut des Stéphanois se faisaient plus menaçantes. Un rush collectif provoqua un invraisemblable cafouillage devant les buts de Charrier, à la minute, et profitait à Christian Lopez, ce jeune arrière central qui prend, au fil des instants, une assurance de vieux briscard.

Deux minutes plus tard, Jean-Michel Larqué, ce capitaine si lucide, profitait d'un élan trop généreux des Marseillais pour s'emparer de la balle dans le rond central, s'avancer au cœur de la défense adverse, feinter Martin

Trésor et marquer de près de vingt minutes un but exceptionnel. Trois minutes encore, et c'était au tour de Christian Sarramagna, l'oublié de la Coupe d'Europe, de raviver les regrets de ses supporters. Tel un pur-sang lancé dans une course d'obstacles, il partait de ses propres 18 mètres, parcourait tout le terrain avant de centrer au goal sans fébrilité, sous le coup d'un tir, la marque d'une grande équipe, qui a sans doute livré sur son terrain le meilleur match de sa saison.

Trois buts en cinq minutes. Saint-Etienne avait gagné un grand champion, et les Marseillais perdus leurs dernières illusions. Avec quatre points d'avance et deux matches de retard à disputer sur leur terrain devant Nice et Bastia, les Stéphanois pouvaient, à deux journées de la fin du championnat, effectuer le tour d'honneur réclamé par le public et célébrer ainsi, par avance leur huitième titre national.

GÉRARD ALBOUY.

GYMNASTIQUE

UNE CHAMPIONNE DE TREIZE ANS

Une nouvelle championne vient de faire son apparition sur la scène internationale. Elle a treize ans. Le 4 mai à Sten (Norvège), Nadia Comaneci a, en effet, apporté à la Roumanie un titre que l'on croyait devoir rester soviétique, celui de championne d'Europe.

Nul ne se souciait, avant que ne commençât ces championnats, de ce petit bout de femme pointu à peine 38 kilos, et qui prétendait se mesurer à des vedettes aussi confirmées que la championne olympique Ludmila Turichina. Cette dernière n'a pu prendre que la quatrième place au concours général. C'est une nouvelle concurrente soviétique, Nelli Kim, dix-huit ans, qui a pris la deuxième place, l'Allemande de l'Est Annelore Zinke étant troisième.

On se souvient qu'aux Jeux olympiques de Munich, en 1972, les spectateurs avaient été subjugués par la jeunesse de la petite prodige soviétique Olga Korbut, qui avait alors quatorze ans. Mais celle-ci n'a jamais pu remporter de titre dans les concours internationaux. A chaque fois, il lui fallait céder la place à Ludmila Turichina.

C'est donc Nadia Comaneci qui aura fait perdre sa couronne à celle qui, depuis trois ans, régnait sur la gymnastique féminine. Il est vrai qu'Olga Korbut ne participait pas à ces derniers championnats d'Europe : elle s'entraîne dans le plus grand secret afin de réaliser un programme entièrement nouveau aux Jeux olympiques de 1976. Elle aura alors dix-huit ans.

ÉQUITATION

AU CONCOURS INTERNATIONAL DE ROME L'Italie prophète en son pays

De notre envoyé spécial

Rome. — La Coupe des nations, épreuve reine du concours hippique international officiel de Rome, s'est disputée, samedi 3 mai, au stade de la ville, bise excitée dans l'attente. On doit donc à cette compétition une relation spéciale. Nous nous en acquitterons — pourquoi le nier — le cœur serré, la guillotine n'ayant cessé d'opérer dans l'équipe de France composée du commandant Pierre Durand, de Marcel Bazier, d'Hubert Parot et de Michel Roche.

Les trois premiers cités ont à leur actif une longue expérience internationale et des victoires flatteuses, le quatrième, sans vouloir lui causer aucune peine, ni diminuer ses mérites, doit surtout sa sélection à la position d'un des chevaux les plus prestigieux de notre élevage. L'impartialité, toutefois, appelle la commentaire. Les poings fermés sur un paquet de rênes tendues à bloc conviennent peut-être parfaitement à cet animal éruptif par excès de générosité. En équitation, comprendre qui pourra, certaines caboches acceptent plus volontiers les caresses que les aristes au toucher délicat.

Cette parenthèse, à l'intention des « bons amis » de M. Roche, qui se comptent surtout parmi la piétaille. Le Prix des nations, épreuve en deux manches, doit-on le rappeler, se court en additionnant les fautes — inévitables à ce niveau de difficulté — des trois meilleurs cavaliers de chaque équipe (qui est composée de quatre membres). Piazza di Siena, six nations ont pris le départ : Italie, France, Grande-Bretagne, République fédérale allemande, Irlande, Belgique. Mais, avant le premier galop, voyons la piste. Sa beauté frappait d'admiration l'émateur. Jamais nous n'avions vu rassemblés, sur une pelouse promise

aux grands chocs, d'aussi merveilleux coloris, le commissaire responsable ayant eu marier en artiste consommé les tons les plus chauds avec les plus nuancés, chaque obstacle doté de son caractère propre, tout en demeurant très classique.

Les subtilités du parcours

Sur le plan technique, « le tour », effectué à pied, ne semblait pas a priori, poser de sérieux problèmes, les quatorze obstacles, dont un double et un triple, soit dix-sept sauts au total, ayant plutôt bonne figure. En somme, rien qui puisse donner la chair de poule aux plus émotifs. Mais, en examinant de plus près le tracé et ses méandres, d'apparence trompeusement anodine, la personnalité du chef de piste se dessinait progressivement et apparaissait dans toute sa subtilité latente. Un mot vient à l'esprit, un mot du théâtre italien, appliqué à un personnage énigmatique : « Il feint de feindre afin de mieux dissimuler ». Traduction libre et prosaïque d'un concurrent belge après mûre réflexion : « Il y a là deux ou trois petites vacheries qui ne me plaisent guère ».

L'Italie, sur son terrain, et en pareille circonstance, se devait de triompher et elle n'y manqua point grâce à ses trois champions nimbés de victoires olympiques, Piero d'Inzeo, qui donna une nouvelle fois la mesure de son immense talent par un double « sans faute », Graziano Mancinelli, et Vittorio Orlandi, le chevalier à la triste figure et au style irréprochable. La Grande-Bretagne suivit, représentée par quatre jeunes galliards fonçant des arrières, brique au poing, un couteau entre les dents.

Quarante-huit points de pénalisation

A la troisième place, au point d'Allemagne de l'Ouest, avec pour chef de file le maître à sauter Hans Gunther Winkler. L'Irlande, la France, la Belgique fermaient la marche.

Deux chiffres valent tous les commentaires : l'Italie a quitté la piste, avec huit points de pénalisation ; la France en accusait quarante-huit. Il arrive aux meilleurs, aux plus forts, d'avoir des défaillances inexplicables. Il s'agit, ici, de bien autre chose. Les fautes accumulées par les cavaliers français sur la rivière, leur accusateur public en place de Sienna, sont de celles qui se comprennent mal, nul obstacle ne se rapprochant plus intimement de la nature qu'un ruisseau généralement franchi d'un bond joyeux et sans bavure par tout cheval digne de ce nom. Nos cracks ne paraissent pas avoir sur le sujet la même opinion. La rivière leur procure une délicieuse occasion de se rafraîchir les pieds entre deux efforts gigantesques. Comment leur faire passer cette fâcheuse habitude ?

Un vœu d'ordre purement esthétique pour finir : que les membres de l'équipe de France abandonnent vite et fort, et pour toujours, la tunique bleue de France et rubis, taillée à leur mesure, au frais de la fédération. Il serait étonnant qu'entre Saint-Raphaël et Menton, un palcos ne s'en rendit point acquiescent pour le service de son personnel.

ROLAND MERLIN.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

L'Américain John Pospel a amélioré le record du 4^e mile du lancer de balle, resté dix-huit ans entre Avignon, Cannes et Toulon.

Automobilisme

MILLE KILOMÈTRES DES SPA (ramenés à 150 kilomètres à cause du mauvais temps). 1. Pospel (Bel) 10 min 33 sec. 2. Pospel (Bel) 10 min 33 sec. 3. Pospel (Bel) 10 min 33 sec. 4. Pospel (Bel) 10 min 33 sec. 5. Pospel (Bel) 10 min 33 sec. 6. Pospel (Bel) 10 min 33 sec. 7. Pospel (Bel) 10 min 33 sec. 8. Pospel (Bel) 10 min 33 sec. 9. Pospel (Bel) 10 min 33 sec. 10. Pospel (Bel) 10 min 33 sec.

Cyclisme

En finale londonienne de la Coupe d'Angleterre, l'équipe de West-Ham a battu Fulham, un club de deuxième division, par 2 à 0.

Escrime

La Hongroise Illdiko Schauerberger a remporté le titre de championne du monde de la catégorie des épées, en battant la tchèque Jitka Sedláčková.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (trente-deuxième journée). 1. Saint-Etienne bat Marseille 4-1. 2. Nîmes bat Troyes 2-0. 3. Lille bat Reims 1-0. 4. Bastia bat Angers 1-0. 5. Sochaux bat Lyon 3-1. 6. Metz bat Nancy 2-0. 7. Strasbourg bat Bastia 3-2. 8. Nantes bat Lens 2-0. 9. Monaco bat Bordeaux 2-0. 10. Metz bat Nancy 2-0. 11. Troyes bat Angers 2-0. 12. Reims bat Bastia 2-0. 13. Sochaux bat Lyon 3-1. 14. Metz bat Nancy 2-0. 15. Strasbourg bat Bastia 3-2. 16. Nantes bat Lens 2-0. 17. Monaco bat Bordeaux 2-0. 18. Metz bat Nancy 2-0. 19. Troyes bat Angers 2-0. 20. Reims bat Bastia 2-0. 21. Sochaux bat Lyon 3-1. 22. Metz bat Nancy 2-0. 23. Strasbourg bat Bastia 3-2. 24. Nantes bat Lens 2-0. 25. Monaco bat Bordeaux 2-0. 26. Metz bat Nancy 2-0. 27. Troyes bat Angers 2-0. 28. Reims bat Bastia 2-0. 29. Sochaux bat Lyon 3-1. 30. Metz bat Nancy 2-0. 31. Strasbourg bat Bastia 3-2. 32. Nantes bat Lens 2-0. 33. Monaco bat Bordeaux 2-0. 34. Metz bat Nancy 2-0. 35. Troyes bat Angers 2-0. 36. Reims bat Bastia 2-0. 37. Sochaux bat Lyon 3-1. 38. Metz bat Nancy 2-0. 39. Strasbourg bat Bastia 3-2. 40. Nantes bat Lens 2-0. 41. Monaco bat Bordeaux 2-0. 42. Metz bat Nancy 2-0. 43. Troyes bat Angers 2-0. 44. Reims bat Bastia 2-0. 45. Sochaux bat Lyon 3-1. 46. Metz bat Nancy 2-0. 47. Strasbourg bat Bastia 3-2. 48. Nantes bat Lens 2-0. 49. Monaco bat Bordeaux 2-0. 50. Metz bat Nancy 2-0. 51. Troyes bat Angers 2-0. 52. Reims bat Bastia 2-0. 53. Sochaux bat Lyon 3-1. 54. Metz bat Nancy 2-0. 55. Strasbourg bat Bastia 3-2. 56. Nantes bat Lens 2-0. 57. Monaco bat Bordeaux 2-0. 58. Metz bat Nancy 2-0. 59. Troyes bat Angers 2-0. 60. Reims bat Bastia 2-0. 61. Sochaux bat Lyon 3-1. 62. Metz bat Nancy 2-0. 63. Strasbourg bat Bastia 3-2. 64. Nantes bat Lens 2-0. 65. Monaco bat Bordeaux 2-0. 66. Metz bat Nancy 2-0. 67. Troyes bat Angers 2-0. 68. Reims bat Bastia 2-0. 69. Sochaux bat Lyon 3-1. 70. Metz bat Nancy 2-0. 71. Strasbourg bat Bastia 3-2. 72. Nantes bat Lens 2-0. 73. Monaco bat Bordeaux 2-0. 74. Metz bat Nancy 2-0. 75. Troyes bat Angers 2-0. 76. Reims bat Bastia 2-0. 77. Sochaux bat Lyon 3-1. 78. Metz bat Nancy 2-0. 79. Strasbourg bat Bastia 3-2. 80. Nantes bat Lens 2-0. 81. Monaco bat Bordeaux 2-0. 82. Metz bat Nancy 2-0. 83. Troyes bat Angers 2-0. 84. Reims bat Bastia 2-0. 85. Sochaux bat Lyon 3-1. 86. Metz bat Nancy 2-0. 87. Strasbourg bat Bastia 3-2. 88. Nantes bat Lens 2-0. 89. Monaco bat Bordeaux 2-0. 90. Metz bat Nancy 2-0. 91. Troyes bat Angers 2-0. 92. Reims bat Bastia 2-0. 93. Sochaux bat Lyon 3-1. 94. Metz bat Nancy 2-0. 95. Strasbourg bat Bastia 3-2. 96. Nantes bat Lens 2-0. 97. Monaco bat Bordeaux 2-0. 98. Metz bat Nancy 2-0. 99. Troyes bat Angers 2-0. 100. Reims bat Bastia 2-0. 101. Sochaux bat Lyon 3-1. 102. Metz bat Nancy 2-0. 103. Strasbourg bat Bastia 3-2. 104. Nantes bat Lens 2-0. 105. Monaco bat Bordeaux 2-0. 106. Metz bat Nancy 2-0. 107. Troyes bat Angers 2-0. 108. Reims bat Bastia 2-0. 109. Sochaux bat Lyon 3-1. 110. Metz bat Nancy 2-0. 111. Strasbourg bat Bastia 3-2. 112. Nantes bat Lens 2-0. 113. Monaco bat Bordeaux 2-0. 114. Metz bat Nancy 2-0. 115. Troyes bat Angers 2-0. 116. Reims bat Bastia 2-0. 117. Sochaux bat Lyon 3-1. 118. Metz bat Nancy 2-0. 119. Strasbourg bat Bastia 3-2. 120. Nantes bat Lens 2-0. 121. Monaco bat Bordeaux 2-0. 122. Metz bat Nancy 2-0. 123. Troyes bat Angers 2-0. 124. Reims bat Bastia 2-0. 125. Sochaux bat Lyon 3-1. 126. Metz bat Nancy 2-0. 127. Strasbourg bat Bastia 3-2. 128. Nantes bat Lens 2-0. 129. Monaco bat Bordeaux 2-0. 130. Metz bat Nancy 2-0. 131. Troyes bat Angers 2-0. 132. Reims bat Bastia 2-0. 133. Sochaux bat Lyon 3-1. 134. Metz bat Nancy 2-0. 135. Strasbourg bat Bastia 3-2. 136. Nantes bat Lens 2-0. 137. Monaco bat Bordeaux 2-0. 138. Metz bat Nancy 2-0. 139. Troyes bat Angers 2-0. 140. Reims bat Bastia 2-0. 141. Sochaux bat Lyon 3-1. 142. Metz bat Nancy 2-0. 143. Strasbourg bat Bastia 3-2. 144. Nantes bat Lens 2-0. 145. Monaco bat Bordeaux 2-0. 146. Metz bat Nancy 2-0. 147. Troyes bat Angers 2-0. 148. Reims bat Bastia 2-0. 149. Sochaux bat Lyon 3-1. 150. Metz bat Nancy 2-0. 151. Strasbourg bat Bastia 3-2. 152. Nantes bat Lens 2-0. 153. Monaco bat Bordeaux 2-0. 154. Metz bat Nancy 2-0. 155. Troyes bat Angers 2-0. 156. Reims bat Bastia 2-0. 157. Sochaux bat Lyon 3-1. 158. Metz bat Nancy 2-0. 159. Strasbourg bat Bastia 3-2. 160. Nantes bat Lens 2-0. 161. Monaco bat Bordeaux 2-0. 162. Metz bat Nancy 2-0. 163. Troyes bat Angers 2-0. 164. Reims bat Bastia 2-0. 165. Sochaux bat Lyon 3-1. 166. Metz bat Nancy 2-0. 167. Strasbourg bat Bastia 3-2. 168. Nantes bat Lens 2-0. 169. Monaco bat Bordeaux 2-0. 170. Metz bat Nancy 2-0. 171. Troyes bat Angers 2-0. 172. Reims bat Bastia 2-0. 173. Sochaux bat Lyon 3-1. 174. Metz bat Nancy 2-0. 175. Strasbourg bat Bastia 3-2. 176. Nantes bat Lens 2-0. 177. Monaco bat Bordeaux 2-0. 178. Metz bat Nancy 2-0. 179. Troyes bat Angers 2-0. 180. Reims bat Bastia 2-0. 181. Sochaux bat Lyon 3-1. 182. Metz bat Nancy 2-0. 183. Strasbourg bat Bastia 3-2. 184. Nantes bat Lens 2-0. 185. Monaco bat Bordeaux 2-0. 186. Metz bat Nancy 2-0. 187. Troyes bat Angers 2-0. 188. Reims bat Bastia 2-0. 189. Sochaux bat Lyon 3-1. 190. Metz bat Nancy 2-0. 191. Strasbourg bat Bastia 3-2. 192. Nantes bat Lens 2-0. 193. Monaco bat Bordeaux 2-0. 194. Metz bat Nancy 2-0. 195. Troyes bat Angers 2-0. 196. Reims bat Bastia 2-0. 197. Sochaux bat Lyon 3-1. 198. Metz bat Nancy 2-0. 199. Strasbourg bat Bastia 3-2. 200. Nantes bat Lens 2-0. 201. Monaco bat Bordeaux 2-0. 202. Metz bat Nancy 2-0. 203. Troyes bat Angers 2-0. 204. Reims bat Bastia 2-0. 205. Sochaux bat Lyon 3-1. 206. Metz bat Nancy 2-0. 207. Strasbourg bat Bastia 3-2. 208. Nantes bat Lens 2-0. 209. Monaco bat Bordeaux 2-0. 210. Metz bat Nancy 2-0. 211. Troyes bat Angers 2-0. 212. Reims bat Bastia 2-0. 213. Sochaux bat Lyon 3-1. 214. Metz bat Nancy 2-0. 215. Strasbourg bat Bastia 3-2. 216. Nantes bat Lens 2-0. 217. Monaco bat Bordeaux 2-0. 218. Metz bat Nancy 2-0. 219. Troyes bat Angers 2-0. 220. Reims bat Bastia 2-0. 221. Sochaux bat Lyon 3-1. 222. Metz bat Nancy 2-0. 223. Strasbourg bat Bastia 3-2. 224. Nantes bat Lens 2-0. 225. Monaco bat Bordeaux 2-0. 226. Metz bat Nancy 2-0. 227. Troyes bat Angers 2-0. 228. Reims bat Bastia 2-0. 229. Sochaux bat Lyon 3-1. 230. Metz bat Nancy 2-0. 231. Strasbourg bat Bastia 3-2. 232. Nantes bat Lens 2-0. 233. Monaco bat Bordeaux 2-0. 234. Metz bat Nancy 2-0. 235. Troyes bat Angers 2-0. 236. Reims bat Bastia 2-0. 237. Sochaux bat Lyon 3-1. 238. Metz bat Nancy 2-0. 239. Strasbourg bat Bastia 3-2. 240. Nantes bat Lens 2-0. 241. Monaco bat Bordeaux 2-0. 242. Metz bat Nancy 2-0. 243. Troyes bat Angers 2-0. 244. Reims bat Bastia 2-0. 245. Sochaux bat Lyon 3-1. 246. Metz bat Nancy 2-0. 247. Strasbourg bat Bastia 3-2. 248. Nantes bat Lens 2-0. 249. Monaco bat Bordeaux 2-0. 250. Metz bat Nancy 2-0. 251. Troyes bat Angers 2-0. 252. Reims bat Bastia 2-0. 253. Sochaux bat Lyon 3-1. 254. Metz bat Nancy 2-0. 255. Strasbourg bat Bastia 3-2. 256. Nantes bat Lens 2-0. 257. Monaco bat Bordeaux 2-0. 258. Metz bat Nancy 2-0. 259. Troyes bat Angers 2-0. 260. Reims bat Bastia 2-0. 261. Sochaux bat Lyon 3-1. 262. Metz bat Nancy 2-0. 263. Strasbourg bat Bastia 3-2. 264. Nantes bat Lens 2-0. 265. Monaco bat Bordeaux 2-0. 266. Metz bat Nancy 2-0. 267. Troyes bat Angers 2-0. 268. Reims bat Bastia 2-0. 269. Sochaux bat Lyon 3-1. 270. Metz bat Nancy 2-0. 271. Strasbourg bat Bastia 3-2. 272. Nantes bat Lens 2-0. 273. Monaco bat Bordeaux 2-0. 274. Metz bat Nancy 2-0. 275. Troyes bat Angers 2-0. 276. Reims bat Bastia 2-0. 277. Sochaux bat Lyon 3-1. 278. Metz bat Nancy 2-0. 279. Strasbourg bat Bastia 3-2. 280. Nantes bat Lens 2-0. 281. Monaco bat Bordeaux 2-0. 282. Metz bat Nancy 2-0. 283. Troyes bat Angers 2-0. 284. Reims bat Bastia 2-0. 285. Sochaux bat Lyon 3-1. 286. Metz bat Nancy 2-0. 287. Strasbourg bat Bastia 3-2. 288. Nantes bat Lens 2-0. 289. Monaco bat Bordeaux 2-0. 290. Metz bat Nancy 2-0. 291. Troyes bat Angers 2-0. 292. Reims bat Bastia 2-0. 293. Sochaux bat Lyon 3-1. 294. Metz bat Nancy 2-0. 295. Strasbourg bat Bastia 3-2. 296. Nantes bat Lens 2-0. 297. Monaco bat Bordeaux 2-0. 298. Metz bat Nancy 2-0. 299. Troyes bat Angers 2-0. 300. Reims bat Bastia 2-0. 301. Sochaux bat Lyon 3-1. 302. Metz bat Nancy 2-0. 303. Strasbourg bat Bastia 3-2. 304. Nantes bat Lens 2-0. 305. Monaco bat Bordeaux 2-0. 306. Metz bat Nancy 2-0. 307. Troyes bat Angers 2-0. 308. Reims bat Bastia 2-0. 309. Sochaux bat Lyon 3-1. 310. Metz bat Nancy 2-0. 311. Strasbourg bat Bastia 3-2. 312. Nantes bat Lens 2-0. 313. Monaco bat Bordeaux 2-0. 314. Metz bat Nancy 2-0. 315. Troyes bat Angers 2-0. 316. Reims bat Bastia 2-0. 317. Sochaux bat Lyon 3-1. 318. Metz bat Nancy 2-0. 319. Strasbourg bat Bastia 3-2. 320. Nantes bat Lens 2-0. 321. Monaco bat Bordeaux 2-0. 322. Metz bat Nancy 2-0. 323. Troyes bat Angers 2-0. 324. Reims bat Bastia 2-0. 325. Sochaux bat Lyon 3-1. 326. Metz bat Nancy 2-0. 327. Strasbourg bat Bastia 3-2. 328. Nantes bat Lens 2-0. 329. Monaco bat Bordeaux 2-0. 330. Metz bat Nancy 2-0. 331. Troyes bat Angers 2-0. 332. Reims bat Bastia 2-0. 333. Sochaux bat Lyon 3-1. 334. Metz bat Nancy 2-0. 335. Strasbourg bat Bastia 3-2. 336. Nantes bat Lens 2-0. 337. Monaco bat Bordeaux 2-0. 338. Metz bat Nancy 2-0. 339. Troyes bat Angers 2-0. 340. Reims bat Bastia 2-0. 341. Sochaux bat Lyon 3-1. 342. Metz bat Nancy 2-0. 343. Strasbourg bat Bastia 3-2. 344. Nantes bat Lens 2-0. 345. Monaco bat Bordeaux 2-0. 346. Metz bat Nancy 2-0. 347. Troyes bat Angers 2-0. 348. Reims bat Bastia 2-0. 349. Sochaux bat Lyon 3-1. 350. Metz bat Nancy 2-0. 351. Strasbourg bat Bastia 3-2. 352. Nantes bat Lens 2-0. 353. Monaco bat Bordeaux 2-0. 354. Metz bat Nancy 2-0. 355. Troyes bat Angers 2-0. 356. Reims bat Bastia 2-0. 357. Sochaux bat Lyon 3-1. 358. Metz bat Nancy 2-0. 359. Strasbourg bat Bastia 3-2. 360. Nantes bat Lens 2-0. 361. Monaco bat Bordeaux 2-0. 362. Metz bat Nancy 2-0. 363. Troyes bat Angers 2-0. 364. Reims bat Bastia 2-0. 365. Sochaux bat Lyon 3-1. 366. Metz bat Nancy 2-0. 367. Strasbourg bat Bastia 3-2. 368. Nantes bat Lens 2-0. 369. Monaco bat Bordeaux 2-0. 370. Metz bat Nancy 2-0. 371. Troyes bat Angers 2-0. 372. Reims bat Bastia 2-0. 373. Sochaux bat Lyon 3-1. 374. Metz bat Nancy 2-0. 375. Strasbourg bat Bastia 3-2. 376. Nantes bat Lens 2-0. 377. Monaco bat Bordeaux 2-0. 378. Metz bat Nancy 2-0. 379. Troyes bat Angers 2-0. 380. Reims bat Bastia 2-0. 381. Sochaux bat Lyon 3-1. 382. Metz bat Nancy 2-0. 383. Strasbourg bat Bastia 3-2. 384. Nantes bat Lens 2-0. 385. Monaco bat Bordeaux 2-0. 386. Metz bat Nancy 2-0. 387. Troyes bat Angers 2-0. 388. Reims bat Bastia 2-0. 389. Sochaux bat Lyon 3-1. 390. Metz bat Nancy 2-0. 391. Strasbourg bat Bastia 3-2. 392. Nantes bat Lens 2-0. 393. Monaco bat Bordeaux 2-0. 394. Metz bat Nancy 2-0. 395. Troyes bat Angers 2-0. 396. Reims bat Bastia 2-0. 397. Sochaux bat Lyon 3-1. 398. Metz bat Nancy 2-0. 399. Strasbourg bat Bastia 3-2. 400. Nantes bat Lens 2-0. 401. Monaco bat Bordeaux 2-0. 402. Metz bat Nancy 2-0. 403. Troyes bat Angers 2-0. 404. Reims bat Bastia 2-0. 405. Sochaux bat Lyon 3-1. 406. Metz bat Nancy 2-0. 407. Strasbourg bat Bastia 3-2. 408. Nantes bat Lens 2-0. 409. Monaco bat Bordeaux 2-0. 410. Metz bat Nancy 2-0. 411. Troyes bat Angers 2-0. 412. Reims bat Bastia 2-0. 413. Sochaux bat Lyon 3-1. 414. Metz bat Nancy 2-0. 415. Strasbourg bat Bastia 3-2. 416. Nantes bat Lens 2-0. 417. Monaco bat Bordeaux 2-0. 418. Metz bat Nancy 2-0. 419. Troyes bat Angers 2-0. 420. Reims bat Bastia 2-0. 421. Sochaux bat Lyon 3-1. 422. Metz bat Nancy 2-0. 423. Strasbourg bat Bastia 3-2. 424. Nantes bat Lens 2-0. 425. Monaco bat Bordeaux 2-0. 426. Metz bat Nancy 2-0. 427. Troyes bat Angers 2-0. 428. Reims bat Bastia 2-0. 429. Sochaux bat Lyon 3-1. 430. Metz bat Nancy 2-0. 431. Strasbourg bat Bastia 3-2. 432. Nantes bat Lens 2-0. 433. Monaco bat Bordeaux 2-0. 434. Metz bat Nancy 2-0. 435. Troyes bat Angers 2-0. 436. Reims bat Bastia 2-0. 437. Sochaux bat Lyon 3-1. 438. Metz bat Nancy 2-0. 439. Strasbourg bat Bastia 3-2. 440. Nantes bat Lens 2-0. 441. Monaco bat Bordeaux 2-0. 442. Metz bat Nancy 2-0. 443. Troyes bat Angers 2-0. 444. Reims bat Bastia 2-0. 445. Sochaux bat Lyon 3-1. 446. Metz bat Nancy 2-0. 447. Strasbourg bat Bastia 3-2. 448. Nantes bat Lens 2-0. 449. Monaco bat Bordeaux 2-0. 450. Metz bat Nancy 2-0. 451. Troyes bat Angers 2-0. 452. Reims bat Bastia 2-0. 453. Sochaux bat Lyon 3-1. 454. Metz bat Nancy 2-0. 455. Strasbourg bat Bastia 3-2. 456. Nantes bat Lens 2-0. 457. Monaco bat Bordeaux 2-0. 458. Metz bat Nancy 2-0. 459. Troyes bat Angers 2-0. 460. Reims bat Bastia 2-0. 461. Sochaux bat Lyon 3-1. 462. Metz bat Nancy 2-0. 463. Strasbourg bat Bastia 3-2. 464. Nantes bat Lens 2-0. 465. Monaco bat Bordeaux 2-0. 466. Metz bat Nancy 2-0. 467. Troyes bat Angers 2-0. 468. Reims bat Bastia 2-0. 469. Sochaux bat Lyon 3-1. 470. Metz bat Nancy 2-0. 471. Strasbourg bat Bastia 3-2. 472. Nantes bat Lens 2-0. 473. Monaco bat Bordeaux 2-0. 474. Metz bat Nancy 2-0. 475. Troyes bat Angers 2-0. 476. Reims bat Bastia 2-0. 477. Sochaux bat Lyon 3-1. 478. Metz bat Nancy 2-0. 479. Strasbourg bat Bastia 3-2. 480. Nantes bat Lens 2-0. 481. Monaco bat Bordeaux 2-0. 482. Metz bat Nancy 2-0. 483. Troyes bat Angers 2-0. 484. Reims bat Bastia 2-0. 485. Sochaux bat Lyon 3-1. 486. Metz bat Nancy 2-0. 487. Strasbourg bat Bastia 3-2. 488. Nantes bat Lens 2-0. 489. Monaco bat Bordeaux 2-0. 490. Metz bat Nancy 2-0. 491. Troyes bat Angers 2-0. 492. Reims bat Bastia 2-0. 493. Sochaux bat Lyon 3-1. 494. Metz bat Nancy 2-0. 495. Strasbourg bat Bastia 3-2. 496. Nantes bat Lens 2-0. 497. Monaco bat Bordeaux 2-0. 498. Metz bat Nancy 2-0. 499. Troyes bat Angers 2-0. 500. Reims bat Bastia 2-0. 501. Sochaux bat Lyon 3-1. 502. Metz bat Nancy 2-0. 503. Strasbourg bat Bastia 3-2. 504. Nantes bat Lens 2-0. 505. Monaco bat Bordeaux 2-0. 506. Metz bat Nancy 2-0. 507. Troyes bat Angers 2-0. 508. Reims bat Bastia 2-0. 509. Sochaux bat Lyon 3-1. 510. Metz bat Nancy 2-0. 511. Strasbourg bat Bastia 3-2. 512. Nantes bat Lens 2-0. 513. Monaco bat Bordeaux 2-0. 514. Metz bat Nancy 2-0. 515. Troyes bat Angers 2-0. 516. Reims bat Bastia 2-0. 517. Sochaux bat Lyon 3-1. 518. Metz bat Nancy 2-0. 51

« **LES JOURS GRIS** », d'Iraj Azimi

28 avril 1975
L'INDUSTRIE DU RERAFFINAGE

Lundi 5 mai

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La Page	La Page T.E.
Offres d'emploi "places encadrées"	34,00	39,70
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,08
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La Page	La Page T.E.
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,08
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	28,00	26,85

emplois internationaux

Afrique Noire

Groupe de Sociétés spécialisé dans la distribution de matériels et fournitures pour l'industrie, le bâtiment, les T.P. et l'automobile

Le RESPONSABLE de sa FILIALE au GABON

CE POSTE EXIGE :

- Une domination réelle de la gestion des stocks ;
- Une expérience approfondie des problèmes de trésorerie ;
- Un tempérament d'animateur commercial prouvé par réussite antérieure dans activité similaire.

Adresser curriculum vitae et prétentions à n° 6.359, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Pour sa filiale de CASABLANCA
Importante Société Française de
charpente - chaudronnerie

INGÉNIEURS (A.M. OU ASSIMILÉS)

1^{er} pour poste CHIEF DE FABRICATION

Le poste requerrait un candidat ayant la pratique effective de :

- fabrications en atelier de :
- charpentes classiques treillis ;
- charpentes lourdes avec profile de commerce ou recouverts ;
- chaudronnerie plane ou cintrée avec assemblage par soudure automatique ou semi-automatique ;
- préparation, bureau des méthodes, tenue des plannings ;
- gestion du personnel d'exécution (150 personnes) ;
- surveillance et contrôle des achats

2^{er} pour poste CHIEF DE BUREAU D'ETUDES

- responsabilité (10 personnes) des études, de l'élaboration des devis et du suivi des affaires ;
- établissement et contrôle des plans d'exécution ;
- plusieurs années d'expérience dans une fonction similaire sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions N° 55 PUBLICITEES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

FILIALE AU NIGERIA D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS recherche

cadre administratif

Attaché au Directeur financier, il sera responsable des opérations d'importation : relations avec les transitaires, les banquiers, les organismes locaux.

Formation supérieure, expérience de 2 à 3 années en comptabilité banque, commerce extérieur.

Anglais impératif. Ecrire avec CV sous référence CALEN (à mentionner sur l'enveloppe) à

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS



Tyès dynamique SOCIÉTÉ FRANÇAISE Leader dans les techniques et matériels d'exploitation des richesses sous-marines, recherche

Pour ses TRAVAUX OFFSHORE et ses CHANTIERS à l'étranger

INGÉNIEURS T.P.

- quelques années d'expérience minimum en construction Béton armé, Béton précontraint et Génie Civil, acquise dans l'Entreprise, Bureau des Méthodes et Bureau de Contrôle.
- Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions s/ réf. 505 à C.G. DORIS 33/35 Boulevard de la Gare - 75015 PARIS.

Nous sommes une des principales firmes internationales de conseil de gestion, et recherchons un

SENIOR MANAGEMENT CONSULTANT

pour notre bureau de Bruxelles

- Le candidat que nous recherchons, âgé de 32 ans minimum, devra être bilingue Français-Anglais (Néerlandais un avantage), et posséder :
- une formation universitaire complétée par un MBA ;
- un excellent sens des contacts à haut niveau ;
- cinq ans d'expérience de conseil ;
- une pratique diversifiée de la gestion d'entreprises.

NOUS LUI OFFRONS :

- la possibilité d'être un des hommes-clés d'un bureau appelé à un grand développement ;
- une grande autonomie au sein d'un groupe international important ;
- une rémunération de départ qui sera fonction de l'expérience du candidat, et une croissance liée à celle du bureau.

Env. C.V. et prêt. à No 5017 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, q.tr. Toutes les candidatures seront examinées confidentiellement.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

recherche

pour sa Direction INFORMATIQUE

INGÉNIEURS INFORMATIENS
INGÉNIEURS MATHÉMATIENS
TITULAIRES DE D.E.S.
ou MAÎTRISE MATHÉMATIQUE
ou PHYSIQUE
DIPLOMÉS EN SCIENCES ÉCONOMIQUES

Formation complémentaire assurée en ALGÈRE et à l'ÉTRANGER

Possibilité de promotion
Rémunération intéressante
Nationalité ALGÉRIENNE exigée

Ecrire à SNIC

Direction Informatique
4-6, boulevard Mohamed-V
ALGER

CADRE Technico-cial. POUR RÉGION SUD-OUEST (TOULOUSE)

pour leader national composants électriques et électroniques professionnels.

Le candidat devra :

- posséder une expérience technique de plusieurs années ;
- être prêt à se déplacer fréquemment ;
- être bien INTRODUIT auprès des CONSTRUCTEURS et LABORATOIRES de la branche ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE.

Résider à TOULOUSE ou dans les environs.

Env.C.V., photo et prêt s/ réf. 6025 à Pierre LICHOU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cédez 02 qui transmettra.

LEADER EUROPÉEN
DANS LE DIAGNOSTIC AUTOMOBILE
recherche pour une de ses usines
« 45 km du MANS »

Un TECHNICIEN SUPÉRIEUR en ÉLECTRONIQUE

pour assister le Chef de Production dans l'INDUSTRIALISATION des produits.

Le candidat sera titulaire d'un BTS en électronique (ou équivalent) et pourra justifier de 3 ans d'expérience industrielle.

Env. C.V. manuscrite + photo + prêt. à n° 6.359, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

La Société (600 personnes, 73 M de C.A. H.T.) leader européen des stratifiés industriels possède des filiales européennes et des associés internationaux.

Elle recherche pour son Directeur Commercial un Adjoint axé sur les aspects prospectifs de la fonction commerciale, y compris les implications financières qu'elle comporte.

Le poste convient à un cadre de plus de 30 ans de formation HEC, SUP DE CO, ESSEC, avec complément en gestion financière.

Anglais indispensable, allemand souhaité.

La rémunération ne sera pas inférieure à 90.000F l'an de travail à NANCY.

26 Rue Marbeuf 75008 Paris

vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande

référence 316M4

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE Région Nord

recrute

— un ASSISTANT en gestion :

expérience de l'industrie (A.G.I.), intéressé par les problèmes du COMMERCE EXTÉRIEUR

— un ASSISTANT en gestion :

expérience du commerce et des problèmes de DISTRIBUTION (A.T.C.)

— un ASSISTANT en gestion :

désireux de s'orienter vers la FORMATION dans le domaine du Commerce et de la DISTRIBUTION

— Age : 20 ans minimum.

— Niveau de formation supérieur ou solide expérience équivalente.

— Rémunération en fonction des compétences.

— Travail intéressant au sein d'une équipe en plein développement.

Envoyer C.V. manuscrite, photo et prétentions au N° 2478, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75221 PARIS (8^e).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ, RÉGION CENTRE

recherche POUR SON DÉPARTEMENT CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES

PROJETEUR CALCULATEUR EXPÉRIMENTÉ

CHARGÉ D'AFFAIRES

Ad. C.V., photo et prêt. à « Pro-Publicité » (n° 11) 81, rue Lecourbe, 75015 PARIS, qui transmettra.

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL recherche pour son Usine de TOURAINE

TRAFFIC MANAGER

Connaissances demandées :
— Transports routiers, maritimes et SNCF
— Gestion Stocks et Inventaires

Adresser C.V. manuscrite, photo et prétentions sous No 6255 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.



AÉRONAUTIQUE - ESPACE - PHYSIQUE
BIOLOGIE - MÉDECINE - INFORMATIQUE
recherche

pour diriger son agence FRANCE-SUD située à Lyon

DIRECTEUR D'AGENCE

(30 ans minimum)

chargé de :

- la promotion et la vente de matériels de haute technologie (médecine, biologie, physique nucléaire, mini-instrumentation) ;
- l'animation et du contrôle d'une équipe de vendeurs et d'une équipe de techniciens d'après-vente.

BONNE D'EXPERIENCE, vous avez déjà exercé des responsabilités similaires et répondez aux critères suivants :

- Formation technique supérieure ;
- Forte personnalité, dynamique et ambitieuse ;
- Aptitudes au commandement ;
- Disponibilité pour déplacements en France.

La rémunération comporte un fixe + intéressement au chiffre d'affaires.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant référence annonce n° 584 à Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

La DÉLÉGATION NORD de

SODETEG ENGINEERING

Implantée au cœur de la Ville Nouvelle de LILLE

recherche dans le cadre de ses activités régionales et pour des affaires à l'exportation :

INGÉNIEUR CHIEF DE PROJETS

• Dipl. Grandes Ecoles Génie Civil.

• Au moins 10 ans exp. dans la coordination et la réalisation de bâtiments.

• Respons. de la conduite de projets tous corps d'état et de la conception d'es lots Génie Civil.

INGÉNIEUR DE PROJETS ÉLECTRICIEN

• Diplômé Gdes Ecoles Électricité.

• De 5 à 10 ans d'exp. courants faibles et forts, ascenseurs.

• Responsable des lots Électricité dans les affaires qui lui seront confiées.

Les candidats intéressés doivent adresser leur curriculum vitae, prêt et photo, à :

SODETEG - ENGINEERING, Sac Postal 16 - 59630 VILLENEUVE-D'ASCQ.

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE DE STRASBOURG

recherche

UN INGÉNIEUR D'INDUSTRIALISATION

Ce responsable sera chargé de l'étude approfondie de l'industrialisation de produits dans le domaine des télécommunications. Rattaché à la Direction des Fabrications, il pourra être chargé de la réalisation des prototypes, en liaison directe avec les services techniques. Une formation d'ingénieur Electronicien ainsi qu'une expérience dans le domaine du matériel informatique seraient souhaitées.

Le candidat retenu aura une expérience dans le domaine de l'industrialisation de production en série.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous N° 720.780 : HAVAS STRASBOURG.

Important Groupe Financier région RÔUEN, moderne et dynamique, recherche

INGÉNIEURS DEBUTANTS

diplômés grande école, (Centrale, A et M, Mines...). De réelles possibilités de carrière sont offertes aux candidats ayant l'esprit ouvert aux techniques modernes de gestion financière et possédant le goût de l'animation d'équipes d'hommes.

Adresser C.V. + photo + prétentions sous réf. AL 117/M à :

2, rue de la Paix 75002 Paris



pepprim
Conseil en ressources humaines

	La ligne	La ligne L.E.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placarde encadrée"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne L.E.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	28,85



emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE FORGES ET MÉCANIQUE

USINES REGION VALENCIENNES

*recherche

CONTROLEUR DE GESTION

directeur rattaché au Président-Directeur Général.

- minimum 30 ans ;
- bonnes connaissances de comptabilité générale ;
- ayant été formé à l'école du contrôle budgétaire en coûts directs par un emploi effectif d'au moins 2 années dans la filiale française d'un groupe industriel ;
- esprit de synthèse pratique allié à un solide bon sens.

Poste bien rémunéré avec opportunité de réalisations concrètes soutenues par le Conseil d'Administration.

Adresser candidature avec C.V. en précisant date de disponibilité et niveau de rémunération à :
n° 802, PUBLICITES REUNIES,
112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.
Discrét. absolue et réponse sous huitaine garantie.

NANTES

Centre traitement informatique d'un groupement bancaire équipé de CYBER 72 CONTROL DATA avec mise en place prochaine de télétraitement recherche

2 ANALYSTES

Responsables de Projets

- ILS DOIVENT AVOIR :
- Une formation de niveau supérieur (mathématiques ou sciences économiques) ;
 - Une solide expérience de la conception et de la mise en place de systèmes de gestion informatique ;
 - Une bonne connaissance du COBOL.
- Il leur sera confié la conduite intégrale de diverses applications de gestion depuis la définition des objectifs et l'analyse fonctionnelle jusqu'à la mise en exploitation.

Intéressantes perspectives d'évolution vers les problèmes d'organisation.

Adr. C.V. photo et présent. sous référence ME 1,
Ordre Conseil en Recrutement
18, RUE AUBER, 75009 PARIS.

IMPORTANTES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES DU BAS-RHIN

recherche

UN AGENT TECHNIQUE PRINCIPAL

Celui-ci dépendra de la Direction des Fabrications. Dans le cadre de l'industrialisation de nouveaux produits. Dans le domaine des télécommunications, il aura la responsabilité de la conception et de la réalisation des moyens de test final de sous-ensembles ou d'ensembles élaborés faisant appel à l'informatique. Une expérience acquise dans le domaine du matériel informatique est souhaitée.

Envoyer curriculum vitae détaillé avec présentations sous le numéro 720.731, à HAVAS STRASBOURG.

MANUFACTURE ILLICIE CONTRE DE LA FRANCE, recherche pour assurer direction atelier

COLLABORATEUR
connaissant bien matières premières de services (papier, divers) et leurs traitements. Ecrire HAVAS n° 6254.

UN CHERCHEUR

titulaire d'un D.E.A. d'informatique ou d'un diplôme d'ingénieur, et ait deux ou trois ans d'expérience en informatique ou en informatique industrielle. Ce chercheur sera affecté à l'élaboration d'un programme de formation à l'usage de la VHS. Env. C.V. à : S.I.A. Service du Personnel, 8, P. 57135, LE CHESNAY.

STATION DE CHATEL

recherche
DIRECTEUR
OFFICE DU TOURISME
Expérience touristique et savoir-faire nécessaire. Adr. C.V. man. photo et présent. à :
OFFICE DU TOURISME
7206 CHATEL.

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

Intéressé par problèmes d'aménagement urbain. Formation complémentaire dans le domaine économique souhaitée. Chef d'entreprise, il assurera la coordination des études réalisées par une équipe d'architectes et la perspective commerciale de la réalisation.

Age souhaité : 35 ans minimum. Libre immédiatement. Env. C.V. photo et présentations à :
n° 6255 - CONTESSÉ PUBL.,
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

ORGANISME REGIONAL

situé d'une cité de l'Est, recherche un
ECONOMISTE
Niveau minimum exigé : Licence Sciences Économiques. Ecr. n° 6256 « Le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9.

taxation manager

A worldwide manufacturing and marketing company employing 4300 people in France offers an outstanding career opportunity to a high caliber taxation specialist for employment in its Paris headquarters.

- This person will :
- Formulate and recommend company tax policies.
 - Advise on tax statutes and implications of developments in tax law and practice.
 - Prepare estimates of tax provisions and reserves for the company.
 - Recommend accounting adjustments for the determination of tax liabilities.
 - Provide advice and assistance to company activities in all taxation matters.

The candidate is university graduate in business administration or similar, should have minimum of five years of experience in such matters, should be bilingual in English and French.

Please send a resume and salary expectation under ref. No 6411 to CONTESSÉ Publ., 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, which will transmit.

LA DIRECTION FINANCIERE D'UN IMPORTANT GROUPE D'ETABLISSEMENTS FINANCIERS

recherche

POUR SON SERVICE

ANALYSES ET ETUDES FINANCIERES

Un collaborateur (trice) pour seconder le responsable dont les missions principales sont :

- La mise en place du budget et de la comptabilité analytique.
- Les études prévisionnelles.

PROFIL

Le candidat devra présenter les caractéristiques suivantes :

- 26 ans minimum
- Ecoles de Commerce (HEC - ESSEC - Sup. de Co. etc.)
- Le DECS serait un avantage certain
- Mini 2 ans d'activité professionnelle de préférence dans une banque ou un établissement financier avec à possible une expérience spécifique des domaines analytiques et budgétaires.
- Bon contact (en raison des relations multiples qu'il sera nécessaire de nouer dans toute la société).
- Goût et sûreté dans le maniement des chiffres
- Imagination et méthodes

Envoyer C.V. photo et présentations sous N° 2370 B à S.E.D. PUBLICITE, 17, r. de la Libération, 92010 Vincennes - qui transmettra

Un important Producteur Européen de Produits Chimiques et matières plastiques cherche à renforcer son organisation sur le marché français. Il voudrait donc engager les personnes suivantes :

AGENCE DE LYON

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

ayant 3 à 5 ans d'expérience dans la vente des matières plastiques, si possible sur la région Rhône-Alpes.

- Pourrait justifier d'une formation technique sur des produits tels que les polyoléfiniques, le P.V.C. ou les matériaux techniques.
- Devrait être apte à prendre, après une période probatoire, la responsabilité de l'agence de Lyon.
- Age minimum : 30 ans.

SIÈGE SOCIAL A PARIS

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

ayant pour principale fonction de visiter les transformateurs de matériaux techniques.

- Possédant une connaissance technique de ce type de matériaux de 3 à 5 ans combinée avec une aptitude aux négociations commerciales.
- Age minimum : 28 ans.

Nous offrons pour ces deux postes un training de préparation à nos produits dans nos laboratoires européens et dans les services parisiens de la Société.

De bonnes notions d'anglais sont nécessaires. Une maîtrise de français, ainsi que tous les avantages sociaux habituels, sont accordés.

Ecrire avec C.V., salaire actuel, prétentions et photo, sous la réf. 4347, à Pierre LICHOU S.A., 10, rue de Valenciennes, 75011 PARIS, qui assurera DISCRETION TOTALE ASSURÉE.

INGENIEURS ASSURANCE QUALITE DES CENTRALES NUCLEAIRES A L'EXPORTATION

Vous avez une expérience de quelques années de la vie industrielle que vous avez acquise dans les domaines de la fabrication, de bureau d'études ou du technico-commercial. Vous souhaitez aujourd'hui évoluer vers un domaine neuf.

Nous vous proposons de valoriser vos connaissances dans l'Agence Qualité Nucléaire. Votre mission : assister aux tournées d'inspection des centrales d'exportation et de réaliser à toutes les étapes de la vie d'un produit, des études à l'exploitation. Puis en contrôler l'application pour garantir la fiabilité des composants en fonction des impératifs de qualité les plus sévères. Une fonction impliquant donc de nombreux contacts et déplacements et demandant une maîtrise de l'anglais.

REF. M34

FRAMATOME

Service
Emploi/Orientation

Tour FIAT 19 - 92884 Paris Défense Cédex 16

responsable de service juridique

Importante Société de Produits Chimiques 1400 personnes, 2 unités de production, Filiale d'un Groupe Multinationnel nous vous proposons un poste dans notre direction administrative et financière.

Vous apporterez une assistance juridique aux différents services de la Société dans les domaines suivants : contrats, marques, publicité, renseignements, législation sur les prix, conventions, droit des Sociétés.

Vous assurerez les liaisons avec les administrations et cabinets extérieurs.

Ce poste conviendrait à un licencié en Droit ayant une première expérience professionnelle dans une entreprise ou un cabinet.

La pratique de l'Allemand sera appréciée. Envoyer C.V. et rémunération souhaitée s.s. réf. M. 839 à Henkel France DRH BP 119, 92950 Bagneux.

Henkel

RESPONSABLE COMMERCIAL

Electroménager

à haut niveau

\$5.000 +

Résidence Paris ou Boulogne

Ce poste à l'avenir brillant est offert à un homme dynamique

30 ANS MINIMUM
DIPLOME ECOLE DE COMMERCE
Anglais courant.

- Un Meneur d'Hommes qui sait déléguer aussi bien que décider par lui-même.
- Un Gestionnaire qui se sent responsable de son budget.
- Un Négociateur qui sait vendre et négocier à tous les niveaux.
- Un Homme de Terrain (3-5 ans) qui depuis l'exercice des responsabilités.
- Un Formateur qui accepte d'être formé à l'étranger comme en France.

C.V. manuscrit - photo à No 5788 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, q.v.

L'état-major administratif et financier d'une importante Entreprise Française de TRAVAUX PUBLICS SPÉCIALISÉS (renom international) recherche :

JEUNE COLLABORATEUR

Formation ESSEC - ESCP ou équivalent

Quelques notions de comptabilité et de gestion sont indispensables. Il devra avoir marqué son goût pour la branche comptable par des stages appropriés au cours de ses études et par l'acquisition au niveau du D.E.C.

Il est prévu des séjours à l'étranger au début de carrière.

ANGLAIS COURANT NECESSAIRE
SECONDE LANGUE SOUHAITEE
Quartier MONCEAU

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à n° 6258, cabinet leconte, 4, rue André Cautet, PARIS-17



Important producteur de polyéthylène établi en Belgique recherche pour son bureau de Paris

SALES MANAGER POLYÉTHYLENE

Responsable ventes et promotion produits de la Société sur le Marché Français

- formation supérieure, technique ou commerciale ;
- personnalité dynamique ;
- solide expérience vente, si possible connaissance matières plastiques ;
- pratique courante de l'anglais parlé et écrit indispensable.

Adresser C.V. + photo à :
M.A. J. KOLB, Sales Director U.S.I. EUROPE N.V., P.O. Box 828 2000 ANTWERPEN (Belgique).

CEGEDUR PEGHNEY PREMIER TRANSFORMATEUR EUROPÉEN D'ALUMINIUM

recherche pour son Département Bâtiment à Paris

UN CHEF DE MARCHÉ

Le Poste sera confié à un Homme allant à la conquête de nouveaux marchés techniques et professionnels, second œuvre, des capacités en matière d'analyse de marché et de développement de produits nouveaux.

Evolution de carrière ultérieure intéressante pour candidat de valeur.

Adresser demande manuscrite avec C.V. et photo sous le numéro 6314 à CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS - Cédex 01, qui assurera DISCRETION TOTALE ASSURÉE.

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL recherche pour son Siège Social PARIS

CHEF SERVICE

COMMANDES - FACTURATION

Poste rattaché à la Direction Commerciale. Adresser C.V. manuscrit, photo et présentations sous No 6256 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

هناك الامم

	La ligne	La ligne T.R.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	30,70
Offres d'emploi "Placards encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	30,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.R.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE MACHINES AGRICOLES
recherche son
DIRECTEUR COMMERCIAL
120/130.000 F./AN
35 ANS MINIMUM :
Sérieuse expérience commerciale nécessaire dans l'un des domaines suivants :
— Machines agricoles.
— Matériel T.P.
— Véhicules.
Résidence Paris. Réf. GFC 397

ENTREPRISE DE MÉCANIQUE
recherche son
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DU PERSONNEL
120/130.000 F./AN
40 ANS MINIMUM
Chargé de la gestion du personnel (700 personnes dont 800 ouvriers) et de la supervision des questions Achats - Comptabilité - Budgets - Informatique.
Alternance nécessaire.
Résidence région Est. Réf. GFC 398

Écrire en précisant référence à la : Division Recherche d'Hommes Nouveaux
GFC
GROUPEMENT FRANÇAIS DE CONSEILS
103, rue de la Pompe - 75116 PARIS
Discrétion et réponse assurées.

Pour faire face à son expansion
Leader Européen
en biens de consommation industrielle

PROMOTEUR DE VENTES
sur Région Parisienne
30 ans minimum

Qualités requises :
— Personnalité dynamique ;
— Formation Ingénieur ;
— Expérience de vente produits industriels.

Offre :
— Salaire élevé. Statut de cadre ;
— Participation importante aux fruits de l'expansion ;
— Formation assurée sur le produit de la société.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à
CEPI
75001 PARIS.

PS Conseil
SOCIÉTÉ DE SERVICE PARIS

Une des premières Sociétés de sa branche, recherche dans le cadre de son expansion sur le plan national,

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Sous l'autorité du Directeur Général, il sera pleinement responsable de toutes les opérations administratives et comptables, permettant de faciliter l'expansion et la vente des produits de l'entreprise. En plus des services comptables, et du contrôle de gestion, il sera chargé de l'information, de l'organisation, des procédures administratives, et des services généraux. Il aura pour mission de constituer le centre de gestion administrative et comptable, ayant les meilleures performances sur la place en matière de coût, de rapidité, et de qualité du service. Il devra adapter la fonction, et notamment le système d'information, au rythme de croissance exceptionnelle de la Société. Ce poste convient à un candidat de formation supérieure, ayant une expérience personnelle ou d'encadrement dans chacun des domaines cités dans la fonction, et ayant prouvé son sens de l'initiative et son dynamisme, en réalisant des réorganisations administratives et comptables, dans un milieu d'agences de vente. La rémunération sera fonction de l'expérience et des responsabilités présentées par le candidat.

Adresser C.V. sous réf. **B-54711M à PS CONSEIL**
3, rue Bellini - 75182 Paris Cedex 16
qui transmettra

ATE
Filiale d'un Groupe très important spécialisé dans l'étude et la fabrication de haute technologie, proche industrie Sud-Ouest cherche dans le cadre de son développement

2 INGENIEURS ELECTRONICIENS
DIPLOMES

Le premier a une expérience de 2 à 3 ans des études de faisabilité, de définition de matériels électroniques industriels ou militaires et/ou en particulier appareils de mesure et conversion d'énergie petites et moyennes puissances. (M. 02/00)

Le second est confirmé dans la conception et la mise au point de circuits de base électronique ou de systèmes de simulation de matériels militaires. (M. 02/03/M)

Les candidats intéressés qui ont une bonne connaissance de la langue anglaise envoient leur dossier de candidature sous référence correspondante à :

Elisabeth FRENCH
137, avenue Mozart
75018 Paris

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ de Biens de consommation
recherche :
INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU
(X, Centrale, Mines, etc.)
Ayant occupé un poste important tel que Directeur d'une grande usine ou Directeur de la production d'une entreprise de moyenne importance, et disposant par conséquent d'une expérience industrielle approfondie.
Après une période de stages, le candidat sera appelé à un poste de haute responsabilité dans la Direction de Production de cette Société.
Ce poste convient à un candidat âgé au minimum d'environ 35 ans.
La rémunération sera fixée en fonction de la compétence et des qualités du candidat.
Écrire avec C.V. détaillé, n° 6.299, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE L'ILE-DE-FRANCE

RECHERCHE POUR SON Département ORGANISATION

2 collaborateurs

chargés d'études et de mise en application de procédures administratives Crédit.

Les postes exigent une expérience d'environ 2 ans en organisation administrative.

Le salaire annuel de début ne sera pas inférieur à 45 000 Frs. Position CADRE.

Promotion possible tant au sein du Département que dans l'entreprise.

Envoyer CV détaillé et photo au Service Recrutement, C.R.C.A.M. Ile-de-France, 26 quai de la Rapée 75012 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE
fabrique un matériel de pointe (moyennes séries) branche électro-mécanique recherche pour usine située proche périphérie PARIS

RESPONSABLE METHODES ET INDUSTRIALISATION

Ce poste pourrait convenir à un INGENIEUR diplômé âgé d'au moins 35 ans ayant une expérience confirmée des méthodes de fabrication petites ou moyennes séries mécanique, électrique et électronique.

Env. en adr. C.V., photo et présent. à n° 6.154, CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr. DISCRETION ASSURÉE.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE MATÉRIEL DE BUREAU
RECHERCHE

POUR USINE PARIS EST (300 personnes)

DIRECTEUR TECHNIQUE

Formation A.M. - Centrale ou équivalent. EXPÉRIENCE SOUHAITÉE

• Usinage petite mécanique

• Moulage petite et moyenne séries

QUALITÉS DEMANDÉES :

• Esprit d'initiative

• Animation et coordination de l'équipe de cadres

• Efficacité dans la gestion des différents ateliers.

Le candidat sera intégré étroitement dans l'équipe dirigeante.

Envoyer C.V. sous n° 24887 B à EDITIONS BLEU PUBLICITE

17, rue Lebel - 94500 VINCENNES qui trans.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche pour son siège BANLIEUE SUD

CADRE 26 ans minimum

FORMATION SUPÉRIEURE, pour poste initial

ATTACHÉ DIRECTION FINANCIÈRE

Expérience comptable et fiscale et connaissance de l'anglais indispensable.

Adr. C.V. et prétentions à M. Clément CASTEX, COMPAGNIE GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE, 8, rue Galvani - 91301 MASSY.

ELF AQUITAINE
recherche
JEUNES CADRES ET INGENIEURS
financiers, juristes, économistes
dégagés des obligations militaires - connaissant l'anglais, pour des emplois dynamiques impliquant en cours de carrière des séjours à l'étranger.
Adresser C.V. et prétentions à No 5940 CONTEXTE Publicité 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

GRANDE BANQUE PRIVÉE
recherche pour zone européenne

UN CADRE (Junior)

• De formation économique ou commerciale supérieure ;
• Ayant une bonne expérience des problèmes de trésorerie et de crédit des grandes Sociétés Internationales ;
• Capable d'entretenir relations et développer affaires avec correspondants bancaires et Sociétés étrangères en Europe ;
• Connaissance de l'Allemand et de l'Anglais indispensables.

Le poste à pourvoir basé à Paris comporte des possibilités réelles de développement personnel en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. à n° 6.153, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS, cédex 01.

UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS
recherche pour son service des budgets et de l'analyse de gestion

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE

30 ans minimum
Formation grande école ou équivalent + perfectionnement à la gestion.

Plusieurs années d'expérience de l'analyse de gestion, conception et fonctionnement de systèmes d'information de Direction Générale. Pratique courante de la langue anglaise.

Adr. dossier de candidature à N° 4225 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

PHILIPS
Cadre Financier

Vous êtes un jeune cadre diplômé grande école commerciale Sciences Po ou Doctorat Sciences Eco, ayant deux ans d'expérience financière ou bancaire.

Nous vous proposons de passer 1 à 2 ans dans un département de gestion budgétaire ou d'information, afin de préparer votre évolution de carrière ou sein des services financiers de notre groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 338,

Département de Personnel 20, avenue Montaigne, 75008 PARIS.

Importante Société de distribution de Matériel Électrique en gros recherche pour Nord de Paris

chef d'agence

Ingénieur, Bachelier-Violier-Sudria ou équivalent dans son Technico-Commercial

2 à 3 ans d'expérience de gestion autonome d'un centre de profits dans la distribution.

Pour informations complémentaires écrire sous référence 2301 A à SYNTHÈSES Conseil/PR

25, rue la Boétie, 75008 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES À SAINT-DENIS
recherche

UN INGENIEUR FORMATION ARTS ET METIERS OU EQUIVALENT

• Possédant qualités d'organisateur, et de méthodes, esprit de synthèse et sens du commandement pour diriger

SERVICE DEVIS

• Connaissances approfondies des installations diesel.

• Age minimum : 40 ans.

Rest. d'entrepr. - Prox. Gare SNCF et autobus.

Écrire avec C.V. détaillé sous le numéro 4.375, SPERAR, 12, r. J.-Jaurès, 92887 FUTEAUX, qui tr.

Très important établissement spécialisé dans le financement de l'immobilier
recherche son
Responsable des participations

dans des programmes de promotion immobilière.

Les fonctions seront :
• La sélection de projets immobiliers et leur mise au point avec les promoteurs.

• La constitution des "tours de table".

• La gestion de ces participations.

Les candidats susceptibles d'être retenus devront :
• être âgés de 35 ans au moins.

• être diplômés d'une Grande École (HEC - ESSEC - IEP + DROIT).

• avoir une solide expérience de la promotion immobilière notamment dans le domaine financier.

• savoir animer une équipe de collaborateurs.

• avoir le goût des contacts et de réelles qualités de négociateur.

• avoir le sens de la décision.

Adresser c.v. détaillé, photo et prétentions sous réf. 36412 à Havas Contact 156 bd Haussmann, 75008 Paris.

LES PARFUMS LANVIN
recherche pour formation au poste

d'INSPECTEUR INTERNATIONAL

Basé à PARIS.

Océbataire, minimum 24 ans, absolument bilingue anglais.

Diplômes E.S.C.P. ou E.S.S.E.C. souhaitables.

Le candidat doit assurer plusieurs années de FOLLOW-UP, clientèle directe : détaillants et D.P.S. comportant multiples voyages à l'étranger.

Entretien prévu à PARIS entre le 15 et le 21 mai, sur convocation, après étude C.V. et lettre manuscrite à adresser à :

Mme L. BLOAS

2, rue de Suresnes - 92000 NANTERRE

Photo soignée. Indiquer date de disponibilité et fourchette prétentions.

DISCRETION ASSURÉE.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche à PARIS

cadre comptable

responsable d'un service comptable de recouvrement des créances sur l'étranger.

Connaissance approfondie des mécanismes bancaires internationaux (réglementation des changes, du marché des devises...) de la comptabilité générale.

Relations avec clientèle banques, déplacements fréquents à l'étranger.

Anglais, arabe courants impératifs.

Écrire avec CV sous référence CAMET (à mentionner sur l'enveloppe) à

EMPLOIS - CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

GROUPE MULTINATIONAL D'ENGINEERING ET DE CONSTRUCTION
Bâtiments industriels et administratifs

recrute pour son département Engineering, section Conditionnement d'air - Chauffage - Ventilation :

UN INGENIEUR

diplômé ou niveau Arts et Métiers, ayant quelques années d'expérience.

Adresser lettre avec CV et photo au : Service du Personnel,

BP 58 - 78140 Vélizy-Villacoublay.

AUSTIN EUROPE S.A.
Engineering and Construction

Jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur Commercial,

RANK XEROX vous propose de débiter votre carrière par LA VENTE.

Votre dynamisme et votre capacité de travail vous assureront un niveau de rémunération élevé. Les structures ouvertes de la Société permettront aux meilleurs une évolution rapide.

Des postes sont actuellement à pourvoir à PARIS et sa région et dans les départements suivants : 47, 54, 55, 57, 59, 62, 64, 67, 68.

Merci d'écrire sous réf. V 49 à Gilles LELOUVER Service Recrutement

RANK XEROX BP 63 93802 Aubry-sous-Bois

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés"		
minimum 16 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER	25,00	29,19
Achat-Vente-Location	30,00	35,08
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	23,00	26,55
(chaque vendredi)		

offres d'emploi

CHEF COMPTABLE

● Pour le Département MOYEURS des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Denis.

● Après une phase d'intégration comme Adjoint au titulaire actuel, le candidat se verra confier peu à peu la totalité du Service (50 personnes). Aux responsabilités classiques (comptabilité générale, analytique, clients, fournisseurs, informatique), s'ajoutent les problèmes des échanges internationaux (prédominance à l'exportation).

● Il est requis : - l'expérience comptable ou équivalente, - une expérience confirmée en comptabilité export de produits industriels, - une personnalité forte et autonome, - la pratique courante de l'anglais.

● Des responsabilités et un salaire motivants au sein d'un Département leader européen.

Adresser un C.V. détaillé à Hervé LE BAUT sous référence 91161 C

BOSSARD SELECTION

12, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX

DIRECTEUR FINANCIER

Très important Groupe Français pour l'Europe de l'Est et l'Asie.

Dépendant directement du Directeur Général Adjoint, il prendra en charge l'ensemble des activités financières, comptables, administratives, fiscales et juridiques de la filiale, en outre il assurera les liaisons fonctionnelles avec le Directeur Financier du Groupe.

Ce poste ne peut convenir qu'à un homme d'expérience :

- 35 ans minimum ;
- parfaitement bilingue français-anglais ;
- de formation supérieure, type I.E.C., ESSEC, ESCP, ISEP, ou DSCG ;
- et si possible licencié en Droit ou à un expert comptable d'entreprise.

De plus, la connaissance des Droits Maritimes serait particulièrement appréciée.

La rémunération sera fonction de l'expérience, du candidat et sera inférieure à 120.000 F.

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo sous référence 924 à ALIX Publicité, 5, cité Pigalle, 75008 PARIS, sous référence n° 200-476.

HACHETTE

recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Il aura à assurer les tâches confiées généralement aux informaticiens :

- analyse logique ;
- recherche de solutions informatiques ;
- programmation ;
- tests des programmes.

Il aura une formation supérieure informatique, une connaissance des langages informatiques, P.L. 1 notamment et, si possible, une expérience dans un service similaire.

Salaire : 42.500 F par an.

Adresser C.V. détaillé à LIBRAIRIE HACHETTE, Service de l'emploi, 79, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS, sous référence n° 200-476.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

offres d'emploi

CHEF COMPTABLE

● Pour le Département MOYEURS des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Denis.

● Après une phase d'intégration comme Adjoint au titulaire actuel, le candidat se verra confier peu à peu la totalité du Service (50 personnes). Aux responsabilités classiques (comptabilité générale, analytique, clients, fournisseurs, informatique), s'ajoutent les problèmes des échanges internationaux (prédominance à l'exportation).

● Il est requis : - l'expérience comptable ou équivalente, - une expérience confirmée en comptabilité export de produits industriels, - une personnalité forte et autonome, - la pratique courante de l'anglais.

● Des responsabilités et un salaire motivants au sein d'un Département leader européen.

Adresser un C.V. détaillé à Hervé LE BAUT sous référence 91161 C

BOSSARD SELECTION

12, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX

DIRECTEUR FINANCIER

Très important Groupe Français pour l'Europe de l'Est et l'Asie.

Dépendant directement du Directeur Général Adjoint, il prendra en charge l'ensemble des activités financières, comptables, administratives, fiscales et juridiques de la filiale, en outre il assurera les liaisons fonctionnelles avec le Directeur Financier du Groupe.

Ce poste ne peut convenir qu'à un homme d'expérience :

- 35 ans minimum ;
- parfaitement bilingue français-anglais ;
- de formation supérieure, type I.E.C., ESSEC, ESCP, ISEP, ou DSCG ;
- et si possible licencié en Droit ou à un expert comptable d'entreprise.

De plus, la connaissance des Droits Maritimes serait particulièrement appréciée.

La rémunération sera fonction de l'expérience, du candidat et sera inférieure à 120.000 F.

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo sous référence 924 à ALIX Publicité, 5, cité Pigalle, 75008 PARIS, sous référence n° 200-476.

HACHETTE

recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Il aura à assurer les tâches confiées généralement aux informaticiens :

- analyse logique ;
- recherche de solutions informatiques ;
- programmation ;
- tests des programmes.

Il aura une formation supérieure informatique, une connaissance des langages informatiques, P.L. 1 notamment et, si possible, une expérience dans un service similaire.

Salaire : 42.500 F par an.

Adresser C.V. détaillé à LIBRAIRIE HACHETTE, Service de l'emploi, 79, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS, sous référence n° 200-476.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

offres d'emploi

CHEF COMPTABLE

● Pour le Département MOYEURS des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Denis.

● Après une phase d'intégration comme Adjoint au titulaire actuel, le candidat se verra confier peu à peu la totalité du Service (50 personnes). Aux responsabilités classiques (comptabilité générale, analytique, clients, fournisseurs, informatique), s'ajoutent les problèmes des échanges internationaux (prédominance à l'exportation).

● Il est requis : - l'expérience comptable ou équivalente, - une expérience confirmée en comptabilité export de produits industriels, - une personnalité forte et autonome, - la pratique courante de l'anglais.

● Des responsabilités et un salaire motivants au sein d'un Département leader européen.

Adresser un C.V. détaillé à Hervé LE BAUT sous référence 91161 C

BOSSARD SELECTION

12, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX

DIRECTEUR FINANCIER

Très important Groupe Français pour l'Europe de l'Est et l'Asie.

Dépendant directement du Directeur Général Adjoint, il prendra en charge l'ensemble des activités financières, comptables, administratives, fiscales et juridiques de la filiale, en outre il assurera les liaisons fonctionnelles avec le Directeur Financier du Groupe.

Ce poste ne peut convenir qu'à un homme d'expérience :

- 35 ans minimum ;
- parfaitement bilingue français-anglais ;
- de formation supérieure, type I.E.C., ESSEC, ESCP, ISEP, ou DSCG ;
- et si possible licencié en Droit ou à un expert comptable d'entreprise.

De plus, la connaissance des Droits Maritimes serait particulièrement appréciée.

La rémunération sera fonction de l'expérience, du candidat et sera inférieure à 120.000 F.

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo sous référence 924 à ALIX Publicité, 5, cité Pigalle, 75008 PARIS, sous référence n° 200-476.

HACHETTE

recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Il aura à assurer les tâches confiées généralement aux informaticiens :

- analyse logique ;
- recherche de solutions informatiques ;
- programmation ;
- tests des programmes.

Il aura une formation supérieure informatique, une connaissance des langages informatiques, P.L. 1 notamment et, si possible, une expérience dans un service similaire.

Salaire : 42.500 F par an.

Adresser C.V. détaillé à LIBRAIRIE HACHETTE, Service de l'emploi, 79, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS, sous référence n° 200-476.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN

(AM, I.C.A.M., E.C.A.M.)

Après 3 ans environ d'expérience professionnelle, avec C.V. ph. et prêt, à réf. 470 à T.E. C.S.P., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

THOMSON-CSF

DIVISION « FAISCEAU HERTZIENS »

recherche

offres d'emploi

CHEF COMPTABLE

● Pour le Département MOYEURS des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Denis.

● Après une phase d'intégration comme Adjoint au titulaire actuel, le candidat se verra confier peu à peu la totalité du Service (50 personnes). Aux responsabilités classiques (comptabilité générale, analytique, clients, fournisseurs, informatique), s'ajoutent les problèmes des échanges internationaux (prédominance à l'exportation).

● Il est requis : - l'expérience comptable ou équivalente, - une expérience confirmée en comptabilité export de produits industriels, - une personnalité forte et autonome, - la pratique courante de l'anglais.

● Des responsabilités et un salaire motivants au sein d'un Département leader européen.

Adresser un C.V. détaillé à Hervé LE BAUT sous référence 91161 C

BOSSARD SELECTION

La région parisienne

Circuler dans la capitale : un pari quotidien

SUR les quinze écrans du fond de la salle, les quarante-trois caméras disposées aux points sensibles de la capitale renvoient l'image d'un incroyable maélstrom : files de voitures immobilisées, carreaux enchevêtrés, sans oublier quatre alertes à l'incendie en une demi-heure, un accrochage sur le périphérique, porte de Saint-Ouen, et des travaux partout, notamment porte de Bercy, où des milliers de conducteurs retrouvent les joies du parcours du combattant. Et, pour couronner l'ensemble, une manifestation de chauffeurs de taxi au carrefour Marigny qui va paralyser les Champs-Élysées.

« Une soirée ordinaire », cependant, pour le commandant Maurice Petit, qui, du P.C. de circulation de la préfecture de police, va tenter, en ce jour de fin de semaine, de faire sortir de Paris les 1 200 000 voitures qui y sont entrées ce matin.

Pour comprendre le pari quotidien que représente la circulation dans la capitale, il faut rappeler quelques lois mathématiques. Sur une voirie qui peut supporter une circulation simultanée de 100 000 véhicules, on compte 2,4 millions de mouvements par jour. En 1969, alors que ce chiffre était inférieur de moitié, certains ne manquaient pas de prévoir l'imminence de la saturation totale du réseau : en fait, en onze ans, les distances parcourues quotidiennement sont passées de 8 millions à 16 millions de kilomètres. Cela au prix de nombreuses améliorations du réseau : ouverture du périphérique et de la voie express, équipement en feux des carrefours (776 sur 8 500), sens uniques (870 kilomètres de voies sur 1 250), matérialisation des voies de circulation. Aujourd'hui, cependant, toutes ressources épuisées, on ne peut plus espérer de grands progrès. Or, aux heures de pointe, les rues parisiennes « travaillent » effectivement à la limite de la saturation. Quelques chiffres édifiants : une voie moderne absorbe 2 000 véhicules à l'heure, une autre, 800. Lorsqu'un véhicule obstrue une file pendant une heure en un moment crucial, il retient donc

derrière lui, au moins, 3,5 kilomètres de voitures dans le second cas, et 10 kilomètres dans le premier.

Le conducteur de cette vieille Dauphine qu'un écran nous montre s'arrêtant dans le souterrain des Tuileries va provoquer, en dix minutes d'immobilisation, un retard impossible à compenser pour des centaines d'autres automobilistes. La voie express, qu'on disait faite pour 100 000 voitures par jour, en absorbe aujourd'hui jusqu'à 120 000 (record atteint cinq fois en octobre), et 9 000 à l'heure certains soirs (davantage qu'aucune autre autoroute en France).

Pour assurer sans encombre la transhumance bi-quotidienne du troupeau, le berger du poste de commandement compte sur ses chiens. Les chiens courants, d'abord : 32 voitures-ple, 120 cyclomoteurs, 50 motos-radio et les 1 300 hommes à pied des six compagnies de circulation qui, dans un Paris découpé en « camemberts », se relaient jour et nuit dans les rues, plus spécialement autour de 160 « points rouges » et « points bleus » qui sont souvent « noirs » pour l'usager.

Eux collent directement à l'événement, bien qu'ils n'agissent que sur ordre du commandement — qu'ils informent en permanence — afin d'éviter initiatives malheureuses ou déstabilisantes catastrophiques : l'an dernier, ils ont dû « composer » avec le « monstre » automobile et 109 manifestations, 592 services d'ordre, 212 réquisitions hippiques, 47 matches au Parc des Princes, et quelques dizaines d'incendies (62 plans d'intervention sont prévus et 850 établissements font l'objet de dispositions spéciales en cas de feu). D'où, en plus des permanences des « hommes en blanc » sur les carrefours (jour-nuit de six heures d'attente sans repos, 100 000 interventions de voitures-ple, 3 567 de cyclomoteurs, et 157 256 contraventions, s'ajoutant aux 115 435 mises par les 28 auxiliaires féminines chargées spécialement de la répression du stationnement gênant : enfin 48 019 mises en fourrière...

Boulevard de ceinture : 200 000 voitures par jour

Pour surveiller le circuit particulièrement agité du périphérique, il faut des « chiens sachant montrer les crocs ». Ce sont les « trafipax » : seize RS 5 à moteur Gordini équipées d'appareils photographiques qui « piègent » les contrevenants sans les arrêter, toujours dans le but de ne pas perturber la circulation. Le célèbre boulevard de ceinture draine en effet deux cent mille voitures par jour et le tiers du flux parisien (8 millions de kilomètres parcourus). Le moindre incident y prend des proportions gigantesques.

Un accrochage porte de la Chapelle à 8 heures est ressenti dans la demi-heure qui suit jusqu'à la porte de Châteaufort. Les excès de vitesse sont, certes, générateurs de tels accidents, mais aussi les changements de file intempestifs, le non-respect des lignes continues ou l'usage des voies de gauche par les poids lourds. Tout en participant à la régulation générale, les « trafipax » traquent donc particulièrement ces infractions. 10 954 procès-verbaux ont ainsi été dressés en 1974, en 743 000 kilomètres de courses.

chiffre finalement raisonnable qui s'explique par le fait que la seule vue, dans le rétroviseur, du feu noir et blanc surgissant soudainement suffit le plus souvent à rendre les conducteurs dociles et respectueux du code.

Enfin le plus redoutable de tous ces carnassiers, le chien d'arrêt : le cinéomètre. La préfecture de police en possède sept qu'on rencontre souvent le mercredi et pendant le week-end aux abords des bords afin d'inciter à la prudence envers les enfants : 7 347 279 véhicules contrôlés l'an dernier, 34 402 procès-verbaux, mais seulement 19 alcoolisés positifs (les buveurs ont le pied léger).

Et pourtant, malgré tous les dangers qui le guettent, le Parisien continue de faire confiance à sa voiture. Après une baisse de quelques mois consécutive à la hausse massive du prix de l'essence, le volume de la circulation a repris depuis octobre dernier son rythme d'augmentation de 10 % l'an. Le pari quotidien sera-t-il encore longtemps gagné ?

JAMES SARAZIN.

Derrière les idées, les réalités

Jeux de maquettes aux Halles

AU grand guignol des Halles, le rideau vient de tomber sur un acte qui n'est pas le dernier. Les architectes sont des marionnettes ; la finance et la politique tirent les ficelles.

Depuis plus de dix ans, les dirigeants politiques rêvent chacun à leur tour le centre de la capitale à leur image, vertical ou verdoyant, grandiose ou bon enfant. De temps en temps, ils offrent au peuple de Paris quelques maquettes et lui jettent en pâture quelques noms d'architectes. Trois petits tours et puis s'en vont. Tandis que dans l'ombre tourne la machine financière et que des gens sérieux font des comptes et établissent des bilans.

On a beaucoup parlé, depuis neuf mois, d'architecture et d'urbanisme. En août, après la décision prise par M. Valéry Giscard d'Estaing de remplacer le centre de commerce international par un jardin, une dizaine d'architectes furent conviés à donner leur idée. Les conseillers de Paris, en octobre, retinrent de couronner celui qui possédait pour le favori de l'Élysée. Cinq hommes de l'art, architectes et paysagistes, furent invités à peaufiner leurs études. Trois maquettes, résultant de ces travaux, furent présentées aux élus et, pendant une semaine, aux Parisiens. Fallait-il « casser le rectangle » des Halles et créer une grande place, ouvrant la perspective vers l'église Saint-Eustache ? Fallait-il, sur l'ancien carreau, entourer le jardin d'immeubles à arcades ? Les esprits s'échauffaient. Les architectes, entraînés par les prises de position remarquées et le sens aigu des relations publiques de M. Ricardo Bofill, échangeaient des arguments. Les Parisiens donnaient leur avis.

Pourquoi faire tout de tapage autour des idées d'architecture et d'urbanisme ? Les élus devaient simplement livrer à la Société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles (SEMAH) un plan et un document financier. Les Parisiens et la majorité de la majorité, c'est-à-dire l'U.D.R., préféraient un parti oblique et l'ouverture de la perspective vers Saint-Eustache. Les élus rechignaient à sacrifier l'architecte catalan grand patron des Halles. Qu'à cela ne tienne, ils obéissaient vite leurs préférences pour se rallier à l'astucieuse proposition de l'administration : un quatrième plan reprenant les emplacements des bâtiments

proposés à la fois par les équipes de MM. Bofill et de La Tour d'Auvergne. Pour l'architecture — des arcades ou pas, — on verrait plus tard. C'est la SEMAH, rappelle-t-on, qui choisit les architectes. Ainsi, la petite politique — ne pas briser la majorité présidentielle — poussait les élus à rejeter le seul plan qui correspondait à leur désir de dégager la vue de l'église Saint-Eustache, celui de l'équipe de M. Jean-Claude Bernard.

Qui décide ?

Les élus ont peu de pouvoirs à Paris. Mais ils semblent parfois se retrancher derrière le statut de tutelle qui est le leur pour en exercer le moins possible. Et ils délèguent toutes leurs responsabilités à quelques-uns d'entre eux. M. Christian de la Malène, rapporteur général du budget, par exemple, qui est aussi, en l'occurrence, président du conseil d'administration de la SEMAH. Ce dernier joue un rôle important mais il n'apparaît pas, face au public, comme un maître qui pourrait dialoguer ouvertement avec l'État, prendre des positions claires et expliquer aux Parisiens ce qui leur arrive. Il est normal que l'État, qui participe au financement, ait son mot à dire pour un aménagement de cette importance. Mais tout serait plus clair si un véritable représentant des Parisiens pouvait lui répondre.

La situation financière est encore moins claire. Les associations d'habitants, qui suivent avec intérêt et passion les affaires d'urbanisme de la capitale, réclament que l'on ouvre les dossiers financiers, que l'on explique aux citoyens comment sont établis les bilans, comment on calcule la fameuse rentabilité commerciale. Sans succès.

A part le président du conseil d'administration, quel élu contrôle réellement le fonctionnement des sociétés d'économie mixte qui, comme la SEMAH, font l'urbanisme sur le terrain. Fonctionnant comme des sociétés privées, ces organismes sont condamnés à respecter les lois de la rentabilité commerciale. Et c'est sans doute, en dernier ressort, ces considérations d'équilibre financier qui commandent la forme de l'urbanisme.

Le plan accepté par le Conseil de Paris pour les Halles prévoit que les bâtiments encadreront le forum commercial souterrain. Ainsi, les commerces installés en surface

seront très proches du « cratère » et guideront peut-être mieux le chaland...

On est loin des projets fous imaginés avant 1968 : 900 000 mètres carrés de constructions, dont un nouveau ministère des finances, sur une zone de rénovation de 35 hectares. L'abandon du centre de commerce international va dans le bon sens puisque sa construction aurait accéléré la transformation du quartier en cité d'affaires. Mais les marchands sont toujours présents aux Halles, même s'ils se font plus discrets...

Tout se tient

Les Parisiens ont peut-être l'impression que le débat est clos, le dossier réglé. Il n'en est rien. On leur a montré des maquettes qui n'engageaient personne : architecture néo-haussmannienne avec un petit goût d'Italie, arcades... Rien n'est décidé, et les architectes ne sont même pas officiellement désignés. D'ailleurs, pouvait-on choisir si rapidement l'architecture et l'aménagement de six hectares au cœur de Paris ? Les responsables savaient bien que non, tout en donnant au public l'illusion qu'il participait au choix.

Le débat sur l'urbanisme, sur l'organisation du quartier a été escompté aussi. Tout se tient, des rives de la Seine à l'église Saint-Eustache, de la Bourse au commerce au plateau Beaubourg. Livrer un « espace vert » à l'imaginaire de citadins frustrés est une bonne idée, et qui pourrait le refuser ? Reste à définir ce nouveau lieu, et l'on s'aperçoit au fil des semaines que les pouvoirs publics souhaitent avant une place monumentale qui marquera « le règne » qu'un simple jardin public. D'autant que les contraintes financières poussent dans ce sens.

Car on oublie régulièrement qu'un dossier financier sous-tend le débat d'idées. De lourdes contraintes pèsent sur les intentions les plus louables. Et s'alourdissent de jour en jour. En brandissant, en septembre dernier, une menace de démission, M. Christian de la Malène l'avait dit bien haut. Aujourd'hui le dossier retourne à la SEMAH. Il ne faudrait pas qu'il retourne du même coup dans l'ombre et le mystère...

MICHELLE CHAMPENOIS.

D'UN DÉPARTEMENT À L'AUTRE

Hauts-de-Seine

BOURG-LA-REINE CHANGE DE CENTRE

DÉPUIS 1969, on parle de rejoindre le centre de Bourg-la-Reine (30 000 habitants). Élargir le RN 20, rénover un cœur de ville vieux de deux cents ans, exigences qui imposent, croyait-on, une reconstruction totale. Mais les choses ne sont pas si simples et le cas de Bourg-la-Reine illustre les difficultés que rencontrent bien des cités de la région parisienne.

Les habitants contestent cette rénovation dans laquelle les logements non adossés (près des trois quarts des mille six cents préus) et les bureaux (9 000 m²) financeraient les équipements collectifs. L'Association pour la participation des habitants à la rénovation et l'urbanisme de Bourg-la-Reine (A.P.R.U.) et la plupart des habitants concernés par la rénovation affirment qu'il serait préférable de réhabiliter le centre-ville, « qui devrait garder son aspect provincial ». Bourg-la-Reine est une ville de pavillons, et c'est pour cette raison que ses habitants l'ont choisie. « Pourquoi, demandent-ils, construire des immeubles de huit à dix étages ? »

Si, à plusieurs reprises, l'association des habitants a été convoquée à la mairie, « c'était, dit-elle,

à titre purement informatif et non consultatif ». Si la mairie a exposé la maquette et continué à le faire, « cela ne permet pas de juger réellement un projet puisqu'on n'en connaît pas tous les éléments ». Bourg-la-Reine voudrait encore l'exemple de Sceaux où un dossier accompagné de croquis, d'explications et de chiffres, a été largement diffusé et ses habitants, citent volontiers une phrase du ministre de l'équipement : « Les problèmes touchant aussi directement à la vie des gens de l'urbanisme ne peuvent être traités correctement que si les autorités qui en sont légitimement chargées acceptent délibérément de se soumettre à un contrôle permanent de l'opinion. »

Seine-Saint-Denis

PAS DE SAISIE POUR LES CHOMEURS

QUINZE mille cinq cent trente et une demandes d'emplois non satisfaites étaient recensées, le 31 janvier 1974, en Seine-Saint-Denis. Un an plus tard, ce chiffre a augmenté de 43,2 % pour atteindre vingt et un mille sept cent quatre-vingt-

Paris

DES BOULANGERIES OU DES BANQUES ?

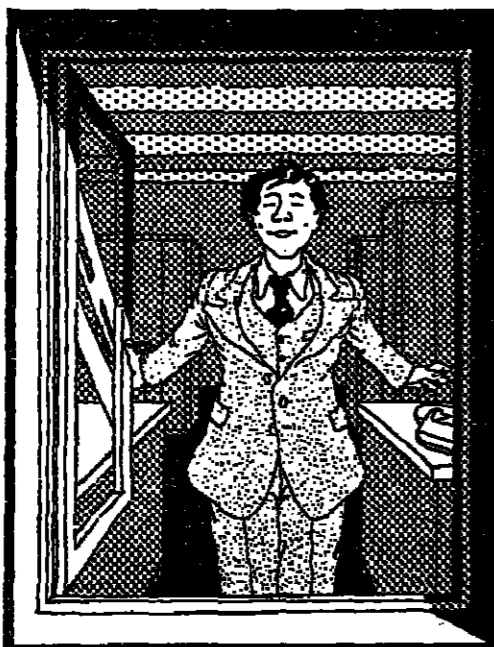
Un conseiller de Paris, M. Denis Joyeux (Paris-Avenir), vient de transmettre au préfet la lettre suivante, que lui ont adressée des habitants du 10^e arrondissement :

« Monsieur le conseiller, c'est un S.O.S. que nous vous adressons : notre quartier se meurt sur le plan commercial, les banques entraînent tout le secteur. Une importante et florissante boulangerie située à l'angle de la rue La Fontaine et de la rue Fossait va disparaître ainsi que le salon de coiffure contigu pour faire place à la succursale d'une banque qui en possède déjà une à deux pas.

Une autre boulangerie, à l'angle de la rue Géricault et

de la rue Fossait, a également disparu pour faire place à une banque : une troisième, à l'angle de la rue d'Autant et de la rue des Perchamps, est dans le même cas, ainsi qu'une pâtisserie avenue Mozart. Les jours de fermeture hebdomadaire ou pendant les périodes de vacances les Autentais ne savent plus où trouver du pain.

Par ailleurs, une crèmerie, 115, avenue Mozart, au coin des Halles à l'angle de la rue Bastien-Lepage et de la rue La Fontaine, une poissonnerie-légumes, angle rues Donizetti-Fossait, une mercerie rue Géricault, un grand restaurant avec une salle de réunions, qui que dans le quartier, tous ont été de même absorbés par des banques.



Les T de Créteil : des bureaux avec de vraies fenêtres, à 250 m. du métro.

Dans les bureaux des T de Créteil, tout est vrai.

- Les fenêtres ne sont pas des vitres inamovibles, elles s'ouvrent et se ferment à volonté (vous économisez le coût de la climatisation).
- Le métro est le vrai métro parisien : la ligne n° 8 Balard - Opéra - Créteil.
- 250 m est une vraie

distance, et non pas "à quelques minutes de..."

Venez apprécier les vrais avantages de ces 16 000 m² de bureaux (10 000 m² au grand T, 6 000 m² au petit T) :

- restaurant d'entreprise,
- parkings réservés,
- espaces verts.

Venez en métro, tous les accès sont (vraiment) faciles.

Un dernier détail : les bureaux sont en location, au prix de 290 F le m². Quelles prestations pour ce prix ?

Appelez Joël le Guillaou. Tél. 526 87 28 ou 874 04 75, ou envoyez-lui le bon ci-dessous. Adressez-le à : Assurances Générales de France, 103, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.

Donnez-moi tout sur les T de Créteil

Nom : Société : Adresse : Tél. :

هنا من العمل

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

LE DÉBAT NUCLÉAIRE

Le Centre démocrate : pour un taux de croissance raisonnable

Un immense débat s'ouvre, les plus hautes autorités scientifiques, économiques s'affrontent, l'homme politique se sent bien modestes. Sur un point pourtant l'unanimité s'est faite : chacun a la conviction que la crise qui s'ouvre sera profonde et longue.

Les sources d'énergie accessibles ne sont pas inépuisables, le prix de cette énergie ne sera jamais bon marché et son utilisation doit être organisée. Il faut donc passer de la société de dépendance à une société de coopération.

Les pétroliers hier, notamment par leur politique de prix, ont déterminé l'orientation de la consommation d'énergie, et, par là, un type de développement et de société que trop de gouvernements ont subi quand le pétrole n'était pas cher. On ne voit aujourd'hui le résultat.

Nous nous trouvons maintenant placés de nouveau devant un choix. Il se situe à nos yeux dans la détermination du type de la croissance dans la consommation d'énergie, et c'est pourquoi ce choix est essentiel d'ordre politique.

Si en effet on retient la « croissance zéro » énergétique on aboutira vite à une « croissance zéro » du produit national brut et par conséquent à une aggravation de la crise économique (dégradation de la production) et de la crise sociale (accroissement du chômage) ; les conditions seront alors réunies pour une répartition autoritaire de la richesse dont on imagine aisément les conséquences politiques qui ne pourraient être rien moins que la disparition de la démocratie.

Il convient donc de définir un minimum de croissance énergétique. En revanche, une croissance trop rapide de cette consommation, à supposer même qu'elle soit possible, est également à éviter car elle participerait à une relance de l'inflation.

Le choix s'opère entre un certain nombre de technologies soumises à des entraves dues à l'état de la recherche scientifique et à la capacité de production industrielle pour générer cette énergie.

Dans le meilleur des cas, l'apport des énergies nouvelles dans dix ans atteindra au mieux 1 à 5 % de la consommation totale : à court et à moyen terme, il est donc clair qu'il n'y a pas l'énergie de substitution. Le choix se situe donc dans l'insuffisance de l'exploitation du pétrole, soit par le parti du nucléaire. Nous venons de le choisir du nucléaire : ce choix est, en France, le plus fort du monde.

Quels sont les risques de cette politique ? Ils sont d'ordre financier, économique, social, écologique. Le « tout-nucléaire » comporterait un risque financier appa-

remment insupportable. En effet, l'investissement (E.D.P. + 17 %, centrale Eurodif, traitement des déchets) est colossal. Il n'est pas possible que la promotion des autres équipements collectifs n'en subisse pas le contre-coup.

Le risque est également économique : il est clair, et il faut le savoir, qu'on accroît notre dépendance technologique et le contrôle industriel étranger par la baisse des multinationales dont l'action se trouve renforcée.

Les risques sont aussi sociaux. Dans l'état actuel de la législation le contrôle de la technologie et le pouvoir de décision échappent au pouvoir démocratique. Il faut donc définir les modalités d'un contrôle parlementaire sur la production et la sécurité du public. Il faut également prévoir dans quelle mesure et par quels moyens la délégation générale de l'énergie pourra opérer de manière satisfaisante les arbitrages nécessaires à la promotion des différentes sources énergétiques.

Par ailleurs, la centralisation de la production du savoir et du pouvoir ne doit pas donner prétexte à une remise en cause de la politique de régionalisation.

Il y a, enfin, des risques écologiques et humains. Les études en cours (déchets, réchauffement des eaux, effets des faibles doses de radiation) n'ont pas encore abouties et les conséquences sont mal connues. Ce qui est sûr, c'est que les experts sont divisés. Mais il est évident, par-delà les polémiques actuelles que si on dépense beaucoup pour la sécurité les risques sont plus réduits. La seule question est encore politique : sommes-nous prêts à payer cher un bon niveau de sécurité, et les objectifs de rentabilité n'atteignent-ils pas demain la qualité de cette sécurité ?

Devant ces facteurs incertains, l'incertitude et compte tenu de la nécessité d'assurer un « relais » nucléaire, est-il raisonnable d'opter pour un taux aussi élevé du développement nucléaire ?

Nous ne le pensons pas : en effet, le nucléaire est réservé pour l'instant à la production d'électricité. Mais celle-ci ne représente que le quart de l'énergie consommée en France et l'atome n'a pas vocation à remplacer toutes les sources d'énergie électrique. Il est donc raisonnable d'estimer pour l'horizon 1985 à 10 % de la consommation totale d'énergie le pourcentage de nucléaire.

Il convient aussi d'économiser : consommer plus de services et consommer moins de produits. La lutte contre le gaspillage incitera également à fabriquer des produits de longue durée, par exemple, les voitures, et à mettre fin à l'ère des gadgets.

Nous sommes en train de quitter l'ère pétrolière pour entrer dans celle de nouvelles formes de production d'énergie. Cette période de vingt à trente ans exige un relais qui ne peut être sans doute que nucléaire.

Mais c'est dès maintenant qu'il faut préparer les techniques nouvelles « plus fiables » et « plus propres », telles que les surgénérateurs, la fusion thermonucléaire contrôlée, la géothermie, l'énergie solaire.

Il ne faut pas seulement le dire, il faut le faire et faire que la délégation aux énergies nouvelles ait réellement les moyens financiers, scientifiques, techniques, bref de qui fait aujourd'hui la réalité du pouvoir.

Là où il y a une volonté, il y a un chemin.

ANDRÉ DILIGENT,
vice-président
du Centre démocrate.

● Le Monde a publié sur le débat nucléaire des déclarations de M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale (16 avril), de M. Robert Chapuis, membre du comité directeur du parti socialiste (5 avril), de M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche (16-17 avril), de M. Jacques Dominiati, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants (18 avril).

Les mouvements écologiques se désolidarisent de l'attentat contre la centrale de Fessenheim

Strasbourg. — La contestation nucléaire vient de gravir un degré de plus. Et on sait aujourd'hui que les centrales nucléaires françaises ne sont pas à l'abri d'un acte de terrorisme. Deux explosions se sont produites le samedi 3 mai à la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin), la première centrale nucléaire en cours d'achèvement le long du Rhin.

Il était 13 h. 55 samedi lorsque les agences de Colmar des quotidiens régionaux alsaciens recevaient chacune un coup de téléphone d'un correspondant anonyme. L'homme anonyme, sans aucun accent allemand : « Trois charges d'explosif ont été placées à la centrale nucléaire de Fessenheim par le commando Ulrike Meinhof-Paul-Antich (1). Elles vont exploser à quatre heures. Le commando a tiré sur la centrale afin que tout le monde puisse être évacué. L'explosion a été placée dans les toilettes du bâtiment est-dessus de l'appareil de chauffage... »

De fait, vers 14 h. 16, deux explosions se succédèrent les bati-

ments situés au cœur de la centrale de Fessenheim. Les charges avaient été déposées non pas dans les toilettes du Beldvère, mais à côté d'un réacteur. Aussitôt après, un incendie s'est déclaré. Les pompiers locaux l'ont maîtrisé en une demi-heure. Un barrage composé de gendarmes, de personnels de la protection civile et de pompiers a été mis en place autour de l'immense chantier en interdisant l'accès.

Le nombreux public accouru aux abords de l'usine et les journalistes ne reçurent aucune réponse aux questions qu'ils posèrent pendant toute la soirée de samedi. Le ministère officiel n'a été rompu que tard dans la nuit de samedi à dimanche par le chef d'exploitation de la centrale, M. Staquet. Celui-ci a annoncé que le réacteur (qui devait recevoir son combustible nucléaire en décembre prochain) n'avait subi aucun dégât, que ceux-ci étaient, de toute manière, peu importants et que les travaux reprendraient « dès lundi ». Il ajouta qu'un tel sabotage serait impossible « lors-

que l'usine fonctionnerait normalement ».

Mais il est apparu aussi que ce ou les auteurs de l'attentat connaissent parfaitement les lieux, qu'ils étaient très au courant des principes de fonctionnement d'une centrale et que le sabotage avait été soigneusement préparé. En effet, la première déflagration a affecté l'un des éléments du circuit primaire du réacteur et la seconde charge a explosé sur une colonne destinée à recevoir les barres d'uranium. Quant à la troisième charge, elle a été effectivement retrouvée dans les toilettes du Beldvère, mais sans dispositif de mise à feu.

Non-violence

Cet attentat a accentué la « peur nucléaire » d'une bonne partie des habitants de la plaine d'Alsace. Il va probablement desservir la cause des mouvements écologiques badots, suisses et allemands, qui ont choisi la non-violence pour s'opposer à la construction de nouvelles centrales nucléaires le long du Rhin. Plusieurs organisations se sont aussitôt désolidarisées de cette action dans un communiqué : « Cette façon de faire ne correspond pas à nos méthodes de travail. Nous l'avons démontré à Merschingen et à Wyhl comme à Kaiseraugst. Mais si la démocratie avait fonctionné dans le cas de Fessenheim, si les pouvoirs avaient fourni aux populations concernées toutes les données du problème nucléaire, un vrai débat public aurait pu s'instaurer et nous aurions, tous ensemble, pu choisir notre avenir. »

JEAN-CLAUDE PHILIPP.

(Comme cela a été souligné dans la série « L'énergie du désespoir : un calcul de risques » (Le Monde 9 du 10 avril), toute centrale nucléaire est exposée à des agressions extérieures, dues en particulier à l'action de commandes défectueuses, commançant les lieux et manuels d'exploitation. Les autorités américaines s'en préoccupent fort. Elles ont imposé récemment aux sociétés privées qui exploitent des centrales des mesures de sécurité draconniennes : sociétés électrofinancières munies de systèmes d'alarme, gardes armés, fouille obligatoire à l'entrée, etc. Les centrales qui ne se conforment pas à ces règlements sont immédiatement frappées d'amendes. L'administration française impose de solides clôtures barbelées à l'E.D.F., mais celle-ci fait appel à des entreprises de gardiennage pour surveiller ses installations. Ces dernières sont d'autant plus difficiles à garder qu'elles sont, et pour des années (en attendant la fin de la construction des réacteurs), d'immenses chantiers.)

(1) Le mouvement semble se réclamer à la fois d'Ulrike Meinhof, terroriste allemande, actuellement en prison, faisant partie de la bande à Baader, et de Paul-Antich, anarchiste espagnol exécuté en mars 1974.

FAITS ET PROJETS

● **ÉQUIPAGES FRANÇAIS SUR BATEAUX FRANÇAIS.** — M. Augustin Grunwald, responsable de la Fédération des marins C.G.T., vient de rappeler, dans une lettre adressée au secrétaire général de la marine marchande, l'opposition de son syndicat à toute modification du code du travail maritime qui autoriserait la libre circulation des travailleurs et dans l'embarquement de marins de la Communauté économique européenne à bord de bateaux français (Le Monde du 3 mai).

● **IL S'AGIT, ÉCRIT-IL, D'UN ACTE CAPITAL METTANT EN CAUSE TOUT L'ÉDIFICE SOCIAL DES MARINS EN REMOUE À TROIS SIÈCLES EN ARRIÈRE. LA DIFFÉRENCE DE JAPON DE NOTRE PAYS, LE PROBLÈME DE LANGUE QUI EST TRÈS IMPORTANT POUR LES MANŒUVRES ET LA SÉCURITÉ DES NAVIRES, LA VIE EN VOUS CLOS JOUR APRÈS JOUR, PENDANT DES MOIS, JUSQU'À CE QU'IL Y A RIEN DE COMMUN ENTRE LA LIBRE CIRCULATION POUR LES TRAVAILLEURS À TERRE ET LES MARINS.**

● **FERMETURE DE LA LIGNE NICE-NEW-YORK.** — La compagnie américaine T.W.A.

Urbanisme

VILLE NOUVELLE SOCIALISTE

Les élections des dix-huit délégués représentant les résidents de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise aux commissions du syndicat communal, du syndicat d'agglomération ont eu lieu le dimanche 4 mai. Près de 50 % des habitants ont participé à ces élections, bien que les délégués qui siègeront avec certains membres des conseils municipaux des quinze communes intéressées par la ville nouvelle aient seulement une voix consultative.

C'est le parti socialiste qui, avec près de 45 % des voix, arrive en tête et remporte 8 sièges. La liste modérée « Vivre à Cergy » en obtient 7, la liste du parti communiste 2. Cergy-Pontoise est la seule ville nouvelle où les habitants ont la possibilité d'élire leurs représentants.

Environnement

● **PAGNY-SUR-MEUSE DIT NON AU PLOMB.** — Déjà repoussée par la population de Saint-Avoird (Meuse), puis de Merschingen (Haut-Rhin), l'installation d'une usine de la Chemische Werke München fabriquant des stéréotypes de plomb vient d'être refusée par les habitants de Pagny-sur-Meuse (Meuse). Le maire, M. Perrot, souhaite accueillir l'usine pour compenser la fermeture prochaine de l'usine des Ciments français qui em-

Halte à la pollution !

ENCYCLOPÉDIE DE L'ENVIRONNEMENT
NUISANCES DUES AUX ACTIVITÉS INDUSTRIELLES

Ouvrage collectif présentant la pollution de l'air, l'eau, des individus, etc., et en particulier le NATION RADIO-ACTIVE DE L'ENVIRONNEMENT tant par les retombées nucléaires que par certaines activités industrielles.

Un vol. illustré, 384 p., 85 F (fin 69)

Notice sur demande :
Éditions GUY LE PRAT
5, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris
C.C.P. PARIS 2715-39

LE MONDE IMMOBILIER BUREAUX

ADRESSES	PRIX MOYEN MU/M2	SURFACE M2	DATE LIVRAISON	LOCATION	VENTE	DESCRIPTION	NOM DU CONSTRUCTEUR AGENCE DE VENTE
PARIS							
TOUR TOKYO 24, avenue d'Ivry PARIS.	13	4.100 F TTC Hors d'eau Hors redevance	650 en totalité ou par lots	3 ^e trimestre 75	*	Dans quartier rénové. Métro Porte d'Ivry. Bureaux en rez-de-chaussée. Un centre commercial de 10.000 m2. Un supermarché en sous-sol. Des équipements sociaux. Des espaces verts au pied de la tour. Parking en sous-sol.	SEMICRE 5, av. Bertie-Albrecht, 75008 Paris. Tél. : 766-51-75. Sur place : Bur. de vente en semaine de 13 h. à 19 h., sam. et dim. de 14 h. 30 à 18 h. Tél. : 580-55-73.
BOULOGNE							
PARIS-PLYEYEL Carrefour Pleyel SAINT-DENIS	93	3.750 F RTVA redevance incluse G.T.V.A. 375 F redevance incluse	14.000 m2 divisés par plateaux de 500 m2 environ	Immédiate	*	Entièrement terminé y compris cloisonnement (mobile) et auto-commutateur téléphonique - climatisation intégrale Micro (type n° 13) jusqu'à-dessous de l'horizontale, prolonge jusqu'à CHAMPS-ÉLYSÉES - CLEMENCEAU Autobus 7 lignes, n° 142 - 153 - 154 - 155 - 156 - 158 - 194 A proximité du périphérique et des autoroutes A1 et A3	COUFRANCE 47, rue du Fr-Su-Sonoré, 75008 Paris. Tél. : 385-70-70 (poste 339). BOURDAIS - BUREAUMATIQUE 142-166, bd Haussmann, 75008 PARIS. Tél. : 227-11-89
CE							
HORIZON 2000 Boulevard Gay-Lussac MARSEILLE (14 ^e)	13	250	100 à 2.000	Immédiate	*	En plein cœur de la zone industrielle Nord. A proximité du Centre Directionnel. A proximité du Centre Directionnel. A proximité du Port de Marseille. A 5 mn du Centre Ville par Autoroute Nord. Bureaux de grand standing. Res. de - de - chaudière + 2 étages. Climatisation. Parking.	SEGIMO PROVENCE Tour Méditerranée - 22 ^e étage 85, avenue Centrale 13200 MARSEILLE. Tél. : 41-50-48. M. ROMANO.

Cette rubrique de publicité, ouverte chaque lundi (Le Monde daté du mardi) à tous les constructeurs-promoteurs, est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier bureaux

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Grève générale de vingt-quatre heures à Usinor-Dunkerque

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. d'Usinor-Dunkerque ont lancé, le 3 mai après-midi, un appel à la grève générale de vingt-quatre heures aux dix mille salariés du complexe sidérurgique. Ce mot d'ordre paraissait largement suivi le lundi 5 mai au matin : un meeting devait avoir lieu à 12 h. 30 (1).

Cette escalade dans un conflit ne s'y est pas limitée, mais qui ne concernait que les douze cents ouvriers des aciéries, fait suite à l'intervention samedi des forces de police à l'intérieur de l'usine.

La direction avait demandé et obtenu une ordonnance en référé, exigeant l'évacuation du hall des mélanges, occupé par des grévistes, afin d'assurer la vidange des cuves dans lesquelles la fonte risquait de se solidifier.

L'intervention de la police a suscité une double controverse : d'une part, M. Callewart, directeur d'Usinor-Dunkerque, déclare n'avoir pas demandé l'intervention des forces de l'ordre ; « notre seul souci, a-t-il dit, a été d'assurer la vidange des mélanges ».

Les services officiels rétorquent que la demande d'ordonnance en référé faite par la direction impliquait, en cas de besoin, l'appel aux forces de l'ordre. Qui leur a demandé explicitement d'intervenir ? Les explications des deux parties sont peu claires.

D'autre part, une polémique oppose les syndicats et la direction : les premiers font remarquer qu'il n'était pas question pour les grévistes de porter atteinte à l'outil de travail et que la fonte pouvait encore séjourner plusieurs jours dans les mélanges sans risque, alors que la direction a invoqué l'urgence pour exiger l'évacuation des grévistes.

Au-delà de « la provocation polémique », ce que dénoncent les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. d'USINOR-Dunkerque, c'est la politique patronale de « désorganisation de la production ». Alors qu'une partie des travailleurs sont mis en chômage technique en raison des difficultés économiques, d'autres sont amenés à travailler les samedis et dimanches ou à faire des heures supplémentaires, affirment-ils.

Les syndicats réclament « la compensation intégrale des pertes de salaire et une augmentation mensuelle de 200 francs ». La fédération C.F.D.T. de la métallurgie « appelle l'ensemble de ses sections syndicales de la sidérurgie à développer l'action ». Elle annonce une grève et des manifestations dans la région parisienne. Aussi avait-elle bénéficié d'une aide importante des pouvoirs publics au titre de la décentralisation industrielle. Sa direction avait annoncé à l'époque qu'elle comptait employer cinq cents personnes. — (Corresp.)

(1) Lors des dernières élections professionnelles en mars 1975, la C.G.T. a recueilli 58 % des voix des ouvriers, et la C.F.D.T. 33 %.

avril 1975 : ouverture de satolas dans le centre d'affaires de l'est lyonnais visiez **Perralière III** les bureaux les plus fonctionnels de Lyon 6000m2 divisibles en location

Réalisation Commercialisation **sefimeg** Bourdais Bureauautomatique 84, rue du 1er Mars 1943 Paris : tél. 227.11.89 69100 Villeurbanne Lyon : Le Britannia 20, bd Eugène Deruelle (78) 64.94.32 69003 Lyon (78) 71.00.36

AGRICULTURE

Pour protester contre l'emprisonnement de douze personnes

UNE SOIXANTAINE DE PAYSANS OCCUPENT UNE ÉGLISE DE NANTES

(De notre correspondant.)

Nantes. — Une soixantaine d'agriculteurs de Loire-Atlantique ont commencé dimanche après-midi, à l'appel de la F.D.S.R.A. (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) et des Paysans-Travailleurs, une occupation pacifique de l'église Saint-Nicolas, en plein centre de Nantes. Les agriculteurs sont entrés dans l'église peu avant la messe du soir, à laquelle ils ont participé, chantant avec les autres paroissiens. À la sortie de l'office, ils ont distribué des tracts expliquant leur mouvement. Une bannière signée de la F.D.S.R.A. et déployée sur le parvis en résumait le sens : « Douze paysans et ouvriers en prison : libérons-les ».

Le président de la F.D.S.R.A., M. Simon Durand, qui participait à l'occupation, a donné au curé de la paroisse l'assurance que le mouvement n'apporterait pas de gêne au culte et que toutes dispositions seraient prises par le syndicalisme agricole pour qu'il se déroule sans incident. L'occupation doit se prolonger jusqu'à la libération des douze emprisonnés, qui devaient être à nouveau jugés en appel, lundi après-midi à Rennes. Une manifestation régionale agricole aura lieu à cette occasion.

Les douze paysans et ouvriers avaient été condamnés le 23 avril dernier à des peines de prison ferme, allant de quinze jours à neuf semaines, par le tribunal de grande instance de Nantes, pour avoir participé au piquet de grève mis en place lors de l'installation d'un jeune ménage d'agriculteurs dans une ferme insalubre, à Vigne-Marou, à Plessé (Loire-Atlantique).

M. CHIRAC ANNONCE UN EFFORT PARTICULIER EN FAVEUR DU MASSIF CENTRAL

M. Jacques Chirac a inauguré, dimanche 5 mai, le 23^e exposition de matériel agricole d'Éguyrande (Corrèze). Après avoir visité l'exposition, le premier ministre a déclaré : « Après les années difficiles de 1973-1974, un certain nombre de mesures et d'initiatives sont actuellement à l'étude et devraient faire l'objet de décisions gouvernementales très prochaines pour aider à la conservation et à l'installation des agriculteurs nouveaux dans les régions d'Auvergne, du Limousin et, en général, du Massif Central. »

« Un effort particulier va être engagé à la demande du président de la République, dans l'ensemble de cette région, tant sur le plan économique et agricole que sur le plan des équipements et des investissements. »

POIRE DE PARIS Demain nocturne jusqu'à 22 h 30 26 AVRIL - 11 MAI 1975 - 10 h - 19 h Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22 h 30 POUVOIR CHOISIR POUR MIEUX ACHETER

ACTION SOCIALE

DEVANT LES EFFETS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Les parents d'enfants inadaptés s'inquiètent des limitations apportées au projet de loi concernant les handicapés

Huit cents délégués de l'Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés (UNAPEI) (1), organisation qui fédère deux cents associations et qui groupe environ soixante-cinq mille familles, ont tenu du 2 au 4 mai leur assemblée générale à La Baule, en présence de Mme Simone Veil, ministre de la santé, et du maire de la ville, M. Olivier Guichard. Comme lors du récent congrès de l'Union des organismes privés sanitaires et sociaux (« le Monde » du 29 avril), le débat a porté sur le pro-

jet de loi d'orientation des handicapés et sur le projet de loi sociale actuellement examiné par le Parlement. Les participants ont demandé d'une façon pressante à Mme Veil d'intervenir auprès du gouvernement en faveur des amendements qu'ils préconisent craignant « les conséquences de la crise économique » et « une remise en cause du principe de la liberté d'entreprise dans le domaine social ». M. Michel Durafour, ministre du travail, avait renoncé au dernier moment à assister à ces assises.

De notre envoyé spécial

secrétaire d'État à l'action sociale, d'indiquer les améliorations limitées qu'il estimait possible d'obtenir par rapport au texte déposé. Les parents d'enfants inadaptés étaient alors rentrés résolument dans le jeu parlementaire et une partie des vingt et un amendements qu'ils préconisaient avaient été adoptés par les députés.

Aujourd'hui, plusieurs de ces amendements n'ont pas été adoptés par le Sénat. M. Jacques Henry a d'abord déploré que le texte examiné maintenant certaines récupérations par l'aide sociale sur les droits de succession, ainsi que dans divers cas le recours à l'obligation alimentaire. Mme Veil a répondu qu'il fallait conserver une cohérence entre l'évolution du droit civil et celle de la législation sociale. « Ce qui n'est pas demandé à la solidarité familiale, a-t-elle observé, est mis à la charge de la collectivité. Or les transferts qui vont être opérés par la loi d'orientation s'élèveront à près de 2 milliards de francs annuels et il a bien fallu mettre le barre à un niveau compatible avec les moyens dont on dispose. »

JEAN BENOIT.

La perspective du chômage

Une deuxième critique portait sur le fait que le handicapé admis dans un centre d'aide par le travail (CAT) ne bénéficiait pas du salaire minimum, mais de celui des handicapés engagés dans un atelier protégé.

Selon Mme Veil, il s'agit d'établir dans la production des trop irréguliers, soient soumis aux lois de la concurrence et aux aléas du marché « avec les perspectives de chômage qu'impose la conjoncture actuelle ». Le versement d'un prix de journée apparaît, dans ces conditions, comme une garantie. Mme Veil a donc insisté sur la nécessité d'une formule qui permet le passage du CAT en atelier protégé à partir d'une capacité de travail évaluée à 30 % de celle d'un travail ordinaire. M. Henry et de nombreux intervenants ont toutefois regretté que l'on s'en soit tenu, dans ce domaine, à des critères de rentabilité.

Mme Veil a rappelé, enfin, que le gouvernement s'était engagé devant le Sénat à mettre en œuvre l'ensemble des textes d'application d'ici au 31 décembre 1977. C'est ainsi que des allocations pour mineurs et pour adultes handicapés à plus de 80 % seront

versées dès le second semestre de 1975. L'année suivante interviendront l'extension de l'allocation aux handicapés adultes de moins de 20 %, la généralisation de l'assurance-maladie, et l'application des contrats d'aide à l'enseignement privé. L'année 1977 verra la promulgation des autres mesures.

A propos de la loi sur les institutions sociales et médico-sociales, organisant l'implantation d'établissements privés et publics, Mme Veil a affirmé que la procédure d'autorisation préalable imposée par le projet, visait à éviter « les créations qui ne seraient pas utiles » quelle que soit l'origine — privée ou publique — des initiatives. Le projet semble réaliser « un équilibre judicieux entre l'extension des thérapeutiques et le maintien d'un bénévolat qui s'appuie sur l'expérience acquise ». Du reste, les normes qui seront désormais imposées pourront faire l'objet de dérogations : selon Mme Veil, on peut difficilement aller plus loin.

Le ministre de la santé n'a

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

A l'automne

M. ANSOUEUR RÉUNIRA LES ASSISES DE L'ARTISANAT

M. Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat, a annoncé le 3 mai, en inaugurant la Foire de Besançon, qu'il avait l'intention de « réunir au début de l'automne les premières assises nationales de l'artisanat ». Les assises, a-t-il précisé, devraient permettre d'aborder la totalité des problèmes qui se posent à cette profession et de « rechercher ensemble des solutions adéquates ». Elles réuniront toutes les organisations institutionnelles et professionnelles de l'artisanat.

(PUBLIOTT) **AUTOMATISATION ET CONTRÔLE DES PROCESSUS DE FABRICATION DANS LES ACIÉRIES ÉLECTRIQUES ET LES FONDERIES** 14, 15 et 16 MAI 1975 Tel est le thème du colloque international organisé par le Comité Français d'Electrothermie, en liaison avec l'Union Internationale d'Electrothermie, à l'heure où les modifications profondes de la conjoncture énergétique et l'accroissement du coût des matières premières nécessitent la recherche de solutions nouvelles et incitent les industriels à s'adapter pour éviter les gaspillages de toute nature. Il reste encore des places disponibles à cet IMPORTANT COLLOQUE. Pour tous renseignements et inscriptions, veuillez vous adresser sans tarder au **COMITÉ FRANÇAIS D'ELECTROTHERMIE** 25, rue de Pray 75017 PARIS Tél. 227-94-60

Montparnasse est au cœur de Paris, et l'hôtel Sheraton au cœur de Montparnasse.

Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver : tél. 260.35.11.

Paris-Sheraton Hotel

هنا من الأمل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GÉNÉRALE OCCIDENTALE

Société Anonyme au capital de 94.910.250 F
Etablissement financier régi par la loi du 13 juin 1941
Siège Social : 90, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS
R.C. 552 030 306 B PARIS
N° SIRET : 552 030 306 00013

augmentation de capital

de 94.910.250 F à 126.160.250 F
par l'émission de 625.000 actions nouvelles
de 50 F nominal
Prix d'émission : F 160
Jouissance : 1^{er} juillet 1975
Droit de souscription :
Réservé par préférence aux actionnaires à raison
d'UNE action nouvelle pour TROIS actions anciennes.
Délai de souscription :
du 28 avril au 28 mai 1975 inclus.
Vues COB N° 73-53 du 15 avril 1975 BALO du 21 avril 1975

ÉPARGNE-CROISSANCE

M. Pierre Bailey, récemment élu
président des sociétés Epargne-Valor
et Epargne-Invest, a, conformément
à la loi qui limite le nombre des
mandats, demandé au conseil d'ad-
ministration de la société Epargne-
Croissance d'accepter sa démission
de président. Le conseil, dans sa
séance du 30 avril, n'a pu que s'in-
cliner à regret devant sa démission et
lui a conféré à l'unanimité le titre de
président d'honneur.
Le conseil a désigné pour lui suc-
céder en qualité de président M. Gé-
rard Liewellyn, M. Daniel Olchanski
a été confirmé dans ses fonctions de
directeur général.

BOURSE DU BRILLANT
communiqué
MARGE DU BRILLANT
Prix d'un brillant rond spécimen
BLANC EXCEPTIONNEL
1 CARAT
5 mai - 41.992 F T.T.C.
+ commission 4.98 F
M. GÉRARD JOAILLIERS
8, avenue Montaigne, PARIS (8^e)
Tél. 339-83-96

SGI
Mission confier
études, recherches, infor-
mations, projections, filiales res-
ponsables, France étranger
F. LACOSTE
202
607 05-12
206 83-29

GRUPE SCREG

BITUME ET ASPHALTE DU CENTRE SMAC

La bénéfice net pour 1974 ressort à
4.511.000 F contre 3.818.000 F en
1973.
Il sera proposé à l'assemblée de
distribuer à chacune des 358 124 ac-
tions composant le capital social un
dividende de 8,50 F auquel s'ajoute
un avoir fiscal de 1,25 F, soit un
revenu global de 9,75 F contre 8,45 F
en 1973.

FRANÇAISE D'ENTREPRISES DE DRAGAGES ET DE TRAVAUX PUBLICS (S.F.E.D.T.P.)

Le bénéfice net ressort pour 1974
à 7.069.000 F après 22.645.000 F
d'amortissements contre un bénéfice
de 4.981.000 F en 1973. Ainsi se con-
firme le redressement déjà signalé
les années précédentes.
Il sera proposé d'affecter ce résul-
tat aux réserves de manière à ren-
forcer encore les fonds propres de
la société.
Le chiffre d'affaires de S.F.E.D.T.P.
et de ses filiales a atteint la somme
de 910.800.000 F, dont la moitié a été
réalisée à l'étranger, en particulier
dans les différents pays de la Commu-
nauté économique européenne, en
Afrique et en Asie du Sud-Est. Le
carnet de commandes dépasse actuel-
lement 900 millions de francs.

SICAV DE LA BANQUE ROTHSCHILD

Situation au 31 mars 1975

	ROTHSCHILD- EXPANSION	%	LAFFITTE- RENDIMENT	%	LAFFITTE- TOKYO	%
Actions étran- gères	289 788 541	55,9	8 948 190	12,4	16 924 842	53,7
Actions françai- ses	46 715 123	9,5	31 523 248	43,5	—	—
Obligations étran- gères	4 131 436	0,8	6 689 737	9,2	—	—
Obligations françai- ses	22 281 698	16,8	18 029 818	24,3	12 111 014	38,4
Liquidités	87 425 145	17,9	6 213 773	8,6	2 480 880	7,9
Total actif net	469 331 907	100	72 397 773	100	31 526 636	100
Valeur Liquidative Unitaire	125,17		118,74		118,38	

ARBED

Acieries réunies de Burbach-Eich-Dudelange

Siège social : Luxembourg
R.C. Luxembourg N° B 6900

Nous avons l'honneur d'informer
les porteurs de parts sociales de
notre société que l'assemblée gé-
nérale ordinaire du 25 avril 1975 a
décidé, au titre de l'exercice 1974,
la répartition d'un dividende de
380 F lux. net d'impôt luxembour-
geois, contre l'impôt de 10 F lux.
au cours de change officiel du
franc belge coté à la Bourse de Paris
le jour du paiement. Ce dividende
est payable en deux parties égales
de 190 F lux. net, la première par-
tie à partir du 12 mai 1975 contre
présentation du coupon N° 27, la
seconde partie à partir du 18 décem-
bre 1975 contre présentation du
coupon N° 28.
Les actionnaires auront toutefois
la possibilité de se faire rembourser
la seconde partie du dividende et
de toucher une somme de 380 F lux.
net par part sociale, payable en
une fois à partir du 12 mai 1975,
contre présentation des coupons
N° 27 et 28.
Les porteurs résidant dans la zone
monétaire française sont priés de
s'adresser aux guichets des établis-
sements suivants :
(1) Crédit Lyonnais, 19, boulevard
des Italiens, 75002 Paris ;
(2) Banque de l'Union Euro-
péenne, 4 et 6, rue Quai, 75002
Paris ;
(3) Crédit du Nord et Union Pa-
ris ;
(4) Union Bancaire, 6 et 8,
boulevard Haussmann, 75009 Paris ;
(5) Société Générale S.A., 29, bou-
levard Haussmann, 75009 Paris.
Les impôts visés par les lois fran-
çaises sont à la charge des porteurs.
Luxembourg, le 25 avril 1975.

Groupe Paluel-Marmont

FRANCE-INVESTISSEMENT SICAV

L'assemblée générale ordinaire,
réunie le mardi 29 avril 1975 sous
la présidence de M. Roger Paluel-
Marmont, a approuvé les comptes
de l'exercice 1974 et fixé le montant
global du dividende à 5,50 F, dont :
coupons, 4,75 F et impôt déjà payé
au Trésor (avoir fiscal), 0,75 F.
Le dividende net de 4,75 F par
action se décompose comme suit :
— Un coupon de 1,50 F assorti
d'un impôt déjà payé au Trésor
(avoir fiscal) de 0,16 F correspondant
aux revenus des obligations fran-
çaises non indexées ;
— Un coupon de 3,25 F assorti
d'un impôt déjà payé au Trésor
(avoir fiscal) de 0,50 F correspon-
dant aux autres revenus.
Ce dividende sera versé en paie-
ment à compter du mardi 27 mai
1975.
L'assemblée générale a réélu pour
six ans M. Roger Paluel-Marmont
comme administrateur. Le conseil
d'administration, qui s'est réuni à
l'issue de cette assemblée, a renou-
velé M. Roger Paluel-Marmont dans
ses fonctions de président-directeur
général.

BANEXI

La Banque pour l'Expansion Indus-
trielle, Banexi, banque d'affaires du
groupe de la S.N.P., partage ses ac-
tivités entre les prises de participa-
tions, les négociations d'entreprises
et les opérations de promotions im-
mobilières.
Elle vient d'appeler à son conseil
de surveillance M. Jacques Calvet,
directeur général adjoint de la S.N.P.,
et de renouveler les mandats de
M. Pierre Ledoux, président de la
S.N.P., et de M. André Gramois.
M. Gramois n'ayant pas, pour des
raisons de limite d'âge, sollicité la
reconduction de son mandat de pré-
sident du conseil de surveillance,
celui-ci a désigné pour lui succéder
M. Marc Manificat, directeur général
adjoint de la S.N.P.
Le conseil de surveillance compo-
sant :
M. Marc Manificat, président,
M. Pierre Ledoux, vice-président,
MM. Gaston Deleury, André Béronie,
Jacques Calvet, André Gramois et
Henri Gilet, membres.
Le directeur de la Banexi se com-
pose de MM. Jean Dromer, Edmond
Fauriol, Michel Fubini, René
Thomas et Jacques P. Vizio, pré-
sident.

J. DELMAS et Cie
J.-C. COURTES, J.-P. GUYOT, J.-P. LAMOUR
Principes et mise en place du
TABEAU DE BORD DE GESTION
EXTRAIT DU SOMMAIRE :
— Le tableau de bord dans le système de gestion ;
— Organisation de gestion et points clés ;
— Choix des indicateurs ;
— Collecte des informations ;
— Schémas de suivi ;
— Bilan de la mise en place ;
— Application pratique.
70 F
RUE DE TOULON - 75006 PARIS - 01-32-52-12

GRUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Le 18 avril 1975 se sont tenues les assemblées générales ordinaires des
deux SICAV du groupe.
— La compagnie d'investissement et de placement CIP sous la prési-
dence de M. Maxime Malinval :
Les résolutions proposées ont été adoptées et les comptes d'adminis-
tration qui ont suivi les assemblées ont fixé la date de paiement des
dividendes au 31 avril 1975.
Au 27 mars 1975, la situation des deux sociétés était la suivante :

	Compagnie d'investissement et de placement C.I.P.	A.G.F.I.M.O. Société anonyme pour la gestion financière de valeurs immobilières
Nombre d'actions au 27 mars 1975 (action de 100 no- minaux)	314 444	682 262
Actif net par action	232,92	150,88
Actif net total	73 241 492,53	102 801 523,17
Répartition actif net en %		
— Disponible	4,34	0,38
— Obligations françaises	47,77	24,97
— Obligations étrangères	1,90	—
— Actions françaises	18,88	63,85
— Actions étrangères	26,51	9,70
Rappel : Dividende par action de 100 F nominal	11,27 + 2,11	9,38 + 0,78
— Montant net et avoir fiscal	21 avril 1975	21 avril 1975
— Date de paiement		

W.R. GRACE & Co

La société Industrielle Internatio-
nale W.R. Grace & Co a déclaré que
ses chiffres d'affaires et ses béné-
fices pour 1974 ont été les plus élevés
dans l'histoire (qui remonte à cent
ans) de la firme, avec un bond
de 33 % du bénéfice net et un ac-
croissement de 23 % du chiffre d'affaires.
Cette performance est due
essentiellement au secteur chimie de
Grace, surtout les produits chimiques
agricoles et les dérivés de ressources
naturelles, qui, ensemble, ont repré-
senté 92 % du revenu d'exploitation.
Le bénéfice net consolidé pour
l'année échue au 31 décembre 1974
a été de \$ 130,6 millions, soit plus
de 32 % par rapport au bénéfice de
\$ 83,3 millions en 1973. Le bénéfice
par action a été de \$ 4,12 contre
\$ 2,81 l'année précédente, soit une
augmentation de 47 %. Le chiffre
d'affaires est passé de \$ 2,8 milliards
à \$ 3,5 milliards (+ 22 %).
Les résultats du quatrième trimes-
tre 1974 ont augmenté par rapport
à la période comparable de l'année
précédente pour le deuxième trimes-
tre consécutif. Le bénéfice net con-
solidé pour le dernier trimestre de
1974 a été de \$ 27,3 millions, soit
+ 37 % par rapport au bénéfice de
\$ 23,3 millions en 1973. Le bénéfice
par action a été de \$ 82 cents (contre
75 cents). Le chiffre d'affaires pour
le dernier trimestre a été de \$ 970
millions contre \$ 783,3 millions pour
le quatrième trimestre 1973, soit
+ 23,5 %. Le taux de croissance des
bénéfices au cours du quatrième tri-
mestre a été plus élevé que celui des
trimestres précédents de 1974, en
partie à cause de l'effet d'un déca-
issement décidé dans certaines
activités de produits alimentaires en
1973 aux U.S.A. La provision qui en
a résulté a été de \$ 7,7 millions
après impôt, soit 24 cents par action.
M. W.R. Grace & Co, président-directeur
général et chef exécutif, et Felix
S. Larkin, président, ont annoncé
les résultats de 1974, ont fait re-
marquer que la firme des principaux
secteurs de Grace, accompagnée
d'un programme d'investissements
agressif pour augmenter la capacité
de production, a permis la réali-
sation des objectifs de 1974. Les

banque Jordaen
315 rue de la Harpe
75005 Paris tél. 280-63-45
au service
du commerce
extérieur

OFFICIERS MINISTÉRIELS

VENTE AUX ENCHÈRES, le jeudi 29 mai 1975, à 14 heures, en l'étude de
M^{re} E. et R. Liffman, 45, place Ph.-de-Cubazole, — 94300 CAVAILLON.
B.P. n° 5. — Tél. : 90 78-00-73.

UN MAS à EYGALIÈRES (Bouches-du-Rhône)
avec 20.000 m² de terrain
MISE A PRIX : 280.000 FRANCS.
UN MAS à EYGALIÈRES (Bouches-du-Rhône)
avec 37.000 m² de terrain
MISE A PRIX : 350.000 FRANCS.
RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS SUR DEMANDE

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 15 mai 1975, à 14 heures
TERRAIN NU 1.411 M² A PARIS 15^e
62, BOULEVARD GARIBOLDI
MISE A PRIX : 5.000.000 F
S'adresser : M^{re} TOUNY, avocat, 15, rue d'Ar-
gent, 75004 Paris (14^e) ; M^{re} R. SCAMAMA, admini-
strateur, 10, rue Franklin-Roussell, Paris (8^e) ; M^{re} P. BERNARD, avocat,
10, rue St-Lazare, Paris (8^e), 14 av. pr. Tr. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil

Adj. au Tribunal de Commerce de Paris, le 23 mai 1975, à 14 h. 15. Fonds
INFORMATION - PUBLICITÉ
ET TOUTES OPÉRATIONS EN VUE DE FACILITER
LA VENTE D'APPARTEMENTS EN ESPAGNE
Intermédiaire en service pour le commerce d'import-export - Toutes
intermédiaires, représent. comm. locat. administr. gestion d'appart., etc.
à Paris (8^e) - 21, Rue Royale
Avec bail des locaux, comprenant :
BOUTIQUE en façade sur la rue Royale, pièce au-dessus de l'entresol.
Local au 1^{er} étage, formé de 1 Appartement, 1 sous-sol, 2 chambres sous combles.
UN APPARTEMENT au deuxième étage au-dessus de l'entresol
MISE A PRIX (pouvant être baissée) : 350.000 FRANCS.
CONSIGNATION : 150.000 Francs (en chèque certifié)
S'adresser à M^{re} X. Demoret, notaire à Paris, 67, bd Saint-Germain.
M^{re} Jean-Claude Girard, Syndic à Paris, 68, boulevard Saint-Germain.

ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vte Palais Justice Meaux, 22 mai, 14 h.
Maison 12, rue de Châteaufort,
LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE (77)
MISE A PRIX : 60.000 FRANCS
Libre locat. et occup. Bata, Meaux,
N° Nord. 19, pl. Henri-IV pr. via. s/p.
Adj. AU TRIB. DE COMM. PARIS
LE 21 MAI à 14 h. 15 - Fonds
20-22, R. BALLU, PARIS-9^e
N° 50.000 F. S'ad. M^{re} DAUBREZ,
Not. 31, qu. Tourneville, M^{re} MAR-
TIN, Synd. 13, r. Etienne-Marcel

Vte sur fol. enchère après sur. 20 mai 1975, 14 h. Trib. Corbeil-Essonnes
PROPRIÉTÉ à LA FERTÉ-ALAIS (91)
1, rue Sacha-Guitry, comprenant :
MAISON ET TERRAIN : Contenance 2.789 m²
Mise à prix 300.000 F
Rens. S.C.P.A. BELLEVILLE, JAMES GRIMAL,
av. 18, av. Carnot, Corbeil, tél. 01-33-31-31

Vente au Palais de Justice de Paris, le mardi 26 mai 1975, à 14 heures
TERRAIN - Libre de location - 220 m² superfl.
PARIS (13^e), 31-33, rue des Terres-au-Curé
MISE A PRIX : 120.000 FRANCS.
S'adresser : le M^{re} Giry, avocat, Paris (8^e), 12, av. Montaigne - 2^e DOMAINES,
11, rue Tronchet, Paris (8^e) - 3^e Grilles de crues du Trib. Cda Inst. de Paris.

Vente le 27 mai 1975, à 14 heures, au Tribunal de Corbeil-Essonnes
MAISON us. hab. - TERRAIN - 3 gds GARAGES
VIRY-CHATILLON (91) - Cont. 361 m²
MISE A PRIX : 100.000 F
Rens. : Corbeil-Essonnes, Tél. : 01-33-31-31
S.C.P.A. : Elul, James, Grimal, avocats

Vente s. surenchère du dixième au Palais Justice Paris, jeudi 22 mai 1975, 14 h.
EN UN SEUL LOT :
1) UN ATELIER - 2 REMISES - 2 BUREAUX
LOGEMENT - Jouissance d'une cour privée
2) FONDS DE COMMERCE D'EAUX GAZEUSES
MINÉRALES ET BIÈRES
sit. à
FRESNES (Val-de-Marne)
2 à 6, Promenade du Barrage et 30, rue Jules-Guesde
LIBRE - Mise à prix : 187.000 F.
S'adresser à M^{re} ROGET, avocat, 7, rue de l'Université, Paris (7^e) ;
M^{re} LYONNET DU MOUTIER, avocate, 182, rue de Sèvres, Paris (16^e) ;
M^{re} LABRET, avocate, 41, rue Dauphine, Paris (6^e).

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 15 mai 1975, à 14 heures
EN UN SEUL LOT
PARIS-15^e - RUE LECOURBE
1) TERRAIN NU 1.913 m² au 20 bis
2) TERRAIN NU, 376 m², au 22
3) IMMEUBLE 512,82 m² au 24
se composant de deux parties.
TERRAIN NU et UNE MAISON
divisée d'un rez-de-chaussée et 2 étages (2 boutiques au rez-de-chaus-
sée)
4) TERRAIN, 337 m², au 18 et 20 bis
5) Ds IMMEUBLE DE RAPPORT au 20-20 bis
Divers biens et droits immobiliers se composant de
31 LOGEM. - 11 CAVES - UN LOCAL COMM. - Cont. tot. 176 m²
MISE A PRIX : 21.500.000 F
S'adr. M^{re} TOUNY, avocat, 15, rue d'Ar-
gent, leuill à Paris (14^e) ; M^{re} SCAMAMA, admini-
strateur, 10, rue Franklin-Roussell, Paris (8^e) ; M^{re} F. SCAMAMA, avocat, 10, rue Saint-
Lazare à Paris (8^e).

هنا من المثل

EURO-EMISSIONS

Pause salutaire

Le secteur libéré par du marché euro-obligataire a imposé une pause salubre, norme activité du marché depuis le début de l'année. Les investisseurs se démontent une seule fois au cours d'une semaine, avant fin par provoquer une congestion. Investisseurs professionnels se sont devinés à l'œuvre, la masse des titres nouvellement offerts. Le volume des émissions de titres a été en hausse en avril et s'est élevé à 10 millions de dollars, portant à 1,5 milliards de dollars le montant des emprunts nouveaux effectués en avril et aux quatre premiers mois de l'année.

Avril 1977, 100 millions de dollars seulement d'euro-obligations ont été proposés et, pendant le mois de mai, le volume global des émissions nouvelles n'avait pas dépassé 100 millions de dollars. Le marché primaire a donc plus qu'il a déprimé cette année. Le présent état d'arrêt du marché des obligations est, de ce fait, bien accueilli par les euroobligataires. Le ralentissement du marché des obligations est dû au secteur des notes en euros, dans ce domaine, le besoin de financer les dépenses de l'été, notamment, de la part de ceux du Proche-Orient a été largement responsable. Le ralentissement de la demande internationale, même mouvement ayant été précédé par le ralentissement du marché des eurodettes. Mais dans le secteur, la demande du marché des obligations a été stimulée par le réajustement du retrait des investissements étrangers. En conséquence, les investisseurs euro-obligataires bénéficient d'une vive activité et accumulent un intérêt qui n'est pas moins en fin de compte à l'ensemble de cette partie du marché. Le marché des obligations euro-obligataires d'assurer un environnement d'investissement et réunir les conditions pour la reprise à court terme.

En effet, nombreux sont les investisseurs qui ont été attirés par les notes-obligations sous-jacente pour des raisons d'opportunités illégitimes en dollars. Les investisseurs ont été attirés par les raisons prévues en grande partie du fait que les besoins de diversification de leur portefeuille de portefeuilles sont maintenant satisfaits, à l'exception pour un temps de la demande de titres de dette. La manifestation est, pour récente pour être perçue une saturation dans ce

LONDRES

Le repli s'accélère

Le repli de la bourse de Londres amorcé vendredi, s'est brusquement accéléré lundi : industrielles, pétroles et banques étant les plus affectés. Recul des mines d'or.

OR (ouverture) dollars : 163 50 contre 165 50

VALEURS	CLOTURE		COURS
	2/5	5/5	
War Loan 3 1/2 %	22 1/4	23 1/4	
Beechams	264 1/2	262 1/2	
British Petroleum	420 1/2	489 1/2	
Shell	296	287	
Vickers	143	139	
Imperial Chemical	242	233	
Centronics	111	104	
De Beers	285 1/2	287 1/2	
* Western Holdings	37 3/8	37 1/4	
Rio Tinto Zinc Corp.	157	150	
* West Brimfield	47 7/8	47 3/8	

(*) En Hves.

MARCHE MONETAIRE

	taux Banque de France	taux du marché
Effets publics
Effets privés	8 %
Moyen terme	7 3/4 %

B. A. L. O.

Le SALLO du 8 mars publie notamment les résultats suivants :

Carrefour. — Attribution gratuite et cotisation de 299 528 actions de 100 francs (100 actions par titre, soit pour quatre). La capital est porté de 107 844 000 F à 134 767 500 F. La répartition des actions est faite par le détenteur à partir du 18 mai 1975 (coupon n° 11).

Compagnie des Lignes de Lorrette. — Insertion faite en vue de l'inscription éventuelle à la cote officielle de 310 255 actions nouvelles de 100 F nominal entièrement libérées, émises par la Compagnie.

Établissements économiques du Casino Guichard-Perrachon et Cie. — Insertion faite en vue de la cotation éventuelle des 74 071 actions nouvelles provenant de la conversion des obligations émises en 1970.

Plinio. — Insertion faite en vue de la cotation éventuelle, à compter du 15 mai 1975, des actions de 100 F nominal d'investissement à capital prioritaire. Le capital initial est fixé à 39 949 000 F, divisé en 299 230 actions de 200 F nominal, chacune.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

NORSK HYDRO. — La société va augmenter son capital par émission, à titre onéreux, d'une action nouvelle pour trois anciennes à 200 couronnes norvégiennes (165 F) et attribution gratuite d'une action nouvelle pour six anciennes. Les 520 millions de couronnes (420 millions de francs) ainsi recotés sont destinés au développement des secteurs pétrole et produits chimiques.

PRESSES DE LA COTE. — Bénéfice net comptable, hors plus-values : 6,54 millions de francs contre 8,9 millions (il n'y a pas eu d'impôts sur les sociétés en 1974 comme en 1973 en raison de la déduction fiscale des charges de recrutement de clients du groupe France-Lolande). Résultats consolidés : 9,93 millions de francs contre 10,15 millions. Le dividende global de 7,05 F est main-

SOMMER-ALLIBERT. — Bénéfice net consolidé : 221 millions de francs contre 48,2 millions en 1973, la marge brute d'autofinancement atteignant 142,4 millions de francs contre 140,6 millions, et les amortissements pesant de 79,9 millions de francs à 99,8 millions pour financer le plan d'investissements triennal. L'exportation a représenté 45 % du chiffre d'affaires consolidé en 1974

CREDIT GENERAL INDUSTRIE — Résultat net en 1974 : 5,3 millions de francs contre 6,5 millions, après 1,1 million de francs de contribution exceptionnelle. Bénéfice consolidé : 9 millions de francs contre 6,5 millions (-4,2 %). Dividende global : 13,50 F (inchangé).

ARTHUR MARTIN — Bénéfice net consolidé : 17,1 millions de francs contre 8,6 millions.

BOUYERE COLAS. — Bénéfice net pour 1974 : 15,4 millions de francs contre 11,9 millions. Dividende global porté de 13,50 F à 15,75 F.

LABORATOIRES ROGER SELLON. — Dividende global de 18,90 francs, inchangé.

SARREGUEMINES. — Bénéfice net de 3,2 millions de francs contre 3,7 millions. Dividende global de 13,50 F contre 11,75 F.

DE DIETRICH. — Dividende global
porté de 20,16 F à 22,25 F.

INDICES QUOTIDIENS
 (INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

30 avril 2 mai

Valeurs françaises ..	133,2	135,6
Valeurs étrangères ..	126,2.	125

C^e DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 dec. 1961.)

VALUES	COUNT
--------	-------

[illegible]

number	value	C
--------	-------	---

1	Dr. Hatcher	4	3
2	Dr. Hatcher	4	3
3	D.M. Lott	4	3
4	Dr. Hatcher	4	3
5	Dr. Hatcher	4	3
6	Dr. Hatcher	4	3
7	Dr. Hatcher	4	3
8	Dr. Hatcher	4	3
9	Dr. Hatcher	4	3
10	Dr. Hatcher	4	3
11	Dr. Hatcher	4	3
12	Dr. Hatcher	4	3
13	Dr. Hatcher	4	3
14	Dr. Hatcher	4	3
15	Dr. Hatcher	4	3
16	Dr. Hatcher	4	3
17	Dr. Hatcher	4	3
18	Dr. Hatcher	4	3
19	Dr. Hatcher	4	3
20	Dr. Hatcher	4	3
21	Dr. Hatcher	4	3
22	Dr. Hatcher	4	3
23	Dr. Hatcher	4	3
24	Dr. Hatcher	4	3
25	Dr. Hatcher	4	3
26	Dr. Hatcher	4	3
27	Dr. Hatcher	4	3
28	Dr. Hatcher	4	3
29	Dr. Hatcher	4	3
30	Dr. Hatcher	4	3
31	Dr. Hatcher	4	3
32	Dr. Hatcher	4	3
33	Dr. Hatcher	4	3
34	Dr. Hatcher	4	3
35	Dr. Hatcher	4	3
36	Dr. Hatcher	4	3
37	Dr. Hatcher	4	3
38	Dr. Hatcher	4	3
39	Dr. Hatcher	4	3
40	Dr. Hatcher	4	3
41	Dr. Hatcher	4	3
42	Dr. Hatcher	4	3
43	Dr. Hatcher	4	3
44	Dr. Hatcher	4	3
45	Dr. Hatcher	4	3
46	Dr. Hatcher	4	3
47	Dr. Hatcher	4	3
48	Dr. Hatcher	4	3
49	Dr. Hatcher	4	3
50	Dr. Hatcher	4	3
51	Dr. Hatcher	4	3
52	Dr. Hatcher	4	3
53	Dr. Hatcher	4	3
54	Dr. Hatcher	4	3
55	Dr. Hatcher	4	3
56	Dr. Hatcher	4	3
57	Dr. Hatcher	4	3
58	Dr. Hatcher	4	3
59	Dr. Hatcher	4	3
60	Dr. Hatcher	4	3
61	Dr. Hatcher	4	3
62	Dr. Hatcher	4	3
63	Dr. Hatcher	4	3
64	Dr. Hatcher	4	3
65	Dr. Hatcher	4	3
66	Dr. Hatcher	4	3
67	Dr. Hatcher	4	3
68	Dr. Hatcher	4	3
69	Dr. Hatcher	4	3
70	Dr. Hatcher	4	3
71	Dr. Hatcher	4	3
72	Dr. Hatcher	4	3
73	Dr. Hatcher	4	3
74	Dr. Hatcher	4	3
75	Dr. Hatcher	4	3
76	Dr. Hatcher	4	3
77	Dr. Hatcher	4	3
78	Dr. Hatcher	4	3
79	Dr. Hatcher	4	3
80	Dr. Hatcher	4	3
81	Dr. Hatcher	4	3
82	Dr. Hatcher	4	3
83	Dr. Hatcher	4	3
84	Dr. Hatcher	4	3
85	Dr. Hatcher	4	3
86	Dr. Hatcher	4	3
87	Dr. Hatcher	4	3
88	Dr. Hatcher	4	3
89	Dr. Hatcher	4	3
90	Dr. Hatcher	4	3
91	Dr. Hatcher	4	3
92	Dr. Hatcher	4	3
93	Dr. Hatcher	4	3
94	Dr. Hatcher	4	3
95	Dr. Hatcher	4	3
96	Dr. Hatcher	4	3
97	Dr. Hatcher	4	3
98	Dr. Hatcher	4	3
99	Dr. Hatcher	4	3
100	Dr. Hatcher	4	3

ors | Dealers | **VALUES**

[illegible]

Cours	Bernier	VAL
-------	---------	-----

[illegible]

Case	Court	Duration
------	-------	----------

[illegible]

BOURSE DE PARIS — 2 MAI — COMPTANT

VALEURS		% du mois.		% du coupon		Cours précéd.		Dernier cours		Cours précéd.		Dernier cours		Cours précéd.		Dernier cours	
%.....	60 58	1	759	France (C.A.)	650	499	355	100	113	50	113	50	113	50	113	50	113
% 1920-1930	57	1	747	France (C.A.)	650	499	355	100	113	50	113	50	113	50	113	50	113
% amort. 45-54	130	62	249	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 77 1932	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1932-1934	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1934-1935	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1935-1936	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1936-1937	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1937-1938	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1938-1939	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1939-1940	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1940-1941	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1941-1942	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1942-1943	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1943-1944	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1944-1945	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1945-1946	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1946-1947	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1947-1948	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1948-1949	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1949-1950	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1950-1951	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1951-1952	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1952-1953	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1953-1954	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1954-1955	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1955-1956	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1956-1957	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1957-1958	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1958-1959	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1959-1960	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1960-1961	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1961-1962	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1962-1963	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1963-1964	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1964-1965	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1965-1966	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1966-1967	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1967-1968	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1968-1969	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1969-1970	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1970-1971	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1971-1972	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1972-1973	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1973-1974	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1974-1975	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1975-1976	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1976-1977	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1977-1978	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1978-1979	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1979-1980	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1980-1981	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1981-1982	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1982-1983	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1983-1984	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1984-1985	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1985-1986	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1986-1987	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1987-1988	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1988-1989	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1989-1990	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1990-1991	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1991-1992	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1992-1993	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1993-1994	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1994-1995	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1995-1996	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1996-1997	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1997-1998	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1998-1999	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 1999-2000	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 2000-2001	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 2001-2002	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 2002-2003	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 2003-2004	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 2004-2005	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 2005-2006	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 2006-2007	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114	114	114	114
% 2007-2008	124	1	287	Prévoyance	1052	1052	232	100	114	114	114	114	114	114			

MARCHÉ À TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la notation des valeurs avant 20 h. 15 et de suspendre celle de 20 h. 15 à 22 h. 30. Des ordres de

MARCHÉ A TERME										MARCHÉ A TERME										MARCHÉ A TERME										
Les cours. Elles sont corrigées de l'ensemble des données de la première édition.										Les cours. Elles sont corrigées de l'ensemble des données de la première édition.										Les cours. Elles sont corrigées de l'ensemble des données de la première édition.										
apport	VALEURS	Précéd. clôture	Prém. cours	Dernier cours	Compt. Prém. cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prém. cours	Dernier cours	Compt. Prém. cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prém. cours	Dernier cours	Compt. Prém. cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prém. cours	Dernier cours	Compt. Prém. cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prém. cours	Dernier cours	Compt. Prém. cours	Compensation
14	4.50 % 1978	324 58	324 58	321	331 58	688	Cie Elc East	684	700	707	700	185	Oldo-Cuty.	181 58	185	185 58	183	255	Tales-Luz.	253	252	252	247 30	195	Gas. Electric	198 20	198 40	198 10	194	194
100	C.N.E. 3 %	1210	1207	1213	1210	107	Electro-Med.	114	118	117	115 80	81	Opti-Parisis.	80	88	88	79	360	T.B.T.	359	375 20	382	385	74	Gas. Métiers.	178 80	184 20	183 20	185	184
						285	Exp. Metra.	286	289	287	280							370	T.B. Electr.	352	381	380	370	74	Goldfields.	24 45	24 40	24 40	24	24 50
						85	S. Lohr.	86	88	88	85 10							75	Ed. Grégoire	75	80	80	75	45	Harland & Wolff	45	45	45	45	45
20	Adrien Ode.	359	374	375	370	77	S.O.S.A.F.	76	78	78	75 10							76	Terres Kamp.	77	85 88	85 80	84 25	18	Hochst Akt.	244	241 50	243 50	244 50	244 50
40	Alc. Liquide.	359	384	385	372	77	Boromane	176	179 50	179 50	176							210	Thomas Par.	218	216	216	215 34	48	Ind. Chem.	22 90	23 80	24 20	23	23 60
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69	Europe H-1.	319	315	314 50	314							210	Tal. Grégoire	218	216	216	215 34	113	Ind. Inter.	113 50	114 50	114 50	113 50	113 50
2	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	U.C.S.	231	233 50	237 20	237 20	383	L.T.T.	385	386	386	385	385
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20	57 20	57 20	57 20	69												210	Un. Pr. Signes	232	233	233 50	237 20	118	Internat. Ind.	115	115 50	115 50	118	118 20
10	Alc. P.A.R. Ind.	57 20																												

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS péc.	COURS 2/5
Etats-Unis (5 t.)	4 141	4 014
Canada (5 t.)	4 088	4 048
Malaisie (100 t.)	174 076	173 280
Suède (100 t.)	11 795	11 771
Denmark (100 t.)	75 820	75 121
Espagne (100 t.)	7 372	7 371
France-Bretagne (2 t.)	3 745	3 693
Italie (100 t.)	0 665	0 665
Grèce (100 t.)	82 320	82 265
Pays-Bas (100 t.)	171 275	170 966
Portugal (100 t.)	18 830	18 911
Bulgarie (100 t.)	184 220	184 225

COURS DES BILLETTS MARCHÉ LIBRE DE L'OR

échange de gré à gré entre banques	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/6
4 14	dr fin (dile en barre)	22450	22486
4 94	dr fin (dile en lingot)	22740	22586
173 25	frs français (10 fr.)	33	33
11 27	frs français (20 fr.)	33	237 78
75 25	frs français (10 fr.)	168 50	168 50
7 32	frs français (20 fr.)	232 50	238 22
9 78	frs suisse (20 fr.)	211	209 69
0 06	Souverain	212	212 50
88	frs de 20 dollars	100 40	99 88
171	frs de 10 dollars	516 61	516
16 12	frs de 5 dollars	264	266
103 10	frs de 50 pesos	514	510

